


UNIVERSITY OF CALIFORNIA
JAMES K. MOFFITT FUND
No.
Let there be light!





HISTOIRE

DE

NAPOLÉON

PAR

M. DE NORVINS.

Cinquième Édition,

ORNÉE

DE CINQUANTE-CINQ VIGNETTES, SITES PITTORESQUES, PORTRAITS, CARTES ET PLANS DE BATAILLES.



PARIS,

FURNE, LIBRAIRE-EDITEUR,

QUAI DES AUGUSTINS, N° 39.

MDCCCXXXV.

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON.

TOME II.

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER,
RUE DE SEINE, N° 14.

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON

PAR M. DE NORVINS.

Sixième Édition.

TOME SECOND.

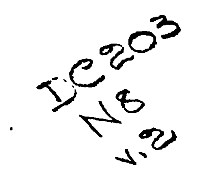


PARIS,

FURNE, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

QUAI DES AUGUSTINS, N° 39.

M DCCC XXXIV.


LC203
N8
v.2





HISTOIRE

DE

NAPOLÉON.

LIVRE CINQUIÈME.

Gouvernement Directorial.

CHAPITRE PREMIER.

(9 et 10 novembre 1799.)

JOURNÉES DES 18 ET 19 BRUMAIRE AN VIII.

LE général Bonaparte fut vivement frappé de l'excès d'enthousiasme qui, à son débarquement, transporta la population de Fréjus. Cette exaltation portait un autre caractère que celle qu'avait produite la gloire du héros d'Italie; car la

multitude ne saluait pas le vainqueur des Turcs, le conquérant de l'Égypte, mais le LIBÉRATEUR de la France. Ce mot devint pour lui un oracle; et, dès ce moment, il connut toute la faveur de la fortune qui le ramenait dans sa patrie. Mais qu'était Fréjus auprès de la capitale? qu'étaient les habitans de cette petite ville de matelots auprès de l'élite de la nation, auprès du peuple de la grande cité qui avait proclamé tous les fastes de la révolution; de ce peuple qui, auteur, témoin et victime de ses orages, leur survivait, avec le privilége de frapper les proscriptions et de décerner les triomphes? Bonaparte l'Égyptien ne pouvait plus redouter à Paris les souvenirs du 13 vendéminaire, si brillamment amnistiés depuis trois ans par les trophées de Bonaparte l'Italique. Cependant, comme à cette époque surtout les Parisiens n'étaient pas rassasiés de victoires, Bonaparte crut devoir se faire précéder par le bulletin de la bataille d'Aboukir, qui le montrerait couvert des palmes de l'Orient.

Sa relâche forcée en Corse et sa descente à Fréjus venaient de lui confirmer l'état déplorable de la France, dont les gazettes de Francfort l'avaient instruit en Égypte. Les Chouans désolaient la Bretagne par leurs vols et leurs cruautés; la guerre civile s'était rallumée dans l'Ouest avec fureur, et se propageait à travers le département de l'Eure jusqu'aux environs de Paris; après avoir gagné Bordeaux et Toulouse, elle menaçait d'envahir le Midi. L'Italie tout entière gémissait sous le joug des Austro-Russes, ses nouveaux maîtres. Joubert, envoyé dans cette contrée par le parti Sieyes, pour acquérir, à la tête

de l'armée et par des exploits, l'importance et la popularité nécessaires à un grand rôle politique, était mort en combattant à Novi. Bonaparte sentit qu'il reparaissait à propos, non pour venger Joubert ou le Directoire, mais pour ressaisir le berceau de sa grandeur. Cette conquête lui souriait d'autant plus que Masséna, l'homme de toutes les victoires d'Italie, ayant détruit en Suisse le dernier corps de l'armée de Suwarow, il pourrait se retrouver encore, comme en 1796, face à face avec l'Autriche seule, et il était loin de désespérer de lui dicter la paix une seconde fois. Mais ce qui frappa surtout l'attention de Bonaparte, ce fut de voir le Directoire tombé dans une telle déconsidération aux yeux de la France, qu'on ne lui savait aucun gré ni des succès de Masséna en Suisse, ni de ceux de Brune en Hollande, et que l'éclat des fameuses batailles de Zurich et de Bergen restait exclusivement personnel à ces deux généraux.

Bonaparte donna le premier l'exemple de cette propriété de la gloire; mais jusqu'alors il n'avait appartenu qu'à lui seul de s'en emparer et de n'être justiciable ni de la faveur ni de la défaveur des chefs de l'État. Quand il vit que Masséna et Brune se trouvaient par la force des choses admis à la même prérogative, il jugea que l'heure du Directoire et la sienne étaient arrivées, et sans doute il n'est pas de signe plus visible, plus énergique, de la décadence d'un gouvernement, que cette partialité publique qui ne lui porte en compte que les défaites et les adversités.

Le 9 octobre, à six heures du soir, Bonaparte se

mit en route pour Paris avec Berthier, son chef d'état-major perpétuel; il ne fit que continuer un triomphe depuis Fréjus jusqu'à la capitale. Des réceptions extraordinaires, des honneurs souverains l'attendaient à Aix; à Avignon, à Valence, à Vienne, et surtout à Lyon. Des fêtes furent improvisées sur son passage par les villes et par les campagnes, et présidées par les autorités. Pendant ce voyage, l'une des plus belles époques de sa vie, il ne put douter à chaque pas qu'il n'était accueilli comme libérateur par la France: elle y mettait tant d'abandon, qu'il dut la croire dans la confidence de l'avenir. Il comprit, il accepta ces présages de succès, et arriva le 16 à Paris, non-seulement pleinement justifié à ses propres yeux d'avoir quitté le commandement de l'Égypte, mais bien convaincu qu'il n'avait fait qu'obéir à la volonté nationale. Le Directoire seul, instruit par la renommée, ou témoin lui-même de l'enthousiasme qu'excitait la présence de Bonaparte, se laissait tellement aveugler par sa confiance dans ce que l'on appelle en politique *l'état de possession*, qu'il ne prit aucun ombrage des manifestations de l'opinion publique, et se disposa aussi à fêter son déserteur d'Égypte.

Après la mort de Joubert et le retour à Paris de Moreau qui venait de s'illustrer en se mettant à la tête de notre armée, engagée dans une action terrible avec les Russes, Sieyes et ses amis avaient reporté leurs vues sur ce général. Mais, à la nouvelle du débarquement de Bonaparte, Moreau dit aux directeurs: « Vous n'avez plus besoin de moi; voilà l'homme « qu'il vous faut pour un *mouvement*; adressez-vous

« à lui. » Ces paroles de Moreau donnent la mesure des combinaisons étroites du Directoire, qui croyait ressaisir le crédit et la force en faisant opérer un *mouvement;* elles prouvent aussi que Moreau ne pénétrait pas mieux que les gouvernans d'alors les conséquenees inévitables de cette apparition si imprévue de Bonaparte. Enfoncé dans la routine révolutionnaire, le Directoire ne savait pas ce que tout le monde sentait à Paris, ce que l'on répétait dans les salons et dans les lieux publics, qu'un parti nouveau se présentait pour dominer tous les autres : c'était le parti de l'armée, qui, n'ayant paru sur le théâtre politique qu'au 18 fructidor, allait profiter de l'ascendant qu'on lui avait donné en implorant ses dangereux secours contre une portion des Conseils et du gouvernement. Le vainqueur de Toulon, de vendémiaire, d'Italie et d'Egypte, représentait ce parti, le seul redoutable désormais; et certes, le hardi violateur des règlemens sanitaires n'avait pas brisé toutes les lois militaires et civiles pour venir offrir son appui au Directoire.

Bonaparte jugeait bien de l'effet du bulletin d'Aboukir sur les habitans de la capitale. Son arrivée fut annoncée dans tous les spectacles comme une prospérité publique. Cette circonstance seule l'engageait. Il vit que Paris était dans son secret et dans ses espérances. En effet, il fut accueilli par une conspiration générale, et entouré tout à coup d'amitiés ou d'intérêts qu'il ne pouvait prévoir. Le lendemain, 17 octobre, il se rendit au Luxembourg, où il exposa en séance particulière la situation de l'Égypte; il déclara aux directeurs, qu'instruit des malheurs

de la France, il n'était revenu que pour la défendre. Il jura sur son épée que son départ n'avait point d'autre cause, et lui point d'autre intention. Ainsi Bonaparte n'était pas autorisé par des instructions à quitter l'Égypte quand il le croirait convenable; et s'il ne faut pas tout-à-fait regarder comme une fable cette lettre du Directoire qui le rappelait en France, il est certain qu'il ne la reçut point avant son départ d'Égypte.

Les cinq directeurs, divisés, non en trois factions, mais en trois intrigues, prirent chacun pour eux ce serment militaire. Toutefois, voulant éviter de leur donner aucun soupçon et de se prononcer plutôt pour l'un que pour l'autre, Bonaparte recommença le genre de vie retirée qu'il avait adopté, soit lorsqu'il fut abandonné par le Comité de salut public, après le siége de Toulon et l'affaire du Cairo, soit après l'inspection de l'armée d'Angleterre, avant de partir pour l'Égypte. Il se montrait peu en public, n'allait au théâtre qu'en loge grillée, ne fréquentait ostensiblement que les savans, et ne consentit à dîner chez les directeurs qu'en famille. Il ne put cependant refuser le banquet que lui offrirent les deux Conseils dans le temple de la Victoire (l'église Saint-Sulpice); mais il ne fit que paraître à cette espèce de fête, dont il sortit avec Moreau.

Paris regardait avec une sorte de respect cette solitude de Bonaparte après de glorieux travaux; on faisait plus encore, on attachait au retour de cette habitude, qui avait marqué les époques importantes de sa carrière, l'espérance de quelque haute combinaison qui vînt au secours de la nation. Le public ne

se trompe guère sur les grands évènemens qui doivent éclore, et il se trompait d'autant moins cette fois dans son attente, que lui-même conspirait ouvertement contre le Directoire. Bonaparte n'eût pas apporté d'Égypte la volonté de changer le gouvernement de la France et d'en prendre les rênes, qu'il y aurait été forcé par l'opinion. La situation positive des affaires lui fut révélée par de bons observateurs, par Cambacérès, Rœderer, Réal, Regnault de Saint-Jean-d'Angély, Boulay de la Meurthe, Daunou, Chénier, Maret, Sémonville, Murat, Bruix, Talleyrand et Fouché de Nantes. De toutes parts on pressait le général Bonaparte de se mettre, non à la tête d'un mouvement, mais d'une révolution.

Voici l'état des partis qu'il fallait soutenir ou combattre dans l'intérieur. Jourdan, Augereau et Bernadotte, figuraient au premier rang de la faction démocratique, connue sous le nom du *Manége*. Cette faction, qui se ralliait aux directeurs Moulins et Gohier, lequel présidait alors, se composait des révolutionnaires républicains. Elle fit ses confidences à Bonaparte; il les accepta, et tenait ostensiblement pour Gohier et Moulins. Sieyes dirigeait les politiques, les modérés qui siégeaient dans le Conseil des Anciens. Il proposait à Bonaparte d'exécuter un coup d'Etat médité dès long-temps, et lui soumettait une constitution qu'il avait silencieusement élaborée. Roger-Ducos, l'ombre de Sieyes, se trouvait toujours compris de droit dans toutes les opinions de son collègue. Quant à Barras, placé à la tête des spéculateurs, des hommes de plaisir, c'était un ambitieux de sérail; seul de son espèce au Directoire, il flottait

entre les deux partis, et aurait voulu s'en débarasser : voilà le motif de l'accueil qu'il avait fait au général Bonaparte, qui l'appelait le chef des *pourris*. Un quatrième parti se formait des conseillers de Bonaparte, qui ne se souciaient ni de la démagogie de Gohier, ni de la métaphysique de Sieyes, ni de la corruption de Barras. Au nombre de ces hommes se rangeait Fouché, alors ministre de la police du Directoire. Il avait rompu avec les républicains, dont il était sorti, et à l'arrivée de Bonaparte, il se hâta de commencer vis-à-vis du Directoire le rôle qu'il n'a cessé de jouer depuis sous les divers gouvernemens de la France. Ses services parurent d'autant plus précieux, qu'il pouvait être plus nuisible aux projets du général. Il fallut donc recevoir les ouvertures de Fouché comme une nécessité. Mais il était en pleine trahison, et par cela seul aussi sa position devenait très-dangereuse pour lui-même; en conséquence il dut se contenter d'être écouté : la confiance n'alla pas plus loin. Bonaparte accueille encore les avis et les instances d'un autre ministre, que sa disgrâce récente, due à l'influence du *Manège*, poussait à prendre une couleur plus franche, et à obtenir plus de crédit que Fouché; cet ex-ministre était le citoyen Talleyrand-Périgord : il ne devait plus aucune fidélité au Directoire, et il avait, par ses antécédens et par la nature de son esprit, plus de raisons sans doute que le révolutionnaire Fouché d'être dégoûté de la république et de ses gouvernans. Une division extrême régnait parmi ces derniers : ils travaillaient séparément avec une ardeur infatigable auprès de Bonaparte à la destruction de leur propre puissance.

Tel est le bulletin connu des conspirations, au milieu desquelles celle dont Bonaparte était l'ame et le guide attirait toutes les autres, et les entraînait dans son tourbillon, comme une grande planète entraîne ses satellites.

Résolu à dissoudre le Directoire, Bonaparte voulait que cette opération ne fût pas une révolution, mais un changement, mode qu'il avait inutilement proposé jadis aux directeurs pour la Suisse et pour l'État romain. Bonaparte aimait la guerre et avait en horreur le moindre tumulte populaire. Pour arriver à son but, il existait une route constitutionnelle, indiquée par Sieyes et par l'article 3 de la Constitution, qui donnait aux Anciens le pouvoir de transférer les deux Conseils hors de la capitale. Grâce à cette mesure légale, le Directoire se trouvait isolé. Bonaparte jugea que le moment de s'entendre avec Sieyes était venu en raison de l'immense influence que ce directeur exerçait dans le Conseil des Anciens. Bonaparte le connaissait depuis long-temps, et penchait à se rapprocher de ce personnage : cependant les amis du général l'engageaient à voir Barras : il dîna avec ce directeur le 30. Après le repas, Barras lui confia le besoin qu'il éprouvait de se retirer des affaires, et la nécessité d'adopter pour la France une autre forme de gouvernement. Il ne voyait, disait-il, que le général Hédouville qui convînt pour être le président de la nouvelle république. La confidence manquait d'adresse. Le nom d'Hédouville cachait celui de Barras, à qui un regard de Bonaparte découvrit qu'il était deviné. Il quitta Barras, assez irrité de ce que ce

directeur avait voulu le jouer, et visita Sieyes, avec lequel il s'accorda bientôt. On convint que celui-ci disposerait le Conseil des Anciens à prendre la résolution qu'autorisait la Constitution, et que Bonaparte se chargerait d'appuyer au besoin, par les troupes, la décision de ce Conseil. Les deux conspirateurs arrêtèrent que l'entreprise serait exécutée du 15 au 20 brumaire, c'est-à-dire du 6 au 11 novembre 1799. Le lendemain matin, Bonaparte vit arriver Barras, qui, averti par ses amis de l'inconvenance de ses paroles de la veille, et de la maturité des évènemens, s'excusa en témoignant le désir de n'être pas oublié dans les nouveaux projets, et finit par se mettre *à la disposition du seul homme*, disait-il, *qui pût sauver la France*. Il était difficile d'abdiquer avec plus de franchise. Bonaparte se montra moins confiant que Barras : il allégua les soins qu'exigeait sa santé, et le besoin d'un long repos. On remarqua depuis ce moment que Sieyes prenait des leçons d'équitation. Cette nouvelle amusa la capitale, et surtout Barras, qui s'égayait chaque jour aux dépens de son collègue.

La garnison de Paris, dont une partie avait servi en Italie, et dont l'autre avait marché sous les ordres de Bonaparte au 13 vendémiaire, ainsi que les quarante-huit adjudans et les chefs de la garde nationale nommés par lui après cette journée, en sa qualité de général en chef de l'armée de l'intérieur, enfin une bonne partie l'état-major de la place, avaient voulu être présentés au vainqueur de l'Égypte dès son arrivée à Paris; trois régimens de dragons, surtout, désiraient avec ardeur qu'il les passât

en revue. Le général les remettait de jour en jour, dans la crainte d'affecter la popularité militaire, et d'éveiller les soupçons du ministre de la guerre Dubois de Crancé, son ennemi personnel et la créature du *Manége* : mais, le 15, dans une dernière conférence entre Bonaparte et Sieyes, l'exécution de la révolution méditée ayant été définitivement fixée au 18 brumaire (9 novembre), les officiers de la garnison furent convoqués à sept heures du matin, pour le 18, au domicile du général. Quant aux troupes, les généraux Murat, Lannes, Leclerc, beau-frère de Bonaparte, et les colonels, tels que Sébastiani, qui commandait le 3e de dragons, se chargèrent de disposer leurs officiers à marcher sous le nouveau drapeau. Chaque régiment connut, dans la nuit du 17 au 18, son ordre de mouvement; les chefs seuls étaient dans la confidence de l'objet de ce mouvement. Bonaparte avait fait appeler Sébastiani, son ami et son compatriote, et, après lui avoir confié les projets du lendemain, lui dit de s'assurer de son régiment, et de le diviser en deux parties, dont six cents hommes à pied prendraient position, le 18, à six heures du matin, dans la rue Royale, sur la place Louis XV, sans pouvoir communiquer avec ce qui ce fût. Sébastiani devait ensuite se rendre chez Bonaparte avec quatre cents chevaux, occuper les avenues de sa maison jusqu'à la rue du Mont-Blanc, et donner pour consigne à ses védettes de laisser entrer tous les militaires qui se présenteraient, mais de ne permettre à personne de sortir. Ces ordres furent exécutés. Le chef d'escadron Letort eut le commandement des dragons à pied; le chef d'es-

cadron Maupetit, celui des dragons à cheval. A six heures du matin, le 18, ces deux troupes étaient à leur destination.

Le ministre de la guerre, Dubois de Crancé, n'avait pu ignorer le mouvement militaire qui s'opérait depuis quelques jours dans les casernes et parmi les officiers, en faveur du général Bonaparte; il eut des preuves certaines du complot formé d'enlever la garnison de Paris et de l'employer à une révolution contre le gouvernement. Il alla au Luxembourg, le 17, en donna avis à Gohier, président du Directoire, et lui proposa de faire arrêter le général Bonaparte, le lendemain, au milieu de l'exécution de son projet. Mais les directeurs, qui se reposaient sur les rapports de Fouché et sur les sentimens que Bonaparte leur avait témoignés constamment depuis son retour, Gohier surtout que Bonaparte ménageait le plus, parce qu'il craignait davantage son influence républicaine, se récrièrent contre le dessein du ministre, et restèrent dans l'ignorance complète de ce qui se passait sur la rive droite de la Seine. Cependant Dubois de Crancé, ne voulant pas être pris tout-à-fait au dépourvu, dans le cas où le Directoire se réveillerait, avait consigné toutes les troupes dans leurs casernes. Le colonel Sébastiani reçut, le 18, à cinq heures du matin, l'ordre de se rendre au ministère, comme il montait à cheval, avec ses dragons. Sébastiani mit l'ordre dans sa poche et arriva avec ses quatre cents chevaux à l'hôtel Bonaparte. Le général l'envoya inviter ses officiers à déjeuner. En chemin, Sébastiani rencontra, dans la longue et étroite avenue qni conduit à la maison de

Bonaparte, le général Lefebvre en voiture; ce général était commandant de Paris; il demanda avec sévérité au colonel en vertu de quelle autorité il était à la tête de son régiment. « Le général Bonaparte « vous le dira », répondit Sébastiani. Lefebvre ordonna à son cocher de sortir et de le ramener chez lui. Alors Sébastiani fit connaître sa consigne et engagea Lefebvre à entrer chez Bonaparte pour s'entendre avec lui. Lefebvre, voyant l'impossibilité de faire tourner sa voiture dans l'avenue, et de se soustraire à la consigne donnée, se décida à suivre le conseil de Sébastiani. En arrivant chez le général Bonaparte, il l'interrogea sur le mouvement de troupes qui avait lieu d'après ses ordres, et lui fit de violens reproches. Quant il eut fini, Bonaparte lui dit froidement : « Général Lefebvre, vous êtes une « des colonnes de la république; je veux la sauver « aujourd'hui avec vous, et la délivrer des avocats « qui perdent notre belle France. Voilà pourquoi je « vous ai engagé à venir chez moi ce matin. — Les « avocats! répondit le général Lefebvre, oui, vous « avez raison, il faut les chasser. Vous pouvez comp« ter sur moi. » Ainsi se termina cette aventure qui pouvait amener des suites sérieuses. On sent combien il importait à Bonaparte d'avoir pour lui et avec lui le commandant de Paris. Bientôt après se présentèrent en foule tous les généraux et officiers qui, depuis quelques jours, s'étaient déclarés les partisans de l'adversaire du Directoire. Dans ce nombre on remarquait Moreau, qui se livra tout entier à Bonaparte. Celui-ci craignait Bernadotte, le chef le plus dangereux du parti du *Manége*, et depuis

quelque temps plus que suspect au Directoire, qui deux mois auparavant lui avait retiré le portefeuille de la guerre. Ce général, à l'époque du 18 fructidor, où il commandait une division de l'armée d'Italie, avait publiquement désapprouvé la protection que Bonaparte et son armée donnèrent à cette révolution. Le matin, sur l'invitation de ce général, Bernadotte s'était rendu chez lui; une conversation très-vive eut lieu entre eux : Bernadotte refusa de coopérer au changement politique dont il recevait la confidence. Il sortit de cet entretien, après avoir promis de rester neutre : cet engagement ne l'obligeait probablement que pour la journée, comme on le verra. Satisfait d'avoir paralysé, pour le moment, un homme qui pouvait au moins contrarier ses projets, Bonaparte, incapable de rien négliger, voulut aussi s'assurer du président du Directoire, et l'engagea à dîner pour le jour même de l'évènement. Mais cette précaution ne lui parut pas encore suffisante, et afin de n'éprouver de la part de Gohier aucune résistance aussitôt que la décision du Conseil des Anciens serait connue, il avait aussi fait adresser par madame Bonaparte, et porter par son fils Eugène au directeur et à son épouse, une invitation pressante à déjeuner pour huit heures du matin. Gohier, en homme qui s'avise un peu tard, se contenta d'envoyer sa femme. Cependant, à l'insu du Directoire, dont l'incrédulité et la confiance sommeillaient au Luxembourg, dès cinq heures une convocation extraordinaire avait été faite aux membres du Conseil des Anciens qui trempaient dans la conjuration. Déjà le général Bonaparte se trouvait entouré de la pres-

que totalité des militaires de Paris, lorsque le député Cornet vint lui apporter le décret qui mettait l'armée à sa disposition, et ordonnait la translation des deux Conseils à Saint-Cloud. Il faut rendre à chacun ce qui lui appartient: il n'est douteux pour aucun homme témoin de ce grand drame, que, sans le décret du Conseil des Anciens, le général Bonaparte ne pouvait exécuter ses projets, ni changer la forme du gouvernement en vingt-quatre heures, sans se jeter dans les hasards tumultueux d'une révolution, au milieu de la capitale. Ce décret ne légitimait pas, mais il autorisait ce qui allait avoir lieu militairement. Le centre, le foyer, l'indispensable appui de la conspiration, était dans le Conseil des Anciens.

Fouché, qu'on n'avait point admis à diriger les fils de la trame, s'en dédommageait en faisant espionner les deux partis: il sut le premier que Gohier avait rejeté les avis de Dubois de Grancé, et se targua de cette révélation auprès de Bonaparte; il sut le premier aussi que le décret des Anciens était rendu, et se hâta d'en informer le général avant l'arrivée de Cornet, leur président. Alors, ne pouvant retenir son zèle, ou plutôt saisissant, pour en recueillir les fruits, l'occasion de le faire éclater, il avoua au général qu'il avait ordonné de fermer les barrières de Paris, et d'arrêter le départ des courriers et diligences. Fouché n'était pas encore corrigé des moyens révolutionnaires, et sentait toujours son école. Bonaparte se contenta de lui répondre: « Vous « voyez, par l'affluence des citoyens et des braves « qui m'entourent, que je n'agis qu'avec la nation et « pour la nation. Je saurai faire respecter le décret

« du Conseil et assurer la tranquillité publique. » Fouché sortit de chez le général pour publier une proclamation qu'il tenait toute prête en faveur de la nouvelle révolution, et se rendit ensuite au Luxembourg, afin d'avertir le Directoire de la résolution du Conseil des Anciens. Le président Gohier le reçut comme il le méritait. Quel besoin Fouché, engagé comme il l'était, avait-il de se présenter aux directeurs, quant il n'avait pas cessé, depuis le retour du général Bonaparte, d'employer sa police à les trahir? Voici la raison de cette conduite: l'affaire n'était pas encore terminée; il osa dire au président que les rapports ne lui avaient pas manqué; mais ces rapports étaient évidemment faux, puisque ce ministre infidèle travaillait contre le Directoire. Il ajouta: « *N'est-ce pas du sein même du Directoire que le coup est parti? Sieyes et Roger-Ducos sont à la commission des Anciens. — La majorité est ici,* lui répondit froidement Gohier, *et si le Directoire a des ordres à donner, il en chargera des hommes plus dignes de sa confiance.* »

Gohier avait raison de parler ainsi à Fouché; mais il avait le tort, dans ces circonstances, de s'être montré, comme ses collègues, un si médiocre conspirateur après avoir été un si faible gouvernant. Il ne pouvait ignorer que Bonaparte était venu pour prendre part aux affaires; en effet, comme le dit Fouché, le général avait demandé à Gohier de le faire admettre au Directoire, et Gohier ne refusa de coopérer à cette innovation qu'en alléguant l'âge prescrit par la Constitution. Le fait est qu'il ne se trouvait d'hommes capables dans cette révolution que ceux qui l'exécu-

taient; et qu'un gouvernement déclaré vacant dans sa propre capitale, par la majorité des habitans et par ses troupes, et qui comptait parmi ses ennemis Bonaparte, Moreau, Talleyrand, Fouché, Cambacérès et les hommes les plus puissans et les plus distingués du temps, n'avait aucun moyen de salut, et devenait ridicule dans sa chute, qui était le secret de toute la population depuis quinze jours.

Cependant le président Cornet venait de donner lecture au général Bonaparte, en présence de tous les militaires qui remplissaient son hôtel, du décret suivant: « Le Conseil des Anciens, en vertu des « articles 102, 103 et 104 de la Constitution, dé« crète ce qui suit: 1° Le Corps-Législatif est trans« féré dans la commune de Saint-Cloud. Les deux « Conseils y siégeront dans les deux ailes du palais. « 2° Ils y seront rendus demain, 19 brumaire, à « midi. *Toute continuation de fonctions de délibé« ration est interdite ailleurs avant ce terme.* 3° Le « général Bonaparte est chargé de l'éxécution du pré« sent décret; il prendra toutes les mesures nécessaires « pour la sûreté de la représentation nationale. Le « général commandant la 17e division, la garde du « Corps-Législatif, les gardes nationales sédentaires, « les troupes de ligne qui se trouvent dans la com« mune de Paris et dans l'arrondissement constitu« tionnel et dans toute l'étendue de la 17e division, « sont mis immédiatement sous ses ordres et tenus « de le reconnaître en cette qualité. Tous les citoyens « lui prêteront main-forte à la première réquisition. « 4° Le général Bonaparte est appelé dans le sein du « Conseil, pour y recevoir une expédition du présent

« décret et prêter serment: il se concertera avec les « commissions des inspecteurs des deux Conseils.
« 5° Le présent décret sera de suite transmis par un « message au Conseil des Cinq-Cents et au Direc-« toire exécutif; il sera imprimé, affiché, promulgué « et envoyé dans toutes les communes de la républi-« que par des courriers extraordinaires. »

Tel fut le premier manifeste de la révolution convenue entre Bonaparte et Sieyes, dans la conférence du 15, et dont le Conseil des Anciens se rendait l'organe et l'instrument.

Après cette lecture, Bonaparte ordonna aux quarante-huit adjudans de faire battre la générale, et de proclamer le décret dans tous les quartiers de Paris; ensuite il monta à cheval, suivi des généraux, des officiers et des dragons de Sébastiani, entra par le Pont-Tournant aux Tuileries, où il vit venir au-devant de lui la garde du Conseil des Anciens, qui l'attendait en bataille sur la terrasse de l'eau: ce fut avec ce cortége qu'il arriva au palais, au milieu des acclamations des soldats et de la population que la nouveauté de ce spectacle avait attirée. Introduit dans la salle des séances avec son état-major: « Ci-« toyens, dit-il, la république périssait; vous l'avez « su, et votre décret vient de la sauver. Malheur à « ceux qui voudraient le trouble et le désordre! Je « les arrêterai, aidé des généraux Berthier, Lefebvre « et de tous mes compagnons d'armes. Qu'on ne « cherche pas dans le passé des exemples qui pour-« raient retarder votre marche. Rien dans l'histoire « ne ressemble à la fin du dix-huitième siècle: rien « dans la fin du dix-huitième siècle ne ressemble au

« moment actuel. Votre sagesse a rendu ce décret, « nos bras sauront l'exécuter. Nous voulons une ré« publique fondée sur la vraie liberté, sur la liberté « civile, sur la représentation nationale, nous l'au« rons. Je le jure. Je le jure en mon nom et en celui « de mes compagnons d'armes.

Bonaparte reçut les félicitations et les encouragemens des membres présens du Conseil des Anciens.

Le président Cornet avait habilement composé une majorité pendant la nuit précédente.

Cette manière d'octroyer la liberté fut bientôt légalisée par les forces militaires que le Conseil venait de mettre à la disposition du dictateur. Il alla passer dans le Carrousel la revue des troupes, et il les harangua par cette proclamation envoyée ensuite aux armées: « Soldats! le décret extraordinaire du Conseil « des Anciens est conforme aux articles 102 et 103 « de l'acte constitutionnel. Il m'a remis le commande« ment de la ville et de l'armée. Je l'ai accepté pour « seconder les mesures qu'il va prendre et qui sont « toutes en faveur du peuple. La république est mal « gouvernée depuis deux ans. Vous avez espéré que « mon retour mettrait un terme à tant de maux: « vous l'avez célébré avec une union qui m'impose « des obligations que je remplis. Vous remplirez les « vôtres et vous seconderez votre général avec l'é« nergie, la fermeté et la confiance que j'ai toujours « vues en vous. La liberté, la victoire et la paix, re« placeront la république française au rang qu'elle « occupait en Europe, et que l'ineptie ou la trahison « a pu seule lui faire perdre. *Vive la république!* » Les troupes répondirent avec des cris unanimes

de *vive Bonaparte! vive la République!* Alors Augereau se présenta à Bonaparte et lui dit: « Comment, « général, vous avez voulu faire quelque chose pour « la patrie et vous n'avez pas appelé Augereau? « Un mot de Bonaparte dut prouver à ce général qu'on ne craignait ni ne désirait rien de lui. Le héros du Directoire au 18 fructidor ne pouvait être l'homme de Bonaparte au 18 brumaire; et d'ailleurs celui-ci n'avait pas oublié qu'Augereau était l'un des chefs les plus ardens de la société du *Manége*. L'impulsion des conversions avait été imprimée aux militaires par le général Moreau, qui ne partageait pas cependant les principes révolutionnaires d'Augereau.

Dix mille hommes stationnèrent aux Tuileries, sous les ordres du général Lefebvre. Le commandement du Luxembourg passa à Moreau, qui s'était offert au général Bonaparte en qualité d'aide-de-camp. Bonaparte accepta ses services, et saisit peut-être l'occasion de le compromettre. Lannes eut le commandement de la garde du Corps-Législatif; celui de l'artillerie et de l'École-Militaire fut donné à Marmont; celui des Invalides, au général Berruyer; celui de Paris, au général Morand; celui de Versailles, au général Macdonald; celui de Saint-Cloud, au général Murat, chargé d'occuper militairement cette commune. Le général Serrurier tenait la réserve du hameau du Point-du-jour. Le général Andréossy fut nommé chef d'état-major; il avait sous lui les adjudans-généraux Caffarelli et Doucet. Le général Lefebvre conserva la 17e division militaire.

Le Directoire n'apprit ces évènemens qu'entre dix et onze heures du matin, tandis que tout Paris en

était instruit depuis plus de deux heures. Il se vit tout à coup, par une métamorphose étrange, sans pouvoir, sans gardes, sans relations avec les Conseils, avec le général en chef et avec l'armée. Une heure auparavant, Sieyes, bien au courant de toute cette affaire, était tranquillement, et comme à l'ordinaire, monté à cheval sous les yeux de Barras, qui se moquait de l'inhabileté du nouvel écuyer, tandis que celui-ci partait au pas pour se rendre, par la rue du Bac, au Conseil des Anciens; Roger-Ducos y vint à pied un peu plus tard. Cependant Barras, Gohier et Moulins, croyant toujours représenter la républiqne, firent appeler le général Lefebvre: il leur répondit par le décret qui le mettait, lui et la force armée, à la disposition du général Bonaparte. Les directeurs protestèrent d'abord avec violence contre le décret du Conseil des Anciens; mais Barras, endoctriné par Bruix et par Talleyrand, comprit bien que le règne du Directoire était fini, et ôta la majorité à ses collègues en donnant secrètement sa démission. Aussitôt qu'il reconnut la résolution des Anciens, il envoya aux Tuileries son secrétaire Bottot à Bonaparte. Bottot trouva le général dans la salle des inspecteurs du Conseil; et au moment où il se mettait en devoir de remplir la mission dont il était chargé, Bonaparte lui dit: « Annoncez à votre Barras que je « ne veux plus entendre parler de lui. » Puis, élevant la voix, il prononça ainsi l'arrêt des directeurs, comme s'ils eussent été présens: « « Qu'avez-vous fait « de cette France que je vous ai laissée si florissante? « Je vous ai laissé la paix, j'ai retrouvé la guerre. Je « vous ai laissé des victoires, et j'ai retrouvé des re-

« vers. Je vous ai laissé les millions de l'Italie, et j'ai « retrouvé partout des lois spoliatrices et la misère. « Qu'avez-vous fait de cent mille Français que je con« naissais, tous mes compagnons de gloire? ils sont « morts! Cet état de choses ne peut durer: avant trois « ans il nous mènerait au despotisme. Mais nous vou« lons la république, la république assise sur les bases « de l'égalité, de la morale, de la liberté civile et de la « tolérance politique. Avec une bonne administration, « tous les individus oublieront les factions dont on les « fit membres pour leur permettre d'être Français. Il « est temps enfin que l'on rende aux défenseurs de la « patrie la confiance à laquelle ils ont tant de droits. « A entendre quelques factieux, bientôt nous serions « tous les ennemis de la république, nous qui l'avons « affermie par nos travaux et notre courage! Nous ne « voulons pas de gens plus patriotes que les braves « qui ont été mutilés au service de la patrie. » Cette dernière phrase annonçait suffisamment sous quel drapeau la liberté devait marcher.

Dubois de Crancé proposa encore aux directeurs Gohier et Moulins d'arrêter Bonaparte sur le chemin même de Saint-Cloud; mais le président Gohier lui répondit: « *Comment voulez-vous qu'il fasse une révolution à Saint-Cloud, puisque je tiens ici les sceaux de la république?* » Alors Gohier et son collègue Moulins se firent conduire aux Tuileries, à la salle de la commission des inspecteurs des deux Conseils; là ils refusèrent leur adhésion. Gohier entama courageusement une explication très-vive avec Bonaparte, qui termina brusquement l'entretien par ces mots: « *La république est en péril, il faut*

la sauver, je le veux. » Dans le même moment, on annonça que Santerre, parent de Moulins, remuait le faubourg Saint-Antoine. « *S'il bouge*, dit Bonaparte à Moulins, *je le ferai tuer.* » Les deux directeurs, ne sachant plus que devenir, et n'étant plus rien dans l'État, par suite de la démission de Barras, retournèrent au Luxembourg, on ne sait pourquoi. Ils y furent bientôt investis par le général Moreau, qui exécuta les ordres dont il était chargé, avec un zèle que l'on n'aurait pas dû attendre d'un républicain aussi sincère en apparence. Il pouvait rester témoin comme tant d'autres généraux; mais il voulut être acteur, et dès-lors l'opinion se déclara contre lui. Quoique consignés et tenus en chartre privée par ce général, Gohier et Moulins trouvèrent aisément le moyen de quitter l'ex-palais directorial dans la soirée: c'était ce que l'on désirait. Quant à Barras, il conçut de telles alarmes de sa position, qu'il demanda un passeport pour Gros-Bois, avec une escorte. Il obtint l'un et l'antre, et partit comme un prisonnier. Ainsi finit le Directoire, et l'on n'y pensa plus. Les évènemens du lendemain offraient bien plus d'importance que la chute de ce faible gouvernement, car ils intéressaient au premier degré la cause de la liberté, que personne dans Paris n'eut l'intention de confondre avec celle du Directoire. Cette première journée ne fut que la journée des dupes.

Dans le nuit, il se tint à Paris des conciliabules; une partie même des membres des Anciens, qui avaient voté le décret du matin, s'effrayèrent de ses conséquences probables, par les effets qu'il avait

déjà produits. Ils commencèrent un peu tard à s'apercevoir qu'ils venaient de créer un dictateur: on essaya même chez le député corse Salicetti, autour duquel s'étaient rassemblés de dangereux ennemis, d'organiser un plan de résistance, et d'opposer au général Bonaparte le général Bernadotte, à qui le commandement de la garde du Conseil des Cinq-Cents serait donné le lendemain, en représailles de la conduite du Conseil des Anciens, qui avait confié le commandement de sa garde au général Bonaparte: Bernadotte accepta un si dangereux emploi. Il ne savait pas que Bonaparte, toujours prévoyant, avait déjà placé dans ce poste important un homme dévoué à sa cause. Bernadotte attendait chez lui, le 19, l'avis de sa nomination par le Conseil des Cinq-Cents. Il avait revêtu son uniforme; ses aides-de-camp se trouvaient auprès de lui; ses chevaux étaient sellés et dans sa cour. Après quelques heures d'impatience, Chiappe, autre député corse, arriva et lui dit que, tout étant fini, il n'avait rien de mieux à faire que de se rendre auprès du vainqueur. En effet, tout servit la fortune de Bonaparte, car Salicetti avait été tellement effrayé du projet des mécontens, qu'il s'était hâté d'aller le dénoncer lui-même; Bonaparte, par une réponse sévère, avait reçu, comme il convenait, cette lâche confidence.

Dans la même nuit aussi, les fauteurs de la nouvelle révolution s'étaient concertés pour maîtriser le lendemain les deux Conseils.

Parmi les Anciens figuraient Regnier, Cornudet, Fargues et Lemercier; dans les Cinq-Cents paraissaient Lucien Bonaparte, alors président, Boulay de

la Meurthe, Émile Gaudin, Chazal et Cabanis. Cette journée pouvait être plus qu'orageuse; et si Bonaparte ne triomphait pas d'une manière quelconque des adversaires qui le menaçaient, son parti et sa personne se trouvaient tout à coup entre la fatalité d'une guerre civile et la responsabilité d'un complot contre l'État. Sieyes, trop certain de la violence de l'opposition qui devait particulièrement s'élever dans le Conseil des Cinq-Cents, avait proposé au général Bonaparte une quarantaine d'arrestations dont il donna la liste. Mais Bonaparte répliqua qu'il n'y aurait point de lutte. *Nous verrons demain à Saint-Cloud*, lui dit le politique Sieyes. Fouché en savait assez par sa police pour n'être point rassuré. Les débats lui parurent devoir être d'autant plus acharnés, que la majorité des Cinq-Cents était persuadée que Bonaparte voulait substituer le gouvernement militaire à la Constitution. Dans les Conseils, le gouvernement directorial avait des adversaires très-nombreux; mais ils ne tendaient qu'à un changement partiel dans les directeurs. Paris était dans l'attente d'un grand évènement; dès la matinée du 19, la route de Saint-Cloud fut inondée d'une foule de curieux. Le passage des membres des deux Conseils, des militaires, du général Bonaparte et des troupes qu'il venait de haranguer au Champ-de-Mars, couvrit bientôt les avenues de cette commune; Murat les occupait déjà depuis la veille. On vit passer aussi l'ex-directeur Sieyes, dont la présence était nécessaire à Saint-Cloud pour maintenir les dispositions de la majorité des Anciens. Une prudence particulière l'engagea à se faire mettre en

surveillance par le général Bonaparte, dès son arrivée sur le nouveau champ de bataille que sa politique avait fait choisir. En cas de défaite, il lui restait l'attitude d'un ôtage de sa propre conspiration. Une voiture à quatre chevaux devait le soustraire aux premiers coups de la vengeance des vainqueurs. Le Conseil des Anciens ne songeait pas sans crainte à sa résolution de la veille. Les principes, il faut le dire, étaient du côté de l'opposition. Sa majorité se serait ralliée sans aucun doute au décret qui venait de mettre la fortune publique entre les mains de Bonaparte, s'il n'eût été question que d'un nouveau 18 fructidor contre le Directoire. La journée s'annonçait sous les auspices de la peur; mais il y avait ici d'autres desseins qu'on ne voulait pas appuyer.

Les deux Conseils se réunirent, les Cinq-Cents dans l'Orangerie, les Anciens dans la galerie du palais : ceux-là sous la présidence de Lucien, ceux-ci sous celle de Cornet. Aux Cinq-Cents, Émile Gaudin ouvrit la séance par un discours très-habile : il demanda la formation d'une commission chargée de présenter sans délai un rapport sur la situation de la république, et qu'aucune décision ne fût prise avant de l'avoir entendu. Boulay de la Meurthe, qui devait faire partie de la commission, avait préparé ce rapport pendant la nuit. A peine Gaudin eut-il cessé de parler, que la salle retentit des cris de *vive la Constitution! à bas le dictateur!* Delbrel, appuyé par Grandmaison, proposa de jurer *la Constitution ou la mort.* L'assemblée se leva d'enthousiasme, aux cris de *vive la république!* et le serment fut prêté

individuellement. Mais ce serment ne ressembla point à celui du Jeu de Paume; toutefois aucun des partisans de Bonaparte n'osa se soustraire à la puissante impulsion du serment.

Aux Anciens, la séance offrit moins d'agitation, soit en raison de l'âge des membres de l'assemblée, soit à cause de l'influence bien connue de Bonaparte et de Sieyes, qui partageait ce Conseil. Cependant, malgré la fausse déclaration faite par Lagarde, secrétaire du Directoire, que tous les directeurs avaient donné leur démission, il y eut majorité pour le remplacement des démissionnaires dans les formes voulues par la Constitution. A cet instant, le général Bonaparte, averti du péril, jugea que le moment de paraître était arrivé. Il traversa le salon de Mars, suivi de ses aides-de-camp, et se montra tout à coup dans le Conseil des Anciens. On aura sans doute remarqué que la veille, quand il alla recevoir, dans la séance de ce Conseil, le décret qui le plaçait à la tête des forces de la république, il avait évité de prêter, en sa nouvelle qualité, le serment prescrit.

Aussitôt qu'il fut entré, il improvisa un discours sur les dangers actuels et sur ses propres intentions: « On parle d'un César, dit-il, d'un nouveau Crom-« well; on répand que je veux établir un gouverne-« ment militaire.... Si j'avais voulu usurper l'autorité « suprême, je n'aurais pas eu besoin de recevoir cette « autorité du Sénat. Plus d'une fois, et dans des cir-« constances extrêmement favorables, j'ai été appelé « par le vœu de la nation, par le vœu de mes cama-« rades, par le vœu de ces soldats qu'on a tant mal-« traités depuis qu'ils ne sont plus sous mes ordres....

« Le Conseil des Anciens est investi d'un grand pou-
« voir, mais il est encore animé d'une plus grande
« sagesse : ne consultez qu'elle, prévenez les déchi-
« remens; évitons de perdre ces deux choses pour
« lesquelles nous avons fait tant de sacrifices, la *li-*
« *berté* et l'*égalité*. » Et la *Constitution?* s'écria le
député Linglet. « La Constitution! reprit Bonaparte
« avec violence. La constitution! osez-vous l'invo-
« quer! vous l'avez violée au 18 fructidor, au 22 flo-
« réal, au 30 prairial; vous avez en son nom violé
« tous les droits du peuple.... Nous fonderons mal-
« gré vous la liberté et la république : aussitôt que
« les dangers qui m'ont fait conférer des pouvoirs
« extraordinaires seront passés, j'abdiquerai ces
« pouvoirs. » — « Et quels sont ces dangers? lui
« cria-t-on; que Bonaparte s'explique! » — « S'il
« faut s'expliquer tout-à-fait, répondit-il, s'il faut
« nommer les hommes, je les nommerai. Je dirai que
« les directeurs Barras et Moulins m'ont proposé
« eux-mêmes de renverser le gouvernement. Je n'ai
« compté que sur le Conseil des Anciens; je n'ai point
« compté sur le Conseil des Cinq-Cents, où se trou-
« vent des hommes qui voudraient nous rendre la
« Convention, les échafauds, les comités révolution-
« naires.... Je vais m'y rendre, et si quelque orateur
« payé par l'étranger parlait de me mettre hors la
« loi, qu'il prenne garde de porter cet arrêt contre
« lui-même. S'il parlait de me mettre hors la loi, j'en
« appelle à vous, mes braves compagnons d'armes!
« à vous, mes braves soldats que j'ai menés tant de
« fois à la victoire! à vous, braves défenseurs de la
« république avec lesquels j'ai partagé tant de périls

« pour affermir la liberté et l'égalité ; je m'en remet-« trai, mes vrais amis, à votre courage et à ma for-« tune. » Après cette harangue, dont l'impression ne pouvait être douteuse sur les militaires, le cri de *vive Bonaparte!* retentit dans toute la salle. Le triomphe de la nouvelle révolution était assuré au Conseil des Anciens : Bonaparte en sortit pour aller essayer la conquête difficile du Conseil des Cinq-Cents.

La plus grande effervescence régnait toujours dans ce Conseil, d'ailleurs si éloigné d'être instruit des projets de Bonaparte, qu'on venait d'y décréter un message au Directoire qui n'existait plus. La démission du directeur Barras fut adressée aux Cinq-Cents, par les Anciens, au moment même où un membre faisait la motion de leur demander les motifs de la translation à Saint-Cloud; et comme l'on discutait la légalité de la démission, Bonaparte entra dans le Conseil avec un peloton de grenadiers. A la vue de Bonaparte et de ses soldats, des imprécations remplirent la salle. « *Ici des sabres!* s'écrièrent les députés. *Ici des hommes armés! A bas le dictateur! A bas le tyran! Hors la loi le nouveau Cromwell! — C'est donc pour cela que tu as vaincu!* » s'écrie Destrem. Bigonnet s'avance et dit à Bonaparte : « *Que faites-vous, téméraire? Retirez-vous! Vous violez le sanctuaire des lois!* » Cependant Bonaparte parvient à la tribune malgré la plus ardente opposition ; il veut parler, mais sa voix est étouffée par les cris mille fois répétés: *Vive la Constitution! Vive la République! Hors la loi le dictateur!* Plusieurs députés, transportés de fureur, vont à lui ;

parmi eux on distingue son compatriote Aréna, qui lui dit: « *Tu feras donc la guerre à ta patrie !* »

Bonaparte crut alors qu'on en voulait à sa vie, et ne put proférer une parole. Aussitôt les grenadiers s'avancent précipitamment jusqu'à la tribune, en s'écriant: *Sauvons notre général !* et ils l'entraînent hors de la salle. On a parlé depuis de poignards, de soldats blessés, mais l'opinion a fait justice de cette accusation infame.

Au milieu de cette scène tumultueuse, Lucien, qui préside, s'efforce en vain de défendre son frère en citant ses nombreux services: il demande qu'il soit rappelé et entendu; mais il n'obtient d'autre réponse que le vœu de la proscription. Tous les députés se lèvent et s'écrient à la fois: *Hors la loi ! Aux voix la mise hors la loi contre le général Bonaparte !*

Lucien même est sommé d'obéir à l'Assemblée, et de mettre aux voix la mise hors la loi contre son frère. Indigné, il refuse, abdique la présidence et quitte son fauteuil. Comme il descendait de la tribune, un piquet de grenadiers, envoyés par Bonaparte, paraît et l'enlève. Cependant le général était monté à cheval. Il avait harangué les soldats, et il attendait Lucien pour dissoudre la législature. Celui-ci arrive, monte à cheval à côté de Bonaparte, requiert le concours de la force pour rompre l'assemblée, et s'adresse ainsi aux troupes: « Vous ne « reconnaîtrez, leur dit-il, pour législateurs de la « France, que ceux qui vont se rendre auprès de « moi. Quant à ceux qui resteraient dans l'Orangerie, « que la force les expulse! Ces brigands ne sont plus

« les représentans du peuple; ce sont les représen-
« tans du poignard. » Lucien calomniait le Conseil. Il avait protégé les jours de son frere: il avait rempli un devoir de la nature; il ne pouvait aller plus loin sans crime.

Cependant, d'après l'ordre de Bonaparte, Murat envahit la salle des Cinq-Cents, à la tête des grenadiers, et la fait évacuer de force; les députés se sauvent en désordre par les fenêtres de l'Orangerie, laissant partout, dans leur fuite précipitée, des parties de leur costume. Jamais violation des lois d'un pays ne fut plus manifeste. Mais il s'agissait de la proscription pour Bonaparte et ses partisans; malheureusement la cause que la représentation nationale avait le droit de soutenir, était gâtée par la déconsidération du Directoire, auquel personne ne s'intéressait. Toutefois il résulta, de la nécessité de vaincre où le dictateur légalement nommé par les Anciens se vit placé, un évènement bien plus grave que toutes les prévisions, la défaite matérielle du parti républicain, dans le sanctuaire de la législature, transformé en champ de bataille, et l'établissement public et forcé de la dictature militaire. Le 19 brumaire fut le complément du 9 thermidor; il détruisit ce qui restait de la Montagne, la société du *Manége*. Ses membres ne formaient, depuis la mort de Robespierre, qu'une exception redoutée, une secte sans popularité, que les bons citoyens ne confondaient pas plus avec les vrais républicains, qu'ils ne confondirent au 18 brumaire le Directoire avec la liberté. Mais du moins, jusqu'au dernier moment, les représentans du peuple ne cédèrent qu'à la con-

trainte, et ils ne donnèrent point à la France le honteux exemple d'abjurer leur mandat devant les baïonnettes. Cependant, comme leur retour à Paris pouvait exciter quelque fermentation, le secrétaire-général de la police et le commissaire du gouvernement près du bureau central, qui se trouvait à Saint-Cloud, reçurent l'ordre d'aller défendre aux postes des barrières de laisser rentrer un seul député dans la capitale; le ministre Fouché avait eu la prévoyance de devancer cette mesure.

Après la dispersion des députés, le président Lucien se rend au Conseil des Anciens, où il expose les moyens de composer un nouveau conseil des Cinq-Cents, en éliminant les membres les plus ardens. La veille, Sieyes avait émis cet avis, et sa prédiction sur l'opposition des Cinq-Cents s'était accomplie. On adopte la proposition de Lucien; on se hâte de rassembler les membres du parti de Bonaparte, qui sont restés dans le palais; et cette minorité ose décréter que le général Bonaparte, les généraux et les soldats, qui viennent de dissoudre par la violence les mandataires fidèles du peuple, *ont bien mérité de la patrie*.

De ce jour date le premier contrat entre le pouvoir civil et l'armée pour la destruction de la république. Toute pudeur, toute religion du serment, toute vertu publique, étaient foulées aux pieds par les résolutions qui rendirent solennel le parjure d'une partie de la représentation nationale.

Dans la même journée, on promulgue l'acte qui devait servir de base légale à la nouvelle révolution. Par cet acte, le Directoire est aboli: les citoyens

Sieyes, Roger-Ducos et Bonaparte forment une commission consulaire exécutive : les deux Conseils sont ajournés, et soixante-deux membres du parti républicain, parmi lesquels on remarque le général Jourdan, sont exclus. Une commission législative de cinquante membres, pris dans les deux Conseils, doit préparer un travail sur la Constitution.

Les Consuls prêtent au Conseil des Anciens le serment accoutumé, *à la souveraineté du peuple, à la république une et indivisible, à la liberté, à l'égalité et au système représentatif*, dernier hommage rendu à la nation française, qui accepta toutes les garanties du serment, et qui elle-même alors les donnait encore.

A cinq heures du matin, le nouveau gouvernement, ainsi établi, quitta Saint-Cloud et alla recueillir au Luxembourg l'héritage du Directoire. Dans la matinée, les trois Consuls s'assemblèrent. « *Qui de* « *nous présidera?* dit Sieyes à ses deux collègues. — *Vous voyez bien*, répondit Roger-Ducos, *que c'est le général qui préside.*

Sieyes avait compté sur un partage du pouvoir entre le général et lui. Il croyait que le pouvoir exécutif lui resterait, et que Bonaparte se contenterait de diriger l'armée. Mais à cette première conférence, il fut tellement frappé de la sagacité singulière avec laquelle son collègue traita les plus hautes questions de la politique et de l'administration, il sentit si profondément l'ascendant inévitable de cet homme extraordinaire, qu'en sortant il dit à MM. de Talleyrand, Cabanis, Rœderer, Chazal et Boulay de la Meurthe, conseillers privés du général pour les desseins qu'il

venait d'exécuter : « *A présent, messieurs, nous avons un maître. Il sait tout, il fait tout et il peut tout.* »

Ainsi se termina la fameuse révolution du 18 brumaire, sans effusion de sang et sans tumulte public, au milieu du peuple alors le plus ardent de l'Europe, et par l'homme le plus impétueux peut-être dont l'histoire fasse mention.

CHAPITRE II.

(Du 12 novembre au 14 décembre 1799.)

COMMISSION CONSULAIRE EXÉCUTIVE.

DANS leur seconde séance, les Consuls s'occupèrent de la formation du ministère. Bonaparte devait le composer de ses amis, de ceux qui avaient le plus heureusement coopéré à ses projets. Le secrétariat-général de la commission exécutive, place de confiance et de premier ordre, fut donné à M. Maret, qui avait reçu des confidences politiques et des engagemens d'amitié du général Bonaparte long-temps avant le départ pour l'Égypte, à l'époque, à jamais mémorable par son importance, où Maret traitait à Lille avec lord Malmesbury, et le vainqueur de l'Italie avec le plénipotentiaire d'Autriche à Léoben.

Cette place équivalait à un ministère, et préparait celle de ministre secrétaire d'État. Berthier, chef d'état-major d'Italie et d'Égypte, eut le département de la guerre; il remplaça Dubois de Crancé qui avait voulu faire fusiller Bonaparte. Gaudin obtint les finances. Des antécédens d'intimité et de dévouement devaient être récompensée en lui. Cambacérès, appelé l'un des premiers au conseil privé du général Bonaparte à son retour d'Égypte, l'avait puissamment secondé; il conserva le portefeuille de la justice; l'ingénieur Forfait eut la marine; l'illustre géomètre Laplace, l'intérieur; Talleyrand, les affaires étrangères, sous le nom de Reinhard, nommé temporairement. Talleyrand, un des principaux chefs de la conspiration, l'avait servie comme une affaire personnelle. Sieyes proposait Alquier pour la police générale; mais Bonaparte, par une fatale résolution, préféra Fouché, qui, en cette même qualité, avait si audacieusement trahi le Directoire. Le ministère tirait une grande force de sa composition; il ralliait au consul une foule d'opinions opposées entre elles, et commença cette fusion qui devait confondre toutes les nuances de l'ancienne loi dans la nouvelle, et présenter un asile même aux ennemis de la révolution française. Entraîné par la crainte, passion malheureuse et constante de son cœur, Sieyes penchait encore pour les proscriptions. Ce Nestor de la liberté demanda la déportation sans jugement de cinquante-neuf citoyens, tant dans les déserts dévorans de la Guyane que sur la plage insalubre de l'île d'Oléron. Quoique aussi impolitique qu'injuste, ce décret fut rendu; le consul Bonaparte, mieux in-

spiré, en arrêta l'exécution. Dans cette conduite de Sieyes on cherche ce législateur profond, ce sage dont l'absence paraissait une calamité publique au plus éloquent orateur de l'Assemblée constituante : le règne du prétendu Solon, improvisé par l'enthousiasme de Mirabeau, ne devait pas être de longue durée.

Le lendemain de la proposition de Sieyes, deux décrets, révolutionnaires dans la forme, mais dictés par la raison, révoquèrent les odieuses lois des ôtages et de l'emprunt forcé. Ces deux décrets attachèrent l'opinion au général consul, car on ne voyait que lui; pour la France, il était le premier ou plutôt le seul. La supériorité, comme l'indépendance, appartenait à sa nature et à sa destinée; l'Italie, l'Égypte, avaient prouvé cette double vocation; le consulat la fit éclater encore davantage. Jamais plus belle magistrature n'honora un grand citoyen. Cette haute dignité semblait créée subitement pour marquer à la fois et le résultat et le terme de la révolution. Le peuple français, si heureux quand il jouit, si peu malheureux quand il souffre, se lança avec impétuosité dans la carrière de l'espérance, et devint, sans le savoir, le principal mobile de la puissance secrète qui fermentait sous les insignes de la liberté. Tout concourait, dans cette phase si mémorable de notre régénération, à séduire, à consoler, à exalter l'opinion. Le costume antique des directeurs et des députés fut remplacé par l'habit national. Des noms chers à nos armes reparurent à la tête de nos soldats. Moreau eut l'armée du Rhin et du Danube; Masséna celle d'Italie. Un négociateur partit

pour traiter à Londres de l'échange de nos prisonniers, si long-temps et si lâchement abandonnés par le Directoire dans les prisons d'Angleterre. Bonaparte réclama l'accomplissement de son traité de Malte, en rappelant tous les chevaliers de l'ordre nés en France. Il fit donner au fort Lamalgue, à Toulon, le nom de *Fort-Joubert.* Des hommes de la révolution, tels que Rœderer, demandèrent courageusement dans leurs écrits la clôture de la liste des émigrés, et contribuèrent ainsi à la nomination d'une commission chargée du travail des radiations. Les naufragés de Calais, détenus depuis quatre ans dans les cachots, se virent enfin rendus à la société. Fouché, ministre de la police, Fouché suivit le mouvement imprimé par le consul; il changea ses bureaux et laissa extérieurement dans l'oubli toutes ses amitiés révolutionnaires. Bonaparte alla en personne au Temple, pour mettre en liberté les ôtages, qu'il appela, ainsi que les réquisitionnaires et les conscrits, au partage du bienfait d'une amnistie générale. La balance succéda au niveau sur le sceau de l'État; c'était substituer la justice à l'oppression. Le nouveau système des finances jeta en même temps les fondemens de ce crédit que les plus fortes commotions de l'ordre social ne devaient plus ébranler. On peut dire que Bonaparte tirait la création du néant: en effet, il avait fallu que les fournisseurs Collot, Séguin, Ouvrard, Récamier, Vanlerberg, prêtassent deux millions pour faire face aux dépenses de la journée du 18 brumaire. Le trésor était vide et l'État accablé de dettes.

En même temps, l'École Polytechnique, formée

par la Convention le 21 mars 1795, recevait aussi une organisation nouvelle. Dans l'origine, l'enseignement se divisait en deux branches principales: 1° les sciences mathématiques, comprenant l'analyse avec les applications à la géométrie, à la mécanique et à la géométrie descriptive; 2° les sciences physiques, renfermant la physique générale et la chimie. La Convention semblait n'avoir voulu que des savans: le premier Consul veut des savans militaires et administrateurs; et, indépendamment des études établies dans la grande école ouverte sous les auspices de Monge, de Berthollet, de Prieur de la Côte-d'Or, les élèves seront soumis à d'autres cours d'application pour l'artillerie de terre et de mer, pour le génie militaire, pour les ponts-et-chaussées, pour la construction des vaisseaux et bâtimens de la marine, pour les mines, et pour la carrière des ingénieurs-géographes. Bonaparte avait deviné ce qu'on pouvait faire de la jeunesse française: il parvint à lui donner un esprit sérieux et méditatif, par la nouvelle discipline polytechnique et par celle qui depuis devint la règle des écoles militaires et civiles, dont les conseillers d'État étaient les instituteurs, et d'où sortirent tant d'hommes distingués dans la connaissance de l'administration civile, financière, judiciaire et commerciale. La base de la prospérité de l'époque que je vais retracer fut toute mathématique. Cette alliance d'un mouvement extraordinaire à une étude profonde lui imprime un caractère d'originalité qui mérite l'observation des contemporains.

Enfin, pour consacrer à jamais le consulat, et

achever de conquérir aux yeux de l'univers toute la renommée d'un grand homme, maître de la destinée de son pays, Bonaparte mit sous sa direction immédiate une commission composée des plus habiles jurisconsultes, chargés d'édifier le monument européen de nos lois civiles. Dans le choix des hommes qui devaient l'élever, on prit date de l'ère actuelle; on ne consulta que les talens; les opinions ne furent point considérées; et le défenseur de Louis XVI, Tronchet, vint s'asseoir à côté du conventionnel Merlin, pour l'enfantement de notre législation. Ainsi le premier capitaine de la France, le chef et l'auteur de sa régénération, s'assurait des droits éternels à la reconnaissance nationale par ce code qui, à lui seul, doit l'immortaliser. La gloire de César et celle de Justinien se sont placées sur le front de l'heureux Bonaparte, et la grandeur salutaire des institutions semble justifier la violence du coup d'État du 18 brumaire. Il ne manquait plus au guerrier législateur que d'être aussi le fondateur d'un système politique.

Cependant les deux commissions législatives, tirées des deux Conseils, se réunissent au palais du Luxembourg, pour conférer en présence des Consuls sur un plan de constitution. Sieyes n'avait pris part à la conspiration avec le général Bonaparte que dans l'espoir d'établir une forme de gouvernement qui était son propre ouvrage. Il développa successivement ses théories aux yeux de ses collègues; ses bases obtinrent l'assentiment général. Les voici : Un tribunat de cent membres qui discutait les lois; un corps-législatif plus nombreux qui les

rejetait ou les admettait par vote individuel et sans discussion; enfin un sénat à vie, avec le droit et le devoir de conserver la constitution et les lois. Le gouvernement avait l'initiative des lois et choisissait son conseil d'État, à qui les réglemens de l'administration publique étaient confiés. Restait à décider une chose très importante pour le général Bonaparte, la question de la composition du gouvernement: jusque-là il n'avait fait presque aucune objection. Enfin Sieyes proposa un grand-électeur à vie nommé par le Sénat, et nommant lui-même deux consuls, celui de la paix et celui de la guerre. Le grand-électeur devait habiter Versailles, avoir six millions de revenu et une garde de trois mille hommes. Il était révocable par le Sénat, qui avait la faculté de l'*absorber* sans en donner les motifs. Le général Bonaparte n'oublia pas cette dernière disposition.

Quant à la création du grand-électeur, il ne fut douteux pour personne que Sieyes s'était réservé cette place, qu'il se croyait sûr d'emporter à l'aide de son crédit dans le Conseil des Anciens, d'où le Sénat devait sortir presque en entier. Alors il eût déféré à Bonaparte le consulat de la guerre, à Roger-Ducos celui de la paix: plus tard, il eût fait *absorber* par le Sénat les deux consuls, au premier mécontentement, et il aurait régné. Étrange illusion de la part d'un homme qui n'avait pu se passer du bras de Bonaparte pour renverser le Directoire, et qui, bien au courant des relations hautaines de ce général avec le Directoire pendant et depuis la guerre d'Italie, ne devait pas s'aveugler au point

de penser que, devenu consul militaire et maître d'une armée de cinq cent mille soldats, Bonaparte consentirait un seul moment à être le second dans sa patrie. Le sage Sieyes aurait dû prévoir, dès le début de cette affaire, qu'il était dans la volonté de ce génie d'être le premier pouvoir en France, et de finir par être le seul.

Bonaparte vit d'un coup d'œil le but de Sieyes, et d'un trait de plume il biffa le *grand-électeur*. La délibération, reprise avec chaleur, renversa le plan de Sieyes. On mit alors en avant le projet d'un premier consul, chef suprême de l'État, élisant à tous les emplois, et de deux consuls avec voix consultative seulement. Ce thème, émané du conseil secret du général, rencontra la plus vive opposition de la part d'hommes très influens parmi les politiques qui avaient marqué dans les assemblées: c'étaient Daunou, Chénier, Chazal et Courtois. Ils offrirent à Bonaparte de le nommer généralissime, investi du pouvoir de traiter avec les étrangers et de celui de faire la guerre et la paix. « *Je suis consul*, répondit Bonaparte, *je veux rester à Paris.* » Chénier insista vigoureusement en faveur de la mesure de l'absorption dans le Sénat. « *Cela ne sera pas*, » s'écria Bonaparte. Cette réponse mit fin à la discussion, et la proposition présentée par les amis de Bonaparte fut adoptée avec cette modification, que le premier consul serait nommé pour dix ans, et rééligible.

De cette manière, le Sénat n'étant pas la première institution, Bonaparte se fit lui-même premier Consul. Sieyes, qui comprit alors que, réduit au second

rang, il n'était plus rien, refusa d'être consul en seconde ligne; Roger-Ducos le suivait naturellement; d'ailleurs l'on avait déjà pourvu à leur remplacement par Cambacérès, ministre de la justice, et par Lebrun, ancien secrétaire intime du chancelier Maupeou. Les conseils et les lumières du citoyen Lebrun avait été appréciés par le général Bonaparte dans les réunions qui eurent lieu pour opérer le 18 brumaire. Sieyes fut le premier absorbé par le Sénat, hospice politique qui devait servir d'asile aux vétérans et aux ambitieux de la révolution. Il reçut la présidence de ce corps, et concourut avec Cambacérès et Lebrun à son organisation. Le premier Consul acheva la ruine politique et la fortune prématurée de Sieyes, en lui faisant décerner, à titre de récompense nationale, la terre de Crosne, du prix d'un million.

Ainsi finit la commission consulaire exécutive, six semaines après son établissement. Alors, pour la dixième fois depuis la chute du trône et en moins de sept années, la nation subit un grand changement dans son état intérieur. Le 31 mai 1793 avait vu tomber les Girondins; le 5 avril 1794, les Cordeliers; le 28 juillet de la même année, le triumvirat de Robespierre, Couthon et Saint-Just. Le 12 germinal, 1er avril 1795, Barrère, Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes et Vadier, condamnés à la déportation comme membres de l'ex-comité de salut public, succombèrent, victimes du mouvement révolutionnaire qu'on les accusait d'avoir fait exécuter par les faubourgs contre la Convention, et qui avait échoué. Le 1er prairial, 20 mai de la même année,

les Jacobins éprouvèrent une troisième défaite. Le 13 vendémiaire, 4 octobre, la Convention en péril triompha des sections. Le 18 fructidor, 4 septembre 1797, éclata la première révolution dans le Directoire. Carnot et Barthélemy furent déportés par leurs collègues avec cinquante-trois députés. Les restes de la Convention remportèrent un succès le 30 prairial, 18 juin 1799, qui amena une nouvelle proscription directoriale : Barras et Sieyes bannirent de leur sein Merlin de Douai, La Réveillère-Lepaux et Treilhard. Le 18 brumaire, 10 novembre même année, Bonaparte vainquit le Directoire, les anarchistes et les républicains. Enfin, six semaines après, le 24 décembre, les consuls Sieyes et Roger-Ducos durent céder leur place à Cambacérès et à Lebrun.

La nation se reposait enfin de tant de commotions, dont aucune ne lui avait été heureuse, dans celle qui commença le 18 brumaire et qu'acheva le 19. La mutation de Sieyes et de Roger-Ducos ne lui parut que ce qu'elle était en effet, un arrangement domestique. Elle ne regardait, elle ne voulait regarder alors, elle ne regarda jusqu'à la fin du consulat, que celui qui commandait et qui venait de la délivrer de tous les alchimistes révolutionnaires. Les erreurs de la Convention, les guerres civiles du Directoire, sa vicieuse administration, prouvée par l'affreuse pénurie de l'État au 18 brumaire ; son mauvais gouvernement, attesté par la situation de la république, situation presque désespérée, malgré les victoires de Brune et de Masséna, avaient amené violemment et malgré elle la France à désirer le

pouvoir d'un seul; mais elle restait en même temps toute républicaine. Elle avait, dans sa conscience, adopté le système d'un État démocratique sous un président perpétuel, et elle n'accueillit Bonaparte avec tant d'ivresse que parce qu'elle crut voir en lui son grand magistrat, le défenseur naturel des institutions patriotiques, pour lesquelles elle avait répandu des flots de sang sur les échafauds et sur les champs de bataille. Elle voulait survivre tout entière à ses calamités, et se continuer nation libre sous le protectorat de celui qui avait enrichi de tant de lauriers l'autel de la patrie.

FIN DU LIVRE CINQUIÈME.





LIVRE SIXIÈME.

Gouvernement Consulaire.

CHAPITRE PREMIER.

(1800.)

CONSTITUTION DE L'AN VIII.

La Constitution de l'an VIII ferme le XVIIIe siècle, et Bonaparte va régner. L'œuvre de notre nouvelle organisation sociale est complétée par un conseil d'État, sous la présidence du premier Consul, qui, par une brusque innovation, place son nom à la tête des actes du gouvernement. Ce conseil, d'autant plus dévoué à Bonaparte que lui seul peut le révoquer, forme une exception dans l'ordre politique, et prépare un autre temps. On cherche vainement dans la charte consulaire les titres primitifs de la liberté française, les droits de l'homme, les assemblées primaires, l'indépendance de la tribune et celle de la presse. Cette charte fut acceptée comme

on l'avait proposée. Bonaparte octroya ce pacte social au nom de la république une et indivisible, pendant qu'il était encore soumis aux suffrages de la nation; mais le premier Consul eut le bonheur d'avoir affaire à un peuple aussi pressé de jouir que son chef. Cette disposition naturelle aux Français fut le grand auxiliaire que Bonaparte avait remarqué à son retour d'Égypte, et qu'il employa avec tant d'habileté pendant quinze ans.

Investi de l'initiative des lois et de leur exécution, de la direction de toute l'administration intérieure, du droit de faire la paix et la guerre, en un mot de toutes les attributions du pouvoir suprême, le premier Consul hérite dans un jour de la monarchie et de la république; l'une et l'autre servent de base à son gouvernement. Il dispose des choses comme des hommes : le palais du Luxembourg est donné au Sénat; le Palais-Royal au Tribunat; le Palais-Bourbon au Corps-Législatif. Le palais des rois devient le palais des Consuls. La translation du Luxembourg, où ils avaient d'abord siégé, aux Tuileries, forma une brillante cérémonie, dans laquelle se développa tout le luxe de la royauté militaire. En peu de jours, on passa rapidement de la familiarité des sociétés républicaines du Directoire à l'étiquette des réunions du palais des Tuileries. Il y eut des cercles; on alla à la cour chez le premier Consul. Le noble titre de citoyen disparut de la conversation et le négligé fut banni du costume. Chacun faisait son apprentissage, le maître et les courtisans. Jamais on ne vit métamorphose plus complète. Elle s'acheva d'autant plus rapidement, que les formes extérieures s'accordaient

avec les habitudes de la nation et surtout avec celles de la capitale. On lisait cependant au-dessus de la porte du palais consulaire. « *Liberté, Égalité, Fraternité. — République française une et indivisible ;* » et sur l'un des corps-de-garde du Carrousel, anciennement celui des Gardes-Suisses : « *Le* 10 *août* 1792, *la royauté fut abolie : elle ne se relèvera jamais.* » Tel était le génie de cette époque, si curieuse à observer, que la puissance devait ressembler à l'égalité, et l'obéissance à la liberté.

En s'installant dans la demeure des monarques, Bonaparte remit la monarchie sur la scène ; et peut-être alors son secret ne parut-il si bien gardé, que parce qu'il était celui de tout le monde. Aussi, à l'aspect de cette pompe et de ces mœurs renouvelées, la séduction gagna tous les esprits dont les opinions penchaient pour la royauté. Les uns s'appuyaient sur le changement de dynastie en Angleterre; les autres, encore républicains, rappelaient les élections de la Pologne ; d'autres enfin, les partisans de la maison de Bourbon, moins nombreux que les premiers et plus que les seconds, virent un Monck en Bonaparte et prirent avec ardeur leurs souvenirs pour des espérances, leurs désirs pour des réalités. Un chef vendéen, M. Dandigné, et M. Hyde de Neuville, présentés la nuit au premier Consul, lui avaient proposé de l'assister de tout le parti vendéen et royaliste, s'il voulait rétablir la monarchie; mais Bonaparte leur avait répondu : « J'oublie le passé et j'ouvre un vaste « champ à l'avenir. Quiconque marchera droit devant « lui sera protégé sans distinction; quiconque s'écar- « tera à droite ou à gauche sera frappé de la foudre.

« Laissez tous les Vendéens qui veulent se ranger « sous le gouvernement national et se placer sous ma « protection suivre la grande route qui leur est « tracée; car un gouvernement protégé par des « étrangers ne sera jamais accepté par la nation « française. »

Cependant rien n'échappait ni à l'œil pénétrant ni à l'infatigable activité du premier magistrat de la nation : il créait et il gouvernait à la fois tous les intérêts de la gloire et de la prospérité de la France. La république, reconnue de l'Europe continentale, était en paix avec plusieurs puissances; mais de toutes les légitimations que le gouvernement pouvait recevoir de l'étranger, il n'y en avait pas de plus importante que celle qui serait venue de la Grande-Bretagne. Le premier Consul se décida à aborder la question avec franchise, et s'adressa personnellement et directement au roi d'Angleterre. Le 26 janvier 1800 (5 nivôse an VIII), il écrivit à ce prince :

« Appelé par le vœu de la nation française à occu-« per la première magistrature de la république, je « crois convenable, en entrant en charge, d'en faire « directement part à V. M. La guerre qui depuis « huit ans ravage les quatre parties du monde doit-« elle être éternelle? N'est-il donc aucun moyen de « s'entendre? Comment les deux nations les plus « éclairées de l'Europe, puissantes et fortes plus que « ne l'exigent leur sûreté et leur indépendance, « peuvent-elles sacrifier à des idées de vaine gran-« deur le bien du commerce, la prospérité intérieure, « le bonheur des familles? Comment ne sentent-« elles pas que la paix est le premier des besoins,

« comme la première des gloires? Ces sentimens ne « peuvent pas être étrangers au cœur de V. M., qui « gouverne une nation libre, et dans le seul but de la « rendre heureuse. V. M. ne verra dans cette ouver« ture que mon désir sincère de contribuer efficace« ment, pour la seconde fois, à la pacification géné« rale, par une démarche prompte, toute de con« fiance, et dégagée de ces formes qui, nécessaires « peut-être pour déguiser la dépendance des États « faibles, ne décèlent dans les États forts que le désir « de se tromper. La France, l'Angleterre, par l'abus « de leurs forces, peuvent long-temps encore, pour « le malheur de tous les peuples, en retarder l'épui« sement; mais, j'ose le dire, le sort de toutes les « nations civilisées est attaché à la fin d'une guerre « qui embrase le monde entier. »

Le ministre Pitt trancha la négociation en prononçant un arrêt qui ne fut exécuté que douze ans après la mort de son auteur : il déclara *que l'Angleterre ne pourrait signer la paix que quand la France serait rentrée dans ses anciennes limites*. On ne pouvait faire un plus grand outrage à la nation française, seule arbitre des lois de sa politique, que de repousser ainsi publiquement dans le parlement d'Angleterre la loyale et généreuse démarche de Bonaparte le Victorieux; c'était imposer un joug insupportable à la glorieuse république qui faisait trembler l'Europe. « *Point de paix avec la France!* » avait été le mot de lord Chatam. « *Dans aucun cas*, répétait chaque jour son fils en parlant de Bonaparte, *dans aucun cas ne traitez avec cet homme.* » Caton avait dit chaque jour au sénat : « *Il faut détruire Carthage ;* »

et Carthage, à la fin, succomba. En vain Fox et Sheridan, chefs de l'opposition, soutinrent de tout leur talent et de toute leur énergie la cause de l'humanité. Lord Grenville adressa à M. de Talleyrand une lettre évasive, ou plutôt une véritable déclaration de guerre. Alors tout espoir de paix échappa à Bonaparte, contraint désormais de donner à la lutte britannique une nouvelle activité. La France, que l'Angleterre voulait mettre hors de la loi de l'Europe, se leva d'indignation pour combattre la coalition soldée par le cabinet de Londres. L'Autriche aussi avait refusé la paix; et la Bavière, mécontente, mais entraînée, suivait malgré elle le parti de ses anciens dominateurs.

Cependant Paris voyait avec joie rentrer les déportés du 18 fructidor, et avec étonnement deux princesses de la maison de Bourbon: les prêtres détenus à Oléron revinrent vieillir dans leurs familles; des secours furent accordés aux colons de Saint-Domingue; le régime des prisons reçut une autre organisation; la statue de saint Vincent de Paule, le bienfaiteur des enfans orphelins, prit place à l'hospice de la Maternité; l'ancien archevêque de Paris, Juigné, prélat octogénaire, reparut dans son diocèse; des obsèques solennelles honorèrent les cendres de Pie VI, mort le 29 août 1799, à Valence, sous le Directoire.

Le premier Consul favorisa l'élection de l'évêque d'Imola, qu'il avait connu pendant la campagne d'Italie, et qui s'assit par sa protection dans la chaire de saint Pierre, le 9 mars 1800. Alors se forma un engagement réciproque, pour un avenir inconnu,

entre le guerrier et le pontife. La Banque de France, monument d'une haute conception financière, fut établie, et la fortune publique et particulière eut sa garantie. Paris s'embellit de deux ponts nouveaux : l'un reçut le nom de *la Cité*, l'autre obtint depuis, de la victoire, le nom d'*Austerlitz*. Bonaparte alla aussi au-devant de l'émigration, qui errait encore, sous la loi de l'hospitalité étrangère; de quatre-vingt mille émigrés non rentrés, mille seulement restèrent sur la liste fatale, comme particulièrement dévoués à la maison de Bourbon; les autres se virent rayés successivement; la France leur fut rendue : ils vinrent prendre rang dans le nouveau système, et bientôt les tables de proscriptions cessèrent d'exister. La guerre de la Vendée s'était rallumée dans les derniers temps du Directoire; elle se termina en un mois, par la mort de quelques chefs, par la soumission volontaire de MM. d'Autichamp, de Châtillon et du fameux Georges Cadoudal, ainsi que par la conquête que fit le premier Consul des deux personnages influens du pays, l'abbé Bernier, curé de Saint-Lô d'Angers, et M. de Bourmont, qui cédèrent aux promesses de Fouché. Une amnistie générale confirma les heureux effets de la conduite à la fois ferme, active et prudente, des généraux Hédouville et Brune, chargés d'exécuter le plan de pacification conçu par Bonaparte. L'ordre judiciaire et l'ordre administratif, avilis par les forfaitures révolutionnaires, avaient également fixé toute l'attention du premier Consul, et repris l'influence qu'ils devaient exercer sur la prospérité nationale. Une loi avait réorganisé les tribunaux; ceux de district étaient remplacés par ceux

d'arrondissement. Chaque département eut son tribunal criminel; le territoire de la république fut partagé en vingt-neuf cours d'appel; la réforme épura aussi le tribunal suprême, la cour de cassation. La magistrature redevint une carrière, et la justice un asile; on établit une nouvelle division de la France administrative, en même temps qu'on substitua les préfectures aux directoires de département, et aux districts des arrondissemens, dont chaque chef-lieu devint le siége d'une sous-préfecture : des conseils de département et de municipalité défendirent la cause des administrés; des conseils de préfecture se trouvèrent chargés du contentieux de l'administration. Il résulta de ces généreuses institutions que les noms les plus honorables reparurent dans les fonctions judiciaires et administratives, et de véritables protecteurs furent donnés aux premiers intérêts de la société.

Au milieu de toutes ces créations intérieures, inspirées par la plus haute et la plus paternelle sagesse, une négociation importante occupait le chef de l'État. Les relations des républiques française et américaine, si naturelles et si utiles aux deux nations, avaient été dédaignées et rejetées par le Directoire, qui eut l'impéritie de faire porter sur le commerce le coup d'État du 18 fructidor, en fermant orgueilleusement les ports de France aux bâtimens neutres. La réparation d'une injustice et d'une calamité de cette espèce ne pouvait échapper au premier Consul; en rouvrant les ports, il entama des communications avec le congrès américain, qui s'empressa de les accueillir; les plénipotentiaires des États-Unis

arrivèrent à Paris pour traiter. Le deuil public, ordonné par Bonaparte pour l'anniversaire de la mort du fondateur de la liberté américaine, consacra cette négociation. Un autre honneur fut encore décerné à Washington par le fondateur de la régénération française : une habile et heureuse combinaison réunit au temple de Mars (l'église des Invalides) la cérémonie funèbre de Washington et la présentation des derniers drapeaux conquis en Egypte. Le vainqueur d'Aboukir semblait déposer ses lauriers sur la tombe du vainqueur de l'Angleterre, et partageait ainsi l'hommage rendu au grand citoyen qui avait triomphé du despotisme et affranchi son pays. L'éloge politique de Washington fut confié à Fontanes, bien capable de comprendre et d'exprimer toute la pensée de Bonaparte. Le général Lannes prononça le discours guerrier dans cette mémorable circonstance : « Puissances coalisées! s'écria le général, si « vous osiez violer le territoire, et que celui qui nous « fut rendu par la victoire d'Aboukir fît un appel à « la nation, vos succès vous seraient plus funestes « que des revers! » Berthier, ministre de la guerre, répondit au général, et expliqua cette menaçante apostrophe : « Au moment, dit-il, de ressaisir les « armes protectrices de notre indépendance, si l'a- « veugle fureur des rois refuse au monde la paix que « nous lui offrons, jetons un rameau de laurier sur « les cendres du héros qui affranchit l'Amérique du « joug des ennemis les plus implacables de notre li- « berté, et que son ombre illustre nous montre au- « delà du tombeau la gloire qui accompagne la mé- « moire des libérateurs de la patrie! » Fontanes loua

dignement Washington, et ajouta : « Il est des « hommes prodigieux qui apparaissent d'intervalle « en intervalle sur la scène du monde avec le carac- « tère de la grandeur et de la domination. Une cause « inconnue et supérieure les envoie quand il en est « temps, pour fonder le berceau ou réparer les ruines « des empires. C'est en vain que ces hommes, dési- « gnés d'avance, se tiennent à l'écart : la main de la « Fortune les porte rapidement d'obstacles en ob- « stacles, de triomphes en triomphes, jusqu'au som- « met de la puissance. Une sorte d'inspiration surna- « turelle anime toutes leurs pensées; un mouvement « irrésistible est donné à toutes leurs entreprises; la « multitude les cherche encore au milieu d'elle et ne « les trouve plus : elle lève les yeux en haut, et voit « dans une sphère éclatante de lumière et de gloire, « celui qui ne semblait qu'un téméraire aux yeux de « l'ignorance et de l'envie. » Ainsi, de cette pompe militaire et funèbre, sortirent plusieurs oracles : celui de la paix avec le Nouveau-Monde, celui de la guerre avec l'ancien, et l'apothéose de Washington et de Bonaparte. Cette journée offrit un imposant caractère ; elle exalta l'opinion, et contribua beaucoup à affermir la base de cette grandeur qui devait élever momentanément la France au-dessus de toutes les nations du globe.

Cependant, renfermé dans l'austérité d'une vie remplie tout entière par le travail, dérobant la nuit au sommeil, actif, tempérant, simple, frugal, l'homme de la destinée française semblait un Spartiate, maître du palais de Xercès, indifférent, étranger à l'éclat de la puissance, n'en conservant que la

force, et la ployant aux habitudes de sa nature et aux volontés de son génie. Son ame, trop vaste déjà pour rester dans les limites de la France, se répandait au dehors et présentait à la méditation de l'Europe les essais d'une autorité jusqu'alors inconnue. Ainsi le sénat de Hambourg, qui cherchait à se justifier d'avoir livré au gouvernement anglais les patriotes irlandais, tels que Napper-Tandy, protégés par la France, était cité au tribunal de Bonaparte, et recevait de lui cette sentence foudroyante : « Votre « lettre ne vous justifie pas. Le courage et les vertus « conservent les Etats; les vices les ruinent. Vous « avez violé l'hospitalité. Cela ne fût pas arrivé parmi « les hordes les plus barbares du désert. Vos concitoyens vous le reprocheront à jamais. Les infortunés que vous avez livrés mourront illustres; mais « leur sang fera plus de mal à leurs persécuteurs que « n'aurait pu faire une armée! »

CHAPITRE II.

(1800.)

BATAILLE DE MARENGO.

L'Autriche s'était laissé entraîner par l'or et les intrigues de l'Angleterre. Cette puissance rassem-

blait à Minorque, sous les ordres du général Abercrombie, qu'Augereau avait chassé de la Hollande, des troupes nombreuses qu'elle destinait à soutenir les opérations des Autrichiens sur Gênes et peut-être même sur le Var. L'Empire, la Bavière, la Suède, le Danemarck, la Porte et la Russie, faisaient également partie de la coalition. Mais le premier Consul, grâce à une démarche imprévue et pleine de générosité, inspira à l'empereur Paul une sorte d'admiration fanatique pour sa personne, le sépara de nos adversaires et le rendit ennemi de l'Angleterre. Il existait en France une grande quantité de prisonniers russes, provenant de la campagne du général Brune en Hollande et de celle de Masséna en Suisse. Instruit du caractère chevaleresque de l'empereur, Bonaparte fit habiller à neuf, chacun avec l'uniforme de son régiment, ces nombreux prisonniers, qu'il renvoya en Russie, en payant tous les frais du voyage, et sans aucune proposition d'échange. Bonaparte avait bien jugé Paul Ier. Ce prince fut si vivement frappé de cette action, qu'il rappela d'Allemagne toutes ses troupes, rompit le pacte britannique et chassa les Anglais de sa capitale. La défection si subite de la Russie, sans préliminaires, jeta sur la coalition un grand discrédit, et lui ôtait aussi un auxiliaire important. Le premier Consul ne perdit point de temps pour enlever encore à ses ennemis d'autres alliés : il envoya Duroc à Berlin, avec la mission de déterminer la cour de Prusse à s'employer pour détacher de la cause anglaise les puissances sur lesquelles son voisinage et sa force pouvaient lui donner de l'influence. Cette négociation réussit; la

Suède et le Danemarck se décidèrent, par les instigations de la Prusse, à se renfermer dans une rigoureuse neutralité. Bonaparte avait tenté, pour obtenir la paix et pour désarmer la guerre, tout ce qu'exigeaient la politique et la gloire de la France, sans blesser toutefois la dignité des cabinets auxquels il avait offert l'amitié de la république; fort de sa conscience et de son droit, du témoignage de sa nation et de la foi des gouvernemens neutres, il ne lui restait plus qu'à saisir les armes.

D'après les déclarations parlementaires et les manifestes de l'Angleterre, la nouvelle ligue reprit encore un caractère de croisade contre la révolution. La France, outragée par cette personnalité, accepta la lutte, sous la conduite de Bonaparte, avec la même joie qu'elle avait accepté l'espérance de la paix. Il y a toujours eu chez nous, entre les citoyens et leurs chefs, une intelligence, un accord, un sentiment commun d'honneur national, qui éclatent dans tous les âges de notre histoire. On ne cite pas de peuple qui connaisse mieux l'à-propos de combattre ou de traiter. L'armée d'Italie était retombée dans la même pénurie où Bonaparte l'avait trouvée quand il en prit le commandement en 1796, et nous ne possédions plus rien dans la Péninsule. Pour en faire le théâtre d'une autre guerre, il fallait également attaquer sur le Rhin; mais toutes les forces de la république n'excédaient pas cent cinquante mille hommes. La contagion régnait dans les hôpitaux et avait emporté le brave Championnet, qui venait aussi de laisser un beau nom en Italie. Cependant, à la voix du premier Consul, toute la France s'émeut; elle sait

qu'elle va être vengée, et vole au devant des sacrifices.

On ne se servit ni des lois ni des autres moyens coactifs pour créer des légions nouvelles. La nation entière, qui avait voté la guerre, donna l'armée. Jamais il n'en parut de plus française; jamais chef ne fut plus populaire que Bonaparte après l'insolent refus de ses propositions par l'Angleterre. En faisant un appel à notre gloire, il eut tout à coup pour auxiliaires l'amour des Français, offensés dans leur orgueil; les vœux de l'Italie, ensanglantée par les cruautés de la réaction royale ou par les proscriptions allemandes; la neutralité du roi de Prusse, de la Suède, du Danemarck, et la rupture de la Russie avec les coalisés. Il saura se susciter un autre allié non moins puissant: c'est l'incertitude où l'impénétrabilité de ses combinaisons doit jeter la maison d'Autriche sur le champ de bataille qui le verra se mesurer encore avec elle. Dijon est le point central de la réunion de l'armée dite *de Réserve.* La position du rendez-vous général de nos forces, à distance égale de Bâle, de Martigny et de Chambéry, détourne l'attention, depuis long-temps portée sur le Var par les mouvemens d'invasion dont Mélas, à la tête d'environ quatre-vingt mille hommes victorieux et bien approvisionnés, menace les vingt-cinq mille soldats intrépides et nus que commande Masséna. Mais Bonaparte a conçu la guerre d'Annibal contre Rome et celle de Rome contre Carthage: la cruelle science des armes va donner encore à l'esprit humain l'honneur des plus hautes conceptions du génie.

La campagne avait pour but de conquérir les deux bassins du Danube et du Pô; il fallait y descendre. Le Directoire, en étendant le champ de ses opérations depuis la Hollande jusqu'à l'embouchure du Var, cherchait inutilement à envelopper de ses lignes éloignées l'ennemi qu'elles laissaient maître du centre. La difficulté consistait à manœuvrer simultanément sur des bases de cent lieues, et à livrer des batailles de vingt lieues de développement. On croyait agrandir l'échelle des combinaisons; on n'avait fait que l'affaiblir en la privant de l'influence directe du commandement immédiat. Le même système avait causé la ruine des Autrichiens en Italie, sous Bonaparte; il s'en souvient, et remplace ce système par celui de concentration, qui, offrant l'action de l'unité, répondait à sa politique et à son caractère. Le détroit de la Suisse, entre le Rhin et le Rhône, renferme tout le mystère de ses calculs; en occupant ce détroit, il sépare les armées autrichiennes d'Allemagne et d'Italie.

Moreau est à la tête de cent mille hommes composés de nos vieilles bandes, que Bonaparte lui a remises entre les mains; Augereau commande en Hollande; Masséna, de Gênes au Var; Berthier à Dijon, dont la position regarde la Suisse; Carnot a remplacé Berthier au ministère de la guerre. L'aile droite de l'armée du Rhin, qui obéit à Lecourbe, sous le nom d'armée d'Helvétie, occupe ce pays; on doit penser qu'elle forme la réserve de Moreau, que de là nous menaçons toute l'Allemagne, et que la guerre d'Italie est ajournée. Les mouvemens que le premier Consul ordonne à Moreau par le Rhinthal,

sur les derrières du général Kray, isolent tout à coup ce général du général Mélas par l'envahissement subit des défilés de la Forêt-Noire. Lecourbe a passé le Rhin à Schaffouse, et opéré sa jonction à Engen avec Moreau. Kray y fut battu par ces deux généraux, et perdit l'importante position de Stokach. Moreau poursuivit ses succès. Pendant que ces opérations s'exécutent, Bonaparte jouit dans son palais des Tuileries du plaisir de tromper par cette habile combinaison l'Autriche, l'Europe et ses capitaines eux-mêmes. Il envoie le ministre Carnot à l'armée du Rhin, avec l'ordre d'en détacher vingt mille hommes sur le Tésin par le Saint-Gothard. Moreau s'aperçoit avec déplaisir que même à son armée il n'a pas seul la confiance du premier Consul. Il est vrai qu'il avait déclaré ne pas vouloir la commander sous ses ordres. Ce général se voit donc tout à coup réduit à un rôle secondaire, quoique propre à augmenter beaucoup sa renommée : toutefois, il suit par de savantes et constantes manœuvres le plan de l'inaction qu'il est chargé d'imprimer à l'armée supérieure du général Kray, et prélude ainsi en grand tacticien aux triomphes de Hohenlinden, qui plus tard illustreront sa campagne offensive. Enfin, l'armée de Dijon est en marche sur Genève. Les victoires d'Engen, de Stokach, de Moeskirch, de Biberach et Memmingen, gagnées par Moreau, donnent à Bonaparte le signal du départ.

Tandis que l'Europe croit le premier Consul livré à Paris aux soins du gouvernement, il arrive à Genève et prend le commandement de l'armée; c'est là que, réduit à porter la guerre sur le Pô, entre Mi-

lan, Gênes et Turin, il choisit la base de ses opérations sur les revers du Simplon et du Saint-Gothard: Libre de toute crainte sérieuse du côté du général Kray, contenu par Moreau, Bonaparte veut surprendre les défilés des Alpes, pour attaquer les derrières de Mélas, dont les forces disséminées sur Gênes, sur le Var, doivent garder les débouchés des Alpes et de la Lombardie, occupée mais non soumise. Sur-le-champ, rival audacieux d'Annibal et de César, il décide le passage de l'armée et le transport de sa formidable artillerie par la crète des montagnes, à plus de douze cents toises au-dessus du niveau de la mer. Le général Marescot, chargé de la reconnaissance du Saint-Bernard, avait eu beaucoup de peine à le gravir jusqu'à l'hospice où stationnait, depuis deux mois, un petit poste détaché du corps du général Mainoni. « Peut-on passer? » fut la seule question de Bonaparte. « — Oui, » dit Marescot, « cela est possible. — Eh bien! partons. » L'armée passera, le premier Consul le veut; mais l'artillerie, comment pourra-t-elle passer? Cette difficulté était prévue. Les cartouches et les munitions renfermées dans de petites caisses, les affûts démontés, seront portés à dos de mulets. On a préparé des troncs d'arbres creusés de manière à pouvoir contenir nos pièces de canon; cent soldats s'attellent à chacune d'elles. Lannes commande l'avant-garde. Le 17 mai, trente-cinq mille Français, conduits par Bonaparte, abordent le Saint-Bernard. Moncey marche vers le Saint-Gothard avec quinze mille hommes, pour descendre à Bellinzona. Béthencourt a sa direction sur le Simplon, tandis que

Turreau a la sienne sur le Mont-Cenis. Cette dernière démonstration doit empêcher Mélas d'abandonner la rivière de Gênes. Au sein des rochers les plus escarpés, au travers de glaces éternelles, au milieu des neiges qui effacent toutes les traces et n'offrent plus qu'un immense désert, et par des chemins où le pied de l'homme n'a jamais été empreint, les Français montrent un indicible courage : gravissant péniblement, n'osant prendre le temps de respirer, parce que la colonne en eût été arrêtée; près de succomber sous le poids de leurs armes, ils s'excitent les uns les autres par des chants guerriers. Survient-il un péril presque insurmontable? alors ils font battre la charge, et, comme un ennemi, le péril disparaît devant eux. Sous les regards de Bonaparte, tous les obstacles de la nature deviennent des conquêtes. L'infanterie, la cavalerie, les bagages, les canons, ont atteint les sommités des Alpes, où nos différens corps reçoivent tour à tour, des religieux de l'hospice, tous les secours de la plus généreuse charité; mais après une halte de quelques heures, chaque division se précipite avec une nouvelle ardeur, quoique avec bien plus de dangers, sur les pentes rapides du Piémont. Bonaparte lui-même opère la descente à la ramasse, sur un glacier presque perpendiculaire.

Les Autrichiens avaient toujours regardé la formation de l'armée de réserve à Dijon comme une fable inventée pour leur donner le change, et les pousser à abandonner le blocus de Gênes. Bonaparte s'était appliqué à entretenir cette erreur par une foule de précautions et de ruses; elles avaient réussi au point

que ni Paris, ni Dijon, ni la cour de Vienne, ni ses généraux d'Italie, ne croyaient à cette armée, qui après avoir marché à son but par diverses routes et en corps isolés, sans aucun rapport entre eux, s'était réunie au pied du Saint-Bernard, et venait de le franchir. Mélas, profondément convaincu que nous n'avions que sept à huit mille conscrits ou invalides à Dijon, faisait presser le siége de Gênes par quarante mille hommes et combattait en personne sur le Var avec le reste de ses forces contre Suchet, séparé de Masséna, avec huit mille hommes seulement, depuis le 6 avril, quand, d'un côté, les divisions françaises, placées sous le commandement immédiat du premier Consul, et de l'autre les quinze mille hommes détachés de l'armée du Rhin et conduits par le général Moncey, et deux autres colonnes, descendaient les revers du Saint-Bernard, du Saint-Gothard, du Mont-Cenis et du Simplon. Une combinaison supérieure présidait au destin de cette mémorable campagne. Bonaparte se dirige sur l'Italie, entre l'armée victorieuse de Moreau, qui retenait devant Ulm les troupes du général Kray, réduites à la défensive, et entre la petite armée des Alpes-Maritimes, qui, attaquée à la fois par terre et par mer, défend Gênes, le cours du Var, les portes de la Provence et les défilés du Piémont. Le grand caractère de Masséna imprime à cette défense un héroïsme qui vivra éternellement dans l'histoire. Il a pour lieutenans Miollis, Gazan, Soult et Suchet. Il sait que Bonaparte compte sur son infatigable résistance, et il trouve dans les généraux sous ses ordres des hommes dignes de partager sa gloire et ses dangers. La reprise des forts de

Gênes, foudroyés par la flotte anglaise, est un de plus beaux faits d'armes connus. Jamais les forces humaines ne se sont déployées, multipliées, avec tant d'énergie et de constance que dans cette immortelle campagne. Epuisés par tous les fléaux de la guerre, les soldats de Masséna ont d'autres ennemis qu'ils ne peuvent combattre, la famine et la contagion. Gênes voit mourir dans ses rues sa généreuse population, confondue avec l'intrépide armée qui ne peut plus la protéger. Le drapeau noir flotte sur les hôpitaux. Mais Masséna sent profondément qu'il occupe à lui tout seul une forte armée autrichienne avec douze mille hommes, et Suchet, qui n'a que huit à neuf mille braves devant Mélas, a fait aussi son serment aux triomphes de l'armée de réserve; Masséna et Suchet répondront à la confiance du premier Consul.

Après le succès de notre passage, les armées des deux nations embrassaient par leurs masses principales une demi-circonférence presque régulière, dont le centre était à peu près vers Alexandrie. Là tout devait se décider, et l'avantage appartenait à celui qui aurait franchi le Pô le premier. Une circonstance favorisait l'armée française, c'était le rapprochement d'Alexandrie et du Pô avec les Apennins et la mer. En un mot, Mélas se trouvait tourné, tandis que le premier Consul ne pouvait l'être, soit par la propre nature du terrain qu'il occupait, soit par les mouvemens ordonnés à l'armée du Rhin; car il n'avait point oublié la funeste inaction de cette armée pendant sa première campagne d'Italie. Le jour même du grand passage, la ville d'Aost fut emportée par l'avant-garde après une vive résistance,

et les Croates, repoussés sur le fort de Bard, château inexpugnable qui fermait l'unique chemin ouvert aux Français. Il était de la plus grande importance de surmonter cet obstacle avant que Mélas eût connaissance de la marche de Bonaparte, et afin de s'emparer des débouchés des vallées; mais le fort ne pouvait être enlevé, et seul il arrêtait toute l'armée. Berthier et Marescot eurent l'heureuse idée de tailler dans les rochers d'Abaredo un escalier qu'à force de travail on rendit praticable pour les hommes et pour les chevaux. Les divisions françaises défilèrent successivement par ce sentier périlleux, avec bien plus de difficulté qu'on n'en avait rencontré au trajet du Saint-Bernard. Notre artillerie demeurait en arrière, sans qu'aucun moyen humain pût lui faire passer cette barrière fatale. Bonaparte arrive, ordonne l'escalade et l'assaut du fort. L'audace, la valeur, n'obtiennent point de succès; il faut se contenter de poursuivre le siége avec vigueur. Cependant l'avant-garde de Lannes, parvenue à Yvrée, manque d'artillerie et peut être attaquée avec avantage. Alors une de ces inspirations du génie de la guerre, si fréquentes dans les soldats et les généraux français, mit un terme à l'impatience et à l'anxiété de Bonaparte, incapable de consentir à se voir retardé par une conquête inutile : on jonche la route de matelas et de fumier; les roues sont garnies de paille; les pièces, enveloppées de feuillages et traînées à la prolonge, chacune par cinquante braves, traversent avec leurs caissons la ville entière, à demi-portée de fusil, sous le feu de l'ennemi, qui, ne se doutant de rien, ne cesse toutefois de faire des décharges meurtrières,

sans ébranler toutefois nos intrépides soldats. Une batterie, que l'on parvint avec des peines extrêmes à monter sur l'Albaredo, reste avec un corps de troupes pour réduire le fort de Bard, qui tombe au bout de dix jours.

Nous avons franchi le terrible défilé. Yvrée et sa citadelle se rendent après une courte résistance, et dix mille hommes de l'armée de Mélas, aux ordres des généraux Kaim et Haddig, sont culbutés sur les bords de la Chiusella. Bonaparte s'ouvre ainsi l'accès des plaines du Piémont, pendant que les colonnes de flanc descendent sur Bellinzona et Avigliano. Le 24 mai, les soixante mille hommes que Bonaparte a dirigés sur la Lombardie par les différens passages des Alpes, ont simultanément rempli ses intentions. Trompé par la vigoureuse attaque de Turreau au pas de Suze, Mélas n'a réservé que dix-huit mille hommes pour défendre les défilés de la Haute-Italie; il a laissé Ott devant Gênes avec vingt-cinq mille hommes, et Ellnitz, sur le Var, en a dix-sept mille. Mais, que ce soit Masséna ou Mélas qui occupe Gênes, le point stratégique de l'opération que médite Bonaparte est sur le Pô, entre l'embouchure du Tésin et le double confluent du Tanaro et de la Bormida. Il fallait donc jeter un pont sur le grand fleuve, et empêcher la jonction des troupes de Mélas avec celles du Milanais et du Mantouan.

Bonaparte, qui marche à Milan, doit traverser cette ville pour aller combattre Mélas. Après avoir poursuivi Kaim et Haddig, sur Chivasso, il pousse son avant-garde vers Pavie, où elle trouve deux cents pièces de canon, ainsi que des munitions en tous

genres; il dirige le corps de Murat sur Verceil et Milan, force le 31 le passage de la Sésia et du Tésin, défendu par Laudon, et le 2 juin il entre en libérateur à Milan, où l'on venait seulement d'apprendre l'invasion d'une armée française en Piémont. Son premier soin est de proclamer et d'organiser de nouveau la république cisalpine, aux acclamations de toute l'Italie. Cette mesure politique a pour but de procurer aux troupes toutes les ressources d'un pays dévoué à nos armes. Toujours habitué à suivre ses succès comme César, il ne donne pas un moment de relâche à la fortune. Par ses ordres, l'armée se répand entre le Pô et l'Adda, franchit cette dernière rivière, s'empare de Bergame, de Créma, de Crémone, et repousse Laudon jusqu'à Brescia. Mélas n'a ni deviné ni compris les opérations de Bonaparte, et c'est par ses généraux, battus depuis l'attaque de Bard, qu'il apprend que soixante mille Français entrent en Lombardie. Ellnitz a reçu l'ordre d'abandonner la ligne du Var et de se retirer sur la vallée du Tanaro: Ott, devant Gênes, a les mêmes instructions: Mélas a besoin de quarante mille hommes qu'ils commandent pour faire face à cette armée inconnue, que Bonaparte conduit à Milan. Mais la retraite d'Ellnitz et de ses dix-sept mille hommes a été inquiétée par Suchet, qui, renforcé de quatre mille hommes, l'attaque avec douze mille au col de Tende, lui en fait perdre huit mille, et poursuit sa course victorieuse sur Savone, pour venir au secours de Masséna, enfermé dans Gênes. Il ignorait que cette ville avait dû enfin capituler, après soixante jours de blocus,

assiégée au dedans par la peste et par la famine, et au dehors par le général Ott, à la tête de trente-cinq mille hommes. Ott, s'attachant à un vain trophée, avait commis la faute de ne quitter Gênes qu'après la glorieuse capitulation de Masséna, qui conserve au drapeau les huit mille braves qui lui restaient, et dont six mille allèrent grossir à Savone le corps de Suchet. Bonaparte profite audacieusement, selon son usage, de l'inaction et de l'imprévoyance autrichienne, et vient lui-même montrer aux ennemis, en l'occupant, le point qu'ils auraient dû couvrir : c'était vers Stradella et le Pô. Il rabat ses colonnes sur ce fleuve, dont il rend la défense impossible. Loison le traverse à Crémone; Murat enlève de vive force la tête de pont et la ville de Plaisance; Lannes parvient à passer devant Belgiojoso et San-Cipriano, malgré la résistance du général Ott, dont l'armée s'est affaiblie de la forte garnison qu'il a jetée dans Gênes. Là s'établit le pont de l'armée française : c'était le véritable passage et le point capital, en raison de la proximité du confluent du Tésin et du défilé de la Stradella, et des communications avec Milan. Le même jour, le premier Consul transfère son quartier-général à Pavie. Mélas, renfermé entre le pied des Apennins et la rive droite du Pô, n'a plus que la ressource des combats. En se portant devant l'ennemi, Bonaparte apprend la reddition de Gênes et la jonction des troupes de blocus à celles de Mélas. Mais, quoique une partie seulement de son armée ait franchi le Pô, il livre au général Ott la bataille de Montebello, dont le général Lannes



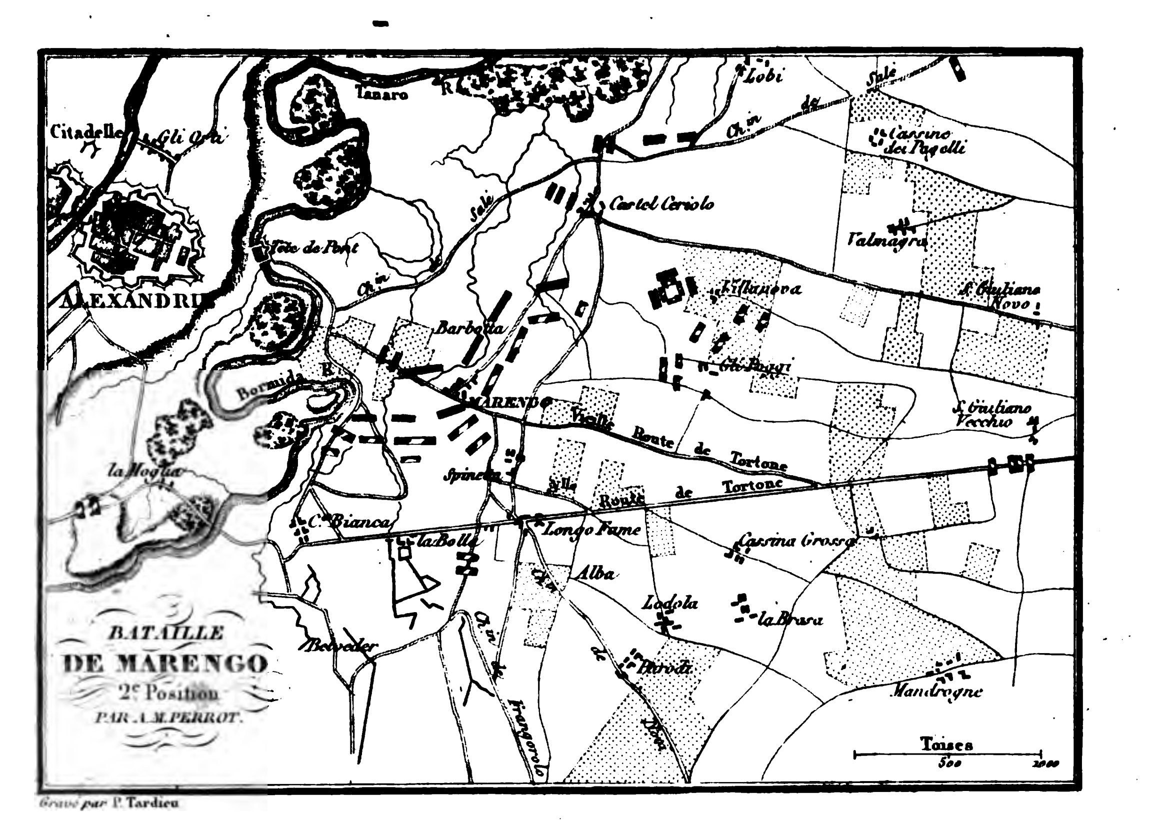
LANNES.

doit faire à jamais l'illustration. Cinq mille prisonniers autrichiens, trois mille morts, forment les trophées de cette première victoire.

Nous avions battu l'une des deux armées ennemies : il fallait courir à l'autre et défaire aussi Mélas, qui concentrait toutes ses forces sur Alexandrie, entre le Pô et le Tanaro; il avait rappelé de San-Giuliano le général Ott, qui n'avait laissé qu'une arrière-garde à Marengo, petit village qui va devenir si célèbre. Le 12 juin, l'armée française, composée des corps de Lannes, Desaix et Victor, borde la Scrivia. La division Lapoype avait ordre de rejoindre le général Desaix, qui, après avoir conquis la Haute-Égypte, de retour en France par la capitulation d'El Arich, entraîné par la fatalité de la gloire, était venu retrouver les drapeaux de son ami, de son général en chef de l'armée d'Égypte. Le reste de nos forces disséminées dans la Lombardie bloquait ou contenait les différens corps autrichiens. Le quartier-général était à Voghéra. Le premier Consul s'attendait à rencontrer l'armée autrichienne dans les plaines de San-Giuliano. Le 13, il les traverse sans résistance, et fait chasser de Marengo cinq mille hommes par le général Gardanne, qui les poursuit jusqu'à la Bormida et ne peut enlever la tête de pont. Nous prîmes position entre cette rivière et Marengo, à la Pedrabona. Il fut naturel de croire que Mélas ne voulait pas se battre, puisqu'il abandonnait le débouché de Marengo, si facile à défendre, et qu'il allait manœuvrer par le flanc, soit sur Gênes où il aurait été si aisément approvisionné par les Anglais, soit sur le Haut-Tésin, où il eût rétabli ses

communications avec l'Allemagne, soit enfin sur les deux rives du Pô, où il pouvait facilement surprendre un passage et une marche. Mais Bonaparte, qui a le don de saisir toutes les chances du premier coup d'œil, envoie les deux divisions Desaix à Castel-Novo di Scrivia et à Rivalta, pour observer les ailes de l'armée ennemie, et concentre les corps de Lannes et de Victor entre San-Giuliano et Marengo, par échelons, la gauche en avant, se préparant ainsi pour tous les mouvemens qu'il aurait à faire, et chaque division d'aile pouvant devenir tête de colonne dans la direction. La division Boudet, placée à Rivalta, sous les ordres de Desaix, devait communiquer avec le corps de Masséna et de Suchet, qui s'étaient dirigés sur Acqui.

Le lendemain 14, le premier Consul fut étonné de voir, à quatre heures du matin, l'armée autrichienne déboucher au travers du long défilé du pont de la Bormida, de sa tête et des marais qui les couvraient. Cinq heures après seulement, elle put se porter en avant sur trois colonnes. Elle avait quarante mille hommes au commencement de l'action. L'armée française ne comptait que vingt mille hommes, qui étaient des conscrits pour la plupart; celle de Mélas se composait toute d'anciens soldats. Le corps de Victor vigoureusement attaqué et poussé, celui de Lannes entra en ligne à droite, et, après quelques succès, fut entraîné par la retraite de la gauche; mais c'était une chose capitale pour Bonaparte de tenir sa droite, et pour Mélas de la forcer. Le premier Consul, qui vit le nœud de l'affaire dans la communication que sa droite assurait avec le reste de


BATAILLE
DE MARENGO
2e Position
PAR A.M.PERROT.
Gravé par P. Tardieu
Citadelle
Gli Orti
ALEXANDRIE
Tanaro
R.
Tête de Pont
Bormida
R.
la Moglia
C.ne Bianca
Belveder
Barbotta
MARENGO
Spinetta
Castel Ceriolo
Sale
Lobi
Chin de Sale
Cassino dei Pagolli
Valmagra
Villanova
Gli Poggi
S. Giuliano Novo
S. Giuliano Vecchio
Vieille Route de Tortone
Route de Tortone
la Bolle
Longo Fame
Alba
Lodola
la Brasa
Cassina Grossa
Barodi
Mandrogne
Chin de Frangorolo
Toises
500
1000

l'armée, fit avancer tout à coup au milieu de la plaine huit cents grenadiers de cette vieille garde, longtemps la terreur de l'Europe, mais qui, jeune alors, date si heureusement sa gloire de la journée de Marengo. La postérité lui conservera ce beau surnom de *redoute de granit* qu'elle reçut du vainqueur. Les assauts les plus terribles de l'ennemi se brisèrent contre son immobilité; sa résistance héroïque donna le temps à la division Monnier d'arriver : celle-ci jeta une brigade dans Castel-Ceriolo, et l'armée française se trouva dans un ordre presque inverse à celui de la matinée, par échelons, l'aile droite en avant, tenant toujours le point essentiel de la première ligne de bataille, couvrant sa communication la plus importante, occupant par son aile gauche la route de Tortone.

L'action se maintint dans cette position jusqu'à l'arrivée de la division Desaix. Mélas, au contraire, avait affaibli sa gauche pour augmenter sa droite qu'il étendait inutilement sur Tortone. Ce mouvement n'échappa point au général qui savait le mieux juger son adversaire sur le terrain. Il était cinq heures : la division Lapoype ne se montrait pas, mais Desaix parut sur le champ de bataille, à la tête de la seule division Boudet. Dans les mains de Bonaparte, ce renfort va devenir l'instrument de la victoire, et l'armée devine la pensée de son chef. Fatiguée d'une longue et sanglante retraite, elle voit, avec l'instinct d'une attente que son héros n'a jamais trompée, la troupe de Desaix couvrir sa gauche; et elle répète avec joie le cri de l'attaque générale ordonnée sur toute la ligne. Le général Zach, qui dépasse celle

des Autrichiens, s'avance sur la grande route avec une colonne de cinq mille grenadiers blanchis dans les combats. Desaix, le brave Desaix, court à sa rencontre avec quinze pièces de canon, et tombe frappé d'une balle qui l'enlève à l'espoir de la France et à l'amour des soldats. Par un rapport de fatalité bien étrange, au même moment l'illustre Kléber, son ami, périssait au Caire, sous le poignard d'un assassin. Désormais, il ne reste plus de renommées militaires indépendantes de Bonaparte, que celles de Moreau et de Masséna. Desaix, même après son trépas, est encore redoutable : sa division se jette avec fureur sur le corps ennemi, où chacun cherche le meurtrier de son général. Cependant Zach résiste, bien qu'il soit isolé au milieu de cette vaste plaine; mais le jeune Kellermann porte tout à coup sa cavalerie sur le flanc gauche de la colonne invincible, la brise, la disperse, et les cinq mille grenadiers qui la composent sont prisonniers. Dès cet instant qui venge Desaix et qui suspend le deuil de sa perte, notre ligne se précipite en avant et a reconquis en moins d'une heure le terrain disputé depuis l'aurore. L'armée ennemie est prise à revers et recule à la hâte; Mélas essaie en vain de tenir à Marengo : son inutile défense contribue à donner le nom de ce village, tout à coup emporté par Bonaparte, à la fameuse bataille qui va changer le sort de l'Italie, celui de la France et de l'Europe. Les Français poursuivent les Autrichiens jusqu'à dix heures du soir, et ne s'arrêtent qu'à la Bormida : cinq mille morts, huit mille blessés, sept mille prisonniers, trente canons et douze drapeaux sont les trophées de Ma-



A. [illegible] sc.

DESAIX.

Publié par Furne, à Paris

rengo. Le lendemain, à la pointe du jour, Bonaparte fait attaquer la tête du pont de la Bormida, mais, contre toute probabilité, l'ennemi demande à traiter! Quelques heures plus tard, les généraux Berthier et Mélas ont conclu la fameuse convention d'Alexandrie, qui remet en notre pouvoir tout ce que nous avions perdu en Italie depuis quinze mois, à l'exception de Mantoue. Mais ce n'était qu'une convention militaire. Jaloux d'être encore en Italie, après une victoire décisive, le provocateur de la paix, le général Bonaparte dépêcha à Vienne, du champ de bataille de Marengo, le général Saint-Julien, qui était du nombre des prisonniers, et le chargea de porter à sa cour des paroles de paix.

Ainsi une seule bataille, gagnée après douze heures d'une retraite offensive, mais périlleuse, a replacé sous l'influence de la France la Lombardie, le Piémont, la Ligurie et les douze places fortes qui les défendent. On fixa la ligne de neutralité des deux armées entre la Chièse et le Mincio. La victoire et la fortune se disputèrent dans la journée de Marengo le triomphe de Bonaparte; car Mélas acceptait les conditions les plus rigoureuses, quoiqu'il eût des forces aussi nombreuses que les nôtres, et que le Piémont lui ouvrît la carrière d'une longue campagne de siéges et de positions. Ce général pouvait reprendre ses communications avec l'Allemagne, avec le pays de Modène, celui de Mantoue, et, maître de Gênes, ayant la mer et les montagnes pour ressource et pour appui, soutenir encore une belle guerre, et peut-être forcer la France à une paix honorable pour l'Autriche; mais, après s'être vu

enlever le succès, il perdit aussi le courage de supporter la défaite.

Bonaparte s'occupa d'abord d'achever l'organisation de la république cisalpine et du Piémont, et de rendre à la France, non des contrées vaincues, mais des nations amies et auxiliaires. Il sentait alors que l'amitié des peuples était un plus sûr rempart que leur asservissement, contre les ennemis de la patrie. Il venait de l'éprouver au désavantage de Mélas dans la Lombardie, dont tous les vœux étaient pour la république. Bonaparte, pressé de revenir à Paris, où le rappelaient l'ivresse des Français et les intérêts qu'il a conquis à Marengo, donna à Masséna le commandement de l'armée d'Italie, et à Suchet celui de la ville de Gênes : digne récompense des importans services de ces deux généraux. Murat eut l'armée de la Marche d'Ancône, avec la mission d'aller replacer le pape sur le trône pontifical. Cette mission frappa les esprits. Bonaparte se rendit ensuite à Milan, où un *Te Deum* en actions de grâces fut chanté solennellement. Le vainqueur y assista; c'était la premiere fête religieuse à laquelle il présidait depuis celle de l'anniversaire de la naissance de Mahomet, qu'il avait célébré en Egypte. A Vienne, pour cette fois, on s'abstint d'un *Te Deum*, mais on se prépara de nouveau à la lutte, et la famille impériale eut à souffrir publiquement, soit du mécontentement que la promulgation de la guerre fit éclater dans la capitale, soit aussi de l'enthousiasme presque séditieux que le héros de Marengo inspirait aux habitans.

La maison d'Autriche n'était pas plus heureuse

sur le Danube que sur le Pô. Moreau, après avoir pendant un mois tenu en échec le général Kray dans son camp retranché, devant Ulm, avait forcé le passage du Lech, s'était emparé d'Augsbourg, et trois jours s'étaient à peine écoulés depuis la convention d'Alexandrie, que, le 19 juin, il répondait à la victoire de Marengo par celle d'Hochstedt, qui rétablissait, après un siècle, la gloire de nos armes; le combat de Neubourg achevait d'ouvrir aux enseignes françaises le cœur de l'Allemagne. Dans la terrible mêlée qui rendit cette action si funeste à l'armée du général Kray, ces enseignes triomphantes se baissèrent avec respect et douleur sur le corps de la Tour-d'Auvergne, de celui que, deux mois auparavant, Bonaparte avait proclamé *le premier grenadier de France;* titre aussi neuf, aussi noble que l'apothéose. Jusqu'en 1814, La Tour-d'Auvergne fut nommé chaque jour à l'appel de son régiment, et une voix répondait : *Mort au champ d'honneur!* La prise de Feldkirch compléta la belle campagne de Moreau, et, en assurant ses communications avec l'armée d'Italie, contraignit le général Kray à suivre à Parsdorf l'exemple de Mélas. Les deux armistices préparèrent la fameuse paix de Lunéville; mais il fallait encore l'acheter par de brillans combats en Allemagne, et par d'importans avantages en Italie.

Avant d'arriver à Paris, le premier Consul s'arrête à Lyon, dont il ordonne de réparer les ruines et de relever les monumens. De retour dans la capitale, le 3 juillet, il y trouve une exaltation qui doit lui donner l'idée de tout ce qu'un grand génie

favorisé par la gloire pouvait attendre d'un peuple aussi passionné. A la première nouvelle de la victoire de Marengo, Paris avait été subitement illuminé; un tel succès, aussi imprévu qu'immense, avait confondu dans une espèce de culte toutes les classes de la société et semblait devoir produire la fusion de tous les partis; mais aussi, dès ce jour, tout le gouvernement et malheureusement toute la patrie furent dans un seul homme.

CHAPITRE III.

(1800-1801.)

RUPTURE DE LA NÉGOCIATION DE LUNÉVILLE. — MACHINE INFERNALE. — REPRISE DES HOSTILITÉS SUR LE RHIN ET EN ITALIE. — TRAITÉ DE LUNÉVILLE.

DEPUIS Marengo, les royalistes et les révolutionnaires, à qui la joie publique parut un outrage, prirent le caractère et le rôle de deux sectes proscrites, à jamais irréconciliables, mais ayant le même ennemi, et conspirant séparément pour sa destruction. L'assassinat menaçait dans l'ombre celui qu'environnait tant d'éclat, et la vengeance l'offrait en sacrifice aux mânes irrités de la monarchie et de la république. La haine des partis accueillit avec une sorte d'enthousiasme les mauvaises nouvelles, arrivées à Paris

le 20 juin, de la première bataille de Marengo, qui avait été perdue jusqu'à cinq heures du soir. On ameuta aussitôt les vieilles inimitiés et les griefs récens. Chénier, Courtois, Sieyes, étaient subitement redevenus des acteurs ou plutôt des conseillers politiques. Dans certaines réunions, il fut question de remplacer par Carnot Bonaparte que l'on crut anéanti, et de sacrifier tout à coup à la république la royauté consulaire. Moins nombreux et sans aucune influence, le parti royaliste ne prit part au mouvement de l'opinion que dans l'espoir de voir disparaître celui qui avait renversé, disait-il, et même trahi ses espérances; car la pacification de la Vendée avait été due en grande partie à l'assurance donnée secrètement aux chefs des rebelles, que Bonaparte ne voulait qu'imiter la conduite de Monck. Ainsi les royalistes, sans confondre leur but avec celui des républicains, s'étaient réunis à eux de tous leurs vœux, pour faire passer le pouvoir en des mains moins redoutables. Mais les dépêches du 21 juin, expédiées, le soir, du champ de bataille, avaient soudainement détruit les projets des deux partis. La convention d'Alexandrie, provoquée par le général Mélas malgré les imposantes ressources dont il disposait encore, frappa d'abord de stupeur les hostilités de la capitale, comme les alliés belligérans de la maison d'Autriche.

Cependant ces hostilités, ces haines civiles de Paris, furent loin d'être désarmées par les transports de la France et l'étonnement de l'Europe; elles continuèrent dans le silence à tramer la perte du vainqueur. Plus ardens, plus intéressés, parce qu'ils

étaient plus nouvellement dépossédés et qu'ils avaient le droit de crier à la perfidie, les révolutionnaires ne virent que l'assassinat pour atteindre celui que la guerre s'obstinait à respecter.

Au milieu de ces complots républicains, le premier Consul reçut les deux lettres suivantes du comte de Lille, par l'entremise du troisième consul, Lebrun, à qui l'abbé de Montesquiou les avait remises.

AU GÉNÉRAL BONAPARTE.

« Quelle que soit leur conduite apparente, des « hommes tels que vous, Monsieur, n'inspirent ja« mais d'inquiétudes. Vous avez accepté une place « éminente, et je vous en sais gré. Mieux que per« sonne vous avez ce qu'il faut de force et de puis« sance pour faire le bonheur d'une grande nation. « Sauvez la France de ses propres fureurs, et vous « aurez rempli le vœu de mon cœur. Rendez-lui son « roi, et les générations futures béniront votre mé« moire. Vous serez trop nécessaire à l'État, pour « que je songe à acquitter par des places impor« tantes la dette de mon agent et la mienne.

« LOUIS. »

« Depuis long-temps général, vous devez savoir « que mon estime vous est acquise. Si vous doutiez « que je fusse susceptible de reconnaissance, mar« quez votre place, fixez le sort de vos amis. Quant « à mes principes, je suis Français : clément par ca« ractère, je le serais encore par raison.

« Non, le vainqueur de Lodi, de Castiglione et « d'Arcole, le conquérant de l'Italie ne peut pas pré- « férer à la gloire une vaine célébrité. Cependant vous « perdez un temps précieux. Nous pouvons assurer « la gloire de la France; je dis *nous*, parce que j'au- « rais besoin de Bonaparte pour cela, et qu'il ne le « pourrait pas sans moi.

« Général, l'Europe vous observe, la gloire at- « tend, et je suis impatient de rendre la paix à mon « pays. « LOUIS. »

Il paraît que Bonaparte n'avait pas répondu à la première lettre, qui semble plus ancienne; il ré- pondit en ces termes à la seconde, le 7 septembre :

« Paris, le 20 fructidor an VIII.

« J'ai reçu, Monsieur, votre lettre. Je vous re- « mercie des choses honnêtes que vous m'y dites. « Vous ne devez plus souhaiter votre retour en « France : il vous faudrait marcher sur cent mille « cadavres. Sacrifiez votre intérêt au repos et au bon- « heur de la France; l'histoire vous en tiendra compte. « Je ne suis pas insensible au malheur de votre fa- « mille. Je contribuerai avec plaisir à l'adoucir, et à « la tranquillité de votre retraite. « BONAPARTE. »

Les mécontens qui d'abord se chargèrent de la combinaison et de l'exécution d'une attaque contre la personne de Bonaparte, étaient des démagogues désespérés, de ceux qui appelaient la journée du 9 thermidor un crime national. L'un d'eux voulut se

déguiser en gendarme et assassiner le premier Consul à la Comédie-Françaïse. Un autre, Joubert, ancien aide-de-camp de Henriot, devait, avec une vingtaine de complices, aller tuer Bonaparte à la Malmaison. D'autres hommes très-obscurs, nommés Humbert, Chapelle, et le tanneur Megde, qui s'était fait défenseur officieux des patriotes, organisèrent aussi un complot contre la vie du tyran. Enfin une quatrième conspiration fut formée par le sculpteur Ceracchi et par Diana, tous deux nés Romains, par le peintre Topino Lebrun, par Demerville, parent et ancien secrétaire de Barrère au comité de salut public, et par Aréna, frère du député qui, le 19 brumaire, à Saint-Cloud, s'était si noblement opposé au général Bonaparte. Ils voulaient poignarder le premier Consul à l'Opéra, le 10 octobre, à une représentation des *Horaces*. Ces attentats, périlleux au moins pour ceux qui les méditèrent, ne pouvaient atteindre qu'un seul homme. Mais un autre projet, d'une atrocité plus réfléchie et d'une puissance incalculable, était conçu, pendant cette époque d'une affreuse fermentation, par un ouvrier d'artillerie dans les ateliers de Meudon. Cet ouvrier, connu pour un furieux démocrate, imagina une machine infernale afin de faire sauter le premier Consul; il s'appelait Chevalier. Aidé du nommé Veyser, il construisit un baril incendiaire, qu'ils avaient probablement le dessein de placer dans le palais consulaire. Heureusement il leur vint l'idée d'en faire l'essai derrière la Salpétrière, et ils furent eux-mêmes si épouvantés du résultat, qu'ils renoncèrent à cette horrible trame. Mais la police, avertie par cette détonation

extraordinaire, se mit sur leurs traces, et l'on arrêta Chevalier, tandis qu'il s'occupait à fabriquer une petite bombe destinée à être lancée dans la voiture du premier Consul. Cette exécrable invention d'une machine infernale devait trouver des imitateurs deux mois après, dans une autre faction qui, supérieure en lumières et en position sociale, le fut également en perversité.

Cependant le comte de Saint-Julien, dépêché de Marengo à Vienne par le vainqueur, pour proposer un traité de paix, était revenu avec une lettre de créance de son souverain et muni de pleins pouvoirs. Mais il déclara en même temps que l'Autriche ne pouvait pour ce traité se séparer de la Grande-Bretagne, avec laquelle elle avait signé une convention de subsides peu de jours avant la bataille de Marengo. Cette difficulté compliquait tout à coup la question, et changeait totalement l'échiquier politique et militaire tracé à Alexandrie. Toutefois, menacé par le vainqueur de Marengo, qui ne voulait pas perdre dans la lenteur d'une noble négociation le fruit de son triomphe, le comte de Saint-Julien se décida le 28 juillet à signer les préliminaires basés sur le traité de Campo-Formio. Le général Duroc partit aussitôt pour Vienne avec ce plénipotentiaire, afin de les faire ratifier. Mais dans l'intervalle, lord Mento, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, avait annoncé l'intention de sa cour de prendre part à la négociation. Ce grave incident jeta alors le cabinet de Vienne dans un système tout contraire. Les généraux Kray et Mélas furent disgraciés, l'un pour l'armistice de Parsdorf, l'autre pour celui d'Alexandrie,

et le négociateur Saint-Julien fut conduit dans une forteresse en Transylvanie, pour avoir obéi aux instructions de sa cour en signant des préliminaires avec la France. En conséquence, le premier Consul ordonna à Moreau et à Brune de rompre l'armistice, l'un en Allemagne, l'autre en Italie.

Immédiatement après la déclaration du comte de Saint-Julien, le premier Consul avait chargé Otto de négocier à Londres un armistice naval. L'Égypte était encore occupée par les Français, et Malte n'avait point succombé aux deux années du blocus britannique. Informée de cette négociation, l'Autriche consentit, dans le cas où l'Angleterre accepterait l'armistice naval, à remettre à Moreau Ulm, Ingolstadt et Philipsbourg. Cette nouvelle convention fut conclue le 20 septembre, à Hohenlinden, pour l'armée d'Allemagne, et à Castiglione pour celle d'Italie. Mais le ravitaillement de Malte et de l'Égypte, qui était le but de la proposition du premier Consul, fut le motif du refus du cabinet de Londres. Et en effet la chute de Malte, qui tomba le 5 septembre au pouvoir du général Pigot, et qui devait faire présager l'évacuation de l'Égypte, rendit tout rapprochement impossible entre Londres et Paris. Le premier Consul avait mis à profit l'intervalle occupé par la discussion britannique : le 30 septembre, Joseph Bonaparte avait signé, à Mortefontaine, un excellent traité avec les États-Unis; et, soutenu par les griefs des puissances neutres contre les violations tyranniques que le pavillon anglais exerçait sur elles, Bonaparte déclara qu'il ne traiterait que séparément avec l'Autriche et l'Angleterre.

Cette déclaration suivit celle de l'Angleterre, qui rompit la négociation le 9 octobre. Elle arriva à Lunéville, où Joseph Bonaparte s'était rendu le 11 pour traiter avec le comte de Cobentzel, plénipotentiaire autrichien; le jour même où ce message fatal annonçait la reprise des hostilités, le général Clarke donnait une fête aux membres du congrès, on chantait l'hymne de la paix, et les plénipotentiaires français et autrichiens s'embrassaient. La convention du 20 septembre allait expirer. Mais c'était la victoire, et non l'armistice de Hohenlinden, qui devait nous conduire au terme des combats. L'or de l'Angleterre a produit cette soudaine révolution.

Forcée par son dernier traité avec cette puissance de reprendre les armes, l'Autriche appelle au drapeau toute sa population. Elle proclame nationale cette guerre où toutes ses forces, en moins de trois mois, ont été mises en mouvement, divisées en cinq armées. Sur la rive gauche du Danube, le général Klenau, avec vingt mille hommes, a devant lui le général Sainte-Suzanne. Au corps de Klenau se lient, en Franconie, les levées mayençaises, soldées par l'Angleterre, sous les ordres du baron d'Albini, et sept à huit mille Autrichiens sous ceux du général Simbschon. Ils ont vis-à-vis d'eux le général Augereau et l'armée gallo-batave. La grande armée autrichienne, opposée à celle du général Moreau sur le Rhin, est conduite par l'archiduc Jean, âgé de dix-huit ans, qui remplace le général Kray, sous la tutelle du général Lauer. Dans le Tyrol, le marquis de Chasteler commande vingt mille hommes et les milices guerrières de ce pays contre le général Macdo-

nald, qui marche sur la Valteline. Dans le Mantouan et le Ferrarais, à la tête de quatre-vingt mille hommes, le comte de Bellegarde est placé en face du général Brune. Un corps de dix mille hommes d'élite, destiné à former une seconde armée de réserve pour des desseins ultérieurs, se rassemble à Amiens sous les ordres de Murat.

Si la cour de Vienne a profité de l'armistice de Hohenlinden et du congrès pour se mettre tout entière en armes à la disposition des vengeances britanniques, le premier Consul a profité aussi de ce repos pour méditer la ruine de son ennemi. Moreau, cette fois, poussera jusqu'à Vienne. Macdonald sera l'instrument d'une haute combinaison stratégique qui doit lier les cinq armées françaises et leur imprimer à la fois un terrible concert contre les adversaires de la France. Bonaparte regarde à la fois Vienne et Mantoue.

L'armée gallo-batave, commandée par Augereau, dont le quartier-général était à Offenbach, dénonça l'armistice, le 9 novembre, au corps du baron d'Albini; les hostilités éclatèrent le 24. Le général mayençais, au lieu d'abandonner Aschaffenbourg, qu'il ne pouvait garder, attaqua avec impétuosité. Il fut repoussé par les Hollandais; le lendemain le général Augereau entra dans Aschaffenbourg, et porta ses forces sur Vürtzbourg et Schweinfurt. On ne revit plus Albini ni ses levées électorales. Une affaire importante, le 13 novembre, à Bourg-Eberach, rendit l'armée gallo-batave maîtresse du cours de la Rednitz. Au moment où Moreau gagnait, à Hohenlinden, la grande bataille de la campagne, la forte

position de Bourg-Eberach fut évacuée par le général Simbschon, qui se retira sur le Haut-Palatinat, où il alla fermer sur le Pegnitz le débouché des gorges de Hersbruck. Le général Duhesme occupa Bamberg. Nos partis couraient sur Neremberg. Vürtzbourg était bloqué. Augereau, marchant aussi victorieusement sur la frontière de la Bohême et du Danube, couvrait l'aile gauche de Moreau, et lui promettait de se concentrer dans la Bavière.

Les opérations du général Moreau commencèrent le 25 novembre; les avant-postes des deux armées se trouvaient entre l'Inn et l'Iser. C'était donc l'Inn qu'il fallait franchir pour atteindre l'archiduc. Ce prince, à la tête de cent vingt mille hommes, pressé par les ordres de Vienne, forma le projet d'envelopper l'armée française, bien inférieure en force à la sienne, et marcha sur Hohenlinden, avec l'intention de livrer bataille dans la vaste plaine d'Anzing. Ce dessein fut bientôt pénétré par son habile adversaire, dont les manœuvres, véritable chef-d'œuvre de stratégie, brisèrent tout à coup le plan du conseil aulique, et obligèrent l'archiduc à combattre sur un terrain moins vaste, intermédiaire entre les deux rivières, et en l'isolant de toute coopération avec l'armée du Tyrol. Plusieurs jours furent donnés à cette merveilleuse combinaison, dont le succès eut pour théâtre le village et la forêt de Hohenlinden et les défilés. Le général Moreau confia au général Richepanse le soin glorieux de décider sa victoire. Ce général, encore à près de deux lieues du centre, reçut l'ordre de se mettre en route le 3 décembre, avec sa division, et d'assaillir les derrières de l'ar-

un corps de neuf mille combattans, presque inaperçu au milieu des forces imposantes d'Allemagne et d'Italie, qui, resserré dans les défilés impraticables des Hautes-Alpes, devait porter le coup fatal à la maison d'Autriche. Macdonald allait répéter le rôle que Bonaparte avait rempli lui-même huit mois auparavant lorsqu'il surprit Mélas en Italie par le passage miraculeux des Alpes. Le premier Consul connaît les Autrichiens; il sait par une ancienne expérience qu'il peut avec succès reprendre contre eux les mêmes moyens, et il s'attendait aux conséquences qui amenèrent la victoire de Marengo. Macdonald avait obéi; mais quand il cherchait, pendant l'armistice, à découvrir un accès vers l'Italie, il rencontrait partout des retranchemens ennemis, défendus par ceux de la nature, et l'hiver y avait ajouté chaque jour de nouveaux périls. Tant d'obstacles, qui hérissaient la chaîne des Alpes des Grisons, ayant paru insurmontables au général Macdonald, il chargea son chef d'état-major d'aller rendre compte au premier Consul de la situation déplorable où il se trouverait à la dénonciation de l'armistice, lui et ses quelques mille soldats renfermés au fond d'une vallée, bloqués par les glaces, privés de toutes communications avec les armées du Rhin et de l'Italie, et observés par de nombreux ennemis, qui domineraient et arrêteraient tous ses mouvemens dans les escarpemens inexpugnables des montagnes, dont ils occupaient toutes les sommités et tous les sentiers. Mais le premier Consul, après avoir entendu et interrogé le chef d'état-major, lui dit : « Nous enlèverons sans combattre cette im-

« mense forteresse du Tyrol. Il faut manœuvrer sur « les flancs des Autrichiens, menacer leur dernier « point de retraite : ils évacueront sur-le-champ « toutes les hautes vallées. Je ne changerai rien à « mes dispositions. Retournez proptement. Je vais « rompre l'armistice. Dites à Macdonald *qu'une armée « passe toujours et en toute saison partout où deux « hommes peuvent poser le pied*. Il faut que, quinze « jours après la reprise des hostilités, l'armée des « Grisons se trouve aux sources de l'Adda, de l'Oglio « et de l'Adige; qu'elle ait tiré des coups de fusil « sur le mont Tonal, qui les sépare, et qu'arrivant « sur Trente, elle forme la gauche de l'armée d'Italie « et manœuvre de concert avec elle sur les derrières « de celle de M. de Bellegarde. Je saurai porter à « temps des renforts où ils seront nécessaires : ce « n'est pas sur la force numérique d'une armée, « mais bien sur le but, sur l'importance de l'opéra- « tion, que je mesure celle du commandement. » Telle fut la réponse du premier Consul. Elle ne pouvait avoir d'autres commentaires que l'exécution de ses desseins, et lui-même il en avait donné le signal en faisant dénoncer, le 8 novembre, l'armistice aux avant-postes autrichiens.

Dans le moment où Macdonald recevait cet *ultimatum* de Bonaparte, la seconde armée de réserve, sous les ordres de Murat, avançait sur les Alpes du Piémont, et, par son mouvement intermédiaire, elle tenait en suspens les espérances de l'armée des Grisons et de celle d'Italie, qui désiraient également sa réunion à leurs drapeaux. Mais le mystère de sa destination n'était connu que du premier Consul; et

cette armée, après avoir traversé lentement le Piémont, qui venait de voir le général Soult, par sa prudence et par sa fermeté, comprimer l'insurrection, s'était dirigée vers le Milanais, où elle prit ses cantonnemens.

Cependant Macdonald s'était mis en marche, et après avoir habilement trompé l'ennemi par une fausse démonstration sur le Tyrol allemand, il engagea son armée dans les défilés impraticables du Splügen. La neige avait déjà recouvert et fermé toutes communications entre les lieux habités : il fallut faire sonder et ouvrir les routes. L'armée eut à lutter encore contre ces tourmentes terribles qui transportent violemment des montagnes de neige dans les vallées, et qui précipitent des avalanches de glace du sommet des Alpes. La 104e demi-brigade, après le passage des Alpes, dispersée par une de ces tempêtes dans une plaine qui présentait un chemin facile, ne put se rallier qu'au bout de deux jours. On entrait dans le mois de décembre, et toutes les rigueurs de l'hiver se déployaient avec la violence des convulsions qu'agite sans cesse, dans cette horrible saison, le chaos effrayant des Hautes-Alpes. Bonaparte était représenté à cette guerre de frimas par la 3e demi-brigade d'Orient. Les vainqueurs d'Aboukir et d'Héliopolis, anciens compagnons d'armes de Bonaparte en Italie, allaient bientôt se reconnaître sur le théâtre de leurs premiers exploits.

Le 6 décembre, le quartier-général de Macdonald atteignit Chiavenna. Là commença la guerre contre les hommes; elle continua toujours contre les élémens. Mais le 3, Moreau avait gagné la bataille de

Hohenlinden, et la nouvelle de cette grande victoire, annoncée à l'Angleterre par les batteries de Calais et de Boulogne, retentit aussi dans les glaciers de la Valteline et de l'Engaddin. Dix mille Autrichiens occupaient la vallée de Nos, qu'il fallait franchir pour communiquer entre celles de l'Oglio et de l'Adige. L'attaque du mont Tonal, qui dominait cette vallée, fut décidée par Macdonald. Il venait d'être placé sous les ordres du général en chef Brune, et ne pouvait plus agir d'une manière indépendante : toutefois, ayant formé le hardi projet de tourner entièrement la droite de l'armée autrichienne et de la rejeter au-delà de l'Adige, il fit demander à Brune deux divisions de son aile gauche, afin de marcher, avec ce renfort, à la tête de vingt-trois mille hommes par Vicence, sur les derrières des Autrichiens. Brune refusa, et Macdonald persista dans sa résolution, malgré la faiblesse de son armée, réduite à sept mille hommes par la perte de huit compagnies que surprit à Scampf et à Zutz le général Bachmann, dans la nuit du 8 au 9 décembre, et par la mort d'un certain nombre de soldats ensevelis sous les neiges. Le général Brune se décida à lui envoyer deux mille hommes de la légion italique. A la tête de ces troupes réunies, Macdonald parvint à franchir toutes les sommités. Mais tant qu'il n'aura pas opéré sa jonction avec l'armée d'Italie, l'opération dont le premier Consul a conçu la pensée et semble conduire tous les mouvemens de son cabinet des Tuileries, ne sera qu'une entreprise audacieuse, sans résultat comme sans motif. Il n'en arrivera pas ainsi. Les précipices, les glaciers, les escarpemens des Alpes, sont deve-

nus des routes militaires pour les bataillons français.

Cependant Moreau avait reçu l'ordre d'aller dicter la paix à Vienne. Il doit vaincre les cent mille hommes de l'archiduc Jean. Ce prince a concentré ses troupes sur Saltzbourg, dont il couvre les approches avec des masses imposantes. Mais le 14, le général Decaen a surpris à Laufen le passage de la Saltza, qui est rapidement traversée par le centre et la gauche de l'armée. Le 15, après le combat de Vaal, qui coûta la vie à près de deux mille Français, le général Decaen entra à Saltzbourg par la rive droite, et le général Lecourbe par la rive gauche. La prise de cette ville, ou plutôt son évacuation par les Autrichiens, ouvre aux Français la route des États héréditaires que n'a pu défendre une armée nationale de cent mille soldats, commandée par un prince impérial, dans les fortes positions et dans les places de guerre qui bordent les rives de l'Inn et de la Saltza. Moreau veut encore illustrer sa campagne par une grande bataille, et prescrit à ses lieutenans de poursuivre les Autrichiens avec autant de vigueur que de célérité. Le général Richepanse, qui conduit l'avant-garde, part de Saltzbourg, franchit avec promptitude les douze lieues qui le séparent de l'arrière-garde autrichienne, l'attaque le lendemain de grand matin, la culbute : et, après deux autres journées de combat, il atteint encore l'ennemi, qui s'est retranché à Schwanstadt. La déroute des Autrichiens est complète ; elle marque leur dernière résistance. Les affaires de Lambach, de la Traün, continuent la marche brillante du général Richepanse. Cette ri-

vière est passée du 10 au 20 sur quatre points différens par l'armée française. Cette campagne de vingt jours a enlevé à l'armée de l'archiduc vingt-cinq mille hommes et cent vingt pièces de canon. Enfin Lintz, la porte de Vienne, tombe en notre pouvoir.

Mais pendant que Moreau volait de succès en succès, l'armée vaincue, sur la demande même de l'archiduc Jean, a changé de général. L'empereur, occupé à passer, à Odenbourg, la revue de l'insurrection hongroise, l'a fait avancer sur Vienne, et a déclaré qu'il se chargeait lui-même de défendre sa capitale. L'archiduc Charles, disgracié depuis la paix de Campo-Formio, appelé tout à coup par l'inquiétude et la confiance publiques, séjournait alors à Prague, où il formait les milices de la Bohême. C'était toujours à ce prince que la cour de Vienne recourait dans ses grandes calamités. Aussi bon citoyen qu'habile capitaine, il eut la générosité d'accepter le titre de généralissime. Il dut à la peur et à la nécessité le retour de toutes les distinctions dont l'orgueil et la haine de l'Impératrice l'avaient fait dépouiller. Moins sensible toutefois à cette faveur politique qu'à l'amour et à l'estime de sa nation, il se rendit, pendant le mois de mars, à l'armée; mais il arriva à Wels, où se trouvait le quartier-général, la veille de la déroute de Schwanstadt, quand nous avions forcé la ligne de la Traün. Il prévit dès-lors le sort de la campagne; cependant il chercha à rallier ses forces, et à leur faire prendre position sur la ligne de l'Ens, la dernière qui restât à défendre. Moreau pénétra le dessein de l'archiduc, et ne vou-

lut pas lui laisser le temps d'attendre la jonction des levées hongroises et bohémiennes, alors en mouvement, et avec lesquelles ce prince pouvait nous contraindre à accepter une bataille désespérée sous les murs de Vienne. En conséquence, Richepanse reçut ordre de poursuivre et de se porter à Kremsmunster, par où l'ennemi se retirait pour passer l'Ens à Steyer. A cette époque, il y avait émulation entre les généraux. L'infatigable Lecourbe, après avoir franchi les montagnes en quittant Saltzbourg, avait atteint à Kremsmunster l'arrière-garde autrichienne; il occupait la ville basse quand Richepanse y entra.

Le 20 décembre, l'armée française était en ligne au-delà de la Traün. Le 21, le comte de Meerfeldt, le négociateur de Léoben, arriva en parlementaire à Kremsmunster, au moment où Richepanse allait marcher sur Steyer. Il demanda une suspension d'armes; mais Moreau, à qui il avait été prescrit de refuser tout armistice, à moins que l'Autriche ne se décidât à rompre avec la Grande-Bretagne, ne trouvant pas suffisans les pouvoirs du comte de Meerfeldt, qui n'était point autorisé à traiter sur cette base, n'accorda l'armistice que pour quarante-huit heures, c'est-à-dire pour le temps matériellement nécessaire à la demande et à la réception de nouveaux pouvoirs. Moreau lui déclara que, passé ce terme si rapproché, où l'Empereur devait s'engager à traiter isolément et à évacuer le Tyrol, il continuerait sa marche victorieuse vers la capitale.

D'après les plans de l'archiduc Charles, les généraux Klenau et Simbschon avaient concerté leurs opérations contre l'armée gallo-batave, et, le 18 décembre,

Augereau vit ses deux ailes engagées séparément avec les Autrichiens, dans les environs de Nuremberg, qui donna son nom à la bataille. Augereau, à la tête de douze mille hommes contre trente mille, avait eu l'habileté de tenir la campagne, de garder la Rednitz, Wurtzbourg, Nuremberg, et enfin de garantir l'armée de Moreau de la diversion dont l'archiduc la menaçait par l'action combinée des généraux Klenau, Simbschon et du général bavarois prince de Birkenfeld. Le général Sainte-Suzanne avait aussi fait des progrès sur l'extrême droite de Moreau, et il était maître de Ratisbonne. Ce succès enlevait aux généraux ennemis la marche offensive reprise par eux, et les rappelait à leurs premières positions. Moreau fit continuellement preuve du plus beau génie militaire; mais il dut beaucoup à l'accord unanime des généraux les plus éloignés de lui pour le seconder de tous leurs moyens, comme s'ils eussent agi sous l'influence journalière et directe de son commandement. L'honneur national était dignement représenté par les armés.

Les quarante-huit heures de trève s'étant écoulées sans nouvelles de Vienne, Moreau, dont les avant-postes n'étaient plus qu'à deux journées de cette capitale, s'avançait sur Steyer, quand le général Grünne se présenta muni de pleins pouvoirs. Le 23 décembre, la convention fut signée à Steyer, pour l'archiduc, par le général Grünne; et pour Moreau, par le général Lahorie, qui trouva depuis une fin si déplorable. Par cet armistice le Tyrol était évacué et placé sous la discipline française; l'aile droite de l'armée d'Allemagne pouvait opérer sa réunion avec

l'armée d'Italie, à laquelle l'armistice de Steyer n'était point applicable. L'armée française avait à sa disposition toutes les ressources de la Haute-Autriche, de la Bavière et de la Souabe, et en trois marches elle arrivait sous les murs de Vienne. En vingt-cinq jours, Moreau a conquis quatre-vingt-dix lieues, coupées et défendues par les quatre lignes formidables de l'Inn, de la Saltza, de la Traün et de l'Ens, et le grand objet politique de la France, l'exclusion de l'Angleterre pour l'œuvre de la paix, a été rempli.

Cependant les victoires qui désarmaient la maison d'Autriche aux portes de Vienne, loin de comprimer dans Paris les ennemis du premier Consul, armaient contre lui de nouveaux assassins. Le 24 décembre (3 nivôse) avait été choisi, par des hommes de la bande de Georges Cadoudal, pour atteindre, par l'explosion d'une machine infernale, Bonaparte sur la route de l'Opéra, où la représentation du fameux oratorio de Haydn, *la Création du Monde*, devait réunir le premier Consul, sa famille, toute la cour, et l'élite de la société de la capitale. Les auteurs de ce plan exécrable se nommaient Saint-Régent, ancien officier de marine, Carbon, Limoëlan, Joyaut, dit d'Assas, et Lahaie Saint-Hilaire. Ces monstres avaient, dit-on, délibéré si la machine ne serait pas placée sous la salle de l'Opéra. Vers les sept heures du soir une charrette chargée d'un baril de poudre et de balles fut traînée et portée dans une des rues alors les plus populeuses de Paris, dans la rue Saint-Nicaise; Saint-Régent et Carbon, dit le petit François, étaient chargés de l'exécution. Bonaparte reçut

quelques avis: à l'exemple de César, il les méprisa, et il ne dut la vie qu'à son cocher, qui, s'étant enivré, partit à toutes brides, et trompa de deux secondes seulement l'espérance des conspirateurs. Ils avaient froidement calculé le moment de l'explosion, sur le train ordinaire de la voiture du premier Consul; le nombre des victimes n'était pas entré dans leurs combinaisons. Cinquante-six personnes furent blessées et vingt-deux tuées. La foule immense qui remplissait l'Opéra était si tumultueusement occupée de l'arrivée du premier Consul, que le bruit de cette effroyable détonation n'y avait point pénétré. Tout à coup quelques groupes se formèrent dans les corridors, et quelques loges devinrent silencieuses: déjà la nouvelle de l'évènement circulait. Bonaparte parut, et au même instant la salle retentit des plus vifs applaudissemens; mais quand le péril qu'il venait de courir fut connu dans le parterre et dans toutes les loges, l'exaltation publique monta à son comble. Une sorte d'ivresse enleva l'assemblée. Tous les regards, tous les gestes, toutes les voix, se portèrent simultanément sur la loge du premier Consul. Ce jour vit éclater sans doute son plus beau triomphe; il sut quel prix l'élite de la capitale attachait à sa conservation. Son salut, disait-on, avait quelque chose de merveilleux. Il était bien l'homme des miracles. Aussi l'attentat du 3 nivôse affermit son pouvoir plus qu'aucune de ses victoires, parce que son existence fut proclamée soudainement un bienfait public. Échappé à ce danger presque inévitable, Bonaparte redevint, pour beaucoup d'esprits religieux,

l'élu de la Providence, et la superstition légitima sa fortune.

Mais le premier Consul, qui avait montré la plus grande sécurité au moment du péril et pendant toute la représentation de l'Opéra, regarda ensuite l'évènement avec des yeux sévères. Fouché, ministre de la police, voulut se justifier à ses yeux de l'ignorance où il était de ce forfait, qui ne pouvait être que le résultat d'une conspiration et non un crime isolé. Il se souvint à propos de son ancien métier de proscripteur: en conséquence, pour satisfaire à la passion du moment, qui faisait rejeter sur les républicains toutes les entreprises contre Bonaparte, et afin de ne pas donner lieu au moindre soupçon de fidélité envers ses anciens amis, il dressa une liste de cent trente patriotes, que les consuls firent déporter par un sénatus-consulte rédigé nuitamment. Fouché, qui devait renouveler en 1815, sous un roi de France, ce moyen révolutionnaire, Fouché ne se borna point à faire exécuter l'arrêt prononcé contre des citoyens innocens du complot qu'on leur imputait: sur son rapport, les prisons s'ouvrirent pour d'autres victimes, car il institua aussi les lettres de cachet consulaires; enfin Bonaparte, si bien servi par les hommes de la révolution qui composaient ses conseils, osa entièrement franchir les limites de la législation, et demander une loi qui, non-seulement établît des tribunaux criminels spéciaux partout où cela serait jugé nécessaire, mais aussi qui donnât aux consuls la faculté d'éloigner les personnes suspectes: cette proposition fut portée au Tribunat; ce

corps mérita noblement sa disgrâce prochaine par une discussion orageuse à laquelle le sénatus-consulte d'office, qui frappait cent trente individus sans jugement, fournit encore des armes terribles. Jamais bataille législative ne fut plus long-temps indécise. A cette époque, le respect des citoyens, ainsi que le patriotisme des orateurs, était resté attaché à la tribune; elle retentissait toujours d'accens républicains; les débats n'avaient pas subi d'entraves; les lois n'étaient emportées ni d'assaut ni de séduction. Alors Daunou, Chénier, Benjamin Constant, s'illustrèrent en défendant les libertés publiques et en rejetant les innovations présentées par le Conseil d'État. La lutte entre le pouvoir et le Tribunat dura sept séances; la résistance des tribuns rappela les beaux souvenirs de la législature française, et la faible majorité de huit voix, qui fit adopter la loi, rendit chère aux Français la minorité qui l'avait repoussée. Cette minorité prouva à la nation que ses droits pouvaient compter encore de dignes soutiens. On s'occupa de prononcer sur toutes les conspirations qui avaient menacé si directement les jours du premier Consul; celle d'Aréna fut seule jugée par le tribunal criminel et par le jury; les autres coupables parurent devant des commissions militaires et furent passés par les armes. L'inspiration de la loi qui créait des tribunaux d'exception venait des camps d'Italie et surtout de ceux d'Égypte. Cependant la gloire allait encore cacher les faisceaux du pouvoir sous de nouveaux lauriers.

Les armées belligérantes n'ouvrirent la campagne en Italie que le 15 décembre. Leur condition était

la même pour commencer les opérations. Le général de Bellegarde, à la tête de soixante-dix mille hommes, devait, pour franchir le Mincio et entrer dans le Milanais, attendre la coopération de l'armée du Tyrol et de celle de Naples. Le général Brune ne pouvait également prendre l'offensive sur la forte ligne du Mincio, sans que son flanc gauche fût assuré par la marche de l'armée des Grisons. Le 17 décembre, Bellegarde s'étant mis en mouvement, Brune se porta en avant. L'aile droite française obéit au général Dupont, l'aile gauche à Moncey, le centre à Suchet, et l'avant-garde à Delmas. Le général Rochambeau, détaché de l'aile gauche, est destiné à communiquer avec l'armée de Macdonald. Marmont commande l'artillerie. Le point désigné pour passer le Mincio est le village de Monzambano. Le 21, une action générale s'engage: les Autrichiens, chassés de tous leurs postes, sont refoulés sur Peschiera par notre avant-garde. Moncey s'empare de Monzambano; Suchet occupe la position de la Volta; Dupont repousse l'ennemi de l'autre côté du Mincio, et s'établit devant Goïto; mais il reçoit l'ordre de jeter un pont à Molino della Volta, vis-à-vis le village de Pozzuolo, et de se diriger lui-même avec son corps à la Volta; on le chargeait de faire une fausse attaque, le 20, pendant le grand passage qui devait s'effectuer le même jour à Monzambano; cette fausse attaque, habilement combinée et vigoureusement exécutée, porta bientôt ses troupes sur la rive droite, malgré le feu de l'ennemi; et elle devenait une affaire décisive qui terminait la campagne à son début, si le général en chef n'avait eu les plus puissantes

raisons de persister dans sa première résolution, malgré les messages de Dupont pour l'informer qu'il était aux prises avec le centre et la droite de l'armée autrichienne. Vainement Suchet vint confirmer que Borghetto était aussi vivement assailli par le général Loison que Pozzuolo par le général Dupont: Brune demeura inflexible. Enfin, le général Dupont dépêche son chef d'état-major, le général Ricard, pour annoncer et représenter qu'au lieu de se borner à la diversion ordonnée, il se trouvait engagé dans un grand combat, dont le passage du fleuve, opéré avec tant de succès, garantissait le résultat si les trois autres corps d'armée se réunissaient au sien. Rien ne put vaincre l'opiniâtreté du général en chef, qui connaissait les forces de l'ennemi à Villa-Franca et prévoyait les dangers d'un engagement partiel et poussé trop loin par nos colonnes devant un ennemi supérieur en nombre; néanmoins il fit investir Borghetto par Boudet, et le chargea d'y relever les troupes de Suchet, qu'il envoyait au secours du général Dupont. Cependant la bataille de Pozzuolo, à laquelle nous forçaient les vigoureuses attaques de l'armée ennemie, dura toute la journée; le village, dont la possession était de la plus haute importance, fut pris et repris. Le général Suchet avait appuyé avec trois brigades le corps du général Dupont. Pozzuolo resta aux troupes françaises; l'ennemi perdit six mille hommes, dont deux mille prisonniers. Cette victoire, disputée des deux côtés avec un acharnement extrême, n'avait rien dû changer au plan du général en chef. Dupont eut ordre de soutenir la défensive sur la rive gauche jusqu'à dix heures du

matin, et de chercher à se rapprocher de Velaggio: Suchet dut abandonner ses positions, et venir prendre son rang dans l'opération du passage à Monzambano, qui eut lieu le 24 malgré la plus forte résistance. Les combats de Velaggio et de Salionzo enlevèrent encore six mille hommes à l'ennemi, qui se reploya sur l'Adige. Le général Bellegarde concentra son armée au camp de Saint-Martin, en avant de Vérone. Il fut poursuivi par le général Brune, qui répéta les habiles manœuvres du Mincio sur l'Adige. Au moment où Delmas, à la tête de l'avant-garde, franchissait ce fleuve, un parlementaire du comte de Bellegarde vint annoncer l'armistice de Steyer, et offrit de traiter pour une convention semblable. Mais il manquait aux propositions de ce général la solution d'une difficulté sans laquelle le général français ne pouvait pas négocier. Le premier Consul avait, dans une lettre, prescrit les conditions d'une occupation politique et militaire de l'Italie autrichienne:

« Je vous prie de faire connaître au général Brune « qu'il ne doit pas conclure d'armistice, à moins qu'il « ne lui soit accordé Mantoue, Peschiera, Ferrare, « Ancône, et au moins la partie de Legnago qui se « trouve sur la rive droite de l'Adige; dans le cas où « l'ennemi ne voudrait pas accéder à ces conditions, « qu'il doit se porter sur la Piave. Vous ferez connaître « au général Macdonald qu'il doit se porter sur Trente, « et seconder, par des mouvemens dans les gorges de « Bassano, le passage de la Brenta. »

Tels étaient les ordres du premier Consul; ceux de la cour de Vienne commandaient, au contraire,

au général de Bellegarde de ne rien épargner pour la conservation de Mantoue.

Le lendemain, 2 janvier, toute l'armée française était sur la rive droite de l'Adige. Bellegarde avait levé son camp de Saint-Martin et fait évacuer Vérone; il attendait impatiemment la coopération des généraux du Tyrol, à qui il avait ordonné de se réunir à lui dans Vicence par la vallée de la Brenta. Mais avec ses neuf mille hommes, Macdonald retardait leur retraite, en même temps qu'il s'efforçait de répondre aux intentions de Brune, qui, lui apprenant que nous avions franchi le Mincio, lui prescrivait de la manière la plus pressante de prévenir à Trente la marche des troupes qu'il avait en tête. Pour favoriser l'exécution de cet ordre, Brune avait mis à la disposition du chef de l'armée des Grisons les trois mille hommes de la division Rochambeau. Alors Macdonald, continuant avec la même audace le siége des glaciers et des pics qui hérissaient sa route, était parvenu le 6 janvier à Storo, à vingt-cinq lieues de Trente. Si la nouvelle du passage du Mincio avait redoublé l'ardeur de l'armée des Grisons, la nouvelle du passage de l'Adige avait augmenté aussi celle des généraux du Tyrol italien pour empêcher la jonction de Macdonald et de Moncey, qui étaient en communication depuis le 4; mais ce dernier était arrivé le 9 à Roveredo, après avoir battu les Autrichiens à la Chiusa, à la Corona, à Serra-Valle. Le général Laudon avait concentré ses forces entre Roveredo et Trente, quand Macdonald entra dans cette ville, le 7, après avoir fait quarante milles dans un jour; Laudon échappa à Moncey en

trompant sa loyauté par la fausse allégation d'un armistice semblable à celui de Steyer, et conclu entre Brune et Bellegarde. Moncey n'hésita pas à signer la convention, et ne connut la fourberie de Laudon qu'auprès de Trente, où il rencontra les reconnaissances de Macdonald.

L'armée française suivait vigoureusement l'armée autrichienne : après une affaire très-chaude, elle parvint le 8 janvier à Vicence ; le 12 elle passa la Brenta. Deux jours après, le général de Bellegarde avait la Piave entre son armée et l'armée victorieuse : Murat, à la tête de douze mille hommes d'élite, s'avançait à toute course sur le Pô ; le colonel Sébastiani pénétrait à Trévise, lorsque les plénipotentiaires autrichiens chargés de pouvoirs se firent annoncer. Le général Brune se rendit à Trévise, où l'armistice fut conclu le 16.

Toutes les places désignées dans la lettre du premier Consul au ministre de la guerre étaient remises aux Français, excepté Mantoue, qui devait rester bloquée à huit cents toises. Mais, ce qui était facile à prévoir, le premier Consul, loin de ratifier l'armistice de Trévise, menaça de dénoncer celui de Steyer, si Mantoue n'était pas livrée. Un nouvel armistice, dont il dicta les conditions, fut signé à Lunéville le 26 janvier par le comte de Cobentzel, et Mantoue ouvrit ses portes à l'armée d'Italie. Comme on vient de le voir, l'armée française, sous la conduite du général Brune, s'était portée, en moins d'un mois et demi, des rives de la Chiusa aux bords de la Piave ; maîtresse de quatre grands fleuves, elle occupait le Tyrol italien, ainsi qu'une partie du continent vé-

nitien ; et si l'on ne pouvait comparer ses succès aux immortelles campagnes de la première armée d'Italie, cependant quinze mille prisonniers, dix mille morts ou blessés, des magasins considérables tombés entre nos mains, la prise du château de Vérone, la Toscane délivrée de la présence des Napolitains et des insurgés, enfin le chemin de Vienne ouvert devant nous par l'habileté des chefs et la valeur des soldats, n'étaient pas de médiocres sujets de triomphe pour la république.

A la reprise des hostilités, la coopération de Naples en faveur de l'armée autrichienne avait été absolument nulle : mais elle eût pu devenir dangereuse, car le général Miollis, à qui trois mille Français et Cisalpins avaient suffi pour contenir la Toscane et réprimer l'insurrection d'Arezzo, se vit dans la nécessité de faire tête, à l'aide de cette faible troupe, à huit mille Napolitains, parvenus jusqu'à Sienne de concert avec le corps autrichien du général Sommariva ; heureusement l'armistice de Trévise arrêta la marche des Autrichiens, et, le 14 janvier, les Napolitains furent mis, à San Donato, en déroute complète. Le premier Consul avait prévu cette diversion, qui lui semblait un vrai péril dans le cas d'un revers éprouvé par l'armée d'Italie ; ce fut donc pour opposer tout à coup aux Napolitains une force respectable, qu'il avait dirigé vers les Alpes la seconde réserve de douze mille hommes formée à Amiens, et qui, partie de Milan le 12 janvier, sous les ordres de Murat, se porta à la fois sur les frontières de Toscane et sur Ancône, après l'important succès du général Miollis. Cette marche couvrait

encore un mystère; car elle était tout en faveur du Saint-Père, dont Murat devait libérer les États envahis par les Napolitains. Alors le premier Consul fit entrer pour la première fois le Saint-Siége dans les calculs de la politique française, en prenant sous sa protection le patrimoine de l'Église, et en décidant le souverain pontife à fermer ses ports aux Anglais. Quant aux Napolitains, il ne voulut jamais voir en eux les confédérés de l'Autriche, quoiqu'ils eussent été pris en flagrant délit, mais bien ceux de l'Angleterre, qui occupait leurs ports. La même considération, qui l'avait déterminé à exclure l'Angleterre de sa nouvelle négociation de Lunéville avec l'Autriche, l'avait également décidé à défendre au général Brune de comprendre l'armée napolitaine dans l'armistice de Trévise.

A cette nouvelle, la reine Caroline, déjà frappée d'épouvante par le passage du Mincio, se voyant isolée au fond de l'Italie et exposée à la vengeance du vainqueur, dont son exclusion du traité de Steyer lui faisait connaître toute l'animosité, ne consulta que l'imminence de son danger, et partit pour Pétersbourg, où elle implora avec succès l'intervention de l'empereur Paul auprès du premier Consul. Dans quelle position se trouvait alors la république française! L'empereur Paul lui envoyait un des principaux officiers de sa couronne pour solliciter le salut du royaume de Naples! Le grand-veneur de Russie n'eut pas de peine à faire agréer au premier Consul la médiation de son souverain. Bonaparte avait un trop grand intérêt à apprendre à toute l'Europe quelle union existait entre lui et Paul Ier, dans le

moment où, à deux journées de Vienne, son armée forçait la maison d'Autriche à demander la paix. Cette union venait d'être signalée, de la part de l'empereur de Russie, par une mesure à laquelle le premier Consul était tout-à-fait étranger. Louis XVIII dut quitter Mittau, où il s'était réfugié depuis que l'Autriche l'avait éloigné des bords du Rhin, et se retirer à Varsovie. L'ambassadeur extraordinaire de Russie obtint à Paris une réception royale; il fut ensuite défrayé sur toute sa route jusqu'à Naples, où, conformément à l'ordre de sa cour, après avoir terminé sa négociation de Paris, il se rendit pour résoudre la reine Caroline à accepter les conditions de la France. L'armée d'Italie lui fit de grands honneurs sur son passage. A son arrivée à Florence, il se vit accompagné et reçu par Murat; il trouva la ville illuminée, et quand il parut le soir au théâtre avec ce général, on lui présenta un drapeau russe qu'il joignit à un drapeau tricolore, en disant : « *Deux grandes nations doivent être amies pour la paix du monde et le bien général.* »

Le malheureux Paul devait payer de sa vie les gages de son adhésion à ce principe généreux; l'intervention de ce prince arrêta dans les mains de Bonaparte la foudre prête à frapper le trône de Naples; elle décida aussi la reine Caroline à souscrire à un armistice de trente jours qui fermait ses ports à l'Angleterre, sa protectrice naturelle, et livrait ses plus importantes forteresses et la magnifique rade de Tarente à l'occupation d'une armée française. Cet armistice fut signé à Foligno, le 18 février 1801. Dans cette circonstance, Paul I[er] appuyait d'une garantie

éclatante ce système continental, dont la renonciation, stipulée douze ans après dans son propre palais, devait appeler à Moskou son allié Napoléon, et à Paris son successeur Alexandre. La reine Caroline se détermina avec d'autant plus de promptitude à accueillir les dures conditions imposées, que Murat, renforcé d'une partie de l'armée qui venait de détruire celle de l'empereur son frère, marchait sur Naples à la tête de trente mille hommes. Ainsi, cette princesse perdait encore l'espoir d'être comprise dans le traité que l'Autriche négociait à Lunéville, par la même raison qui avait porté Bonaparte à l'exclure de l'armistice de Trévise. Les douze mille Français qui, sous le commandement du général Soult, gardèrent les places fortes napolitaines, et notamment la ville maritime de Tarente, furent désignés dans la convention d'armistice sous le nom d'*armée d'occupation*, et le trésor de Naples devait, chaque mois, payer 500,000 fr. à cette armée pour sa solde. Le traité qui termina la guerre entre la France et Naples n'était qu'une ampliation détaillée de cette convention; il fut signé à Florence le 28 mars.

Le soir de la bataille de Hohenlinden, Moreau avait dit à ses généraux : « *C'est la paix que nous venons de conquérir.* » En effet, le comte de Cobentzel, qui était resté à Lunéville malgré la reprise des hostilités, avait changé subitement d'attitude après la victoire de Moreau; dans une note du 31 décembre 1800, il avait déclaré qu'il était autorisé par son souverain à donner à ses pouvoirs l'interprétation que leur avait donnée le plénipotentiaire

français, et à *traiter sans le secours des Anglais*. Cette grande concession, dont la conquête venait de causer en Allemagne et devait encore causer en Italie tant de désastres et tant de pertes à la maison d'Autriche, était la paix du continent. La démarche du comte de Cobentzel en formait la déclaration suppléante. L'occupation de l'Italie et la prise de Mantoue, la partialité du pape, l'accession si directe, si redoutable, de l'empereur de Russie, et l'abaissement de la cour de Naples, qui allait se rendre à discrétion au premier Consul par l'ordre de ce monarque, amenèrent, le 19 février, la signature du traité de Lunéville. Cette fameuse convention, en rappelant toutes les clauses du traité de Campo-Formio, renouvelait à la France la cession de la Belgique, lui conférait toutes les souverainetés de la rive gauche du Rhin, enlevait à l'empereur d'Autriche le protectorat du Corps Germanique, en brisait le lien fédéral, en abandonnait la dotation aux intérêts de Bonaparte; préparait aussi le grand œuvre de la confédération du Rhin; fixait à l'Adige les limites des possessions autrichiennes en Italie; forçait la cour de Vienne à reconnaître l'indépendance des républiques cisalpine, ligurienne, batave et helvétique; dépouillait de la Toscane le frère de François II, et sous la vaine dénomination de *royaume d'Etrurie*, érigé en échange du duché de Parme, faisait du grand-duché une récompense temporaire de la fidélité de la maison de Bourbon d'Espagne à sa haine contre l'Angleterre.

Au moment de la publication de ce traité, les esprits s'émerveillèrent avec effroi de l'apparition du

nouvel ordre politique qui sortait tout à coup des champs de bataille de l'Allemagne et de l'Italie, et du spectacle inconnu que la force et la fortune donnaient à l'univers. Des hommes clairvoyans jugèrent que l'autorité despotique des camps, source de la première royauté, allait se présenter à la France sous une autre forme, et que n'ayant plus rien à attendre de l'amour ou de la reconnaissance du peuple, ni rien à craindre de son ingratitude ou de son inimitié, Bonaparte, élevé trois fois déjà sur le pavois triomphal par la défaite de la maison d'Autriche, ne se contenterait plus d'être le premier magistrat de sa patrie pendant la paix, ou son dictateur dans ses périls. Les hommes de 89, qui avaient donné tout leur appui, tous leurs vœux, toutes leurs espérances à la révolution du 18 brumaire, rentrèrent encore une fois dans l'asile de leurs souvenirs : ils n'avaient prévu ni tant de gloire, ni tant de puissance après la gloire. Le traité de Lunéville offrait un examen également redoutable pour tous les partis de la France et pour tous les intérêts extérieurs; on n'osait toutefois soulever le voile de l'avenir : on attendait en silence.

Ce fut le 12 février que la nouvelle de la paix de Lunéville vint surprendre la ville de Paris, livrée tout entière aux divertissemens du carnaval. La fête populaire devint tout à coup une fête héroïque; la population se porta d'enthousiasme aux Tuileries, au cri mille fois répété de *vive Bonaparte!* elle forma des danses sous ses fenêtres et improvisa les jeux du triomphe et de la paix; la musique militaire de la garde consulaire servit d'orchestre au bal pa-

risien; le canon jusqu'à la nuit accompagna les plaisirs de ses belliqueuses détonations; les théâtres retentirent de chants de victoire soudainement enfantés par les poètes de la république; les habitans illuminèrent spontanément; les Parisiens exercèrent à l'envi leur joyeuse royauté, qu'ils avaient à peine abdiquée, même sous la terreur. La hausse des fonds, depuis si infidèle aux intérêts de la France, signala dès ce jour la marche ou plutôt l'entraînement de l'opinion; on spécula sur le traité de Lunéville, comme on avait spéculé sur le 18 brumaire, et cet agiotage, créé par la gloire qui couvrait la France, parut un gage donné à la fortune publique. La fête la plus brillante fut celle de M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures : le premier Consul y reçut l'hommage de tout ce que Paris renfermait d'hommes distingués dans toutes les classes, soit nationaux, soit étrangers; les illustrations de la monarchie et de la révolution, vieux seigneurs et vieux républicains, nouveaux riches, guerriers, savans, poètes, magistrats, législateurs, artistes, tout s'y trouva réuni pour honorer dans la personne du premier Consul le passé, le présent et l'avenir. Paris se livrait sans prévoyance à tout le délire de la prospérité nationale; Bonaparte recueillait alors les votes de cet autre 18 brumaire qu'il méditait. Jamais la liberté d'un grand peuple, tel que les Français l'étaient alors, ne succomba à un plus beau péril.

Le souvenir de cet enthousiasme, de cette séduction, est sans doute perdu; mais le tribut payé à l'industrie par l'homme des champs de bataille devait revivre à jamais dans l'institution du 4 mars

1801 : à dater de ce jour, l'exposition des produits manufacturiers et industriels de la France fut décrétée pour la clôture de l'année républicaine, du 17 au 22 septembre. Cette création, qui révéla encore une autre supériorité de cette époque si digne de mémoire, éleva la gloire des arts utiles à la hauteur de celle des armes, à laquelle elle a survécu tout entière, et la science, modeste, laborieuse, féconde, eut aussi ses conquêtes et ses trophées. Le génie de la guerre, en repos, vota cet hommage à la paix et le légua à la patrie.

CHAPITRE IV.

(1801.)

CONTINUATION DE LA GUERRE AVEC L'ANGLETERRE. — CONFÉDÉRATION DU NORD. — MORT DE PAUL Ier. — GUERRE DU PORTUGAL AVEC L'ESPAGNE. — PAIX DE MADRID. — CONCORDAT. — CAPITULATION D'ALEXANDRIE EN ÉGYPTE. — PAIX AVEC LA BAVIÈRE. — PRÉLIMINAIRES DE PAIX AVEC LA GRANDE-BRETAGNE. — PAIX AVEC LA RUSSIE, AVEC LA PORTE OTTOMANE.

Il ne restait plus de la coalition que l'Angleterre, le Portugal, sa colonie, et la Porte, dont la guerre d'Egypte avait fait son satellite. Au-delà de l'Elbe tout était neutre. Une neutralité armée liait également-

ment les cours du Nord, celles de France, d'Espagne et d'Italie, contre le despotisme maritime de la Grande-Bretagne. Jamais plus formidable déclaration n'éclata contre la souveraineté des mers. Cet acte restera comme un des plus beaux monumens du consulat de Bonaparte. En deçà de l'Elbe, tout subissait le joug du traité de Lunéville. Victime de la défaite de l'Autriche, le Corps Germanique avait été compris, sans même se voir cité au tribunal du vainqueur, dans les sacrifices imposés à l'empereur. C'était encore l'Allemagne qui avait dû indemniser de la perte de leurs États le duc de Modène et le grand-duc de Toscane. Les Français possédaient ou occupaient toute l'Italie en deçà de l'Adige; l'abdication planait sur la royauté piémontaise et sur la république génoise; le nouveau royaume d'Etrurie lui-même ne présentait qu'une existence viagère sous un prince maladif et trop faible pour se maintenir long-temps vassal de la France; le procès de la cour de Naples n'était pas jugé; mais, en attendant sa condamnation, ses États se trouvaient saisis et frappés d'interdiction. Tous les princes temporels de la Péninsule avaient perdu leur puissance; le souverain pontife conservait seul la sienne : le pape obtenait la pleine jouissance de son indépendance politique, à la condition de fermer ses ports aux Anglais; et le suprême magistrat de la république française reconnaissait les foudres du Vatican.

Le général en chef Murat, à qui le premier Consul ordonnait, par l'entremise du ministre de la guerre, d'assister à quelque grande cérémonie religieuse, avait été chargé auprès du Saint-Père d'une négocia-

tion dont la tradition ne se rattachait qu'au fils aîné de l'Église. On prescrivait également au général Soult et à son état-major d'aller à la messe dans le royaume de Naples, et de bien vivre avec les prêtres. Nul doute que ces généraux n'eussent obéi; mais ce que l'on dut regarder alors comme un ordre de simple discipline militaire couvrait un grand secret entre le pape et Bonaparte.

Cependant, tandis que l'Italie entière portait le joug de la république, un port d'une île voisine du littoral toscan offrit, par sa longue résistance, une exception honorable à la domination française. Par le traité de Florence, du 28 mars, entre la France et Naples, la reine Caroline nous abandonnait la principauté de Piombino et ce qu'elle possédait dans l'île d'Elbe, dont le reste appartenait à la Toscane. Mais les Anglais gardaient l'île entière militairement, et les ports napolitains Porto-Longone et Porto-Ferrajo, d'où s'élançaient les croisières britanniques, bloquaient étroitement le royaume d'Étrurie, dont plus d'un intérêt exigeait le prompt affranchissement. En conséquence, Murat eut la mission de se rendre maître de l'île d'Elbe; Bonaparte, comme dominé par une prévision fatale, prit tellement à cœur cette affaire, qu'il envoya lui-même le plan d'attaque. L'expédition partie de Corse le 30 avril, sous le commandement du colonel Mariotti, n'éprouva d'opposition que de la part de quelques postes anglais, qui furent repoussés; le gouverneur napolitain de Porto-Longone remit, en vertu du traité, la place aux Français. L'expédition sortie de Piombino sous les ordres du général Thurreau, n'obtint

pas le même succès devant Porto-Ferrajo : le gouverneur était Anglais, et en cette qualité il ne voulut point reconnaître le traité de Florence. Il fallut se résoudre à un siége régulier, dont le général Watrin eut la conduite; mais bientôt la flotte de l'amiral Warren forma l'investissement de l'île. Les Français éprouvèrent quelques pertes maritimes, et les troupes du siége se trouvèrent entièrement isolées de la terre-ferme. Porto-Ferrajo, défendu par quelques centaines d'hommes, résista courageusement aux plus rudes assauts, et soutint même un bombardement : cette ville suivit la fortune de la nation à laquelle appartenait son gouverneur : elle ne passa sous les lois de la France qu'à la signature des préliminaires du traité d'Amiens, cinq mois après la descente du général Thurreau. Ainsi la volonté impatiente de Bonaparte se brisa contre ce port que la destinée réservait pour asile à sa chute; il semblait entraîné malgré lui à faire, pour ainsi dire, une reconnaissance sur l'avenir; il avait déjà donné une preuve remarquable de cette singulière disposition de son esprit, lorsque, après le traité de Lunéville, il avait dit aux députés belges : « *Quand même l'ennemi aurait eu son quartier-général au faubourg Saint-Antoine, le peuple français n'eût jamais cédé ses droits, ni renoncé à la réunion de la Belgique.* »

L'Angleterre régnait sur les mers et se trouvait embarrassée de son empire quand tous les ports de l'Europe lui étaient interdits. Elle avait voulu rompre cette confédération du Nord, conclue à l'instigation de la France dans le mois de décembre 1800, entre la Russie, la Prusse, la Suède et le Danemarck. Mais

les négociations ouvertes à Berlin ayant échoué, la guerre d'un embargo réciproque et universel avait été proclamée. L'empereur Paul était l'ame de cette proscription contre l'Angleterre. Il avait d'ailleurs à venger un grief personnel. L'Angleterre retenait l'île de Malte, quoique l'Ordre eût nommé grand-maître cet empereur schismatique; bizarrerie sans exemple jusqu'alors dans les fastes du catholicisme! Le plan général de défense se concerta dans les conseils de Pétersbourg. Les hostilités locales signalèrent à l'envi la croisade des confédérés. Les bouches de l'Elbe, du Weser et de l'Ems furent fermées, le Hanovre envahi par la Prusse, Hambourg occupé par les Danois. Les chantiers et les ports de la Hollande, de la Russie, de la Suède et du Danemarck retentissaient d'immenses préparatifs. Trois armées russes se rassemblaient en Lithuanie. Paul Ier, allié et ami sincère de Bonaparte depuis le renvoi des prisonniers moskovites, était le chef naturel de tous les pavillons du Nord contre le droit de visite. Ses forces maritimes consistaient en quatre-vingt-sept vaisseaux de ligne et quarante frégates. La Suède avait dix-huit bâtimens de haut-bord et quatorze frégates; la France, cinquante-cinq vaisseaux de ligne et quarante-trois frégates; elle disposait, en outre, de la marine hollandaise, espagnole et napolitaine. Jamais armement plus formidable ne se réunit contre la puissance anglaise. Les côtes du Nord se hérissèrent de batteries. Une flottille de chaloupes canonnières stationnait près d'Altona, que protégeait un camp de vingt mille hommes.

Si le concert des trois puissances de la Baltique

eût été en raison de leurs forces, le pavillon anglais n'aurait pas osé s'y montrer. Mais peut-être connut-on assez exactement à Londres le véritable état des choses, pour que Nelson ne balançât point à aller défier avec vingt vaisseaux de guerre les cent quatre-vingt-seize bâtimens de la coalition, qu'il savait bien n'être point rassemblés. Le point naturel de l'attaque pour les Anglais était encore cette malheureuse ville de Copenhague, dont le gouvernement semble avoir pris à jamais pour devise : *Honneur et fidélité.* La flotte anglaise, partie de Yarmouth le 12 mars, portait aussi un ambassadeur. Elle se fit précéder par des propositions si humiliantes, que le négociateur chargé de les présenter au gouvernement danois reçut ses passeports pour toute réponse. Le 30 mars, les Anglais franchirent le Sund en trois heures, et le soir ils jetèrent l'ancre devant la rade de Copenhague. La ville put compter le nombre des vaisseaux qui allaient la foudroyer. Elle se voyait réduite à se défendre seule; en effet, par une fatalité qui laisse peut-être à soupçonner un mystère de la coalition, la flotte suédoise ne devait appareiller que le lendemain, et les flottes russes étaient trop éloignées. Cependant, servies avec la plus grande vigueur sous les ordres du prince royal, les batteries de terre et de mer des Danois, fortes de neuf cents pièces, portèrent un tel ravage dans la flotte britannique, que l'amiral Parker donnait déjà le signal de la retraite; mais le terrible vainqueur d'Aboukir, l'impassible témoin de la sanglante réaction de Naples en 1799, Nelson, ordonna le combat à outrance, et le sort de la flotte danoise fut accompli. Nelson était le séide de la po-

litique de Pitt. Cette terrible bataille, où la gloire fut pour les Danois et la victoire pour les Anglais, eut lieu le 2 avril; elle dura quatre heures. La perte des combattans donna la mesure des forces respectives. Les Anglais eurent à regretter environ mille hommes, et les Danois le double. Il n'y avait que six mille hommes de troupes à Copenhague, et dix vieux vaisseaux embossés. Un armistice de cent jours, auquel consentit le patriotisme du valeureux prince royal de Danemarck, mit fin à cette lutte inégale.

Les engagemens de Paul Ier avec Bonaparte contre l'Angleterre n'étaient point circonscrits dans l'enceinte de la Baltique. Les deux alliés avaient projeté l'invasion de l'Inde par une armée combinée, française et russe, de soixante-dix mille hommes, qui devait, en quatre mois, arriver aux bords de l'Indus. La ville d'Asterabad, sur la mer Caspienne en Perse, était le rendez-vous général. En concevant cette audacieuse entreprise, Bonaparte regardait l'Égypte, sauvait la généreuse armée qu'il y avait laissée, conservait à la France cette inappréciable colonie, attachait à la métropole les intérêts unis de l'Afrique et de l'Asie, détrônait la dominatrice des mers, abattait le Croissant et changeait la face du monde.

Mais le plus exécrable attentat servit alors la fortune britannique : dans la nuit du 24 mars, Paul Ier trouva des assassins au sein même de son palais. Malgré une défense héroïque, ce prince périt de la manière la plus barbare par les mains les plus nobles de son empire. Après ce crime, qui préserva l'Angleterre de sa ruine, on lut dans *le Moniteur*

de France : « *Paul Ier est mort dans la nuit du 23 au 24 mars. L'escadre anglaise a passé le Sund le 30. L'histoire nous apprendra les rapports qui peuvent exister entre ces deux évènemens.* » La proclamation impériale de Pétersbourg publia que l'empereur était mort *d'un coup d'apoplexie!!!*

La mort de Paul Ier brisa la coalition du Nord. On prétend que cette nouvelle, parvenue au prince royal de Danemarck le 2 avril, au milieu du combat qu'il soutenait si vaillamment contre la flotte anglaise, le décida à signer l'armistice proposé par Nelson. Aussitôt après la mort de l'empereur, Alexandre se hâta d'abjurer la conduite de son père, et, par un traité de commerce conclu le 17 juin de la même année, il reconnut cet odieux droit de visite contre lequel l'honneur des nations venait de s'armer. Le Danemarck, la Prusse et la Suède, durent accéder à ce traité que la force leur imposa. Hambourg fut évacué par les Danois, le Hanovre par les Prussiens, et tout le littoral du nord de l'Europe rendu aux Anglais. Ainsi, un crime horrible, conçu et exécuté dans le palais impérial russe, palais tant de fois tragique, anéantit soudain les espérances des neutres, dont les chefs du plus grand empire et de la plus grande république du monde avaient si généreusement pris la défense.

Le Portugal, le seul allié de la Grande-Bretagne au commencement de cette année, restait ouvert par terre à l'invasion de la France et de l'Espagne. C'était l'unique point du continent où Bonaparte pouvait atteindre désormais la puissance anglaise ; il ne devait pas avoir d'autre politique que celle de lui

enlever ce dernier appui. Dans le but de compléter le blocus général qui alors entourait l'Europe, il résolut d'employer l'Espagne à ses desseins contre la cour de Lisbonne. Il avait chargé son frère Lucien d'aller, en qualité d'ambassadeur, négocier à Madrid l'envahissement du Portugal par les troupes espagnoles et les troupes françaises combinées, démarche que précéda une proposition au cabinet de Lisbonne de faire la paix sous la condition de renoncer à l'union britannique, de fermer ses ports à l'Angleterre et de livrer le quart du royaume aux armées françaises et espagnoles. Cette proposition avait été rejetée par le prince régent avec d'autant plus de hauteur, qu'il savait qu'une pareille circonstance lui permettait surtout de compter davantage sur les secours du gouvernement auquel il se sacrifiait. Mais en Angleterre, où l'on calcule plutôt encore le profit que l'honneur national, le conseil décida que les préparatifs que l'on fit ouvertement pour sauver le Portugal, couvriraient une entreprise plus utile, si elle était moins généreuse. En effet, les vaisseaux stationnés pour la défense de ce royaume se dirigèrent vers l'Égypte; et la plus grande partie des forces anglaises s'embarqua à Lisbonne même pour cette nouvelle destination. Ainsi le Portugal tomba tout à coup, par rapport à l'Angleterre, dans la même position où se trouvait au même moment le Danemarck par rapport à la Suède, et il se vit aussi réduit à lui-même.

Le premier Consul avait intéressé à la coopération de l'Espagne l'amour-propre du Prince de la Paix, favori tout-puissant auquel obéissaient le roi , la

reine et la nation. Il eut l'air de le mettre à la tête de cette expédition, composée d'une armée espagnole de quarante mille hommes et d'une armée française rassemblée à Bordeaux, sous le nom d'armée des Pyrénées, aux ordres du général Gouvion-Saint-Cyr. Le titre de généralissime et celui de conquérant séduisirent Godoy, le traité fut signé à Madrid. Toutefois le premier Consul ne voulut point courir les chances d'une confiance entière dans les talens militaires du généralissime; il traça lui-même le plan de la campagne; mais pour mieux en assurer l'exécution, il chargea le général Gouvion-Saint-Cyr d'aller prendre à Madrid la direction de cette guerre, et donna à son beau-frère, le général Leclerc, l'armée d'invasion des Pyrénées. Cependant, malgré ces précautions, l'ardeur belliqueuse du Prince de la Paix lui échappa. Un corps de quinze mille Portugais s'était porté en avant; et, après l'échange des déclarations de guerre entre les deux États voisins, l'armée espagnole avait marché sur l'ennemi. En peu de jours cette armée, quoique commandée par don Manoel Godoy, n'éprouvant de résistance ni dans les places, ni dans les positions, acheva paisiblement l'occupation de deux ou trois provinces. Dans cet état de choses, la cour de Lisbonne crut pouvoir conjurer l'orage dont les Français la menaçaient, par l'abandon à l'Espagne de la forteresse d'Olivenza et de son territoire, et en lui payant une somme de trente millions. Le Prince de la Paix, qui avait bien mérité son surnom par cette campagne, le mérita doublement par le traité que, le 6 juin, il s'empressa de souscrire à

Badajoz avec le prince régent de Portugal, et sans demander le consentement du puissant allié qui avait mis le gouvernement espagnol en mouvement. Sa vanité seule put égaler son impéritie : il fit venir à Badajoz le roi et la reine pour assister à son triomphe et recevoir onze drapeaux qu'il avait trouvés et non conquis. Là, cette politesse eut sa récompense : le roi donna deux de ces drapeaux à son favori, et lui écrivit de les ajouter à ses armes. Cette scène ridicule vint bientôt à la connaissance du premier Consul ; et quand le ministre Pinto arriva à Lorient, chargé de communiquer au cabinet des Tuileries le traité du prince régent avec l'Espagne, il reçut l'ordre de se rembarquer et d'aller rejoindre les négociateurs de Badajoz. La lutte continua entre la France et le Portugal ; le prince régent parvint à remettre sur pied vingt-cinq mille hommes ; de son côté le général Leclerc, qui occupait la province de Salamanque, commença les hostilités ; enfin, la paix de Badajoz ayant été regardée comme non avenue, le 29 septembre le Portugal en signa une autre à Madrid, avec la France et l'Espagne. Le premier Consul, ayant fait cette guerre pour obtenir cette paix, se contenta des deux avantages qu'il y avait attachés : la fermeture des ports et de toutes les possessions portugaises aux navires anglais, et une augmentation de territoire pour la Guyane française. On stipula aussi l'admission réciproque des commerçans des deux puissances dans les ports respectifs, en attendant un traité de commerce. Cette singulière campagne amena encore pour Bonaparte un grand résultat : elle établit une

nouvelle inimitié entre les deux peuples de la Péninsule.

Cependant le continent, soit lassé de ses sacrifices, soit soumis à l'ascendant du gouvernement consulaire, ne voulait plus prendre part à la lutte entre l'Angleterre et Bonaparte. Déjà même celui-ci ne se souciait plus de populariser la révolution dans les pays étrangers; il ne cherchait à convertir les ennemis de la république que par la victoire. Devenu de fait le maître de la France, après en avoir été le libérateur, il marchait vers la domination absolue à la tête de la masse de la nation, et il sentit que les temps approchaient où il devait lui révéler hautement les secrets de sa politique et de sa gloire. Les empiétemens du pouvoir échappaient aux Français, éblouis par tant d'éclat; ils étaient peut-être moins éclairés déjà sur les véritables intérêts de la liberté que les Français de 1789, qui l'avaient si unanimement et si généreusement saluée à son berceau. Mais Bonaparte, dont la prudence égalait la force, jugea nécessaire de s'attacher encore la faveur publique par un bienfait qui atteignît toutes les classes, c'est-à-dire par la paix générale.

Cette paix devait plutôt se négocier que se conquérir. Plusieurs symptômes annonçaient que la guerre couvrait la possibilité d'un arrangement. Malgré le traité de Lunéville, l'ambassadeur de France, Otto, avait été retenu à Londres sous différens prétextes; un chargé d'affaires anglais séjournait à Paris; les paquebots allaient continuellement de Calais à Douvres : et, enfin, le ministère de M. Pitt, qui, le premier, combattit la liberté française, venait de dis-

paraître de la scène politique. Sa retraite était une grande révolution dans les conseils britanniques ; car Pitt, tant par ses antécédens que par l'opiniâtreté de sa haine contre la France, et particulièrement contre la personne de Bonaparte, dont le génie triomphait du sien, formait à lui seul un obstacle insurmontable à toute conciliation. Cependant, malgré ce nouvel état de choses, les hostilités maritimes, à défaut des hostilités continentales, se poursuivaient sur les deux rivages de la Manche avec la plus extrême vigueur.

Ce grand duel semblait interminable, en raison de la nature du champ de bataille et de celle des griefs des deux partis : l'un ne reconnaissait pas même l'état politique du gouvernement français ; l'autre, la souveraineté des mers dont son rival était en possession. L'Angleterre comptait alors cent trente mille marins, et sept cent quatre-vingts bâtimens de guerre qui régnaient sur tous les océans et bloquaient les ports de la France et de ses alliés. Resté seul armé contre ce terrible adversaire, Bonaparte trouva dans l'énergie de son caractère et dans celle de la nation assez de ressources pour ne pas se contenter de résister à la tempête britannique. Tous les points vulnérables des côtes de l'Océan se couvrirent de batteries et de redoutes, depuis l'embouchure de la Garonne jusqu'à celle de l'Escaut. Une armée immense défendait toutes ces positions. Les lignes télégraphiques furent multipliées de Paris à Boulogne, qui, placé en face de l'ennemi, s'offrait comme le port naturel de l'expédition projetée. Bonaparte confia cette expédition au vice-amiral Latouche-Tréville, marin illustre que la

France n'a pas remplacé. La persévérance et l'intrépidité triomphèrent à la fin de tous les obstacles de l'étroit blocus qui ceignait la France. Les flottilles construites sur les rivières arrivèrent successivement, sous la protection des batteries des côtes, au rendez-vous de Boulogne. Plusieurs actions entre les chaloupes françaises et les croisières anglaises donnèrent de la valeur à cette nouvelle lutte, et inquiétèrent souvent ce mépris hautain que le cabinet britannique affichait contre elle.

Dix-huit mois s'étaient écoulés depuis le retour de Bonaparte en France; en quittant l'Egypte, il avait promis des secours à l'armée qu'il laissait dans ce pays; mais tant d'évènemens importans ne lui permirent pas de réaliser ses promesses; seulement il en gardait le souvenir. L'armée expéditionnaire était malheureuse sous Menou, successeur du vainqueur d'Héliopolis, et elle désespérait à la fois de se maintenir en Egypte et de revoir le ciel de la France. Cependant, averti tout à coup qu'une flotte anglaise, sous la conduite de sir Ralph Abercrombie, se rassemblait aux Baléares, pour coopérer avec une nouvelle armée turque à la délivrance de l'Egypte, le premier Consul conçoit l'audacieux dessein de prévenir cette réunion formidable, et d'envoyer également une armée à la défense du Nil. Le mystère impénétrable qui enveloppait le projet de cette expédition devait aussi en couvrir l'exécution. Le contre-amiral Gantheaume, qui avait ramené Bonaparte, fit voile de Brest avec sept vaisseaux et deux frégates, portant cinq mille hommes de débarquement sous les ordres du général Sahuguet. Cette escadre fut bientôt signa-

lée; mais l'amiral Harway prit le change sur son but, tant il lui parut hors de toute prudence que les Français osassent avec si peu de forces tenter la navigation de la Méditerranée, et il envoya à leur poursuite une division dans les parages de l'Ouest. Tandis que cette division gouvernait sur les Antilles, Gantheaume franchissait le détroit de Gibraltar et surprenait l'observation de sir Warren, qui y commandait la station anglaise. Cependant, par cela seul, la destination de Gantheaume était connue. Chassé par l'escadre de la Manche, il dut relâcher à Toulon après avoir enlevé une frégate à l'ennemi. Une flottille sortie de Rochefort pour seconder son opération avait été moins heureuse : elle fut attaquée, perdit son commandant, et la tempête la dispersa.

Bloqué à Toulon par sir Warren, Gantheaume reçut l'ordre impératif de se remettre en mer et de débarquer ses cinq mille hommes en Egypte. Il réussit à tromper encore la vigilance des Anglais; mais la contagion se mit à bord, il dut se séparer de trois de ses vaisseaux. Avec le reste, il parvint en vue des côtés de l'Egypte. Toutefois, au moment d'effectuer son débarquement, il se vit assailli et forcé d'accepter la bataille; il eut le bonheur d'échapper à la flotte de l'amiral Keith, forte de quarante voiles, et à l'escadre de sir Warren, et de rentrer glorieusement à Toulon après avoir capturé un vaisseau et une corvette.

Cependant Bonaparte, loin d'être rebuté par la connaissance que l'ennemi avait de son projet, y persista : le contre-amiral Linois dut appareiller de Toulon avec trois vaisseaux et une frégate, et aller joindre à Cadix une flotte espagnole et française pour

voguer avec elle vers l'Egypte. Cette flotte comptait douze vaisseaux sous les ordres de l'amiral Moreno. Linois partit de Toulon; mais, poursuivi par six vaisseaux anglais, il se jeta dans la baie d'Algésiras, où il leur présenta noblement le combat. Soutenu par les batteries de la côte, il força un vaisseau à amener pavillon et un autre à se retirer. Ce combat eut lieu le 5 juillet 1801, et honora la marine française. Si l'amiral espagnol n'eût pas perdu trois jours à sortir de Cadix et à arriver sur Algésiras, où il ne parut que le 9, l'amiral anglais n'aurait pas eu le temps de se reposer, et la flotte combinée eût porté à la malheureuse armée d'Egypte les renforts qu'elle attendait depuis si long-temps. Moreno fut attaqué pendant la nuit. Deux de ses vaisseaux, se croyant ennemis, s'abordèrent, et périrent par l'incendie. Les Anglais s'emparèrent d'un troisième. *Le Formidable* se débarrassa de plusieurs adversaires qui l'assaillirent à la fois, et put revenir à Cadix. Ce navire méritait son nom; il avait pour commandant le brave capitaine Troude, qui devint depuis contre-amiral. Ainsi la fortune maritime manquait décidément à Bonaparte, et l'Egypte espéra vainement des secours. Le général Abercrombie avait débarqué à Aboukir une armée de vingt-quatre mille hommes, combinée avec celle du grand-visir qui venait de la Syrie, et les troupes que le général Baird amenait de l'Inde par Suez. Après plusieurs défaites, l'inhabile et présomptueux Menou avait perdu la bataille d'Alexandrie, où périt le général en chef anglais, et, le 30 août, il signa dans cette ville une capitulation, en vertu de laquelle vingt mille braves, les deux

tiers de l'armée expéditionnaire, revirent bientôt la France sur des bâtimens étrangers.

L'amiral Nelson avait reçu la mission d'aller brûler la flottille de Boulogne. Le 4 août, il s'était présenté avec trente vaisseaux et un grand nombre de brûlots, de bombardes et de canonnières. Le contre-amiral Latouche-Tréville, qui l'attendait en avant de la rade, engagea l'action. Battu par le feu de la flottille et celui des batteries de la côte, Nelson dut aller se réparer à Deal et à Margate. Le 15 et le 16 il reparut avec soixante-dix voiles, résolu de détruire d'un seul coup toute l'armée navale qui restait à la France. Il profita de la nuit pour surprendre le port et la flotte; cependant, obligé de rallier au jour avec une perte de deux cents hommes, Nelson devint l'objet du blâme et du mépris à Londres. Ses souvenirs d'Egypte ne lui servirent pas à beaucoup près autant devant Boulogne que devant Copenhague; car, indépendamment de la répétition qu'il voulut tenter encore cette fois de sa manœuvre d'Aboukir, il avait eu la maladresse de dire à Londres de nos chaloupes canonnières, ce que les Mamelucks avaient cru de nos compagnies d'infanterie, qu'elles étaient liées ensemble avec des chaînes. A défaut d'autres armes, une guerre de plume des plus envenimées continua les combats de la France et de l'Angleterre; renouvelée chaque soir dans les feuilles des deux pays, elle dérobait à l'Europe les travaux secrets d'une négociation très-active. Jamais la haine extérieure ne couvrit plus mystérieusement les approches de la paix : en effet, le 27 juillet, peu de jours avant que Nelson eût appareillé pour aller incen-

dier Boulogne, le diplomate français Otto remettait au ministère britannique une note, dictée à la fois par la plus honorable modération et par la plus saine politique. « Le gouvernement français ne veut « rien oublier de ce qui peut mener à la paix géné- « rale, parce qu'elle est à la fois dans l'intérêt de « l'humanité et dans celui des alliés. C'est au roi « d'Angleterre à calculer si elle est également dans « l'intérêt de sa politique, de son commerce, de sa « nation; et si celà est, une île éloignée (Malte) de « plus ou de moins ne peut être une raison suffi- « sante pour prolonger le malheur du monde.... La « question se divise en trois points, la Méditerranée, « les Indes, l'Amérique. L'Égypte sera restituée à la « Porte; la république des Sept-Iles est reconnuè; « tous les ports de l'Adriatique et de la Méditerranée « occupés par la France seront restitués au roi de « Naples et au pape; Mahon sera rendu à l'Espagne; « Malte sera restituée à l'Ordre, et si le roi d'Angle- « terre juge conforme à ses intérêts, comme puis- « sance prépondérante sur les mers, d'en raser les « fortifications, cette clause sera admise. Aux Indes, « l'Angleterre gardera Ceylan... Les autres établisse- « mens seront restitués aux alliés, y compris le Cap « de Bonne-Espérance. En Amérique, tout sera res- « titué aux anciens possesseurs; le roi d'Angleterre « est déjà si puissant dans cette partie du monde, « qu'exiger davantage, c'est, maître absolu de l'Inde, « vouloir l'être encore de l'Amérique. Le Portugal « sera conservé dans toute son intégrité. Voilà les « conditions que le gouvernement français est prêt « à signer.... »

Le grand évènement qui semblait alors si loin de la pensée des deux pays, ou plutôt de leurs gouvernemens, eut tout à coup un précurseur dont l'apparence bien inattendue vint étonner également la France philosophe et l'Europe catholique; je veux parler du Concordat avec la cour de Rome. La conversion de Bonaparte parut brusque : toutefois elle était bien plus sincère qu'on ne le soupçonnait alors. Aussi resta-t-on frappé de stupeur à cette nouvelle, comme à l'aspect d'un phénomène dont les souvenirs contemporains, dont l'âge du dictateur lui-même, dont enfin douze années de révolution laissaient à peine entrevoir quelque trace lointaine. Les deux tiers de la population active de la France manquaient totalement de point de départ pour cette espèce de traité, qu'ils devaient regarder comme une étrange innovation. Elle était en effet aussi extraordinaire qu'audacieuse. Bonaparte préludait ainsi, par le rappel de la noblesse ecclésiastique, à celui d'une autre exception sociale. L'autel préparait le trône et réconciliait le premier magistrat de la terrible république française avec les princes des monarchies européennes qu'il devait imiter bientôt. Ce Concordat donnait aux étrangers un gage solennel du retour de la France à une partie de son ancienne discipline. C'était un manifeste contre la révolution, et, dans la disposition générale de l'opinion de l'époque, il eut de la part de Bonaparte le caractère d'une véritable abjuration. Cependant, comme il formait plutôt un acte de politique envers la nation française qu'un acte de soumission à la cour de Rome, on maintint les libertés de l'Église gallicane dans toute

leur vigueur. Le premier Consul ne désirait acquérir qu'un allié de plus dans le chef qu'il rendait à l'église de France, subitement ressuscitée. Il avait aussi calculé sans doute que le Concordat lui attacherait une grande partie des familles, irréconciliables jusqu'alors, de la monarchie, et lui assurerait sur une partie de la population une puissance nouvelle; mais il aurait dû sentir que ce qui était une concession pour une fraction impuissante, pour les vaincus de la république, devrait être interprété comme une attaque par la majorité virile qui avait fondé cette république : car si les droits de la nation étaient représentés aux assemblées législatives par les mandats de ses députés, ses besoins l'étaient aussi par les opinions de ses fonctionnaires civils et militaires. Les hommes publics, les hommes d'État et les philosophes se trouvaient d'accord, pour la première fois peut-être, depuis l'origine des sociétés, sur la nécessité d'une tolérance et d'une égalité religieuses, dont les prêtres des deux communions chrétiennes donnaient eux-mêmes l'exemple. Ces économistes d'une nouvelle école voulaient que l'on accordât à la religion les mêmes franchises qu'au commerce, sous l'égale protection du gouvernement. Peu d'entre eux avaient abordé l'idée de mettre à la charge de l'État les ministres et les frais des cultes divers, tant la nation dont ils étaient ou les mandataires ou les interprètes, était demeurée silencieuse à cet égard. Il est donc vrai de dire qu'à cette époque le premier Consul ne s'attacha qu'à favoriser une exception; il l'est également que ses conseils ne l'y disposèrent pas, et qu'il ne put dou-

ter de la désapprobation de tous les hommes de la révolution qui avaient opéré ou blâmé la journée du 18 brumaire, et du mécontentement plus énergique qui fut hautement exprimé par l'armée. L'œuvre d'un Concordat resta personnelle au premier Consul, et ce ne fut ni le moindre essai, ni le moindre témoignage de sa puissance. Cette victoire était double à ses yeux. Le Concordat terminait l'ère de la révolution, et il humiliait les cabinets étrangers, en leur imposant une sorte de respect pour la loi du vainqueur, loi déjà sans appel, que le souverain pontife venait de consacrer par son alliance. Le Concordat se conclut dans la capitale de la France, le 15 juillet, et le 8 avril 1802 il devint loi de l'État. Le pape, voulant lui-même imprimer un grand éclat, non pas à la négociation qui s'était suivie très-secrètement à Rome, mais au traité qui en résultait, envoya à Paris l'homme le plus considérable de son gouvernement, le cardinal Gonsalvi, son premier ministre, accompagné du cardinal Caprara et de monseigneur Spina, depuis cardinal, alors évêque de Gênes.

Tout prospérait : l'industrie, l'administration, la puissance, la politique. La compagnie d'Afrique rétablie, la route du Simplon ouverte, une brillante exposition des produits de l'industrie française, quatre nouveaux départemens formés des territoires cisrhénaux cédés par le traité de Lunéville, des bourses de commerce fondées dans les villes qui en manquaient, la construction de trois ponts sur la Seine, décrétée par les Consuls, le Forum Bonaparte inauguré à Milan, la société de la charité maternelle or-

ganisée sous la protection de madame Bonaparte mère, recommandaient le gouvernement à la reconnaissance publique. Aussi, ce qui devait exciter au plus haut degré ce sentiment, la glorieuse année de 1801 mérita le nom de l'*année de la paix*. Le 1er janvier s'était annoncé par le protocole des conférences de Lunéville; le 9 février suivant, les plénipotentiaires de l'empereur et du premier Consul signèrent un traité définitif. Le 28 mars vit renaître l'harmonie entre la république française et la cour de Naples. Le 15 juillet eut lieu la conclusion du Concordat avec le chef de l'Eglise. Le 24 août, le 29 septembre, une double paix rattacha à la France la Bavière et le Portugal. Plus remarquable encore dans les fastes de l'histoire, le 1er octobre vint promettre, par la signature des préliminaires de paix avec l'Angleterre, ce grand évènement politique que la république n'avait jamais pu produire malgré ses triomphes, et qui légitimait à lui seul la fortune du premier Consul. Pitt lui-même, ayant reconnu l'impossibilité d'éviter la paix avec la France, avait quitté le ministère pour s'épargner le chagrin de la faire. Mais, quand on communiqua ces préliminaires au parlement, ils eurent pour adversaires les deux oppositions, et, singularité remarquable! ils ne furent défendus que par Pitt, qui s'était refusé à traiter avec la France. Joseph Bonaparte et lord Cornwallis étaient les ministres au congrès d'Amiens, où devait se consommer le rapprochement des deux gouvernemens et des deux nations si long-temps et si cruellement divisées. Le chevalier d'Azara et M. Schimmelpenninck représentaient à cette négociation, l'un le roi

d'Espagne, l'autre la république batave. Le 1er octobre aussi, par le traité secret de Saint-Ildephonse, l'Espagne rétrocédait à la France l'importante colonie de la Louisiane. Enfin le 8, la paix conclue entre la France et la Russie; le 9, des préliminaires signés avec la Porte Ottomane, et plus tard un traité avec la régence d'Alger, couronnèrent le grand œuvre de la réconciliation générale.

CHAPITRE V.

(1801 à 1803.)

NOUVELLES CONSTITUTIONS DES RÉPUBLIQUES BATAVE, CISALPINE, LIGURIENNE ET HELVÉTIQUE.

Toutes ces conquêtes de l'humanité sur le fatal génie de la guerre assuraient le repos au monde sans donner de sécurité aux Etats. Le nom de Bonaparte retentissait diversement dans toutes les capitales, aux fêtes de la paix. Le traité d'Amiens ne commençait à poindre sur l'horizon politique que comme une planète pleine d'éclat et d'orages; quant à celui de Lunéville, émané des défaites de l'empereur d'Autriche, il imposait un silence d'étiquette aux doléances germaniques, en même temps qu'il créait en France quelques grosses fortunes diplomatiques, par l'arbitrage des indemnités dévolues,

sur la rive droite du Rhin, aux princes dépossédés de la rive gauche. Mais si ces deux traités, qui fondèrent réellement la puissance de Bonaparte, laissaient en paix, pour le présent, les monarchies vaincues, celui de Lunéville appelait aux agitations les républiques amies de la France; ce traité portait: « *Les parties contractantes se garantissent mutuellement l'indépendance des républiques batave, helvétique, cisalpine et ligurienne, et la faculté aux peuples qui les habitent d'adopter telle forme de gouvernement qu'ils jugeront convenable.* »

Bonaparte résolut d'être le législateur du nouveau droit public qui devait naître de cet article. Il avait conçu le dessein de transformer la république française en métropole; il fallait donc que les autres républiques, qui étaient déjà les satellites armés de la nôtre, en devinssent de plus les succursales politiques. Mais, comme leurs constitutions s'éloignaient beaucoup de celle de la France, et conservaient, plus ou moins, des traces de l'esprit directorial sous l'influence duquel elles avaient été promulguées, le premier Consul se hâta de profiter de l'immense ascendant que venaient de lui acquérir les préliminaires de Londres, pour soumettre ces républiques à un même niveau, et les placer sous le sceptre républicain qu'il avait conquis sur la constitution fructidorienne. Il sentit bien aussi que les républiques s'empresseraient de prendre à la lettre le traité de Lunéville, et de faire acte de l'indépendance qui leur était rendue. En sa qualité de dictateur des Etats populaires, il se réservait d'intervenir politiquement et militairement dans leurs

agitations, et de leur imposer des institutions conformes au vaste système d'unité républicaine qu'il avait adopté. En conséquence, un ordre émané de Paris alla frapper en même temps les capitales de La Haye, de Milan, de Gênes et de Berne, en avertissant les patriotes de ces quatre républiques que le règne de la liberté directoriale, qui avait cessé pour la France consulaire, devait cesser aussi pour ses alliés.

La révolution de la république batave se fit à domicile, ainsi que celle de Gênes : elle fut prompte comme la volonté de Bonaparte et paisible comme le caractère hollandais. L'ambassadeur Schimmelpenninck, travesti subitement en plénipotentiaire du premier Consul, arriva de Paris à La Haye avec les élémens de la nouvelle constitution; les troupes françaises, partie nécessaire dans les changemens, aidèrent par leur seule présence l'action du pouvoir exécutif, car le directoire batave lui-même se chargea de son propre ostracisme : il envoya la constitution au Corps-Législatif, en lui annonçant qu'il n'y avait point à délibérer, parce qu'elle était déjà soumise au vœu du peuple. En réponse à ce message impérieux, les chambres se firent l'honneur de décréter la suppression des mesures extralégales que le Directoire avait osé prendre. Alors le coup d'Etat eut lieu : une proclamation ordonna la dissolution des deux chambres, et fit fermer le palais du Corps-Législatif. Au mois de novembre 1801, la nouvelle constitution batave fut acceptée et publiée presque à l'insu du peuple; de même que celle de France, elle gardait toutes les formes de la liberté, en dé-

truisant l'empreinte révolutionnaire : elle prononçait la levée des séquestres, l'abolition des confiscations, la révision des lois, et assurait la garantie des propriétés; aussi l'élite de la nation reçut-elle comme un bienfait une loi fondamentale si étrangement imposée par des hommes sans mission, et par une volonté alors irrésistible.

La révolution de la Cisalpine n'offrit également qu'un seul changement de constitution; mais ce changement s'effectua avec plus d'éclat. Le 12 novembre 1801, la *consulta* de la république cisalpine arrêta qu'il serait formé une *consulta* extraordinaire qui s'assemblerait à Lyon pour fixer les bases des lois organiques de la république. *Le premier Consul*, ajoutait le décret, *est invité à suspendre les immenses travaux de sa magistrature, pour partager avec les députés de la* consulta *extraordinaire le poids de leurs délibérations.* Il ne fallait pas un grand effort d'intelligence pour deviner de qui émanait une semblable invitation; toutefois c'était une singulière nouveauté d'appeler un gouvernement étranger à venir discuter ses intérêts dans une ville d'un Etat voisin. La France et l'Europe furent pareillement frappées de ce système d'autocratie législatrice, qui jaillissait tout à coup du traité de Lunéville. Quatre cent cinquante-deux notables italiens partirent pour Lyon, où ils se réunirent le 31 décembre. Le général en chef de l'armée d'Italie, Murat, et le ministre de France, Pétiet, ancien président du Corps-Législatif de la république cisalpine, se rendirent de Milan à Lyon; les ministres des relations extérieures et de l'intérieur, Talleyrand et Chaptal, y arrivèrent de

Paris, chargés d'exercer la plus brillante hospitalité envers les députés de l'Italie; Lyon se réserva d'embellir la solennité que le premier Consul allait honorer de sa présence. Le 11 janvier 1802, il fit à Lyon une entrée triomphale, comme pacificateur et législateur; cachés sous les palmes civiles, ses lauriers ne reparurent que dans la magnifique décoration dont l'industrie lyonnaise enrichit la salle de l'assemblée générale. La *consulta* avait commencé ses séances le 4 janvier, sous la présidence du comte Marescalchi, et nommé dans son sein une commission de trente membres, qui devaient proposer au premier Consul les choix pour les principales magistratures de l'Etat, et notamment pour la première. Le 25 janvier eut lieu la dernière séance de cette haute commission, dont le rapport concluait à ce que *le général Bonaparte voulût honorer la république cisalpine, en continuant de la gouverner.* Le lendemain le premier Consul vint en grande pompe à la salle des délibérations de la *consulta*, et finit ainsi le discours qu'il prononça en langue italienne; « *Les choix que j'ai faits pour remplir vos premières* « *magistratures l'ont été indépendamment de toute* « *idée de parti, de tout esprit de localité. Quant à* « *celle de président*, je n'ai trouvé personne parmi « vous qui eût encore assez de droits sur l'opinion « publique, qui fût assez indépendant de l'esprit de « localité, et qui eût rendu d'assez grands services à « son pays, pour la lui confier... J'adhère à votre vœu; « je conserverai encore... la grande pensée de vos « affaires... » Tous les assistans se levèrent, la salle retentit d'applaudissemens unanimes; et, pour con-

sacrer cet important changement, les députés demandèrent et obtinrent que le nom de *république italienne* fût substitué à celui de *république cisalpine*. Le premier Consul nomma vice-président M. de Melzy, depuis duc de Lodi, et l'embrassa. Ainsi se termina cette séance politique, où fut proclamée la nouvelle constitution italienne, sortie du cabinet du premier Consul.

La révolution prit une autre marche dans l'Helvétie, où, en raison des souvenirs et du caractère de la nation, et des résistances partielles, elle ne pouvait être implantée aussi facilement qu'en Hollande, à Gênes et en Lombardie. Le premier Consul avait déjà fait faire les approches de cette campagne politique avant la signature des préliminaires du traité d'Amiens, peu de temps après celui de Lunéville; il se proposait aussi de détacher le Valais de l'union helvétique, et de le rendre indépendant sous sa protection spéciale, afin de s'assurer une route militaire vers le Milanais, et de garantir ainsi sa base d'opérations sur l'Allemagne et sur l'Italie. Telles étaient alors les conceptions de Bonaparte; elles présentaient le cachet, non-seulement d'une haute spéculation de son esprit, mais celui d'un projet arrêté, dont l'exécution devenait inquiétante. Les partis furent bientôt en présence dans l'Helvétie, et la guerre déclarée aux unitaires par les fédéralistes : l'ancien régime attaqua hautement la révolution. Une diète générale, assemblée à Berne le 7 septembre 1801, établit un nouveau sénat, et une commission exécutive présidée par Aloys Reding, chef ardent de l'opposition fédérale. Reding se rendit de lui-même à Paris, pour pro-

voquer, auprès du premier Consul, le rétablissement de l'ordre de choses détruit par le Directoire. Il reçut un accueil peu favorable. Bonaparte se retrancha dans l'esprit du traité de Lunéville, et se contenta de montrer le désir de voir remplacer dans la commission exécutive six membres de l'ancien régime par un nombre égal de leurs adversaires. Il résulta de leur admission un plan de constitution qui occupa trois mois le sénat. Mais, dirigés par le ministre de France, les six commissaires élus en dernier lieu s'assemblèrent le 17 avril 1802, renversèrent cette constitution, et en rédigèrent une autre, bientôt acceptée par les cantons aristocratiques, et rejetée par les démocratiques; l'acceptation de cette constitution fut encouragée de plus par la promesse du départ de l'armée française. Bonaparte profita de cette révolution pour faire proclamer l'indépendance du Valais. Le 20 juillet, ses troupes évacuèrent le territoire helvétique. Cependant, le 23, les cantons démocratiques Schwitz, Uri et Underwald, annoncèrent qu'ils se détachaient de l'union. Le nouveau gouvernement déclara illégales leurs assemblées et leurs résolutions. Soudain l'insurrection éclata, et s'accrut des cantons de Zug, Glaris, Appenzell, Saint-Gall, du Rheintal; toute la Suisse se trouva en armes. Les insurgés battirent en deux rencontres les forces helvétiques; toutefois, elles marchèrent sur Zurich, qui refusa d'ouvrir ses portes, et la bombardèrent le 7 et le 13 septembre, mais inutilement. Enfin, le 18, les insurgés s'emparèrent de Berne, par une capitulation que Reding adressa à toutes les puissances de l'Europe. La contre-révolution était complète.

Une trève avait été conclue, elle expira le 26 septembre; alors une armée, créée sous le nom d'*armée de la ligue*, est confiée au commandement du général Bachmann. Cette armée se mit en mouvement; peu de jours lui suffirent pour s'emparer de Fribourg, de Morel, de Neuchâtel.

Le gouvernement helvétique touchait au moment d'évacuer Lausanne pour se réfugier en Savoie, lorsque le général Rapp, aide-de-camp du premier Consul, arriva porteur de la proclamation suivante :

« Le sang des Suisses a coulé par la main des Suis« ses. Vous vous êtes disputés trois ans sans vous « entendre : si l'on vous abandonne plus long-temps « à vous-mêmes, vous vous tuerez trois ans sans « vous entendre. Votre histoire prouve d'ailleurs « que vos guerres intestines n'ont jamais pu se ter« miner que par l'entremise de la France. Il est vrai « que j'avais pris le parti de ne me mêler en rien de « vos affaires : j'avais vu constamment vos différens « gouvernemens me demander des conseils et ne pas « les suivre, et quelquefois abuser de mon nom, se« lon leurs intérêts et leurs passions; mais je ne puis « ni ne dois rester insensible au malheur auquel « vous êtes en proie. Je reviens sur ma résolution; je « serai le *médiateur* de vos différends : mais ma mé« diation sera efficace, telle qu'elle convient aux « grands peuples au nom desquels je parle. » Cette proclamation expliquait toute la pensée de Bonaparte. Rapp était chargé d'indiquer les moyens d'exécution. Cinq jours après cette notification, le sénat devait retourner à Berne; toutes les autorités

nouvelles devaient cesser leurs fonctions, les troupes des confédérés être licenciées après avoir déposé leurs armes. Les troupes helvétiques seules seraient conservées, et les deux demi-brigades suisses venues de France formeraient la garnison de Berne. Des députés se rendraient à Paris pour concourir sous les yeux du premier Consul à la confection d'une constitution fédérative. Rapp fit sans peine consentir les vaincus à une proposition qui ramenait le pouvoir de leur côté; mais à Berne les choses se passaient autrement qu'à Lausanne : on déclara que l'on consulterait la diète de Schwitz; elle avait envoyé à Vienne et voulait gagner du temps. Alors Rapp, en sa qualité de représentant du médiateur, accorda cinq jours pour la réponse de la diète; faute de quoi, l'armée du général Ney reviendrait occuper le territoire. La diète se soumit en protestant contre sa soumission. Ney arrêta son mouvement. Parmi les puissances qui voulurent intervenir, l'Angleterre parla le plus hautement. Cependant, le 9 octobre, la diète adressa aux autorités françaises une déclaration dans laquelle, en rappelant l'indépendance assurée à la Suisse par le traité de Lunéville, elle disait *ne pouvoir considérer le gouvernement helvétique, haï pour les motifs les plus justes, que comme imposé par la force à la nation.* Aussitôt le général Ney se mit en marche avec son armée; investi du commandement, il devait en outre déployer le caractère de ministre plénipotentiaire à la place de l'ambassadeur Verninac. Le gouvernement détrôné était retiré à Lucerne, et le gouvernement vaincu par lui avait reparu dans Berne, où Rapp l'installa

solennellement. Pendant que Ney avançait sur l'Argovie, Murat, général en chef de l'armée d'Italie, poussa une colonne sur le territoire des Grisons; ainsi, la Suisse se voyait bloquée et envahie. Enfin, par le sénatus-consulte du 23 octobre, qui prescrivait aux dix-huit cantons le mode d'élection, la réunions des députés à Paris fut fixée au 15 novembre.

Mais rien n'avait pu ébranler la résolution de la diète de Schwitz, et, loin de se dissoudre, Bachmann, son général, avait rassemblé, depuis le licenciement, des milices avec lesquelles il gardait militairement la ligne de la Reuss. Le général Ney, déjà maître de Zurich, envoya à Lucerne sommer le gouvernement provisoire de se séparer, et la diète de dire si elle adhérait à la proclamation du premier Consul. La diète obéit enfin, mais elle continua de protester publiquement contre la violence qui lui était faite, et de déclarer *qu'elle ne cédait qu'à la force, sans préjudicier aux droits de la Suisse pour l'avenir.* Aloys Reding fut bientôt arrêté à Schwitz ainsi que quelques autres, par ordre du gouvernement helvétique, et enfermé au château de Chillon sur le lac de Genève. Le 10 décembre, cinquante-six députés suisses se réunirent à Paris. Le premier Consul traça le plan de la constitution nouvelle dans une déclaration. Les sénateurs Barthélemy, Fouché, Rœderer, assistèrent aux séances pour discuter cette constitution et l'acte de médiation. Enfin, la séance générale du 24 janvier 1803 n'ayant pas amené un résultat positif, Bonaparte appela auprès de lui dix membres de la députation, dont cinq unitaires et cinq

fédéralistes, et l'acte de médiation, après avoir été débattu en sa présence, fut définitivement arrêté, et donnés aux Suisses le 19 février. Le 10 mars, la dissolution du gouvernement central eut lieu à Berne. L'acte de médiation désignait le général Louis d'Affry, *landamman* de la Suisse pour 1803; la première diète s'assembla à Fribourg le 4 juillet; Aloys Reding y siégea en qualité de député de Schwitz. La présence du chef des fédéralistes à la nouvelle diète prouva que si la réconciliation n'était pas complète, du moins l'opposition à la France ne pouvait plus exister. Voilà précisément ce que voulait le premier Consul. Il voulait aussi le bonheur de la Suisse. Il n'y eut jamais de pays plus heureux, plus tranquille que l'Helvétie depuis la médiation de Bonaparte. Le parti aristocratique s'y vit constamment comprimé; aussi, treize ans après, l'oligarchie seule, et non la nation, ouvrit les portes de la France à l'invasion étrangère.

CHAPITRE VI.

(1802.)

PAIX D'AMIENS. — AMNISTIE DES ÉMIGRÉS. — RÉÉLECTION DU PREMIER CONSUL POUR DIX ANNÉES. — LÉGION-D'HONNEUR. — CONSULAT A VIE.

L'ANNÉE 1802, sur laquelle il a fallu anticiper pour

ne pas rejeter trop loin le récit des changemens opérés en Suisse et intimement liés avec ceux que le premier Consul accomplit dans le même temps en Hollande et à Milan, commença, ainsi qu'on l'a vu plus haut, par l'affiliation de la république italienne à la république française : le 25 février, fut signée la paix entre la France et Tunis; le 25 mars, Paris entendit proclamer le traité de paix d'Amiens, entre la république française, l'Espagne, la république batave et l'Angleterre. Ce traité, qui décidait, à l'honneur immortel du premier Consul, la grande question de la liberté des mers que le Nord avait perdue depuis la mort de Paul Ier, restituait à la France et à ses alliés toutes les possessions conquises par les Anglais, excepté la Trinité et Ceylan. Le Cap de Bonne-Espérance retournait à la république batave; il était ouvert au commerce et à la navigation des parties contractantes; l'île de Malte, déclarée indépendante, rentrait sous la puissance de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem. Cet Ordre religieux et militaire, dépourvu de toute sympathie avec la France républicaine et l'Angleterre presbytérienne, avait été l'objet de la plus singulière adoption de la part de l'empereur schismatique de toutes les Russies, qui prenait le titre de grand-maître. L'Ordre n'était, au fait, qu'un émigré dépouillé dans toute l'Europe, et dont la politique de Londres devait faire un banni éternel. On remettait l'Égypte à la Porte Ottomane, dont les possessions étaient garanties : celles du Portugal l'étaient également. L'État romain et le royaume de Naples seraient évacués par les Français, ainsi que tous les ports de la Méditerranée et de l'Adriatique

qu'occupaient les Anglais. La France reconnaissait la république des Sept-Iles. C'était, sauf l'île de la Trinité, ce que l'ambassadeur Otto avait proposé par sa note du 27 juillet 1801. Le 18 avril, la proclamation du Concordat donna lieu à une grande solennité religieuse. Cette fête, ordonnée et présidée par le premier Consul, célébra à Notre-Dame le rétablissement du culte catholique et la paix d'Amiens, dont les ratifications furent échangées le jour même. Il y avait déjà loin de cette cérémonie à celle que le consulat naissant consacra dans le temple de Mars à la cendre de Washington et aux trophées d'Aboukir. La population de Paris ne l'accueillit que comme un acte de pouvoir, et toute popularité y resta étrangère. Pour la première fois, l'indifférence frappa la curiosité publique à une solennité ordonnée par le premier Consul. Elle fut traitée avec plus de sévérité dans les réunions domestiques, dans les casernes et sous les voûtes du palais consulaire. La proclamation du Concordat, on doit le dire, ne se confondit pour personne avec la proclamation de la paix, qui était le bienfait du monde. A Londres, où l'on ne mêla point le bienfait à un intérêt qui lui était au moins étranger, l'ivresse fut générale, et le peuple traîna la voiture de l'aide-de-camp du premier Consul qui y porta la ratification du traité.

Le 11 mai, la république ligurienne, à l'exemple de la république italienne, adopta sous les auspices de la France sa nouvelle constitution. Elle termina la révolution consulaire en Italie; car, le 25 décembre précédent, la république de Lucques avait également accepté sa réforme politique. Le 25 juin, la paix fut

conclue entre la France et la Porte Ottomane. L'île d'Elbe, dont la défense avait honoré pendant six mois la valeur anglaise, fit partie intégrante de la république, en vertu du traité de Naples. Le 21 juillet, le Valais se constitua en république indépendante de la Suisse, sous la protection de la Cisalpine et de la France; bientôt cette république proclama le premier Consul son libérateur. Enfin l'heureux Bonaparte recueillait, le 11 septembre, le fruit de sa première victoire, en incorporant le Piémont à la France. Les triomphes du vainqueur de Montenotte et de Millesimo revinrent en mémoire quand on publia la réunion à la république des six départemens du Pô, de la Doire, de la Sesia, de la Stura, du Tanaro et de Marengo. Voilà les fastes politiques extérieurs de 1802.

Quant aux fastes politiques intérieurs, ils portèrent visiblement l'empreinte de ce pouvoir subitement colossal qui, debout sur les traités et les dépouilles de l'Europe, négociait déjà, à la manière des conquérans, avec les libertés et les institutions de son pays. Mais le génie de Bonaparte, qui l'appelait invinciblement à la puissance absolue, lui inspirait aussi la grande idée d'élever la France au faîte des prospérités industrielles et des connaissances qui caractérisent la plus haute civilisation. Il était déjà le maître du premier peuple du monde par sa gloire militaire; il voulut que ce peuple devînt aussi le premier par sa gloire civile. Ainsi, le 4 mars, un arrêté consulaire chargea l'Institut national de tracer un tableau général des progrès et de l'état des sciences, des lettres et des arts, depuis 1789 jusqu'en

1801. Ce tableau devait en outre indiquer les découvertes d'une application utile à l'administration publique, spécifier les secours et les encouragemens nécessaires aux sciences, aux lettres et aux arts, et désigner les perfectionnemens dont seraient susceptibles les méthodes employées dans les différentes branches de l'enseignement. L'instruction publique, confiée au célèbre Fourcroy, reçut aussi une nouvelle organisation : on donna des écoles primaires et secondaires aux communes; on établit des lycées et des écoles spéciales aux frais de l'État: la loi qui autorisait toutes ces créations parut le 1er mai. Le 15 juin, une somme de 60,000 fr. fut affectée aux progrès que les savans français ou autres pourraient faire faire au galvanisme et à l'électricité : le 4 octobre, la société galvanique se forma à Paris; le 16, des lycées étaient déjà ouverts dans plusieurs grandes cités, à Mayence, à Bruxelles, à Lyon; le 18, un sénatus-consulte, que ne désavouerait pas le gouvernement le plus libéral, accorda les droits de citoyen français, après une année de domicile, à tout étranger qui, dans l'espace des cinq années suivantes, aurait bien mérité de la république par d'importans services, soit l'importation d'une découverte ou d'une industrie utile, soit la création d'un grand établissement. Enfin, le 24 décembre, le Consul ordonna la formation de chambres de commerce dans les principales villes de la république, et celle d'un conseil général de commerce à Paris.

Ces institutions, ces décrets, rendaient un hommage éclatant aux triomphes civils de la liberté. Mais cette liberté, la seule base constitutionnelle du pouvoir

en 1789, n'en était déjà plus que l'instrument en 1802; elle avait cessé de régner comme loi suprême. Les innovations politiques et législatives de 1802 prouvèrent suffisamment à quelle distance le premier Consul avait laissé loin de lui les principes de la révolution. Le 26 avril parut un sénatus-consulte relatif aux émigrés, que la France en paix et au comble de la gloire venait d'amnistier. Dès ce jour, grâce aux dispositions favorables de cet acte politique, qui allait jusqu'à rendre aux anciens proscrits leurs biens encore invendus, l'émigration se réconcilia, non avec la révolution qui s'éteignait, mais avec Bonaparte qui s'élevait. Le 7 juin suivant, un autre sénatus-consulte prorogea de dix années la magistrature consulaire dans la personne de Bonaparte. « *La* « *Fortune a souri à la république*, répondit-il au « message du Sénat, *mais la Fortune est inconstante;* « *eh! combien d'hommes qu'elle avait comblés de sa* « *faveur ont vécu trop de quelques années! L'intérêt* « *de ma gloire et celui de mon bonheur semble-* « *raient avoir marqué le terme de ma vie publique* « *au moment où la paix du monde est proclamée....* « Mais vous jugez que je dois au peuple un nouveau « sacrifice : je le ferai si le bien du peuple me com- « mande ce que votre suffrage autorise. »

Deux lois absolument nouvelles dans le code de nos libertés sortirent tout à coup de cette modification à la Constitution. La première, publiée le 19 mai, instituait la Légion-d'Honneur : la discussion de cette loi excita des débats plus vifs dans le Tribunat que le projet sur le Concordat, qui obtint une majorité de 78 voix sur 85. Les dénominations de

royauté consulaire et d'*ordre de chevalerie* retentirent fréquemmeut dans les discours. La plus forte opposition eut lieu de la part de MM. Chauvelin et Savoye-Rollin; au Corps-Législatif la loi ne passa qu'à une majorité de 56 voix : il y eut 110 boules noires sur 276 votans. La république était morte, mais tous les républicains ne l'étaient pas encore. Si l'égalité put être déclarée en danger au Tribunat à l'occasion de l'ordre de la Légion-d'Honneur, le lendemain la liberté naturelle fut en véritable péril; car le 20 mai parut une seconde loi qui maintenait l'esclavage dans les colonies rendues à la France par le traité d'Amiens. En effet, le 14 septembre, l'occupation des troupes républicaines débarquées à la Martinique y rétablit l'ancienne discipline, comme l'expédition du 7 mai dernier l'avait fait à la Guadeloupe. Mais, par une bizarrerie, ou plutôt par une prévision singulière, cette loi si étrange décidera le soulèvement de la colonie à laquelle elle n'était point applicable suivant le traité d'Amiens : Saint-Domingue prendra pour lui l'arrêt porté contre la Guadeloupe et la Martinique. Ses noirs, ne se trouvant pas d'une autre couleur que ceux de ces deux colonies, ne pourront croire qu'ils auraient une condition différente.

Enfin une question est tout à coup soumise au peuple : *Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie?* Et le 2 août le sénatus-consulte proclame le vœu du peuple. Le message du Sénat fut présenté au premier Consul par le comte Barthélemy, son président. Il y était établi que 3,557,885 citoyens avaient voté librement, dont 3,368,259 pour l'affirmative : c'est

sans contredit une des élections les plus remarquables de l'histoire. « La vie d'un citoyen est à la pa-
« trie, répondit le premier Consul au président du
« Sénat; le peuple français veut que la mienne tout
« entière lui soit consacrée, j'obéis à sa volonté. La
« liberté, l'égalité, la prospérité de la France seront
« assurées.... Le meilleur des peuples sera le plus
« heureux.... Content alors d'avoir été appelé, par
« l'ordre de celui de qui tout émane, à ramener sur
« la terre l'ordre et l'égalité, j'entendrai sonner la
« dernière heure sans regret... » La monarchie élective venait d'être proclamée.

Deux jours après, on publia le changement de la Constitution. Les trois consuls sont à vie; divers degrés d'élections sont institués. Le principe sacré, le principe annuel du droit électoral, se trouve détruit par la division du Corps-Législatif en cinq séries renouvelées successivement; les électeurs aussi ont des fonctions à vie. Avec des sénatus-consultes organiques, le Sénat a le droit de bouleverser les institutions et de dissoudre même le Corps-Législatif et le Tribunat. Le premier est réduit à deux cent cinquante-huit membres; le second, qui a déjà éprouvé l'ostracisme de l'élimination individuelle, ne comptera plus que cent membres. La monarchie élective devient déjà absolue.

CHAPITRE VII.

(1801-1804.)

EXPÉDITION DE SAINT-DOMINGUE.

Deux mois après la signature des préliminaires de la paix entre la France et l'Angleterre, le parlement apprit avec une sorte d'effroi qu'une flotte immense, française et espagnole, portant des troupes expéditionnaires et destinées pour les Indes occidentales, se préparait à appareiller du port de Brest. On sut également que sept escadres armées à Lorient, à Rochefort, à Cadix, à Toulon, à Brest, au Hâvre et à Flessingue, faisaient partie de ce formidable armement. Environ quatre-vingts bâtimens de guerre français, espagnols et bataves, dont trente-cinq vaisseaux et vingt-une frégates, ayant à bord une armée de vingt-un mille hommes, presque toute composée des vainqueurs de Hohenlinden, allaient mettre à la voile. Cette nouvelle si imprévue jeta une grande agitation dans le peuple anglais, et donna lieu à de vifs débats dans les deux chambres. On y soutint que le temps intermédiaire entre les préliminaires et la paix était généralement reconnu comme un intervalle de sécurité pendant lequel on devait réciproquement s'abstenir de toute démons-

tration extérieure ; et l'on assimilait à une espèce de sacrilége politique la mystérieuse entreprise qui lançait tout à coup hors des ports de la domination française des forces combinées aussi considérables. L'Angleterre demanda des explications au gouvernement consulaire, qui articula le véritable motif de ces préparatifs ; ils ne furent jugés contraires ni aux conditions des préliminaires, ni aux intérêts des possesseurs de la Jamaïque ; mais, tandis que l'expédition française voguait vers Saint-Domingue, la prudence britannique envoyait aussi une flotte d'observation vers les Antilles.

Le 24 décembre 1801, la flotte de Brest appareilla sous les ordres de Villaret-Joyeuse : l'amiral Gravina était à la tête de la division espagnole ; l'escadre de Lorient et celle de Rochefort, destinées à former l'avant-garde sous le commandement de l'amiral Latouche-Tréville, partirent le même jour. Cette première expédition, composée de vingt-un vaisseaux, dix-neuf frégates et corvettes, emmenait onze mille deux cents hommes de troupes. Les forces de terre obéissaient au beau-frère du premier Consul, le général Leclerc, nommé capitaine-général de Saint-Domingue ; il avait reçu l'ordre de quitter brusquement l'armée de la Gironde, qui depuis la paix de Madrid ne portait plus le nom d'armée de Portugal. Le total de l'armée expéditionnaire, avec les renforts qui allaient rejoindre successivement, montait à vingt-un mille deux cents hommes ; mais les onze mille qui s'embarquèrent d'abord sous la conduite du capitaine-général devaient à eux seuls achever l'entreprise de la première occupation. Cette armée

classes; la race blanche et la race noire respectaient également son influence suprême. Sa volonté, toujours inconnue, toujours inébranlable ou terrible, formait la loi unique devant laquelle se courbait sans effort toute la population; son hypocrisie pleine d'adresse couvrait habituellement les rigueurs de son gouvernement en rejetant sur ses lieutenans, surtout sur le féroce Dessalines, les meurtres prescrits, commandés par lui-même. Le même voile couvrait ses opérations politiques ou administratives. Toussaint avait plusieurs secrétaires qui écrivaient en français ce qu'il leur dictait en langue créole. Ils avaient défense, sous peine de mort, de se communiquer la moindre notion des affaires qu'il confiait à leur plume; et de plus, jamais un secrétaire ne terminait celle qu'il avait commencée. Après sa première dictée, Toussaint l'envoyait attendre ses ordres à soixante ou à cent lieues de sa résidence, laquelle n'était jamais déterminée pour un temps connu. Les espions qu'il entretenait partout étaient aussi les muets de ce despote ombrageux, et garantissaient le silence des instrumens dont il se servait. Il arrivait subitement au Cap quand on le croyait à Saint-Domingue. On n'avait jamais le temps de le tromper; on n'eut jamais la pensée de le trahir. Toussaint était un Mahomet à sa manière : il trouvait dans sa volonté le Koran invisible de sa mission; mais à la tête de la population brute des esclaves de Saint-Domingue, il eut le génie de ne pas faire descendre du ciel le pouvoir qu'il usurpa sur elle. La tyrannie du docteur Francia à la Conception donne l'idée du gouvernement de Toussaint-Louverture.

L'existence politique de Toussaint datait du 22 août 1791, jour où la révolte excitée par le nègre Jean François, dont il était le confident, dévoila la vaste conjuration ourdie contre la suprématie des blancs; l'incendie des propriétés avait servi de signal au massacre des hommes de cette couleur; et, chose extraordinaire, les assassins marchaient aux cris de *vive le roi!* et portaient la cocarde blanche, tandis que l'Assemblée coloniale portait celle de la révolution. Toussaint s'était bientôt fait remarquer dans cette guerre d'extermination, fruit de ses trames secrètes; aussi le général Lavaux, envoyé à Saint-Domingue par la Convention, ne s'adressa-t-il qu'à lui seul, et l'ambitieux esclave, abandonnant Jean François, entra comme colonel au service de la république. Dès ce moment on cessa d'attaquer les blancs. Plus tard les Anglais, qu'il avait chassés de toutes leurs positions, ne voulurent aussi remettre le fort Saint-Nicolas qu'à Toussaint, et non au général Hédouville, nouvel agent de la France. Non content d'avoir forcé les commissaires de la Convention à prononcer la liberté des noirs, Toussaint avait déjà résolu l'indépendance de sa patrie adoptive; et quand il refusait de se remettre à l'autorité des délégués de la métropole, c'était, disait-il, *pour ne partager avec personne la gloire d'avoir conservé Saint-Domingue à la France.* Débarrassé de la lutte étrangère et de la domination de la France, Toussaint ne comptait déjà plus pour rival que Rigaud, chef des mulâtres; il le poursuivit à toute outrance et le força de s'embarquer. Il régnait sur la colonie, lorsque la révolution du 18 brumaire appela au con-

sulat le général Bonaparte. Confirmé par le nouveau gouvernement dans les fonctions de général en chef, qu'il s'était attribuées malgré les commissaires français, Toussaint avait réclamé la remise de la partie espagnole cédée à la France par le traité de Bâle; bientôt, à la tête d'une nombreuse armée, il fit reconnaître sa puissance sur toute l'étendue de la terre de Saint-Domingue. Mais quand Toussaint put apprécier la hauteur du pouvoir auquel le premier Consul venait de s'élever, il commença à s'inquiéter de sa propre grandeur, et conçut, pour la conserver, l'idée de se rendre nécessaire à la mère-patrie et au premier Consul : dans cette vue, il voulut imiter Bonaparte. En conséquence on le vit donner à l'île une constitution qui le nommait gouverneur à vie, avec la faculté de choisir son successeur; il fit ensuite accepter par les habitans ce pacte social, et en prescrivit l'exécution, en attendant l'approbation du gouvernement français, approbation que devait solliciter le colonel Vincent, chargé de présenter la nouvelle constitution au premier Consul : dès lors la perte de Toussaint fut jurée. Cependant il avait créé aussi des biens nationaux provisoires en mettant en fermages à bail les domaines des colons absens, s'en réservant une grande partie, et distribuant le reste à ses généraux pour se les attacher. Cette conduite conciliait les intérêts de la culture et du commerce avec ceux de la politique de Toussaint : plusieurs colons, rappelés par les heureuses conséquences de son administration, étaient rentrés dans leurs propriétés. Sans doute il n'était pas d'une médiocre capacité celui qui, après s'être

tant de fois baigné dans le sang des blancs, leur inspirait une telle confiance. Un ascendant si singulier éveilla, bien plus encore que la constitution de Toussaint, les inquiétudes du premier Consul, qui jugea malheureusement ne devoir pas perdre de temps pour arracher la colonie à un chef aussi habile.

En effet, trente millions de produits coloniaux, soit emmagasinés à l'arrivée de l'expédition, soit en pleine récolte, attestaient l'excellente administration et la supériorité d'intelligence de Toussaint-Louverture. Il avait adopté pour système d'agir toujours au nom de la liberté des Africains et de l'affranchissement du pays; il affectait extérieurement le rôle de Washington, et veillait à ce qu'au-dessous de lui l'égalité ne pût recevoir la moindre atteinte. Aussi il n'était pas à lui seul toute la patrie; aussi, après son arrestation et sa déportation, les droits de la race africaine ne périrent pas avec lui.

Toussaint eut promptement avis de l'arrivée de l'amiral Latouche en vue de Samana. Il se transporta dans cette ville, où il resta jusqu'à la réunion de la flotte principale et des autres escadres. Jugeant que cet immense armement lui apportait les hostilités, et reprenant tout à coup les souvenirs de la première insurrection qu'il avait dirigée, il ordonna de défendre tous les lieux qui pouvaient être défendus, de brûler ce qui ne pouvait pas l'être, et se mit en route pour le Cap afin d'y proclamer la guerre à outrance. Cependant la colonie, qui eût été facilement surprise, ainsi que la fidélité de Toussaint, si l'amiral Villaret n'avait pas passé quinze jours dans le golfe

de Gascogne, se voyait menacée sur plusieurs points : le général Kerverseau eut mission de s'emparer de Santo-Domingo, le général Rochambeau du fort Dauphin, et le général Boudet du Port-au-Prince. Ces expéditions partirent pour leur destination du rendez-vous de Samana. Le général Leclerc se chargeait de l'attaque du Cap, dont la passe devait être forcée si Toussaint s'opposait à la descente. Le 3 février, un capitaine de frégate, porteur d'une lettre du premier Consul pour Toussaint, et d'une proclamation du gouvernement, se présente à la passe avec trois bâtimens; mais les balises avaient été enlevées, les signaux de reconnaissance restèrent sans réponse, et le fort Picolet envoya des boulets rouges au *cutter* qui pénétrait dans la passe. Ainsi donc plus d'incertitude sur les résolutions de Toussaint; cependant la flotte ayant dérivé, l'on ne pouvait songer pour ce jour à assaillir les forts. Par une imprévoyance que rien ne justifie, Villaret avait négligé d'emmener avec lui des pilotes pratiques de la baie du Cap; cependant le capitaine du port vint à bord de l'amiral lui déclarer qu'il attendait les ordres du général Toussaint pour laisser entrer la flotte. Alors le général Leclerc écrivit à Christophe, qui commandait au Cap : l'officier chargé de cette lettre revint avec un refus positif. A défaut de pilotes pour nous guider, l'amiral résolut de se servir du capitaine du port du Cap, qu'il avait retenu; mais ni prières, ni argent, ni menaces, ne purent l'y décider. C'était un mulâtre nommé Sangos. On lui offrit 50,000 fr.; on lui mit la corde au cou : il resta inébranlable. Une telle résistance prouva l'empire de

Toussaint sur son armée. Bientôt après, une députation accourut supplier le général Leclerc de ne point tenter le débarquement au Cap, si l'on désirait de ne pas donner le signal du massacre des blancs et de l'incendie de la ville. Le projet de Christophe à cet égard était connu. Un temps précieux s'écoula en vue du Cap, où nous avions précédé de quarante-huit heures l'arrivée de Toussaint. Le *cutter* ayant passé, les deux frégates auraient pu le suivre et la flotte suivre les deux frégates : le général Leclerc et l'amiral Gravina le voulaient. Une mésintellence éclata entre l'amiral Villaret et le général en chef, qui tous deux se prétendaient maîtres d'ordonner le débarquement.

Enfin, ce moment étant manqué, le général Leclerc se décida à opérer sa descente plus à l'ouest; il commanda d'embarquer six mille hommes, malgré la violence de la mer. La tempête fut si forte, que le vaisseau *le Patriote* perdit une partie de sa mâture. A l'entrée de la nuit, les troupes montèrent les canots, et le lendemain matin, au jour, le général en chef prit terre à leur tête auprès de Limbé; il força tous les postes et arriva le soir au bourg du Haut-du-Cap, qu'il trouva incendié et d'où il chassa Christophe. Peu d'instans après le départ du général Leclerc, la flotte avait vu une épaisse fumée sillonnée d'étincelles s'élever au-dessus des rochers qui couvrent les rivages de l'ouest. Elle entendit d'affreuses détonations; et le ciel enfin chargé de flammes ne laissa plus douter que Christophe n'eût exécuté son fatal arrêt contre la malheureuse ville du Cap. La nouvelle de la prise du fort Dauphin par le général

Rochambeau, et sa marche sur le Cap, poussèrent Christophe à effectuer ses menaces; ou plutôt, pour donner un récit véritable, au troisième ordre de Toussaint, son lieutenant avait dû obéir sous peine de mort. Le lendemain matin, le vent étant devenu favorable, la flotte avait suivi les vaisseaux *le Scipion* et *le Patriote*, de 74, qui se présentèrent à la passe et répondirent au feu des forts. On franchit la passe, et le débarquement des équipages de la marine eut lieu, sous la conduite du général Humbert, sur le sol embrasé du Cap. La jonction se fit au Haut-du-Cap avec le général Leclerc. De huit cents maisons, à peine soixante échappèrent à l'incendie. Tous les magasins ayant été brûlés, on se vit obligé de tirer des vaisseaux les provisions de la marine pour nourrir l'armée. Ainsi fut inaugurée cette fatale expédition.

Le gouvernement français eut beau proclamer à Saint-Domingue le principe de la liberté, le formidable armement de l'expédition annonçait par lui-même plutôt une conquête qu'une simple occupation nationale. Il semblait que les noirs eussent découvert les instructions données au capitaine-général. Leurs dernières dispositions prescrivaient au général Leclerc le rétablissement de l'esclavage à Saint-Domingue; mais cette opération devenait difficile à exécuter, non-seulement en raison de la résistance qu'elle produirait nécessairement parmi les noirs, mais aussi en raison des opinions de l'armée expéditionnaire elle-même. En effet, jamais armée plus républicaine ne mourut pour une cause plus antipathique à ses idées.

Cependant le général Kerverseau prit sans peine possession de la partie espagnole et de la ville de Santo-Domingo; Paul Louverture, frère de Toussaint, qui y commandait, offrit sa soumission après un simulacre de défense. Le général Claparède occupa aussi Sant-Yago, évacué par le mulâtre Clervaux. Le fort Dauphin opposa une vigoureuse résistance : il fallut un assaut pour que la forteresse se rendît au général Rochambeau. On y trouva cent cinquante pièces de canon. Le général Brunet commandant l'avant-garde, dut aussi enlever de vive force les forts de l'Anse et de la Bouque. Le général Humbert attaqua le Port-de-Paix; le général noir Maurepas, ne pouvant s'y maintenir, y mit le feu; retranché dans une position très forte, ce chef repoussa Humbert, qui ne put opérer sa jonction aux Gonaïves avec la division Boudet; c'était un véritable échec. Le môle Saint-Nicolas céda à l'apparition d'une frégate. Le 4 février, l'amiral Latouche, dont l'escadre portait la division Boudet, parut en vue du Port-au-Prince. Le commandant était un blanc nommé le général Agé. Il reçut bien l'officier qui lui apportait une lettre du général Boudet et la proclamation du gouvernement consulaire, mais sa garnison se révolta. Elle retint l'aide-de-camp de Boudet, destitua tous les fonctionnaires français, fit arrêter tous les blancs, et expédia, pour le consulter, un officier au noir Dessalines, chef militaire de la partie de l'Ouest, à Saint-Marc. Celui-ci se hâta de déclarer que, si l'escadre française entrait dans le port, la ville du Port-au-Prince serait brûlée et les blancs

massacrés. En conséquence, le 6, le général Boudet débarqua, tandis que l'amiral Latouche menaçait avec ses vaisseaux la plage et le fort Bizoton, qui couvrait la ville. Mais, par une faveur de la fortune bien inattendue, ce fort important, qui obéissait au mulâtre Bardet, se soumit sans résistance avec sa garnison. Alors le général Boudet s'était rapidement porté sur la ville, afin d'en prévenir l'embrasement. L'escadre aussi pénétra brusquement dans le port. Sommée de se rendre, la garnison répondit par un feu très vif, et l'escadre foudroya la ville, où se précipitèrent les grenadiers français. On se battit avec acharnement dans les rues. Enfin la valeur de nos soldats enleva le fort Saint-Joseph, et à sept heures du soir nous étions maîtres du Port-au-Prince. Dessalines se disposait à marcher de Saint-Marc avec tous les blancs pour défendre le Port-au-Prince; quand il apprit la victoire de Boudet, il fit livrer Saint-Marc aux flammes, égorger les blancs, et se retira sur le bourg de La-Petite-Rivière, par les Verrettes et l'Artibonite, semant partout le massacre et l'incendie.

La soumission du Sud suivit la conquête de l'Ouest. Le noir Laplume, qui commandait aux Cayes, se mit avec ses troupes sous les ordres du général Boudet. Sa conduite fut imitée à Jérémie par le noir Domage. En dix jours, l'armée expéditionnaire, qui occupait dans le Nord la ville du Cap, le fort Dauphin, le môle Saint-Nicolas, occupa aussi la partie espagnole, le sud et l'ouest de Saint-Domingue. Il ne resta plus à atteindre que Toussaint Louverture,

Dessalines, Christophe et Maurepas, qui tenaient les positions de l'intérieur et empêchaient les communications du Nord avec l'Ouest.

Le général Leclerc, avant de marcher contre Toussaint, lui envoya ses deux fils avec une lettre du premier Consul, qui le nommait lieutenant du capitaine-général, et accompagnés de M. Couanon, principal du collége où le gouvernement les avait fait élever à Paris. Toussaint vit ses enfans, les embrassa, et les chargea de dire au général en chef qu'il lui demandait un délai pour se déterminer. Les enfans revinrent porter à leur père la réponse du général Leclerc, qui accordait quatre jours : ce terme s'étant écoulé sans explication nouvelle, et les fils de Toussaint n'étant pas revenus, le général Leclerc proclama la rébellion de cet ennemi caché, qui n'attendait que le moment d'éclater. Peu de jours après, du 12 au 15 février, les escadres de Toulon et de Cadix débarquèrent au Cap trois mille huits cents hommes, et le 27, à la tête de treize mille hommes, le général Leclerc ouvrit les hostilités. Toutes les divisions se mirent en mouvement. Le général en chef partit du Cap avec la division Hardy; le général Rochambeau, du fort Dauphin; le général Desfourneaux, du Limbé; le général Debelle, du Port-de-Paix. Les positions réputées inexpugnables du Dondon et de la Marmelade, de la Ravine-à-Couleuvres et du canton d'Ennery, résidence habituelle de Toussaint, furent emportées pour ainsi dire à la course par les troupes françaises, et la guerre se transporta dans l'Ouest. Pressé de toutes parts, Maurepas, après avoir réclamé et obtenu le

bénéfice de la proclamation, avait réuni ses forces à la division Debelle. Le 24, le quartier-général était aux Gonaïves, d'où le général en chef s'embarqua pour le Port-au-Prince, dans l'intention d'y régler avec Boudet des affaires d'ordre public restées en suspens depuis la prise de cette ville par ce général.

Dans les premiers jours de mars, comme dans toute cette terrible campagne, l'armée fut éclairée pendant sa marche par des incendies, et arrêtée par les massacres dont la férocité de Dessalines surtout avait marqué sa fuite. Sur le théâtre même de ses barbaries, ce monstre se vit poursuivre par le général Debelle, qui le poussa jusque dans le fort et dans les bois de la Crête-à-Pierrot. D'après cette nouvelle, le général en chef, quittant le Port-au-Prince avec la faible escorte qui l'avait suivi des Gonaïves, alla rejoindre la division Boudet, qu'il avait dirigée du Port-au-Prince sur le Mirebalais. Le 3 mars, cette division enleva avec une rare valeur le poste retranché de Trianon, et arriva aux bourgs du Mirebalais et des Verrettes, incendiés par Dessalines, qui venait de faire égorger la population blanche, au nombre de douze cents individus. Aux Verrettes, le général en chef ordonna une seconde attaque sur la Crête-à-Pierrot. Dessalines y avait rallié les débris et les réserves de l'armée noire. Le mulâtre Lamartinière y commandait. L'assaut eut lieu, malgré le feu terrible de la place, et sans artillerie, par les divisions Boudet et Dugua, sous les ordres du général en chef. Les deux généraux y furent blessés, l'armée perdit six cents hommes, et l'on parvint encore à

rejeter les noirs dans leurs retranchemens; mais on reconnut que ce fort ne pourrait être emporté qu'avec le secours de l'artillerie. La prise de la Crête-à-Pierrot, véritable palladium de cette guerre, était de la plus haute importance.

Le général en chef transféra son quartier-général à Saint-Marc, en attendant l'arrivée de l'artillerie et les divisions Hardy et Rochambeau. Le 21 mars, ces généraux étaient sur l'Artibonite, devant la Crête-à-Pierrot. Dessalines l'avait quittée la nuit même et se voyait coupé du fort par le général Hardy; il se retira sur les Hauts-Mornes. Quant à Rochambeau, après avoir battu Toussaint à la Ravine-à-Couleuvres, il venait de le mettre encore dans une déroute complète sur la chaîne des Cahos, qu'il avait franchie pour déboucher aussi sur le Mirebalais. Le même jour, 21 mars, l'artillerie se trouva réunie. Le 23, l'attaque fut opérée par les divisions Rochambeau, Boudet et Hardy. Le chef de bataillon Bourke, aide-de-camp du général en chef, commandait la réserve; cet officier avait sous ses ordres le chef de brigade Pétion, mis à la tête de la 13e demi-brigade coloniale : ce même Pétion, porté depuis par ses services et ses talens à la présidence de Saint-Domingue, eut l'honneur de fonder la république d'Haïti. Mais les noirs, assiégés de toutes parts, évacuèrent silencieusement le fort dans la nuit du 24 au 25. On y trouva quinze pièces de canon, deux mille fusils et une foule de cadavres. Le jour même, ce fort fut rasé et désarmé.

Il ne restait plus aux noirs aucune position pour continuer la guerre dans la partie de l'Ouest. Le gé-

néral en chef retourna, pour organiser l'administration, au Port-au-Prince, où il se fit précéder par la division Boudet, qui battit, chemin faisant, le noir Belair. Rochambeau marcha sur les Gonaïves pour établir les communications avec Plaisance, et Hardy se porta sur le Cap, dont la faible garnison pouvait à peine résister aux attaques continuelles de Christophe. Hardy dut forcer encore les positions formidables du Dondon et de la Marmelade, et n'arriva qu'en combattant sans cesse jusqu'au Cap, où la division batave de notre flotte débarqua, le 5 avril, deux mille cinq cents hommes. Hardy voulut avec ce renfort reprendre le Dondon sur Christophe, qui y avait concentré ses forces; mais il dut renoncer à son entreprise, afin de ne pas répandre inutilement le sang européen, qui devenait de jour en jour plus précieux. Vers le milieu d'avril, le général Leclerc revint au Cap. Le général Rochambeau remplaçait dans l'Ouest le général Boudet, parti pour les Iles-du-Vent. Enfin décidés, soit par l'exemple des généraux Paul Louverture, Clervaux, Maurepas, Laplume, qui jouissaient de leur grade et de leur traitement, soit par la terreur des armes françaises, soit aussi peut-être par les instructions cachées de Toussaint, Christophe et Dessalines présentèrent également leur soumission. Elle devança, comme une sorte de manœuvre politique, la soumission de leur chef, qui, conformément à la volonté du général Leclerc, vint se rendre au Cap avec son état-major et sa compagnie des Guides, hommes choisis et éprouvés, dont le dévouement lui resta fidèle jusqu'au dernier moment

Après une longue conversation secrète, où Toussaint n'opposa aux reproches du général Leclerc, sur sa rébellion, que le silence ou la dénégation, ce dernier lui offrit de servir dans nos rangs comme un de ses lieutenans, avec le grade de général de division. Mais Toussaint refusa, plutôt par calcul que par fierté; il demanda à se retirer dans le domaine d'Ennery, dont il avait fait son apanage. Sa demande lui fut accordée. Toutefois, les généraux Brunet et Thouvenot eurent ordre de surveiller le repos de Toussaint-Louverture.

Ainsi, en cinquante jours, Leclerc avait terminé par une campagne générale une guerre d'extermination dont il sut borner la durée; il avait triomphé de la force et de la ruse de ses ennemis, ainsi que des obstacles de la nature : mais il allait avoir à combattre d'autres fléaux plus redoutables, et les trahisons qui marchèrent à leur suite. Un des grands désastres de l'histoire moderne, aussi meurtrier dans ses proportions que la retraite de Moskou, est réservé à cette glorieuse armée, l'une des plus braves qui aient jamais illustré le nom français.

Après la pacification, le général Leclerc s'étudia et parvint à en assurer les résultats, en inspirant de la confiance aux généraux noirs; il sentait bien qu'il ne pouvait réussir sans eux, et que sa position le contraignait à se servir de leur entremise pour rappeler les noirs à la culture et les désarmer. En adoptant ce parti indispensable, le général devait mettre de l'abandon dans ses relations avec ces hommes dangereux, de peur de réveiller cette méfiance inhérente à leur race. Cependant le succès passa ses es-

pérances. Christophe, Clervaux, Dessalines, Maurepas, rivalisèrent de zèle pour remplir les intentions du général en chef; par leurs soins une armée noire se rassembla; trente mille fusils furent recueillis dans le département du Nord et emmagasinés au Cap. Le général en chef se vit même obligé de réprimer l'ardeur de ces généraux, qui, fidèles aux habitudes d'une ancienne férocité, tuaient ou faisaient tuer les noirs encore munis de leurs armes. Si cette cruauté envers leur espèce provint d'un calcul de leur dissimulation, comme il y eut bien lieu de le croire, on peut se faire l'idée de la déplorable position où se trouvait le capitaine-général Leclerc.

Mais la sagesse même des mesures qui venaient de faire succéder tout à coup les bienfaits de la concorde à la guerre et à la destruction, devait creuser un abîme plus profond sous les pas de l'armée expéditionnaire; déjà affaiblie de moitié, il lui fallut recevoir dans ses cadres des noirs portés au désordre et à l'indiscipline : ce recrutement offrait un péril auquel l'existence de l'armée ne pouvait se soustraire. Cependant l'organisation coloniale marchait du même pas avec l'organisation militaire. Par la plus heureuse inspiration, le général en chef, parti de France avec trois cent mille francs seulement, dont une partie appartenait à la marine, reconnut les avantages des réglemens que Toussaint avait établis; il confirma les baux à ferme de toutes les propriétés vacantes, qui jamais ne furent aliénées; il consacra le servage de la glèbe pour les cultivateurs, à qui on allouait le quart des produits; il ouvrit les ports de la colonie à tous les pavillons sans préférence : aussi,

en peu de temps, le Cap se releva de ses cendres, ainsi que la plupart des villes incendiées; beaucoup de colons revinrent; les ports se remplirent de bâtimens de commerce français et étrangers; la perception des fermages et des droits à l'importation et à l'exportation assura le service de l'administration et de l'armée; des traites, dont avant le départ de l'expédition le gouvernement français avait prescrit et garanti l'émission, passèrent en paiement au commerce, pour les subsistances, pour l'entretien des hôpitaux, pour tous les besoins de la colonie. Les Américains se distinguèrent par l'activité de leurs transports en tout genre et par le plus honorable désintéressement. Aucun d'entre eux, ni le gouvernement colonial lui-même, ne soupçonnaient que les traites données et reçues pour le salut de Saint-Domingue et du soldat seraient rejetées par le gouvernement français, et qu'une odieuse banqueroute deviendrait le prix d'une confiance aussi généreuse. Le général Leclerc, qui ne pouvait prévoir un tel manque de foi, obtint par tous ces moyens, après la plus brillante campagne, les plus beaux résultats d'une grande pacification civile : l'abondance et la sécurité. Dans la vue d'assurer de tels bienfaits, il forma un conseil de notables pris dans les trois races d'habitans; attentif à intéresser ainsi les trois couleurs au maintien de l'ordre établi, il consacra, par de nouvelles nominations aux fonctions judiciaires et municipales, et à celles d'inspecteurs des cultures, les choix faits par Toussaint, avec une merveilleuse sagacité, parmi les hommes les plus recommandables de la colonie.

comme il l'a fait. Du moment où Toussaint refusait sa coopération à nos troupes, il devenait redoutable; et nul doute que si on lui donnait le temps de sortir du rôle d'inertie qu'il avait adopté, c'en était fait de la race blanche et de l'autorité de la France à Saint-Domingue. Jamais plus terrible fatalité ne pesa sur un homme investi du pouvoir militaire et civil. D'ailleurs le général en chef se conformait à ses instructions. Au reste, l'effet que la détermination de Leclerc produisit sur les noirs, à qui Toussaint, comme un maître invisible, commandait ou de se révolter ou de fléchir, justifia bientôt le moyen de salut imposé par la politique et la nécessité.

Charles Delair, neveu de Toussaint, avait relevé l'étendard de l'insurrection; elle prit bientôt un caractère plus grave, quoique revêtue encore de cette prudence impénétrable qui voile les complots des nègres. Les généraux noirs, qui marchaient avec les généraux français contre les insurgés dont ils fomentaient la rébellion, poussèrent la perfidie au point de tuer ces malheureux de leurs propres mains. Par une atroce application de cet infernal système, Dessalines ayant arrêté Belair, le fit juger et condamner à mort par une commission militaire que présidait le mulâtre Clervaux, qui peu de jours après s'insurgea lui-même. Ainsi, non-seulement la soumission des noirs, mais leur obéissance et jusqu'à leur fidélité, offraient quelque chose d'autant plus effrayant que la durée n'en pouvait pas être calculée. Cette extraordinaire inquiétude assiégeait toujours la pensée du général en chef. Il s'en vit bientôt délivré par une circonstance qu'il avait prévue, mais

contre laquelle toute préparation était inutile,

A la fin de juin, les lettres de la Guadeloupe arrivèrent. On apprit le débarquement du général Richepanse, la défaite des noirs, l'expulsion des nègres et des mulâtres des rangs de l'armée française, le retour du capitaine-général Lacrosse, et le rétablissement de l'esclavage : cette nouvelle, subitement répandue parmi les noirs du Cap, les frappa d'une convulsion électrique. La race noire et la race mêlée de Saint-Domingue eurent le droit de manifester une méfiance publique ; ce qui venait d'avoir lieu à la Guadeloupe légitimait l'insurrection des Mornes. Le gouvernement avait, au mois de novembre 1801, publié cette déclaration : « *A Saint-Domingue et à la Guadeloupe il n'est plus d'esclaves. Tout y est libre, tout y restera libre.* » A peine on connut le cruel démenti donné par la contre-révolution de la Guadeloupe à un engagement si solennel, qu'une conspiration s'étendit sur toute la colonie. C'était bien assez sans doute pour le gouvernement colonial de voir chaque jour décimer, depuis trois mois, par la maladie, ce qui restait de l'armée blanche ; la révolte des Mornes et la trahison prochaine des troupes noires présentaient au capitaine-général une combinaison de périls contre lesquels le courage français ne pouvait lutter long-temps. L'invasion de tant de fléaux et leur profonde impression sur l'armée formaient un terrible contraste avec le bonheur dont la signature de la paix d'Amiens, si tristement accueillie par les mourans de Saint-Domingue, comblait Paris et la France. Enfin, le capitaine-général, pressé par tant d'adversités, devait à son honneur et à l'espoir de conserver

un peu de sécurité, de déchirer le premier pacte de confiance qu'il avait fait avec les noirs.

Comment supporter davantage l'anxiété de voir au milieu de ses bataillons, éclaircis par la fièvre jaune, les bataillons intacts des ennemis qu'il fallait craindre encore une fois? Leclerc hâta le désarmement de tous les noirs casernés au Cap, et prévint ainsi un des dangers qui le menaçaient; car, le 12 septembre, Clervaux et Pétion, qui commandaient au Haut-du-Cap, passèrent aux rebelles avec trois régimens; le 16, ils attaquèrent le Cap-Français. Un avant-paste fut forcé par cet assaut imprévu autant qu'impétueux; mais le général en chef, accouru avec cinq cents soldats et mille hommes de couleur, repoussa les révoltés, auxquels Christophe et Paul Louverture se réunirent le lendemain. Ainsi reparut la guerre à mort entre les deux races; mais quelle disproportion effrayante offraient les forces opposées! La population noire était de quatre à cinq cent mille individus, et l'armée ne comptait pas dans toutes les places de la colonie plus de huit mille hommes au drapeau. La garde nationale du Cap servit et se battit comme la troupe de ligne: elle mérita des armes d'honneur que lui donna le général en chef. La concentration des troupes qui survivaient à la fièvre jaune devint indispensable. Le capitaine-général fit évacuer sur le Cap la garnison du fort Dauphin et du Port-de-Paix; celle des Gonaïves se retira sur le Port-au-Prince, après s'être défendue contre Dessalines qui dirigeait l'insurrection dans l'Ouest.

Un autre malheur attendait l'armée expéditionnaire et les habitans de Saint-Domingue: dans la

nuit du 1er au 2 novembre, le général Leclerc mourut de la fièvre jaune; nouveau sujet de deuil ajouté à toutes les douleurs. La perte du général Leclerc fut même, dans la situation désespérée de la colonie, un désastre politique. Aucun souvenir, aucun engagement ne liait plus à la cause de la métropole un seul des individus de la race africaine : que ne devait-on pas craindre d'une telle désunion, qui nous mettait à la merci de la puissance du nombre, et des passions les plus exaltées?

M. Daure, ordonnateur en chef de la colonie, qui, depuis la mort de M. Benezech, remplissait aussi les fonctions de préfet colonial, exerça alors l'intérim du capitaine-général jusqu'à l'arrivée de Rochambeau, alors au Port-au-Prince. Le seul noir Laplume, commandant de la partie du Sud, ne trahit pas son serment; ce périlleux dévouement doit honorer à jamais la mémoire de ce général. Le mulâtre Lamartinière, qui avait si vaillamment défendu la Crête-à-Pierrot, demeura également fidèle au drapeau français, et périt par les mains de ses soldats, qu'il voulut empêcher de se joindre aux révoltés.

L'armée avait perdu en neuf mois, c'est-à-dire de février à novembre, le général en chef et douze officiers supérieurs, parmi lesquels les généraux de division Dugua, Hardy, Debelle; les généraux de brigade Pambour, Tholozé, Saint-Martin, Ledoyen, Dampierre, Desplanques, Meyer, Wonderweit, Jablonowski; mille cinq cents officiers, sept cent cinquante officiers de santé, vingt-cinq mille soldats; huit mille de la marine du commerce; deux mille employés civils; trois mille blancs venus de France.

Sur cette masse effrayante, cinq mille hommes environ succombèrent dans la guerre; la fièvre jaune dévora tous les autres. A la mort du général Leclerc, il restait neuf mille cinq cents hommes, dont sept mille aux hôpitaux. Le total des forces débarquées à Saint-Domingue, jusqu'à cette époque, montait à trente-quatre mille hommes. Les états de l'armée rapportés en France furent des registres mortuaires. Ainsi, sur cinquante mille individus de la race blanche importée, il survivait deux mille cinq cents valides et sept mille malades, dont les deux tiers moururent. Les neuf dixièmes de la population française périrent à Saint-Domingue. Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire moderne d'une destruction aussi grande en raison du temps et du nombre. Quant au massacre des colons par les noirs, il ne peut-être calculé!

Aussitôt que Rochambeau eut pris le commandement général, il lui fallut soutenir la vive attaque des insurgés, qui s'emparèrent des montagnes autour du Cap; mais une batterie qu'il fit placer sur une habitation plus élevée les força à la retraite. Ce succès lui inspira la mauvaise pensée de suivre une marche différente de celle de son prédécesseur; au lieu de continuer à se concentrer dans l'enceinte du Cap, la ville la plus au vent de la France, et la véritable position militaire de la colonie révoltée, le capitaine-général voulut reprendre le fort Dauphin et le Port-de-Paix; le général Clauzel se chargea de cette entreprise, qui réussit. Leclerc avait, par une raison éclairée, traité constamment avec une distinction particulière la race mulâtre, dont la parenté

française, l'intelligence, la bravoure, et la haine pour la race noire, lui faisaient une alliée naturelle; Rochambeau la persécuta : plusieurs braves officiers de cette couleur, qui dominait dans la partie du Sud, et entre autres le commandant Bardet, qui, en remettant le fort Bizoton au général Boudet, avait sauvé le Port-au-Prince de l'incendie, et les blancs de l'assassinat, furent proscrits. Dès ce moment, la vengeance la plus acharnée réunit les noirs et les mulâtres; ces derniers exercèrent dans le Sud d'horribles représailles pour satisfaire aux mânes de leurs chefs si barbarement immolés.

Rochambeau ajouta une faute bien grave à ces cruautés : il transporta au Port-au-Prince le siége du gouvernement, et laissa le général Clauzel, avec une faible garnison, chargé de la défense du Cap. Bientôt un nouvel ennemi se joignit à ceux que le général en chef venait de susciter contre son armée; cet ennemi, le redoutable appui des noirs, était la Grande-Bretagne. Le traité d'Amiens allait être rompu. Alors l'insurrection générale, fortifiée par les secours qu'elle reçut des Anglais, en armes et en munitions, pressa plus vivement ses opérations offensives, de sorte qu'en peu de jours toutes les positions de l'Ouest et du Sud tombèrent au pouvoir des insurgés. Le général Laplume tint jusqu'au dernier moment; mais depuis la proscription des mulâtres, les hommes de cette couleur s'étaient rassemblés dans le Sud, sous les ordres d'un nouveau chef nommé Ferou, qui combina avec les généraux noirs l'expulsion des Français. Ne pouvant résister à tant de forces conjurées, le général Laplume dut se réfu-

gier au Port-au-Prince, et de là il s'embarqua pour l'Espagne, où il mourut. Le Sud une fois occupé par l'ennemi, les subsistances manquèrent totalement au Port-au-Prince; la famine à son tour jeta le désespoir dans cette malheureuse ville de l'Ouest, la seule où les Français se maintinssent encore, à la veille d'être assiégés par les armées noire et mulâtre réunies, quand Rochambeau reçut l'ordre impératif de France de revenir au Cap, et d'y établir le siége du gouvernement. Il arriva le 24 juin 1803 dans cette place, où il se trouva bloqué par une croisière des Anglais qui cernèrent également les villes de Port-au-Prince et des Cayes. Les garnisons françaises, éparses sur le littoral du Sud et de l'Ouest, traitèrent ou avec les Anglais, ou avec les noirs, et de préférence avec ceux-ci, qui, à la honte de la politique britannique, imposaient toujours des conditions moins dures. Le général Lavalette, resté au Port-au-Prince pour l'évacuation, capitula avec Dessalines; mais tous les navires sur lesquels s'entassa la population blanche de cette ville, furent pillés en mer par les Anglais, qui violèrent ainsi la convention émanée de leurs nouveaux alliés. Le général Brunet remit les Cayes aux Anglais; Saint-Marc s'était rendu; Jérémie avait été abandonné par le général Fressinet. La métropole ne possédait plus que le Cap et le Môle, quand, le 18 septembre, une armée de quinze mille hommes, soutenue par le blocus d'une escadre anglaise, assiégea le Cap. Les notables engagèrent le général en chef à s'entendre avec l'escadre; mais les propositions du commodore furent si exagérées, que Rochambeau aima mieux

avoir affaire au barbare Dessalines. Celui-ci lui donna dix jours pour se retirer. Cependant l'espoir qu'avait Rochambeau de pouvoir tromper la poursuite des Anglais à la faveur du gros temps s'évanouit, et il se vit forcé, à l'expiration des dix jours, en raison de l'état de la mer, de se mettre à la discrétion de la flotte anglaise, ainsi que l'immense quantité de bâtimens qui portaient tout ce qui survivait de l'armée expéditionnaire et de la population blanche.

Toutefois une action brillante honora la retraite de la malheureuse armée française. Le général Noailles, ancien membre de l'Assemblée constituante, commandait le môle Saint-Nicolas; voulant partir sans capitulation et éviter de négocier avec les Anglais qu'il connaissait bien, il fit embarquer sa garnison, et au passage de l'immense convoi du Cap, il se mit à sa suite, sans être observé par la croisière ennemie : arrivé à une certaine distance, il quitta la flotte avec les sept voiles qui l'accompagnaient, et les conduisit dans un port de l'île de Cuba. De là il se rendait, sur une brick armé et monté par des troupes, à la Havane, où il espérait rejoindre le général Lavalette, qui venait de périr dans la traversée de la Havane à Saint-Domingue, lorsqu'il fut rencontré par une corvette anglaise qu'il prit à l'abordage avec ses grenadiers. Dans le combat terrible qui s'engagea, ce brave général reçut plusieurs blessures, dont il mourut à la Havane le 9 janvier 1804, après toutefois y avoir fait entrer le bâtiment anglais sur lequel flottait le pavillon de la France. La gloire nationale s'empressa de recueillir le dernier exploit

échappé à ce grand naufrage d'une des plus valeureuses armées que la république eût réunies sous ses drapeaux.

FIN DU LIVRE SIXIÈME.



LIVRE SEPTIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

(1803.)

TROISIÈME COALITION. — RUPTURE AVEC L'ANGLETERRE. — INVASION DU HANOVRE.

A l'ivresse des fêtes de la paix, à l'enthousiasme des espérances de bonheur, la France et l'Angleterre avaient fait succéder une attitude d'observation inquiète qui bientôt modifia la joie générale. Les accroissemens considérables de la France, provenant soit de l'incorporation du Piémont et de la réunion de la république italienne sous le même pouvoir, soit de la médiation helvétique et des changemens opérés dans la Hollande et dans les républiques d'Italie, soit aussi de ces immenses travaux qui ouvraient à nos armées les routes du Simplon, du mont Genèvre et du mont Cénis, soit enfin de ce Concordat qui consommait la dépendance de l'Italie, et donnait au premier Consul l'ascendant

d'une nouvelle puissance morale sur les États catholiques du continent: toutes ces prospérités inattendues, sorties du traité de Lunéville, devinrent, aux yeux du gouvernement anglais, de véritables usurpations sur le terrain où le traité d'Amiens venait d'être assis. Le cabinet de Londres, dont Pitt dirigeait toujours l'esprit sous le successeur qu'il s'était choisi, ne pouvait également ignorer que le premier Consul, empressé de satisfaire pour lui et ses alliés à toutes les clauses du traité, s'alarmait justement de la lenteur plus qu'équivoque que l'on mettait à remettre l'île de Gorée à la France, à la république batave le Cap de Bonne-Espérance, enfin l'île de Malte à l'Ordre de Saint-Jean. Si la république française avait recueilli, depuis la paix d'Amiens, des avantages dès long-temps en réserve et préparés par une politique dont le traité n'avait pu nullement établir la discussion, il n'en résultait pas pour l'Angleterre le droit de crier à la violation, encore moins celui d'arguer du traité de Lunéville, auquel elle avait obstinément refusé d'intervenir. Le point de départ, pour la Grande-Bretagne et pour la France, était la complète et fidèle exécution des stipulations convenues entre elles : or, l'objet le plus important, celui sans lequel jamais la France ne consentirait à poser les armes, la restitution du Cap et de l'île de Malte, paraissait plus qu'ajourné au premier Consul. Son intérêt et son droit lui prescrivaient donc de hâter de tout son pouvoir l'augmentation de sa prépondérance continentale, afin d'y trouver une sorte de balance avec la continuation d'occupation des deux possessions maritimes, que l'Angleterre retenait contre

la foi récemment jurée. Le champ de la difficulté offrait un cercle vicieux, qui ne pouvait long-temps contenir deux adversaires aussi forts sans se briser sous leurs discussions. L'Angleterre disait: « La France « s'est agrandie depuis notre traité; » la France disait: « L'Angleterre n'exécute pas notre traité. » Un tel procès, dont les parties étaient les seuls arbitres, ne devait se juger que par la guerre. Déjà, depuis les engagemens définitifs, M. Moore, l'un des secrétaires de la légation anglaise à Amiens, avait été envoyé en Suisse pour donner à la diète de Schwitz des assurances positives de la protection britannique contre la France; bien plus, lord Hawkesbury avait même remis à l'ambassadeur Otto, à Londres, une note par laquelle son gouvernement blâmait l'intervention française dans les affaires de l'Helvétie. Mais comme les autres puissances, près desquelles la diète de Schwitz avait également député, s'étaient renfermées dans un silence presque absolu sur ses réclamations, l'opposition de l'Angleterre ne put empêcher l'acte de médiation donné par le premier Consul à la Suisse, le 19 février 1803.

Cependant les cabinets de Paris et de Londres avaient recommencé leurs hostilités périodiques dans les journaux, et, malgré l'animosité de ces débats publics, ils reprirent aussi des négociations supplémentaires, en exécution de leur traité. On n'oublia pas non plus un autre moyen de s'entendre, celui d'armer à outrance; et les deux nations marchaient tellement d'intelligence avec leurs gouvernemens, que l'enthousiasme de la guerre avait, peu de mois après la signature du traité d'Amiens, rendu aux esprits la

même exaspération qu'avant la paix. L'arène des journaux, où malheureusement le premier Consul ne dédaignait pas de descendre lui-même, offrit un échange perpétuel d'offensantes personnalités, poussées à un tel point de violence de la part des écrivains anglais, que, le 16 août, l'ambassadeur Otto présenta une note officielle dans laquelle il était demandé *que l'Angleterre défendît tout ce qui serait défendu en France par rapport aux intérêts réciproques des deux nations*. Cette note réclamait aussi *l'éloignement des émigrés de l'île de Jersey; l'expulsion de l'Angleterre des évêques de Metz et de Saint-Pol, la déportation au Canada de Georges et de ses adhérens, et le renvoi de tous les Français qui porteraient en Angleterre les décorations de l'ancienne monarchie*. Enfin, par une autre prétention bien remarquable à une pareille époque, surtout en raison de la catastrophe qui frappa le duc d'Enghein l'année suivante, le premier Consul exigeait encore que *tous les princes de la maison de Bourbon fussent requis de se rendre à Varsovie près du chef de leur famille*. C'était à peu de chose près proposer à la Grande-Bratagne le sacrifice de sa constitution, que de lui demander la violation des deux garanties fondamentales les plus chères à toute nation libre, celle de la presse et celle de l'*habeas corpus*. Une telle exigence devenait souverainement impolitique de la part du premier Consul, en ce qu'elle devait le rendre odieux à tout le peuple anglais. Il pouvait parler ainsi aux républiques qu'il venait de reconstituer, mais avec l'Angleterre il fallait un tout autre langage; et, bien que ce langage ne fût que l'expression de la

désunion qui existait déjà entre les deux gouvernemens, la prudence défendait de la faire connaître à la France et au reste de l'Europe. Le cabinet de Londres annonça qu'il répondrait à cette note par son ambassadeur. Lord Withworth partit pour Paris, et le général Andréossy vint remplacer à Londres M. Otto, appelé à la mission des États-Unis.

Le traité d'Amiens portait: « Art. 6. Le port du Cap « de Bonne-Espérance reste à la république batave « en toute souveraineté. — Art. 8. Les territoires, « possessions et droits de la Sublime Porte sont « maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étaient « avant la guerre. — Art. 10. Les îles de Malte, de « Gozo et de Comino seront rendues à l'Ordre de « Saint-Jean-de-Jérusalem. Les forces de S. M. Bri- « tannique évacueront l'île et ses dépendances pen- « dant les trois mois qui suivront l'échange des rati- « fications.... S. M. sicilienne sera invitée à fournir « deux mille hommes natifs de ses États, pour servir « de garnison dans les différentes forteresses desdites « îles. — Art. 12. Les évacuations, cessions et resti- « tutions stipulées seront exécutées..., pour le conti- « nent et les mers d'Amérique et d'Afrique, dans les « trois mois..... »

Les ratifications avaient été échangées à Paris, le 18 avril, et six mois après, le 16 octobre, le général anglais Stuart, sommé, en Égypte, par le colonel Sébastiani, d'évacuer la ville d'Alexandrie, lui déclarait *qu'il n'avait aucun ordre de quitter cette place, et qu'il comptait même y passer l'hiver.* La même conduite eut lieu pour Malte, dont le gouverneur J. Ball répondit, le 2 mars 1803, au commandeur

de Bussy, chargé des pouvoirs du grand-maître, *que du moment où il se croirait autorisé à remettre le gouvernement, il lui en donnerait connaissance.* Quant à la remise du Cap de Bonne-Espérance aux troupes bataves, elle devait être effectuée le 1er janvier 1803; mais le 31 décembre, pendant que les Anglais s'embarquaient, l'arrivée d'une frégate anglaise changea tout à coup leurs dispositions; ils rentrèrent dans les forts, à la vue de la garnison et de la flotte hollandaise, dont les chefs furent obligés, pour constater ce manque de foi, de souscrire une capitulation. *Une capitulation en temps de paix!* s'écrièrent avec raison les journaux français; et cette étrange violation devint un nouveau sujet de plainte contre l'Angleterre. Il en avait été de même pour la restitution à la France de l'île de Gorée, sur la côte du Sénégal. Du 30 octobre au 30 janvier, le général Blanchet ne put parvenir à décider le colonel anglais Fraser à évacuer ce poste important.

Voilà comment l'Angleterre exécutait le traité d'Amiens. Il n'en fallait sans doute pas davantage pour déclarer des deux côtés ce traité rompu par le fait. Aussi les journaux des deux nations se livrèrent aux plus violentes hostilités. Dans ceux de la Grande-Bretagne, les passions ministérielles s'exprimèrent sans ménagement; un procès public y fut instruit contre l'ambition du premier Consul. On n'oublia aucune récrimination ancienne, aucun grief récent; on invoqua le traité de Lunéville en condamnation des envahissemens politiques et territoriaux de la France. Le *Moniteur* répondit que l'Angleterre, ayant refusé de reconnaître les républiques helvétique,

italienne, et ligurienne, et le roi d'Étrurie, n'avait pas le droit d'arguer de ce traité. *Les relations de la France et de l'Angleterre*, disait le Moniteur, *sont le traité d'Amiens, tout le traité d'Amiens, rien que le traité d'Amiens..... Au reste, le peuple français..... demeurera constamment dans cette attitude que les Athéniens ont donnée à Minerve, le casque en tête et la lance en arrêt.....* Les débats du parlement mirent bientôt à découvert cette grande question, que le journal officiel de France venait de simplifier par un défi.

La séance du 9 novembre 1803 présente un intérêt tout-à-fait nouveau dans les fastes de la législature britannique. Le célèbre Fox, qui arrivait de Paris, où il avait reçu le plus brillant accueil du premier Consul, des membres du gouvernement et de la société de la capitale, prit hautement dans la chambre la défense de la France. On ne pouvait rendre un plus bel hommage à cette liberté politique dont l'Angleterre s'enorgueillit à si juste titre. La franchise de Fox portait en outre un caractère de courage, par la fermeté qu'il osa opposer à l'irritation de la grande majorité de l'assemblée contre le premier Consul. Cette animosité y fut si peu déguisée, que cet illustre orateur subit ce jour-là une sorte d'enquête sur le motif de son voyage en France. Son discours ajouta un nouvel éclat à la tribune britannique; mais le parti Grenville dominait, et la guerre était presque proclamée par le Parlement.

D'un autre côté, *le Moniteur* accusait les ministres diplomatiques Drake et Wickam, agens du dernier ministère Pitt et Grenville, de semer *la dis-*

corde entre tous les membres de la famille occidentale. Cette expression toute paternelle annonçait assez que cette famille devait bientôt obéir à un chef. Alors avait eu lieu la mission patente du colonel Sébastiani en Égypte et en Syrie. Cet officier fut plus heureux auprès des pachas pour leur faire reconnaître la puissante bienveillance du premier Consul, qu'auprès du général Stuart pour obtenir l'exécution du traité d'Amiens; il trouva l'Orient encore tout rempli de la grandeur du conquérant de l'Égypte.

Bonaparte mettait en œuvre toutes les ressources de sa politique pour démasquer ou effrayer l'Angleterre. Il chercha à renouer cette ligue maritime du nord, rompue par la mort de Paul I[er]. Il envoya à Berlin le général Duroc, à Saint-Pétersbourg le colonel Auguste Colbert. Mais l'empereur Alexandre et le roi de Prusse s'étaient vus à Memel, l'année précédente, et avaient contracté ensemble des engagemens qui firent avorter cette démarche. Cependant cent vingt mille conscrits répondaient à l'appel du Sénat. Les troupes hâtèrent leur marche vers les rivages des deux mers : l'Italie, comme la Hollande, voyait arriver de nouveaux bataillons; les constructions se pressaient dans tous les ports; Flessingue s'élevait sur d'imposantes fortifications, comme le grand arsenal du plus formidable des armemens. En France et en Angleterre tout respirait la guerre : il n'y avait de paisible que la diplomatie des deux nations. Les conférences se succédaient à Paris entre le ministre Talleyrand et lord Withworth avec une extrême sérénité de part et d'autre, mais sans rien ré-

soudre. Malheureusement le premier Consul s'impatienta des délais britanniques, et crut pouvoir les terminer en appelant lui-même à une entrevue particulière l'ambassadeur anglais. Voici les principaux traits de cette audience diplomatique, qui dura deux heures..... « La paix, dit Bonaparte, n'a uniquement « produit qu'une jalousie et une méfiance conti« nuelle; cette méfiance est aujourd'hui si manifes« tée, qu'elle a amené les choses à un point où il « faut nécessairement en finir...... Aucune considéra« tion sur la terre ne pourrait me faire acquiescer à « ce que vous gardiez Alexandrie et Malte; et s'il fal« lait opter entre ces deux alternatives, *j'aimerais « mieux vous voir en possession du faubourg Saint« Antoine* que de Malte..... Chaque vent qui souffle « d'Angleterre n'apporte que haine et inimitié contre « moi... Une descente est le seul moyen offensif que « j'aie contre elle, et je suis déterminé à me mettre « moi-même à la tête de l'expédition. Mais comment « peut-on supposer qu'après m'être élevé à la hauteur « où je me trouve, je voulusse risquer ma vie et ma « réputation, à moins d'y être contraint par la né« cessité, lorsqu'il est probable que moi et la plus « grande partie de l'expédition nous irons nous per« dre au fond de la mer? Il y a mille à parier contre « un que je ne réussirai pas, mais je n'en suis pas « moins décidé à tenter cette descente, si la guerre « doit être la conséquence de la discussion actuelle. « Mes troupes y sont tellement disposées, qu'on n'au« rait pas de peine à trouver une armée pour en « remplacer une autre....... J'aurais pu m'emparer de « l'Égypte, depuis plus d'un mois, en envoyant

« vingt-cinq mille hommes à Aboukir...; mais je ne « le ferai point, parce que l'Égypte ne vaut pas la « peine d'une guerre qui m'exposerait à perdre plus « que je ne pourrais gagner, *puisque tôt ou tard* « *l'Égypte appartiendra à la France, soit par la* « *chute de l'empire turc, soit par quelque arrange-* « *ment avec la Porte*... Deux puissances telles que la « France et l'Angleterre, en s'entendant bien, pour- « raient gouverner le monde, *mais elles pourraient* « *aussi le bouleverser dans leur lutte*... On en est arrivé « aujourd'hui à décider la grande question de la « guerre ou de la paix. Pour conserver la paix, il « fallait remplir le traité d'Amiens... Voulait-on la « guerre, il ne fallait que le dire ou refuser de « remplir le traité.... Je n'ai pas châtié les Algériens, « pour ne pas exciter la jalousie; mais *j'espère que* « *l'Angleterre, la Russie et la France, sentiront un* « *jour qu'elles ont intérêt à détruire un pareil nid de* « *brigands*... Mais vouloir parler du Piémont et de « la Suisse, ce sont des bagatelles. D'ailleurs vous « auriez dû le prévoir lorsque la négociation était « encore pendante; vous n'avez pas le droit d'en parler « à cette heure... » Cette conférence, dont le premier Consul fit à peu près tous les frais, passa la mer, le 22 février 1803, dans la dépêche de lord Withworth.

A quelques jours de là, Bonaparte reçut une réponse à une démarche tentée auprès de Louis XVIII, à Varsovie. Il paraît qu'il avait offert à ce prince une indemnité considérable, soit en propriétés, soit en argent, s'il voulait renoncer à ses droits sur la couronne de France. Quoi qu'il en soit, on publia

cet extrait de la réponse de Louis XVIII: « Je ne « confonds point M. Bonaparte avec ceux qui l'ont « précédé: j'estime sa valeur, ses talens militaires, « je lui sais gré de quelques actes d'administration... « Mais il se trompe, s'il croit m'engager à renoncer « à mes droits; loin de là, il les établirait lui-même, « s'ils pouvaient être litigieux, par les démarches « qu'il fait en ce moment.... »

Cependant, le 8 mars, le roi d'Angleterre annonça, par un message à la chambre des Communes: « Qu'en « raison des préparatifs considérables qui se faisaient « dans les ports de France et de Hollande, il jugeait « convenable d'adopter de nouvelles mesures de « précaution pour la sûreté de l'État; et que, bien « que ces préparatifs eussent été présentés comme « ayant pour but des expéditions coloniales (*entre « autres celle de la Louisiane par le général Victor*), « comme il existait actuellement avec le gouverne- « ment français des discussions d'une grande impor- « tance *dont le résultat demeurait incertain*, S. M. « faisait cette communication à ses fidèles Commu- « nes..., et comptait qu'elles la mettraient en état « d'employer toutes les mesures que les circonstances « paraîtraient exiger pour l'honneur de sa couronne « et les intérêts essentiels de son peuple. »

Tel fut le résultat de la conférence du premier Consul avec lord Withworth. Les paroles royales eurent une influence magique sur l'Angleterre: le lendemain la *presse* commença à Londres; les amiraux partirent pour les ports militaires; Nelson prit le commandement général des forces de la Méditerranée; trois escadres mirent en mer sous les ordres

des amiraux Sidney Smith, Saumarez et Pellew. Un autre message succéda rapidement au premier, et ordonnait une augmentation dans les troupes de terre et de mer. Jamais l'axiome *si vis pacem, para bellum*, n'avait été suivi des deux côtés avec plus d'ardeur. Mais on jugeait facilement, par la fidélité à exécuter le traité, lequel des deux adversaires préparait réellement la guerre.

C'était l'argument de position du premier Consul, qui, ainsi que ses alliés, avait rempli toutes les obligations stipulées à Amiens. Le même fond d'idées composait une note très-péremptoire de l'ambassadeur Andréossy, en réponse à celle du 15 mars de lord Hawkesbury. Cette note, arrivée de Paris, ne laissait aucun doute sur son auteur... « Le « premier Consul sait, et par ses propres sentimens, « et en jugeant des autres peuples par le peuple « français, qu'une grande nation ne peut jamais être « effrayée... On peut tuer un grand peuple, mais non « l'intimider... Ici l'appel a éclaté avant qu'on pût « savoir qu'il y avait lieu à mésintelligenee; on a si- « gnalé la fin des discussions avant qu'elles fussent « commencées; on a déclaré l'issue d'une discussion « difficile avant qu'elle eût été élevée... Aussi le pre- « mier Consul, quels qu'aient été l'éclat, l'activité, « les provocations de guerre qui ont eu lieu depuis « ce message en Angleterre, n'a donné aucun ordre, « n'a fait aucune disposition, aucun préparatif. Il « met toute sa gloire, dans une affaire de cette na- « ture, à être pris au dépourvu... Quant aux plaintes « portées relativement aux publications qui peuvent « avoir eu lieu en France, elles sont d'un ordre trop

« secondaire pour pouvoir influer sur une telle décision. Serions-nous donc revenus au siècle des tournois? Des motifs de cette nature pouvaient autoriser, « il y a quatre cents ans, le combat des trente; mais « ils ne sauraient être aujourd'hui une raison de « guerre entre les deux pays... Peu de jours après la « ratification de la paix, un des ministres de S. M. B. « déclara que l'état de paix *devait être considérable.* » La note dénonce ensuite les outrages commis par les journalistes, « et la tolérance, plus inexcusable, « éprouvée par des brigands couverts de crimes, et « méditant sans cesse des assassinats, tels que « Georges, qui continue encore de demeurer à Londres, protégé et jouissant d'un état considérable. » La note demandait aussi réciprocité pour la répression de la presse; ce qui était inadmissible, parce qu'en Angleterre, la liberté de la presse est un droit national et tout-à-fait indépendant, tandis qu'alors, en France, cette liberté captive était entièrement entre les mains du gouvernement. « En résumé, le « soussigné est chargé de déclarer que le premier « Consul ne veut point relever le défi de la guerre « que l'Angleterre a jeté à la France; que quant à « Malte, il ne voit aucune matière de discussion, le « traité ayant tout prévu. »

Peu de temps après, le premier Consul interpella vivement l'ambassadeur d'Angleterre à une audience diplomatique : « Vous êtes décidés à la guerre...., « vous voulez la guerre. Nous l'avons faite pendant « quinze ans; vous voulez la faire encore quinze « années et vous m'y forcez. » Puis se tournant vers le comte de Markoff, ambassadeur de Russie : « Les

« Anglais veulent la guerre, dit-il; mais s'ils sont les « premiers à tirer l'épée, *je serai le dernier à la re-« mettre dans le fourreau;* ils ne respectent pas les « traités, il faut dorénavant les couvrir d'un crêpe « noir... Si vous voulez armer, j'armerai aussi; si vous « voulez vous battre, je me battrai aussi. *Vous pour-« rez peut-être tuer la France*, mais jamais l'intimi-« der. Malheur à ceux qui ne respectent pas les « traités! ils en seront responsables devant toute « l'Europe. » Cette allocution motiva, le 14 mars, une dépêche de lord Withworth à son gouvernement.

Bientôt une conférence eut lieu entre M. de Talleyrand et lord Withworth, qui reçut de sa cour l'ordre de demander : 1° Que S. M. B. conservât ses troupes à Malte pendant dix ans; 2° que l'île de Lampedouze (qui appartenait au roi de Naples) lui fût cédée en toute propriété; 3° que les troupes françaises évacuassent la Hollande..... En d'autres termes, la Grande-Bretagne nous déclarait la guerre. On donnait sept jours pour admettre cet *ultimatum;* faute de quoi l'ambassadeur était rappelé. En réponse à ces propositions inexécutables, M. de Talleyrand déclara que le premier Consul consentait que Malte fût remise aux mains d'une des trois puissantes garantes, la Russie, l'Autriche ou la Prusse; que si l'on rejetait cette modification, il ferait un manifeste qui prouverait que l'Angleterre n'avait jamais voulu exécuter le traité. La réponse du cabinet de Londres : fut 1° que le gouvernement français ne s'opposerait point à la cession de l'île de Lampedouze par le roi de Naples; 2° que S. M. B.

resterait en possession de Malte, jusqu'à ce que l'île de Lampedouze pût être établie comme port militaire; 3° que la Hollande serait, ainsi que la Suisse, évacuée par les Français; que l'Angleterre reconnaîtrait le roi d'Étrurie, et les républiques italienne et ligurienne. Un article secret portait que S. M. B. ne serait requise par le gouvernement français d'évacuer Malte qu'au bout de dix ans. Dans cette circonstance, ce n'était plus sept jours que l'on accordait pour accepter ces violentes conditions, c'étaient TRENTE-SIX HEURES! Jamais il n'y eut de défi plus injurieux, plus directement contraire à l'honneur d'une nation. Mais une autre iniquité entachait encore cette dernière communication : le ministère anglais disait, dans sa note, que l'empereur de Russie refusait de se prêter à l'arrangement proposé par le cabinet de France, de remettre Malte aux mains d'une des puissances garantes, tandis qu'à Paris le comte de Markoff venait de renouveler, à cet égard, les intentions de sa cour. Le 12 mai, lord Withworth reçut ses passeports qu'il avait demandés trois fois, tant l'Angleterre redoutait de laisser échapper le fléau de la guerre. Le général Andréossy s'embarqua à Douvres le 18. Le 16, un message du monarque avait osé dire aux deux chambres : « C'est une consolation pour S. M. de « réfléchir qu'il n'a manqué aucun effort de sa « part pour conserver à ses sujets les bienfaits de la « paix... »

L'amirauté expédia des lettres de marque et de représailles, fit sortir de Torbay lord Cornwallis avec dix vaisseaux et trois frégates, et envoya le commo-

dore Saumarez stationner à Jersey et Guernesey. Le cabinet de Londres publia les pièces de la négociation, ainsi qu'un manifeste jésuitique, en apologie de sa conduite. Ce manifeste avançait : « *Qu'il y a* « *une loi générale des nations qui est antérieure à la* « *loi conventionnelle*, et que c'est à cette loi, ou *règle* « *de conduite*, que les souverains ont coutume « d'appeler, *lorsqu'il est reconnu que la loi conven-* « *tionnelle se tait.* » Cependant cette loi parlait assez haut et assez clairement dans le traité d'Amiens, quand elle disait : « *L'île de Malte sera rendue à* « *l'Ordre de Saint-Jean, elle sera évacuée par les* « *troupes anglaises trois mois après l'échange des* « *ratifications.* » La doctrine sophistique du cabinet de Londres formait depuis long-temps le langage naturel de la violence qu'il exerçait sur cette autre loi générale, également antérieure à la loi conventionnelle, sur le droit des nations qui ont des rivages, droit antérieur à l'injuste prétention du droit de visite, élevée par le peuple qui possède le plus de vaisseaux. Le cabinet des Tuileries donna aussi son manifeste, sous la forme d'une note que M. de Talleyrand adressa à lord Withworth : cette note est un chef-d'œuvre de dialectique, de clarté, de raison, d'honneur politique.

«.... Jamais, dit-elle, la France ne reconnaîtra « dans aucun gouvernement le droit d'annuler, par « un seul acte de sa volonté, les stipulations d'un « engagement réciproque. Si elle a souffert que, « sous des formes qui annonçaient la menace, on lui « présentât un *ultimatum* verbal de sept jours, un « *ultimatum* de trente-six heures, et des traités con-

« clus avant d'être négociés, elle n'a pu avoir d'autre « objet que de ramener le gouvernement britan- « nique par l'exemple de la modération... »

Cependant la rupture n'était pas officiellement déclarée; mais l'agression eut lieu de la part de l'Angleterre: deux bâtimens français furent capturés dans la baie d'Audierne. Alors les représailles de la France éclatèrent, et le premier Consul déclara prisonniers de guerre tous les Anglais âgés de dix-huit à soixante ans alors en France, pour répondre des Français qui auraient été pris avant la déclaration de guerre. Le parlement avait reçu le message royal; le Sénat reçut le message consulaire; il se terminait ainsi: «... Le gouvernement s'est arrêté à la ligne « que lui ont tracée ses principes et ses devoirs: les « négociations sont interrompues, et nous sommes « attaqués. Du moins nous combattrons pour main- « tenir la foi des traités et pour l'honneur du nom « français. »

La France répondit aux hostilités maritimes de l'Angleterre par des attaques territoriales. Le 24 mai commença la promenade militaire du général Mortier, qui, avec une armée de quinze mille hommes qu'il commandait en Hollande, entra dans l'Électorat de Hanovre. Une proclamation du roi d'Angleterre, du 16, ordonnait la levée en masse de ses sujets allemands, *sous peine de perdre leurs biens et le droit d'hériter*, et annonçait le duc de Cambridge, qui venait se mettre à leur tête. Cette proclamation servit plus tard de modèle aux Russes pour soulever, en 1813, toute l'Allemagne contre Napoléon. On eut tort de reprocher aux barbares du nord leur

proclamation; elle était, comme leur confédération, de fabrique anglaise. Mais, malgré la pressante invitation de Georges III à ses fidèles sujets du Hanovre, elle n'empêcha pas Mortier d'être le 2 juin à Sühlingen, après avoir culbuté l'ennemi près de Borstel, et de menacer la tête de pont de Nienbourg sur le Weser. Le général avait aussi répondu par une proclamation à celle du roi d'Angleterre, et déclaré aux Hanovriens, qui ne comprirent rien à cette compensation, que les Français s'emparaient de leur pays parce que l'Angleterre gardait Malte contre la foi des traités. Le 3, le général Dulauloy se mit en marche avec ses dix-huit pièces d'artillerie pour aller canonner la tête de pont, qui en comptait soixante. La régence avait déjà fait une démarche inutile pour éviter l'armée française; elle envoya une seconde députation aux avant-postes, et sollicita une suspension d'armes, annonçant en même temps des propositions avantageuses. Mortier répliqua qu'il n'accepterait que l'occupation immédiate de l'Électorat et la remise des places fortes. Pour obéir à cette demande, on livra tout le pays aux Français, ainsi que les magasins militaires et les revenus de l'État. Le 5, Mortier entra à Hanovre, où il recueillit, ainsi qu'à Nienbourg, Hameln et Zell, d'immenses approvisionnemens de guerre. Cinq cents bouches à feu, quarante mille fusils, et les fonds pour la solde de l'armée, furent les fruits de cette campagne de dix jours. Deux divisions eurent l'ordre de s'emparer des bâtimens anglais qui pouvaient se trouver sur l'Elbe et sur le Weser. Le duc de Cambridge s'embarqua en toute hâte, avant que le général Frère se

rendît maître des bouches de l'Elbe. Le général Walmoden, ayant remplacé le duc de Cambridge au commandement en chef, était allé attendre au-delà de l'Elbe, à Lawembourg, avec la régence, la ratification de la convention de Sühlingen.

Cependant l'invasion du Hanovre donna lieu à une lettre par laquelle M. de Talleyrand ouvrait encore à l'Angleterre une facilité de rétablir la bonne harmonie; il y était dit: *que le premier Consul n'avait eu en vue que d'obtenir des gages pour l'évacuation de Malte, et de travailler à accomplir l'exécution du traité d'Amiens*, et qu'il attendait la ratification du roi d'Angleterre pour ratifier la convention de Sühlingen. Lord Hawkesbury déclara avec hauteur que le roi, en sa qualité d'Électeur de Hanovre, en appelait à l'Empire, qui avait garanti sa neutralité. Ainsi c'était encore par la guerre que répondait le cabinet britannique. Alors le général Mortier écrivit au feld-maréchal Walmoden que le 30 juin l'armistice serait rompu, à moins que l'armée hanovrienne ne mît bas les armes, et ne consentît à être envoyée en France comme prisonnière de guerre. Walmoden refusa ces humiliantes propositions, et les hostilités recommencèrent. L'Elbe, qu'il fallait franchir, était maintenant le champ de bataille. Les Hanovriens se fortifièrent sur la rive droite, et Mortier fit rassembler un grand nombre de bateaux pour effectuer le passage du fleuve. Le 4 juillet, au moment où nous allions le tenter, une nouvelle négociation vint prévenir l'effusion du sang. La modération du général français honora son caractère; il respecta l'honneur de l'armée hanovrienne: la dissolution de ce corps

eut lieu; mais ses armes furent remises par les officiers aux autorités civiles; les soldats devaient toucher leur solde pendant un an, sous la condition de ne point servir durant toute la guerre; ce qu'ils désiraient par-dessus tout. Cette capitulation fut arrêtée, et signée dans un bac, au milieu du fleuve, par les généraux en chef. « L'armée hanovrienne « était réduite au désespoir, écrivit le général Mor- « tier au premier Consul; elle implorait votre clé- « mence : j'ai pensé qu'abandonnée par son roi, vous « voudriez la traiter avec bonté... »

Ainsi finit la campagne de Hanovre; elle dura du 26 mai au 5 juillet 1803; mais l'Angleterre avait repris les armes, qu'elle ne devait plus déposer qu'après la ruine de son ennemi, *dût leur lutte bouleverser le monde!*

CHAPITRE II.

(1803.)

OCCUPATION DU ROYAUME DE NAPLES. — TRAVAUX D'ALEXANDRIE. — DÉFENSE DE LA HOLLANDE. — ARMEMENS ET CONSTRUCTIONS DES FLOTTILLES. — ORGANISATION ET RÉUNION DES ARMÉES FRANÇAISES SUR LES CÔTES DU NORD. — PRÉPARATIFS DE L'ANGLETERRE.

Le continent va payer le système de l'Angleterre. Le Hanovre n'offre pas un gage suffisant pour ba-

lancer la possession de Malte; l'Italie a des rivages qui regardent ce nouveau Gibraltar : Bonaparte a songé à lui en opposer un autre; c'est le port de Tarente qu'il a choisi pour recevoir, sous deux mois, toute la flotte de Toulon. En vertu du traité que vient de violer l'Angleterre, l'armée française, après avoir évacué le royaume de Naples, s'était cantonnée dans la partie centrale de la Péninsule; mais, la condition de cette évacuation n'ayant pas été remplie, le premier Consul crut avoir le droit de reprendre le *statu quo* antérieur au traité. Cette nouvelle occupation du royaume de Naples lui paraissait d'autant plus légitime, que nos ports pouvaient être, d'un moment à l'autre, envahis par les immenses forces navales qui naviguaient dans la Méditerranée, sous le pavillon de lord Cornwallis. Déjà, au mois d'avril, immédiatement après le message du roi d'Angleterre, le général en chef Murat avait reçu l'ordre de réunir douze mille hommes, destinés à passer sous la conduite du général Gouvion Saint-Cyr, qui, le 14 mai, vint à Faenza prendre le commandement en chef, avec la mission d'aller réoccuper, dans le royaume de Naples, les anciennes positions du général Soult avant la paix. Ainsi Gouvion-Saint-Cyr se mit en marche, et établit garnison dans les villes de Peschiera, d'Otrante, de Tarente, etc., et laissa Ancône libre, en raison des ménagemens que le premier Consul avait prescrits pour la cour de Rome. La proclamation suivante précéda l'invasion du royaume de Naples :

« Le roi d'Angleterre a faussé sa signature et « refusé d'exécuter le traité d'Amiens en ce qui con-

« cerne l'évacuation de Malte. L'armée française se « voit donc obligée d'occuper les positions qu'elle « avait quittées en vertu de ce traité. L'ambition « démésurée de l'Angleterre se trouve démasquée « par cette conduite inouïe : maîtresse de l'Inde et « de l'Amérique, elle veut encore l'être du Levant; « le besoin de maintenir notre commerce et de con- « server l'équilibre nous oblige d'occuper ces posi- « tions dans les États du roi de Naples, positions que « nous garderons tant que l'Angleterre persistera à « garder Malte. »

Cependant Tarente devint, comme Flessingue, un arsenal militaire, un grand port fortifié. Livourne, où l'on arrêta tous les Anglais, fut mise en état de siége; on arma les batteries de la côte de la Spezzia; on réunit Piombino à la France : cette ville entrait dans un vaste système de guerre offensive et défensive conçu par Bonaparte. Le général Campredon dut fortifier Porto-Longone et Porto-Ferrajo. Le général Moreau commandait en Corse; le général Rusca, à l'île d'Elbe; le général Murat, en Italie. Le premier Consul traça lui-même des instructions admirables pour la défense combinée de la Corse, de l'île d'Elbe et de la Toscane. Dix mille ouvriers concoururent à élever ces fameux travaux qui firent d'Alexandrie la grande place d'armes de l'Italie. « Je « considère cette place, disait Bonaparte, comme la « possession de toute l'Italie; le reste est affaire de « guerre : Alexandrie est affaire de politique. » Les mêmes ordres couvrirent également de batteries et d'ouvrages les côtes de Hollande, depuis Flessingue jusqu'à Texel. Le général Victor, placé à la tête des

troupes bataves réunies aux troupes françaises, était chargé en outre de défendre les Bouches de la Meuse et de l'Escaut. L'île de Walkeren devint un commandement particulier, confié au général Monnet. Ainsi, depuis l'embouchure de l'Elbe jusqu'au port de Tarente, Bonaparte avait fermé tous les rivages aux Anglais.

Les départemens répondirent aux appels du premier Consul pour donner des vaisseaux, des bâtimens de transport et de l'artillerie. Il y eut un chantier de construction à Paris et dans les ports de l'Océan, depuis Cherbourg jusqu'à Texel. Boulogne fut regardé justement comme véritable port militaire de la descente; mais il en fallait encore un plus vaste pour recevoir les divisions de flottilles qui devaient s'y rassembler. On exécuta les mêmes travaux dans les ports de l'Étaples, de Vimereux et d'Ambleteuse; l'armée les creusa. Il manquait à Boulogne un fort qui protégeât les bâtimens mouillés au large: le premier Consul fit jeter les fondations d'une tour énorme sur un récif isolé. En même temps que le fort s'élevait, on s'occupait à étendre la portée du boulet des pièces de gros calibre jusqu'à deux mille toises. Les ports d'Ostende, de Dunkerque, de Calais, intermédiaires aux Bouches de l'Escaut, se hérissaient aussi d'artillerie; toute la côte qui regarde l'Angleterre put être nommée la côte de fer. La plus absolue nécessité commandait ce vaste système contre les forces anglaises qui couvraient l'Océan; il était encore indispensable pour défendre, le long des rivages, la marche des flottilles que l'on dirigeait successivement vers le rendez-vous général de

Boulogne. L'Angleterre avait mis en mer tout ce qu'elle possédait de vaisseaux: Toulon, Gênes et Livourne étaient bloqués dans la Méditerranée, par la flotte de Nelson; les ports d'Espagne et le Cap Saint-Vincent, observés par l'amiral Pellew, les côtes de Brest par Cornwallis, tandis que la flotte du canal manœuvrait sous les ordres de l'amiral Keith et de Sidney Smith.

La république batave, malgré la reconnaissance de son indépendance par le traité de Lunéville, ne formait déjà qu'une province, une place d'armes française. Elle se trouvait comprise dans la guerre que la grande république allait porter en Angleterre. En Helvétie, il fallait procéder autrement; le général Ney, resté avec un caractère diplomatique dans ce pays, y conclut la première capitulation pour quatre régimens. Cette innovation parut injurieuse à l'armée et à la France: à l'armée, qui seule, depuis quinze ans, faisait respecter sa glorieuse nationalité par toute l'Europe; à la France, qui, alors encore républicaine, s'indigna du retour de ce trafic de soldats étrangers, établi par l'orgueil ou par la méfiance des rois. Mais cette mesure était toute politique; elle enlevait à l'Angleterre et aux coalitions un allié dangereux pour la France, dont les frontières orientales n'ont point de défense, parce que, depuis des siècles, nos rois payaient les Suisses pour garder ces mêmes frontières.

Les immenses préparatifs dont le mouvement remplissait la Belgique, reçurent alors un nouvel encouragement de la présence du premier Consul, qui partit de Paris, le 25 juin, pour aller les in-

specter lui-même, dans un voyage qu'on peut appeler une course triomphale. Il visita toute la côte, s'arrêta à Flessingue pour ses fortifications, à Gand pour son commerce; en revoyant Anvers, où il entra le 20 juillet, il décida que son port marchand serait le plus grand port militaire, le plus grand arsenal, et le plus grand chantier de construction du continent. M. Malouet fut nommé préfet maritime à Anvers, et chargé des travaux de cette puissante création, qui sortit, pour ainsi dire, tout armée du génie de Bonaparte. D'Anvers, le premier Consul vint recueillir à Bruxelles les hommages de la reconnaissance du commerce, qui gagnait tout à sa réunion à la France.

En revenant à Paris, il apprit que les agitateurs, depuis long-temps signalés, des îles de Jersey et de Guernesey, avaient tenté de rallumer dans la Vendée les torches de la guerre civile, et que, fidèles à leurs sermens, les Vendéens, rejetant ces insinuations britanniques, continuaient de partager avec tous les riverains de l'Océan l'armement des côtes, la construction et la conduite des flottilles. Une noble idée se présenta alors à son esprit, pour répondre à ce nouveau complot de la politique anglaise; ce fut de former une légion de Vendéens, commandée par M. d'Autichamp; il donna des ordres en conséquence au ministre de la guerre, le 7 juillet, par une dépêche datée de Lille. « Cette légion, écrivit-il de sa main, doit être composée, officiers et soldats, des hommes qui ont fait la guerre « de la Vendée contre nous. »

Le 14 juin, Bonaparte avait arrêté la première

base de l'organisation de la grande armée d'Angleterre. Elle était divisée en six corps, dans les camps de Hollande, de Gand, de Saint-Omer, de Compiègne, de Saint-Malo et de Bayonne. Le camp de Hollande était fixé à trente mille hommes français et bataves ; ceux de Saint-Omer et de Compiègne, chacun à quinze mille hommes. Le général Marmont commandait en chef l'artillerie; le général Faultrier était directeur-général des parcs; le conseiller d'État Petiet, intendant-général de l'armée; et le ministre de la guerre, Berthier, ajouta à ses fonctions celles de major-général. Dans le mois de septembre, le général Soult vint à Boulogne se mettre à la tête du camp de Saint-Omer; le général Davoust se rendit à Ostende pour celui du camp de Bruges, d'abord le camp de Gand. Le général Ney prit, en octobre, le commandement du camp de Compiègne à Montreuil, après avoir capitulé pour seize mille Suisses que le premier Consul mit sous les ordres du général Baraguay d'Hilliers, comme corps de réserve. Le général Pino passa en France avec une division de troupes italiennes, pour faire partie de l'expédition. Le général Augereau rassembla, aux environs de Bayonne, l'armée des Pyrénées, destinée à agir contre le Portugal, si le général Lannes, envoyé à Lisbonne, n'obtenait pas de ce gouvernement sa renonciation à toute influence britannique. Cette négociation fut heureusement terminée : le Portugal, qui n'osait rompre ni avec la Fance, ni surtout avec l'Angleterre, acheta son repos par un tribut annuel de seize millions, dont il paya sa neutralité. Ce traité fut conclu à Lisbonne, le 25 décembre. L'Espagne, dont la po-

sition avait alors une grande affinité avec celle du Portugal, lui avait donné l'exemple de cette transaction entre sa politique et ses intérêts. Au lieu de fournir à la France le contingent stipulé dans le traité de Saint-Ildephonse, elle l'avait converti en un subside annuel de soixante millions, par la convention signée à Madrid, le 19 octobre, entre le général Beurnonville et D. Cevallos. L'Angleterre ne surprit pas d'abord le secret de cette importante modification au traité de Saint-Ildephonse; mais, dès qu'elle le connut, elle jura que l'Espagne ne jouirait pas long-temps des avantages que la neutralité procurait à son commerce, dont la France recueillait tout le profit. Le premier Consul, par une autre négociation, avait également soustrait une proie assurée à la marine britannique, en cédant à ses fidèles alliés des États-Unis d'Amérique, la belle colonie de la Louisiane, pour une somme de soixante-dix millions. Ces opérations d'une admirable prévoyance marchaient parallèlement avec les préparatifs d'une guerre dont tous les élémens étaient implacables.

Cependant, insensiblement, les formes républicaines disparaissaient des habitudes politiques de la nation. L'armée, qui partageait la royauté consulaire, reçut elle-même le signal d'une réforme remarquable qui, sans nuire sans doute aux souvenirs de sa gloire, en altérait au moins les titres. Le nom de régiment fut imposé aux demi-brigades; celui de colonel, donné à leurs chefs. Sans les numéros, que le premier Consul voulut conserver, on eût entièrement perdu les traces de ces beaux surnoms de l'*Impétueuse*, de l'*Invincible*, de la *Terrible*, accordés

comme des récompenses, sous la véritable républi-que, par le héros d'Italie. Ces changemens s'opéraient sans la moindre observation de la part des troupes, qui venaient de monter avec leur général sur le trône républicain, et qui, habituées de leur nature à l'obéissance passive, sanctionnaient pour elles et pour les citoyens, par une soumission aveugle, toutes les inspirations de la volonté du premier Consul.

En regard de tous les apprêts formidables dont les deux mers de la France étaient le théâtre, l'Angleterre affectait des dispositions politiques et des démonstrations militaires de la plus haute importance. Sur terre, son parlement, en attitude presque convulsive à la voix du colonel Crawfurd, le grand terroriste de la descente, ressuscitait les lois des Anglo-Saxons et le statut de Henri III, pour voter d'acclamation la levée en masse du peuple anglais. « N'en « doutez pas, s'écriait cet orateur, l'objet de l'ennemi « est certainement de marcher sur Londres, et de « subjuguer ainsi à la fois la métropole et l'empire. » On décréta aussi la formation d'une armée de réserve.

Le patriotisme des associations de commerce s'empressa d'assigner des fonds considérables pour encourager et récompenser le zèle des défenseurs de l'État. On traça des camps sur la côte; on proclama la levée en masse dans les trois royaumes, aussitôt que l'acte de défense eut été revêtu de la sanction royale, et le duc d'York fut nommé généralissime. Ainsi la peur de la descente, à laquelle personne ne croyait en France, assiégeait réellement les conseils britanniques et la nation. Sur mer, le spectacle se montrait encore plus imposant, et prouvait en

même temps l'agitation inquiète qui avait perverti la sagesse du gouvernement anglais. Sept cent trente-quatre voiles de guerre faisaient flotter le pavillon de la Grande-Bretagne sur toutes les mers du Nord, et sept flottes bloquaient tous les ports et toutes les embouchures des fleuves, depuis le Sund jusqu'aux Dardanelles. La Tamise elle-même était la prisonnière de la terreur britannique; une chaîne de frégates, amarrées par d'énormes barres de fer, en fermait l'entrée. Indépendamment de ces précautions, les ennemis bombardèrent successivement, mais sans résultat, les ports de Granville, Dieppe, Fécamp, Saint-Valéry, Boulogne, Calais. La poursuite rigoureuse journellement exercée contre les convois de flottille qui marchaient sur Boulogne, donna lieu à une foule de petits engagemens où les Français eurent toujours l'avantage, notamment sous le Cap-Blanc et sous le Cap Grinès. Les Anglais s'étonnèrent de voir les capitaines de vaisseau Saint-Houen et Pervieux oser attaquer, avec de frêles embarcations, leurs bâtimens de guerre et leurs frégates. Le premier Consul assista, à bord d'une galère, à l'un de ces combats, dans un voyage inopiné à Boulogne, où il arriva le 4 novembre. Il présenta la bataille aux Anglais, qui ne purent rompre la ligne d'embossage française. Après avoir inspecté les troupes de terre et de mer, et fait exécuter sous ses yeux les essais d'embarquement et de débarquement; après avoir visité les travaux des différents ports, et suffisamment accru, par sa présence, l'inquiétude de ses ennemis, il repartit brusquement, le 17,

pour Saint-Cloud; le 18, il avait repris le cours des affaires du gouvernement.

A la même époque, l'escadre de Brest, forte de neuf vaisseaux et de six frégates, se préparait à mettre à la voile, sous les ordres de l'amiral Truguet, et menaçait l'Angleterre d'aller ranimer les troubles dont l'Irlande venait d'être le théâtre. L'Angleterre aussi avait vu, depuis la paix, une conspiration contre le roi et le gouvernement, ourdie par le colonel Despard, qui subit la mort, ainsi que ses complices, pour crime de haute trahison. En Irlande, l'attaque avait été démagogique, et exécutée d'abord avec avantage par des paysans, qui, sous la conduite d'un jeune fanatique nommé Emmett, commirent quelques massacres dans la ville même de Dublin, et furent bientôt dissipés par une poignée de soldats. Le gouvernement anglais, en réprimant chez lui l'esprit de conspiration, l'avait puni comme un grand attentat; mais, par un renversement subit de sa morale politique, il crut devoir l'accepter comme auxiliaire pour armer la république contre son premier magistrat. Cette insigne violation du droit des gens s'introduisit en France et dans les États voisins, à la faveur de la stupeur générale dont l'Europe était saisie, entre la crainte du succès de la descente qui aurait tué l'Angleterre, et la crainte de voir succomber Bonaparte, dont la perte eût rouvert subitement l'abîme des révolutions. La France seule ne partageait point cette grande inquiétude; mais aussi, sans le savoir, elle recélait déjà dans son sein un péril plus réel.

CHAPITRE III.

(1804.)

CONSPIRATION DE GEORGES. — MOREAU. — PICHEGRU. — MORT DU DUC D'ENGHIEN. — AFFAIRE DE DRAKE ET DE LA BARONNE DE REICH.

Deux ans après le 18 fructidor, qui avait amené la déportation de Pichegru, le Directoire fut renversé, comme on l'a vu, et le 18 brumaire plaça l'ancien élève de ce général à la tête de la république. Ce jour, Moreau, au lieu de se renfermer avec d'autres généraux dans une neutralité honorable pour les principes qu'on lui supposait, s'offrit de lui-même à Bonaparte, afin de coopérer au succès de cette révolution, et accepta la mission d'aller investir le palais du gouvernement, où se trouvaient encore les directeurs Gohier et Moulins. Moreau n'avait su ni jouer le rôle de Bonaparte avant le retour d'Égypte, ni, depuis, se faire oublier; trois ans auparavant, il n'avait pas osé, en sa qualité de général en chef, dénoncer au gouvernement Pichegru comme traître, et ne s'était décidé à remplir ce devoir, que lorsqu'il put craindre pour lui-même. Cependant, malgré cette conduite, qui devait séparer ces deux généraux par une inimitié irréconciliable, un motif

alors inconnu, mais sans doute de la plus haute importance, avait renoué leurs relations d'amitié, quoiqu'ils habitassent, l'un l'Angleterre, et l'autre la France.

Échappé des déserts de Synamary, Pichegru vint chercher un asile à Londres, où il prétendait avoir des droits à réclamer la protection des Bourbons, de l'émigration et du ministère : on le reçut avec toute la faveur d'une victime révolutionnaire; le parti royaliste s'aveugla même au point d'en attendre encore le succès de ses anciennes espérances; mais Pichegru, dont l'Europe entière connaissait la trahison, s'était rendu justice. Il sentit bien qu'un pareil souvenir ne pouvait être éteint dans l'armée, que le premier Consul, qu'il regardait comme son ennemi personnel, possédait les moyens de le déshonorer de nouveau auprès des citoyens et des soldats, et qu'il devait se rabaisser à un rôle secondaire, au lieu de reprendre celui de Monck, auquel l'avaient appelé, à l'armée du Rhin, en 1795, la confiance de Louis XVIII, celle du prince de Condé que son serment l'obligeait à combattre, et la politique corruptrice de l'Angleterre. En conséquence, il désigna aux princes français et au cabinet de Londres, pour le placer à la tête de la contre-révolution, le général Moreau, le vainqueur de Hohenlinden, celui que l'on qualifiait de chef militaire de l'opposition qui s'élevait contre Bonaparte, et de représentant de la cause républicaine. Le rapprochement entre ces deux généraux avait été habilement ménagé à Paris, en 1802, par l'abbé David, ancien curé, ami de Pichegru. L'abbé David ayant été arrêté à Calais,

Pichegru envoya de Londres, à Moreau, le général Lajolais, fils d'un fermier de la baronne de Reich, parente des généraux Klinglin et Wurmser, attachée en Allemagne au parti anti-français. Il ne s'agissait plus de réconciliation, mais de confidences contre-révolutionnaires de la part de Pichegru. Au nom des princes français et du gouvernement britannique, on arrêta un plan de conspiration; Lajolais en fut porteur, et repartit pour Londres après avoir conféré à Paris avec Moreau. Les conjurés d'outre-mer furent divisés en trois bandes, auxquelles on marqua trois lignes, partant de la falaise de Béville, pour leur voyage jusqu'à Paris. Le 21 août 1803, s'opéra un premier débarquement, commandé par Georges Cadoudal; un second, dont Coster Saint-Victor faisait partie, le 10 décembre; et un troisième, où se trouvaient Pichegru et Lajolais, le 16 janvier. Un quatrième, plus important, devait encore avoir lieu; les vents contraires l'empêchèrent : c'était celui qui amènerait en France un prince français. Georges et deux de ses affidés allèrent au devant de Pichegru à la ferme de la Potherie, dernière station de la route des conjurés.

Plusieurs étaient déjà arrêtés; on apprit par leurs dépositions, et par celle de son propre frère, que Pichegru était descendu à Chaillot, chez Georges, sous le nom de Charles, et qu'il avait occupé divers logemens à Paris. Ceux qui ne connaissaient pas ce général, déclarèrent que, quand un certain personnage arrivait chez Georges, chacun se levait et le traitait avec un respect particulier. Ces récits des sous-ordres de la conspiration donnèrent à la police la

crainte qu'un prince de la maison de Bourbon ne fût déjà à Paris. Le gouvernement sut bientôt que Moreau avait vu Pichegru chez lui; et qu'à une autre conférence du soir, sur le boulevart de la Madelaine, Pichegru lui avait présenté Georges Cadoudal; deux fois encore, Pichegru et Moreau avaient eu des entretiens particuliers, d'où il était résulté, malgré quelque dissidence dans les moyens d'exécution, le projet de changer totalement la forme du gouvernement. Cependant rien de plus hétérogène que l'union de ces trois personnages, de souvenirs, de conditions, de vœux essentiellement différens, et obligés de franchir, pour se trouver, pour parler, pour s'unir ensemble, les plus puissantes considérations. Moreau, le dénonciateur de Pichegru, était l'auteur de sa perte. Pichegru avait, jusqu'au dernier moment, tenté de faire battre Moreau par les Autrichiens, et Georges, le plus fougueux chef de la chouannerie, se voyait à regret associé à deux généraux républicains qui pouvaient se trahir encore et ruiner la conspiration. Pichegru cependant, entièrement voué à son succès, nourrissait en outre une haine ancienne contre le premier Consul, à qui il reprochait le 13 vendémiaire et l'appui donné par l'armée d'Italie au 18 fructidor. Pichegru oubliait que, depuis 1795, le droit d'accuser ne lui appartenait plus. Un de ses amis, Rolland, ancien entrepreneur des subsistances militaires, assez courageux pour lui donner asile chez lui, l'engagea vainement, dit-on, à renoncer à sa criminelle entreprise. On assure que Pichegru lui répondit qu'il agissait en vertu des plus hauts pouvoirs, qu'il avait à sa dispo-

sition les ressources de l'Angleterre, et qu'il portait deux pistolets, dont l'un serait pour celui qui voudrait l'arrêter, et l'autre pour lui-même. Il jura *qu'il ne périrait jamais de la main des bourreaux de Bonaparte.*

Les prisons renfermaient déjà presque tous les complices, au nombre de quarante-cinq. Il ne restait encore de libres que Moreau, Pichegru et Georges, les triumvirs de la conjuration. Les conjurés se nommaient : Bouvet de Lozier, Rusilion, Rochelle, Armand et Jules de Polignac, d'Hozier, de Rivière, Léridant, Picot, Couchery, Rolland, Lajolais, David, Gailliard, Roger, Hervé, Lenoble, Coster, Lagrimandière, Joyant, Louis et Noël Ducorps, Darty, Burban, Lemercier, Pierre Cadoudal, Lelan, Even, Merille, Gaston et Pierre Troche; Monnier, sa femme; Denaud, sa femme; Verdet, sa femme; Spin, la fille Hézay; Dubuisson, sa femme; Caron, Gallais et sa femme.

Le 15 février, les informations ayant paru satisfaisantes, Moreau fut arrêté. Le 17, l'ordre général de la garnison de Paris portait : « Cinquante brigands.... ont pénétré dans la capitale; Georges et « le général Pichegru étaient à leur tête. Leur arrivée avait été provoquée par un homme qui « compte encore dans nos rangs, par le général Moreau, qui fut remis hier aux mains de la justice « nationale. Leur projet, après avoir assassiné le premier Consul, était de livrer la France aux horreurs « de la guerre civile et aux terribles convulsions de « la contre-révolution. »

L'opinion, quoique éclairée depuis long-temps

sur l'éloignement inspiré par une obsession domestique à Moreau pour le premier Consul, se refusa à croire de telles accusations. La gloire des armes jetait alors de profondes racines; le public, à qui l'avilissement de ses grandes renommées et le sacrifice de sa longue admiration sont également insupportables, se mit à soutenir une sorte de guerre contre Bonaparte. Cette opposition déclarée gagna plus rapidement encore les vétérans des armées du Nord, que Moreau avait commandées avec tant de succès. La France militaire, alors réunie tout entière sous le premier Consul, se divisa de nouveau, et reprit ses anciennes rivalités entre l'armée d'Italie et d'Égypte, et l'armée du Rhin. La cause de celle-ci était demeurée intacte, ainsi que sa vénération pour son dernier chef. Le genre de vie adopté par Moreau paraissait à beaucoup de gens, et à ses anciens officiers, une retraite au moins contre l'injustice, si ce n'était contre la persécution; aussi cet ordre du jour du gouverneur de Paris reçut-il un accueil peu favorable, tant il choquait les opinions et cette faveur républicaine dont Moreau aimait à s'envelopper. La raison publique se révolta à l'idée d'une connivence avec Georges, et à celle de l'assassinat du premier Consul. Ainsi le but de prouver la culpabilité de Moreau, qui, le lendemain, devint la matière du rapport du grand-juge au gouvernemenr, fut dépassé, et par conséquent manqué. La justice eut affaire à une singulière difficulté, à l'incrédulité du public; il jugea le forfait impossible, à cause de son énormité. L'opposition qui régna pendant tout ce procès alla presque jusqu'à l'attitude séditieuse:

erreur honorable pour le caractère national, qui demeura indécis entre le culte qu'il portait si justement au premier magistrat de la république et la cause d'un illustre accusé!

Le 28 février, un sénatus-consulte suspendit pour deux ans la procédure par jury, et investit les tribunaux criminels de la connaissance des crimes de haute trahison, d'attentats contre la personne du premier Consul, et contre la sûreté intérieure et extérieure de la république. Le même jour une loi spéciale appliqua la peine capitale aux recéleurs des conjurés, comme complices; le même jour encore, aussitôt la proclamation de cette loi, Pichegru fut livré, dans la rue de Chabanais, pour une somme de 100,000 francs, par un homme chez lequel il s'était réfugié. A deux heures du matin, des agens de police, munis de la clef que cet hôte perfide et à jamais infame leur avait donnée, entrèrent dans la chambre où dormait Pichegru, se saisirent de ses pistolets et se jetèrent sur lui. Ce général, quoique surpris et sans armes, se défendit long-temps et ne céda qu'au nombre. Il fallut le lier et le conduire en chemise à la Préfecture de Police, où il subit un premier interrogatoire; de là il fut transféré au *Temple*, et confronté avec ses complices; on le reconnut pour être le Charles à qui l'on témoignait chez Georges tant de respect. Le signalement de Georges Cadoudal avait été communiqué à toutes les barrières, à tous les gendarmes, à tous les délégués de la police, et affiché partout. Enfin, le 9 mars, Georges fut arrêté, en cabriolet, non loin du carrefour de Bussy, par deux agens, dont il tua l'un et blessa l'autre, de deux

coups de pistolet. Il portait encore un poignard; mais la foule l'entoura et l'empêcha de se sauver. Conduit à la police, il avoua sans hésiter: *Qu'il était venu à Paris pour attaquer le premier Consul par des moyens de vive force, et avec des moyens pareils à ceux de son escorte et de sa garde, mais qu'il attendait pour cela qu'un prince français fût arrivé à Paris*. Pichegru, au contraire, se renferma constamment dans un système de dénégation absolue, soit par rapport à Georges, soit par rapport à Moreau, malgré les déclarations faites en sa présence par Bouvet de Lozier, Rolland, Couchery, Lajolais. Moreau débuta aussi par le même système, auquel il dut bientôt renoncer. La nature lui avait donné le courage des champs de bataille, en lui refusant cette force morale qui ennoblit toujours l'adversité et quelquefois le crime lui-même.

Le 8 mars, il écrivit au premier Consul une lettre justificative; on y retrouve l'embarras qui caractérise celles qu'il adressa de Strasbourg au directeur Barthélemy. Après avoir établi ses premières relations avec Pichegru, à qui il devait, disait-il, le grade de général de division, le commandement de l'armée de Hollande et celui de l'armée du Haut-Rhin, et, enfin, qu'il avait également remplacé à l'armée du Rhin, il disait: « .... Dans la courte campagne de l'an v « (celle du 20 au 23 mars 1797), nous prîmes les « bureaux de l'état-major de l'armée ennemie: on « m'apporta une grande quantité de papiers, que le « général Desaix, alors blessé, s'amusa à parcourir. « Il nous parut, par cette correspondance, que le « général Pichegru avait eu des relations avec les

« princes français. Cette découverte nous fit beau-« coup de peine, et à moi particulièrement; nous « convînmes de la laisser en oubli. Pichegru, au « Corps-Législatif, pouvait d'autant moins nuire à la « chose publique, que la paix était assurée. Je pris « néanmoins des précautions pour la sûreté de l'ar-« mée, relatives à un espionnage qui pouvait lui « nuire.... Les évènemens du 18 fructidor s'annon-« çaient; l'inquiétude était assez grande : en consé-« quence, deux officiers qui avaient connaissance « de cette correspondance m'engagèrent à en don-« ner connaissance au gouvernement......... J'étais « fonctionnaire public, et je ne pouvais garder un « plus long silence.... *Pendant ces deux dernières « campagnes d'Allemagne et depuis la paix, il m'a « été quelquefois fait des ouvertures assez éloignées, « pour savoir s'il serait possible de me faire entrer « en relations avec les princes français.* Je trouvai « tout cela si ridicule, que je n'y fis pas même de « réponse. » Moreau nie ensuite avoir la moindre part à la conspiration actuelle, et il ajoute : « Je vous « le répète, général, *quelque proposition qui m'ait « été faite, je l'ai repoussée par opinion... De pa-« reilles ouvertures*, faites à moi, particulier isolé, « n'ayant voulu conserver aucune relation, ni dans « l'armée, dont les neuf dixièmes ont servi sous « mes ordres, ni aucune autorité constituée, ne pou-« vaient exiger de ma part qu'un refus. Une délation « répugnait trop à mon caractère..... Voilà, général, « ce que j'avais à vous dire sur mes relations avec « Pichegru : elles vous convaincront sûrement qu'on « a tiré des inductions bien fausses et bien hasar-

« dées de démarches et d'actions qui, peut-être « imprudentes, étaient loin d'être criminelles. » Moreau oubliait qu'il était obligé comme citoyen, après l'avoir été comme général en chef, de révéler les complots tendant à renverser le gouvernement de son pays; il oubliait aussi qu'il avait dénoncé Pichegru au Directoire, et il savait très-bien, par Georges et Pichegru, que de nouvelles machinations menaçaient et la vie du premier Cousul et le salut de la république. Enfin c'était encore à lui que l'on s'adressait, même depuis la paix, pour donner un chef à une conspiration. Moreau avait mieux défendu la France qu'il ne se défendait lui-même; sa lettre fut jointe aux pièces du procès qui commença. Il occupa tout Paris : le Palais de Justice et ses avenues étaient, dès la pointe du jour, assiégés par une foule délibérante que la présence des troupes parvenait difficilement à contenir. La hardiesse et la publicité des opinions imprimaient à cette affaire le caractère d'un grand intérêt national. Frappé de cette étonnante expression de la pensée, qui partageait la capitale entre le chef du gouvernement et un accusé, le premier Consul chargea le colonel Sébastiani d'aller confidentiellement s'informer auprès de l'un des juges, M. de la Guillaumye, ancien intendant de Corse, de l'issue que pourraient avoir les débats. Ce magistrat lui dit que Moreau était coupable, mais que les preuves légales manquaient pour une conviction pleine et entière; que d'ailleurs la force de l'opinion publique combattait leur autorité, et, enfin, qu'il ne prévoyait pas que Moreau pût être condamné à une autre peine qu'à

une détention limitée : « *La Guillaumye a raison*, « dit le premier Consul, *les Parisiens sont toujours* « *pour les accusés. Quand Biron fut condamné à* « *mort par le parlement, bien justement, comme* « *traître, on fut obligé de doubler la garde, et de* « *le faire exécuter à huis clos à l'Arsenal.* » Un général, présent à cet entretien, représenta au premier Consul qu'il aurait été bien plus simple de traduire Moreau devant une commission militaire : « *Je ne l'ai pas fait*, répondit Bonaparte, *pour sau-* « *ver votre tête et la mienne.* » Quelque temps après, comme l'affaire approchait de sa conclusion, le conseiller Clavier, ardent républicain, qui figurait également au nombre des juges de Moreau, fut aussi pressenti sur le jugement. On lui assura que l'intention du premier Consul, si le tribunal prononçait la peine de mort, était de faire grâce à Moreau : « *Qui me la fera, à moi ?* » répliqua-t-il brusquement. Et en effet, la France ne l'eût absous que dix ans plus tard, quand en 1813 Moreau apparut dans les conseils et dans les armées de la sixième coalition, qui tua sa patrie et son ennemi. Les réponses des deux magistrats et les paroles du premier Consul expriment fidèlement la situation des choses et des esprits, à cette grande époque où la liberté n'avait encore ni tout pardonné, ni tout donné à la gloire et au génie. Ce qui complète aussi le tableau de cette situation, c'est l'affluence journalière de cette multitude d'adresses qui, expédiées de toutes les parties de la France par chaque tribunal, chaque administration, chaque régiment, chaque corporation ecclésiastique, enfin par les moindres comme

par les plus éminentes fonctions de la république, remplissaient toutes les pages du *Moniteur*. Le besoin du salut du premier Consul était universel; aussi le sentiment de ce besoin éclata unanimement quand on connut le danger. Moreau fut condamné, dans ces adresses, par tout ce qui représentait la France politique, administrative, judiciaire et religieuse; mais une foule de citoyens voulurent intervenir eux-mêmes dans le jugement de cette cause extraordinaire, où ils prenaient parti, autant pour l'innocence de Moreau que pour la conservation de Bonaparte.

Pendant que cette machination intérieure occupait le premier Consul, une autre machination ourdie à l'extérieur, et qui par sa marche, ainsi que son but, lui parut identique avec la première, attirait ses regards sur les bords du Rhin. Toutes les deux étaient des conceptions enfantées à Londres. Le ministre anglais à Munich, M. Drake, avait été choisi, ainsi que son collègue de Stuttgard, Spencer Smith, pour fomenter les conspirations contre la vie du premier Consul, et contre la France les insurrections civiles et les trahisons. Cet infâmes moyens, repoussés par le droit des gens et même par le droit de la guerre, furent employés avec une telle impudeur, que Bonaparte résolut de les faire connaître à l'Europe, pour l'éclairer enfin sur le machiavélisme du cabinet de Saint-James. La conduite de ce cabinet n'était pas nouvelle; elle datait de l'administration de M. Pitt, aux premiers temps de la révolution. Au dedans, la corruption britannique assiégeait la France dans les conseils républicains et dans ses ar-

mées royales; au dehors, elle l'attaquait dans ses conquêtes, et dressait l'embûche de l'assassinat sous les pas de ses soldats. En 1799, M. Wyndham, ministre près la cour de Toscane, se fit en Italie un nom fameux; après la perte de la bataille de la Trebia par les Français, il entra dans Florence à la tête de l'insurrection sanguinaire d'Arezzo, ayant à ses côtés, avec le titre de commandant en second, Alessandra Mari, sa maîtresse. Aidé de cette troupe de moines et de sicaires, sous les bannières de la Vierge et de saint Jean-Baptiste, il dirigea l'atroce réaction dont les Français et leurs partisans tombèrent les victimes dans toute la Toscane. Antérieurement à cette époque, en 1793, lorsque le moindre soupçon d'intelligence avec l'étranger ou la possession innocente d'un faux assignat envoyait à la mort, M. Wickam, ministre britannique en Helvétie, avait ouvert le premier une détestable carrière; ses émissaires parcouraient les départemens voisins de la frontière, et achetaient la trahison avec des assignats de fabrique anglaise : combinaison inévitable et fatale comme celle de Quiberon! Elles furent également meurtrières aux Français des deux partis! C'était la mort qui soldait aveuglément la haine de l'Angleterre et la justice française. Le génie du mal ne pouvait inventer rien de plus atrocement perfide. En 1803 et 1804, M. Wickam se trouvait encore en Suisse ministre de la Grande-Bretagne, chargé des mêmes pratiques contre la France; MM. Drake et Spencer Smith formaient avec lui un triumvirat de proscription contre le premier Consul, et de complots contre la république. Voilà le contingent que le ministère

anglais avait mis en ligne avec l'armée de l'empereur d'Autriche, dont faisait partie le corps de Condé.

La police de Paris fut tout à coup saisie du secret de ces manœuvres infernales par l'arrestation, à Kehl, de Méhée de Latouche, déporté à Oléron à l'occasion de l'attentat du 3 nivôse, auquel il était complètement étranger. Mais le premier Consul l'avait frappé comme l'un des auteurs présumés du 2 septembre. Échappé de l'île, Méhée se réfugia en Angleterre, où il s'attacha aux trames que la reprise des hostilités renouvelait contre la France et Bonaparte. Accrédité bientôt, en qualité de victime de la tyrannie consulaire, auprès des principaux instigateurs de ces forfaits, il fut envoyé à M. Drake pour l'aider à en assurer le succès. Le ministre l'accueillit, agréa ses services, et le fit partir pour Paris, avec des instructions relatives au bouleversement de la France par la perte du premier Consul, enfin par la contre-révolution. Arrêté à Kehl avec ses papiers, vers la fin de septembre 1803, Méhée se vit dans l'alternative de subir la peine capitale, qu'il méritait, ou de devenir l'agent du gouvernement pour déjouer la conjuration étrangère; il n'hésita pas à préférer le dernier parti. On prétendit même alors qu'il appartenait à la police française dès son départ d'Oléron pour Londres, et qu'il ne courait aucun danger en rentrant dans sa patrie.

La conspiration formée au milieu de la France par les délégués de M. Drake avait acquis une sorte de maturité, et le plan en était fort étendu. Il existait, dans diverses communes, des comités perma-

nens et chargés d'exciter, de mettre en mouvement, de faire exécuter une contre-révolution désastreuse, en désorganisant l'armée, en ordonnant le pillage et l'incendie des arsenaux, celui des magasins à poudre; en livrant soit Strasbourg, soit Huningue, soit Besançon; enfin, en opérant, n'importe par quels moyens, la destruction de Bonaparte.... Il ne s'agissait plus, depuis l'emprisonnement de Pichegru et de Moreau, que de trouver un chef militaire qui pût jouer le rôle de Monck. Telles furent sommairement les preuves qui résultaient des instructions et des pouvoirs donnés par Drake et Méhée. Chose remarquable! les manœuvres des affidés de ce ministre, antérieures à la mission de Méhée, avait déjà produit une association de la part de quelques Jacobins, qui préféraient, dit-on, le retour de la famille royale à la continuation de ce qu'ils appelaient la tyrannie de Bonaparte.

Cependant M. Drake ignorait complètement le passage de Méhée sous les drapeaux de la police de Paris, ainsi que son arrestation. Sous la dictée de cette police et sous les yeux du citoyen Shée, préfet du Bas-Rhin à Strasbourg, Méhée commença sa correspondance avec le ministre anglais, comme si, parvenu à sa destination, il s'occupait d'accomplir les projets dont il était chargé. Drake, dans ses réponses, se livra avec le plus grand abandon, tant il se croyait certain du succès, d'après les lettres qu'il recevait. Méhée lui écrivit enfin qu'il avait découvert un général français capable de se mettre à la tête de l'insurrection; on envoyait en même temps à M. Drake un officier intelligent, et qualifié d'aide-

de-camp du général conspirateur. Cet officier, appelé Rosey, se présenta chez M. Drake, qui l'accueillit parfaitement; on lui parla avec la plus grande confiance : il revint même rapportant des bases arrêtées pour l'exécution du complot, ainsi que des lettres pour le soi-disant général, lequel, par prudence, n'avait pas voulu être nommé. Il résulta de cette mission, si heureusement remplie, une nouvelle correspondance très-active entre M. Drake et le prétendu général. Le capitaine Rosey fit deux voyages à Munich et à Stuttgard; M. Drake l'adressa à son collègue Spencer Smith, qui devait lui fournir un complément de fonds destinés à solder les troubles intérieurs. De retour de ce dernier voyage avec une somme d'environ 130,000 francs en or, l'officier la déposa entre les mains du préfet du Haut-Rhin.

Voilà où en était cette seconde machination britannique, lorsqu'un rapport de gendarmerie, remis directement au premier Consul à la Malmaison, lui apprit que le duc d'Enghien, résidant à Ettenheim, dans le grand-duché de Bade, y avait réuni beaucoup d'émigrés, et entres autre le général Dumouriez. Aussitôt Bonaparte, déterminé, non-seulement par les trames qu'à la même époque Drake et Spencer Smith ourdissaient contre lui, mais encore, et plus fortement sans doute, par la déclaration si positive de Georges Cadoudal, *qu'il attendait l'arrivée d'un prince français pour attaquer le premier Consul*, saisi en outre de l'idée dont, depuis plusieurs jours, l'obsédaient des rapports de police, que le duc d'Enghien devait pénétrer en France du côté de l'est au moment de l'explosion de la conspi-

ration, et le duc de Berri du côté de l'ouest; se rappelant aussi les papiers trouvés dans les fourgons du général autrichien Klinglin, en 1797, et les deux lettres de Moreau au Directoire qui faisaient mention du duc d'Enghien, Bonaparte prit à l'instant la résolution, comme il le dit depuis à Sainte-Hélène, de renvoyer la terreur à ses ennemis jusque dans Londres. Il convoqua le conseil des ministres, et l'ordre suivant fut donné à celui de la guerre :

Paris, 19 ventôse an XII (10 mars 1804).

« Vous voudrez bien, citoyen général, donner « ordre au général Ordener, que je mets à cet effet à « votre disposition, de se rendre dans la nuit en « poste à Strasbourg : il voyagera sous un autre « nom que le sien; il verra le général de division. « Le but de sa mission est de se porter sur Ettenheim, de cerner la ville, d'y enlever le duc d'Enghien, Dumouriez, un colonel anglais, et tout « autre individu qui serait à leur suite. Le général « de la division, le maréchal-des-logis de gendarmerie qui a été reconnaître Ettenheim, ainsi que le « commissaire de police, lui donneront tous les ren seignemens nécessaires. Vous ordonnerez au général Ordener de faire partir de Schelestat trois « cents hommes du 26e de dragons, qui se rendront « à Rheinau, où ils arriveront à huit heures du soir. « Le commandant de la division enverra quinze « pontonniers à Rheinau, qui arriveront également à « huit heures du soir et qui, à cet effet, partiront en « poste ou sur les chevaux de l'artillerie légère. In-

« dépendamment du bac, il se sera déjà assuré qu'il
« y a quatre à cinq grands bateaux, de manière à
« faire passer d'un seul voyage trois cents chevaux.
« Les troupes prendront du pain pour quatre jours
« et se muniront de cartouches. Le général de divi-
« sion y joindra un capitaine ou officier, et un
« lieutenant de gendarmerie, et trois ou quatre (tren-
« taines) brigades de gendarmerie. Dès que le géné-
« ral Ordener aura passé le Rhin, il se dirigera droit
« à Ettenheim, marchera droit à la maison du duc
« et à celle de Dumouriez. Après cette expédition
« terminée, il fera son retour sur Strasbourg. En pas-
« sant à Lunéville, le général Ordener donnera or-
« dre que l'officier de carabiniers qui a commandé le
« dépôt à Ettenheim se rende à Strasbourg en poste,
« pour y attendre ses ordres. Le général Ordener,
« arrivé à Strasbourg, fera partir secrètement deux
« agens, soit civils, soit militaires, et s'entendra
« avec eux pour qu'ils viennent à sa rencontre.

« Vous donnerez ordre pour que le même jour, à
« la même heure, deux cents hommes du 26e de
« dragons, sous les ordres du général Caulaincourt
« auquel vous donnerez des ordres en conséquence,
« se rendent à Offembourg pour y cerner la ville et
« arrêter la baronne de Reich, si elle n'a pas été
« prise à Strasbourg, et autres agens du gouverne-
« ment anglais, dont le préfet et le citoyen Méhée,
« actuellement à Strasbourg, lui donneront des ren-
« seignemens. D'Offembourg, le général Caulain-
« court dirigera des patrouilles sur Ettenheim jus-
« qu'à ce qu'il ait appris que le général Ordener a
« réussi. Ils se prêteront des secours mutuels.

« Dans le même temps, le général de la division
« fera passer trois cents hommes de cavalerie à Kehl,
« avec quatre pièces d'artillerie légère, et enverra un
« poste de cavalerie légère à Wilstadt, point intermé-
« diaire entre les deux routes.

« Les deux généraux auront soin que la plus
« grande discipline règne, que les troupes n'exigent
« rien des habitans. Vous leur ferez donner, à cet
« effet, 12,000 fr. S'il arrivait qu'ils ne pussent rem-
« plir leur mission et qu'ils eussent l'espoir, en sé-
« journant trois ou quatre jours, et en faisant des
« patrouilles, de réussir, ils seront autorisés à le faire.
« Ils feront connaître aux baillis des deux villes que,
« s'ils continuent à donner asile aux ennemis de la
« France, ils s'attireront de grands malheurs.

« Vous ordonnerez que le commandant de Neuf-
« Brisach fasse passer cent hommes sur la rive droite
« avec deux pièces de canon. Les postes de Kehl,
« ainsi que ceux de la rive droite, seront évacués
« dès l'instant que les deux détachemens auront fait
« leur retour.

« Le général Caulaincourt aura avec lui une tren-
« taine de gendarmes. Du reste le général Caulain-
« court, le général Ordener et le général de la divi-
« sion, tiendront un conseil et feront les changemens
« qu'ils croiront convenables aux présentes dispo-
« sitons. S'il arrivait qu'il n'y eût plus à Ettenheim
« ni Dumouriez ni le duc d'Enghien, on rendrait
« compte par un courrier extraordinaire de l'état des
« choses. Vous ordonnerez de faire arrêter le maître
« de poste de Kehl et autres individus qui pourraient
« donner des renseignemens sur cela. BONAPARTE. »

Il est difficile de ne pas reconnaître dans une pareille instruction, où tout est si diligemment prévu, si minutieusement prescrit, le caractère d'une de ces résolutions dont l'exécution est inexorable. Plus d'une fatalité concourut à tromper le premier Consul et à perdre le duc d'Enghien. D'abord les gendarmes alsaciens, en raison de leur prononciation, avaient fait le général Dumouriez du général Thumery, attaché au prince, erreur qui accréditait, touchant le séjour du duc d'Enghien à Ettenheim, le bruit d'un rassemblement hostile, coïncidant avec les complots et les lettres de Drake, avec les tentatives et les déclarations de Georges. En second lieu, il ne faut pas oublier l'empressement extra-légal de la gendarmerie à remettre directement au premier Consul le rapport de son espionnage à Ettenheim, au lieu de l'adresser au conseiller d'État Réal, exclusivement et spécialement chargé par Bonaparte de tous les renseignemens et de toutes les recherches relatives aux conspirations.

Caulaincourt et Ordener reçurent leurs ordres du ministre de la guerre, en vertu de ceux du premier Consul.

Cependant, comme les opérations confiées aux généraux Caulaincourt et Ordener devaient s'accomplir en pays étranger et ami, M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures, accrédita leur mission par une lettre au ministre de l'Électeur de Bade, et laissa à Caulaincourt le soin de la lui faire parvenir. La lettre de Talleyrand au baron d'Edelsheim achève de découvrir la conduite suivie par le gouvernement français à Ettenheim et Offembourg.

« Monsieur le baron, je vous avais envoyé une « note dont le contenu tendait à requérir l'arrestation « du comité d'émigrés français siégeant à Offem- « bourg, lorsque le premier Consul, par l'arrestation « successive des brigands envoyés en France par le « gouvernement anglais, comme par la marche et le « résultat des procès qui sont instruits ici, reçut « connaissance de toute la part que les agens an- « glais à Offembourg avaient aux terribles complots « tramés contre sa personne et contre la sûreté de « la France. Il a appris de même que le duc d'En- « ghien et le général Dumouriez se trouvaient à Et- « tenheim; et comme il est impossible qu'ils se « trouvent en cette ville sans la permission de S. A. E., « le premier Consul n'a pu voir sans la plus pro- « fonde douleur qu'un prince auquel il lui avait plu « de faire éprouver les effets les plus signalés de son « amitié avec la France, pût donner un asile à ses « ennemis les plus cruels, et leur laissât ourdir tran- « quillement des conspirations aussi inouïes. A cette « occasion si extraordinaire, le premier Consul a « cru devoir donner à deux petits détachemens « l'ordre de se rendre à Offembourg et à Ettenheim, « pour y saisir les instigateurs d'un crime qui, *par « sa nature, met hors du droit des gens tous ceux « qui manifestement y ont pris part*. C'est le général « Caulaincourt qui, à cet égard, est chargé des or- « dres du premier Consul : vous ne pouvez douter « qu'en les exécutant, il n'observe tous les égards « que S. A. peut désirer. Il aura l'honneur de re- « mettre à V. E. la lettre que je suis chargé de lui « écrire. CH.-M. TALLEYRAND. »

Cette lettre, écrite le 11 mars, remise le 12 à Caulaincourt, ne parvint au ministre de Bade qu'après l'enlèvement du duc d'Enghien, qui eut lieu dans la nuit du 14 au 15. Elle n'était pas destinée à prévenir ce ministre de la violation du territoire badois, puisque Caulaincourt avait ordre de ne la lui envoyer qu'après l'accomplissement de sa mission à Offembourg, laquelle devait s'exécuter, et s'exécuta en effet, en même temps que celle d'Ettenheim. Il devenait donc absolument impossible que le duc d'Enghien et la baronne de Reich pussent être avertis par le ministre de Bade, ce qui serait nécessairement arrivé si le baron d'Edelsheim eût reçu la lettre de M. de Talleyrand avant l'invasion des bailliages d'Offembourg et d'Ettenheim par les troupes françaises.

Le lendemain 16, immédiatement après la réception de cette lettre et la connaissance qu'il dut avoir des évènemens d'Offembourg et d'Ettenhein, le gouvernement badois se contenta de publier un décret contre le séjour des émigrés dans ses États. Ce décret renfermait le passage suivant;

« Le gouvernement français venant de requérir « l'arrestation *de certains émigrés dénommés*, *impli-* « *qués dans le complot tramé contre la constitution,* « *et une patrouille militaire venant de faire l'arres-* « *tation des personnes comprises dans cette classe,* le « moment est venu où S. A. E. est obligée de voir « que le séjour des émigrés dans ses États est préju- « diciable au repos de l'Empire et suspect au gou- « vernement français. Par conséquent, etc., etc. » Jamais un petit État ne donna une preuve plus complète de sa faiblesse à un voisin puissant.

Peut-être aussi, d'après ce document remarquable de la chancellerie de Carlsruhe, la violation à main armée du territoire de Bade, pays ami de la France, ne constituait-elle pas un crime aussi grand qu'on le prétendit alors.

Le duc d'Enghien fut pris dans son lit le 15, à cinq heures du matin; le marquis de Thumery, le colonel baron de Grünstein, le lieutenant Schmidt, l'abbé Wenborn, l'abbé Michel, M. de Saint-Jacques, secrétaire du duc, et trois de ses gens, furent arrêtés. Alors seulement le commandant de gendarmerie reconnut que le général Dumouriez n'était autre que le général Thumery. Le prince lui déclara *que jamais Dumouriez n'était venu à Ettenheim, et qu'il ne l'aurait pas reçu s'il y était venu.* Il dit *qu'il estimait Bonaparte comme un grand homme; mais qu'étant prince de la maison de Bourbon, il lui avait voué une haine implacable.* On le transféra à la citadelle de Strasbourg, où il séjourna le 16 et le 17. Le 18, dans la nuit, il partit en poste pour le château de Vincennes, où il arriva le 20 à neuf heures du soir. Une commission militaire, composée d'un général de brigade, président, de six colonels, d'un capitaine rapporteur et d'un capitaine greffier, se transporta à Vincennes, en vertu de l'ordre du gouverneur de Paris, d'après l'arrêté du gouvernement du 19 ventôse, qui *déclarait le duc d'Enghien prévenu d'avoir porté les armes contre la république; d'avoir été et d'être encore à la solde de l'Angleterre; de faire partie de complots tramés par cette dernière puissance contre la sûreté intérieure et extérieure de la république.* Interrogé à minuit par le

capitaine rapporteur, le prince déclara *qu'il n'avait jamais vu Pichegru; que le général avait désiré le voir; qu'il se louait de ne l'avoir pas connu, d'après les vils moyens dont on dit qu'il a voulu se servir, s'ils sont vrais;.... qu'il avait toujours commandé l'avant-garde dans l'armée de son grand-père; qu'il n'avait pour vivre que le traitement que lui faisait l'Angleterre, c'est-à-dire cent cinquante guinées par mois.* Avant de signer le procès-verbal de ce premier interrogatoire, le prince écrivit au bas: *Je demande une audience au premier Consul; mon nom, mon rang, ma façon de penser et l'horreur de ma situation, me font espérer qu'il ne se refusera pas à ma demande.* A la commission devant laquelle il comparut deux heures après, il déclara *qu'il était prêt à faire la guerre, et qu'il devait avoir du service dans celle que l'Angleterre faisait encore à la France.* Averti par le président que les commissions militaires jugeaient sans appel, le duc répondit: *Je ne me dissimule pas le danger que je cours; je désire seulement avoir une entrevue avec le premier Consul.*

Vers les quatre heures du matin, une explosion se fit entendre dans les fossés du château: le dernier rejeton de la maison de Condé mourait, pour la cause royale, au pied de la forteresse où le grand Condé avait été renfermé comme coupable d'avoir porté les armes contre le roi de France.

Cependant, le 21 mars, au milieu de la violente agitation dont le procès de Moreau et de Pichegru enflammait les esprits, on apprend tout à coup que le duc d'Enghien a été fusillé à Vincennes. Une

morne stupeur s'étend sur la capitale; les prisonniers du Temple sont oubliés pendant cette journée envahie par un deuil inconnu; et ce qui rend cette émotion si sombre, si sinistre, c'est le caractère mystérieux imprimé à l'effroi général, comme dans les grandes calamités dont la cause est cachée. En effet, on ignore le crime, on ne connaît pas la victime. Plus des deux tiers de la population virile de la capitale ne sait quel est ce prince qui vient de périr à Vincennes; on ne le sait qu'à cette armée qu'ont commandée les prisonniers du Temple, Pichegru et Moreau; à cette armée qui a vu combattre contre elle les trois générations de la Maison de Condé. Frappée d'un saisissement profond, l'opinion cherche toutefois à pénétrer un secret que la mort peut avoir rendu impénétrable; elle voudrait rattacher ce fait si étrange au complot qui l'occupe, et elle se perd avec une sorte de désespoir dans des conjectures qu'aucun indice, qu'aucun témoignage ne vient soutenir ou expliquer. Si c'était, disait-on, la même conspiration, on eût mis le nouveau coupable en présence des anciens; il n'en aurait pas été séparé à l'instant par un jugement et une exécution nocturne.

La mort du duc d'Enghien n'est pas un crime, dit alors un homme d'État; *c'est bien pis, elle est une faute.* Napoléon a pris pour lui seul *cette faute* tout entière dans son testament, où il s'exprime ainsi :

« J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien, parce « que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et

« à l'honneur du peuple français... Dans une sem-
« blable circonstance, j'agirais de même. »

Dans ses *Mémoires* (t. II, p. 228), Napoléon dit encore :

« Le duc d'Enghien périt parce qu'il était un des « auteurs principaux de la conspiration de Georges, « Pichegru et Moreau... Le duc d'Enghien figurait « déjà, depuis 1796, dans les intrigues des agens de « l'Angleterre, comme le prouvent les papiers saisis « dans les caissons de Klinglin et les lettres de Moreau « au Directoire, du 17 fructidor 1797. »

On a dit et répété que Bonaparte avait beaucoup d'intérêt à voir, à questionner lui-même le duc d'Enghien, après son jugement; je le dis aussi, et il est certain que le conseiller d'État Réal attendait chez lui, le 21 mars au matin, l'ordre d'aller interroger le duc, quand Harel, commandant du château de Vincennes, vint lui apprendre que l'exécution avait eu lieu. Réal fut si étonné, qu'il crut que Harel lui parlait de l'évasion du prisonnier. Au reste, tout homme qui a connu Bonaparte ne peut douter que, s'il eût admis le duc d'Enghien en sa présence, le descendant du grand Condé aurait vécu, pour servir d'otage peut-être; et de sanglans stigmates ne marqueraient point la fin de ses beaux jours consulaires. Quant au jugement du malheureux prince, il porte : « Le président *ordonne que le présent jugement sera exécuté de suite.* »

Napoléon s'explique ainsi à lui-même la mort du duc d'Enghien (t. II, p. 340-341 de ses *Mémoires*) :

« La commission militaire a dû le condamner si

« elle l'a trouvé coupable. Innocent ou coupable, « Caulaincourt et Ordener ont dû obéir : coupable, « la commission militaire a dû le condamner; inno- « cent, elle eût dû l'acquitter; car aucun ordre ne « peut justifier la conscience d'un juge... La mort du « duc d'Enghien doit être attribuée aux personnes « qui dirigeaient et commandaient de Londres l'as- « sassinat du premier Consul, et qui destinaient le « duc de Berri à entrer en France par la falaise de « Béville, et le duc d'Enghien par Strasbourg. Elle « doit être attribuée aussi à ceux qui s'efforcèrent, « par des rapports et des conjectures, à le présenter « comme chef de la conspiration. Elle doit être éter- « nellement reprochée enfin à ceux qui, *entraînés « par un zèle criminel, n'attendirent point les ordres « de leur* SOUVERAIN *pour exécuter le jugement de la « commission militaire*. Le duc d'Enghien périt vic- « time des intrigues d'alors; sa mort, si injustement « reprochée à Napoléon, lui nuisit et ne lui fut d'au- « cune utilité politique. Si Napoléon avait été capable « d'ordonner un crime, Louis XVIII et Ferdinand « ne régneraient point aujourd'hui : leur mort lui a « été proposée, conseillée même à plusieurs re- « prises. »

On n'a cessé de répéter jusqu'à satiété que c'était le parti révolutionnaire qui avait exigé de Bonaparte la mort du duc d'Enghien. Qui pourrait le croire parmi les contemporains si nombreux de cette époque, quand on se rappelle avec quelle facilité ce parti, sauf quelques rares exceptions, avait abjuré aux pieds du nouveau César sa religion politique, et aussi quand on remarque l'obscurité de tous les con-

spirateurs patriotes, hormis l'adjudant-général Aréna, qui payèrent de leurs têtes les attentats entrepris contre Bonaparte? L'aristocratie de ce parti avait laissé les périls à ses prolétaires, se promettant sans doute d'en recueillir le fruit, si le succès les couronnait. Mais comme toutes ces exécrables machinations furent punies, cette aristocratie se trouva tout d'abord former l'aristocratie consulaire, et elle se résigna avec la même facilité à devenir l'aristocratie impériale. Peu de temps, en effet, après le 18 brumaire, tous les hommes que l'on appelait encore Jacobins étaient séduits ou dispersés; ils n'avaient point, ils ne pouvaient avoir auprès du premier Consul de représentant assez important, assez énergique, pour lui imposer comme gage de sa fidélité à la révolution le sacrifice du duc d'Enghien. Quant à ceux qui jouissaient de quelque crédit auprès de lui, ils ne s'intéressaient déjà plus à la cause de la liberté, abandonnée par eux; ils ne gardaient déjà plus eux-mêmes de fidélité à la révolution; car il est bien vrai de dire que Bonaparte ne dut pas à beaucoup près à lui seul, ni aux soldats, les journées du 18 et du 19 brumaire, qui changèrent le gouvernement. De même il trouva autant d'aides pour soutenir ce changement, qu'il en avait eu pour l'opérer. Indépendamment de cette foule qui accourt sans cesse au secours du vainqueur, les hommes politiques se mirent tous à consolider l'œuvre de Saint-Cloud, les uns dans l'intérêt de la révolution de 89, les autres dans celui de l'ambition; d'autres, moins clairvoyans, dans l'intérêt de la république; ceux-ci étaient en plus grand nombre qu'on ne le croit aujourd'hui :

ils n'avaient vu que le triomphe de leurs principes dans la chute du Directoire et dans l'élévation de Bonaparte. C'étaient les mêmes qui, à l'époque que je retrace, soutenaient, malgré les lumières répandues par l'instruction du procès, que Moreau n'avait pas conspiré avec Georges et Pichegru : parmi les honnêtes gens, les moins éclairés ont du penchant à attribuer aux hommes qu'ils aiment les sentimens que leur conscience leur inspire. Ainsi, tels défenseurs de Bonaparte contre les Jacobins défendaient Moreau contre le premier Consul.

Cette digression trouvera grace, je l'espère, auprès des lecteurs équitables qui n'ont accordé les honneurs divins ni à la Convention ni à Bonaparte; elle pourrait paraître au moins oiseuse à ces quelques privilégiés de tous les gouvernemens, qui, saturés d'impunités, de richesses, d'honneurs, ingrats du passé, désintéressés de l'avenir, se reposent dans le sein d'une sorte d'apathie glorieuse, et indifférente désormais à ce que leur pays a éprouvé, à ce qu'ils ont été eux-mêmes. Je reviens à mon fait.

Il ne manquait plus, depuis les voyages du capitaine Rosey à Munich, à Stuttgard, et la saisie des papiers de la baronne de Reich, aucun renseignement sur les machinations ourdies dans l'Allemagne électorale contre la république et le premier Consul. Bonaparte résolut, en conséquence, de décider la conviction publique, en mettant sous les yeux de l'Europe, par la voie du *Moniteur*, les pièces de correspondance de Drake et de Méhée, et postérieurement celles qui concernaient la mission du capitaine Rosey. Deux rapports du grand-juge accompagnè-

rent la publication de ces étranges documens. Le 24 mars, M. de Talleyrand adressa cette circulaire à tous les membres du corps diplomatique, résidant à Paris :

« Messieurs,

« Le premier Consul m'a donné l'ordre d'adresser « à V. E. un exemplaire du rapport qui lui a été « présenté par le grand-juge sur une conspiration in- « cidente tramée en France par M. Drake, ministre « de S. M. B. près la cour de Munich, et qui, par son « objet comme par sa date, se rattachait à l'infâme « complot que dans ce moment les tribunaux s'oc- « cupent de juger... Une telle prostitution de la plus « honorable fonction qui puisse être confiée à des « hommes, était sans exemple dans l'histoire des na- « tions civilisées. Elle étonnera, elle affligera l'Eu- « rope, comme le scandale d'un crime inouï, et que « jusqu'à ce moment les gouvernemens les plus per- « vers n'avaient osé méditer. Le premier Consul con- « naît trop les sentimens et les qualités qui distin- « guent le corps diplomatique accrédité auprès de « lui, pour n'être pas convaincu qu'il verra avec une « profonde douleur la profanation du caractère sacré « d'ambassadeur, indignement travesti en ministre « des complots d'embauchage et de corruption.

« Talleyrand. »

Le ministre reçut successivement des réponses, dans le sens de cette note, du cardinal Caprara, lé-

gat *à latere* du Saint-Siége, du comte de Cobentzel, ambassadeur d'Autriche, du marquis de Lucchesini, ministre de Prusse, de M. Schimmelpenninck, ambassadeur batave, du baron de Dreyer, ministre de Danemarck, du marquis de Gallo, ambassadeur de Naples, de M. Cetto, ministre de Bavière, du comte de Bunau, ministre de Saxe, du comte de Beust, ministre du prince Primat, du baron de Pappenhein, envoyé de Darmstadt, du bailli de Ferrette, ministre de Malte, de M. Abel, résident des villes libres de l'Empire, de M. Ferrari, envoyé de Gênes, de M. Belluomi, envoyé de Lucques, de M. de Mailliardot, ministre helvétique, de M. de Souza, envoyé de Portugal, de M. d'Oubril, chargé d'affaires de Russie, de M. Liwington, ministre des États-Unis, du baron de Staub, envoyé de Wurtemberg, du baron de Dalberg, ministre de Bade, de M. d'Hervaz, chargé d'affaires d'Espagne et d'Étrurie, de M. Marescalchi, envoyé de la république cisalpine, et de M. de Malsbourg, envoyé de Hesse-Cassel. La diplomatie britannique fut condamnée par les représentans de toutes les puissances de l'Europe, dont une partie se ralliait secrètement à la Grande-Bretagne par des intérêts analogues aux projets qui venaient d'être dévoilés.

Le 31 mars, M. de Mongelas, principal ministre de l'électeur de Bavière, en adressant à M. Drake la copie imprimée de sa correspondance avec le citoyen Méhée, l'informait par une note : « Que l'élec-
« teur devait à sa dignité, à son honneur, à l'intérêt
« de son peuple, de lui déclarer que, dès ce moment,
« il lui était impossible d'avoir aucune communica-

« tion avec lui et de le recevoir désormais à sa « cour. »

L'électeur de Wurtemberg suivit l'exemple de la Bavière, et le ministre anglais Spencer Smith s'enfuit honteusement de Stuttgard. Jamais l'opinion de l'Europe ne fut aussi éclairée sur aucune manœuvre politique, que sur celle qui déshonora si justement alors le cabinet de Saint-James.

Le second rapport du ministre de la justice au premier Consul se terminait ainsi : « Je demande « donc avec instance, et tous mes devoirs envers « vous, citoyen premier Consul, m'en imposent la « loi, que le cabinet prenne des mesures afin que les « Wickam, les Drake, les Spencer Smith, ne soient « reçus chez aucune puissance amie de la France, à « quel titre et sous quelque caractère que ce puisse « être. Les hommes qui prêchent l'assassinat et qui « fomentent les troubles civils, les agens de la cor- « ruption, les missionnaires de la révolte contre les « gouvernemens établis, sont les ennemis de tous « les États, de tous les gouvernemens. Le droit des « gens n'existe pas pour eux. »

Lord Hawkesbury, chef du cabinet britannique, répondit à ce sujet et osa déclarer :

« *Que tout gouvernement sage se doit à lui-même* « *et au monde en général, de profiter de tout mé-* « *contentement qui existe dans le pays avec lequel* « *il peut se trouver en guerre, et par conséquent de* « *prêter aide et assistance aux projets des mécon-* « *tens.* »

Ainsi le ministère anglais ne craignit pas de sanctionner par un de ses actes publics tout ce que le

grand-juge de France avait avancé dans ses deux rapports. La doctrine de lord Hawkesbury, qui n'était autre chose que l'école de l'assassinat, donna lieu à une réplique foudroyante de la part de M. de Talleyrand, qui couvrit de honte le cabinet de Saint-James, sans toutefois le forcer au silence.

Tel fut, dans son ensemble et dans tous ses détails, l'épisode terrible qui détourna l'attention publique des conspirateurs du Temple. Toutefois, malgré le saisissement dont la mort du duc d'Enghien avait frappé toutes les ames, cette mort ne laissa point de trace. Nulle démission ne signala le mécontentement d'un fonctionnaire, soit civil, soit militaire, soit ecclésiastique, ni d'aucun de ceux qui ont cherché depuis, par leurs écrits ou par leur silence, à se justifier d'avoir pris part à cette catastrophe.

Cependant l'empereur de Russie, en sa qualité de méditateur et de garant de la paix continentale, protesta contre l'invasion du pays de Bade, et notifia, le 7 mai, sa protestation aux États de l'Empire. Il était puissamment secondé dans cette haute démarche par le roi de Suède, gendre de l'électeur de Bade, et même par le cabinet de Londres, qui osa aussi intervenir dans cette réclamation, quoique souillé encore des crimes de ses agens diplomatiques. Lorsque le respect de la morale universelle peut favoriser ses intérêts, aucune puissance ne montre autant de conscience que l'Angleterre. La cour de Pétersbourg avait pris le deuil pour la mort du duc d'Enghien; une troisième coalition s'annonçait. Les sinistres évènemens auxquels la France servait de théâtre, et les nouveaux périls où une guerre continentale

allait entraîner l'Europe, étaient tous sortis, je ne crains pas de l'affirmer, du refus de l'Angleterre d'obéir au traité d'Amiens, le plus grand attentat politique, par ses circonstances et ses résultats, qui ait jamais eu lieu chez un peuple civilisé. L'histoire a le droit de déclarer que l'exécution du traité d'Amiens par la Grande-Bretagne aurait prévenu le procès de Moreau et le jugement du duc d'Enghien; elle doit dire aussi que l'affaire d'Ettenhein, rendue au moins inutile par la découverte des complots de Drake, entacha cette belle période consulaire, où Bonaparte avait recueilli si justement les vœux et les hommages de la France et de l'Europe.

Mais l'annulation du traité d'Amiens présageait d'autres calamités. Bonaparte fut comme frappé de la foudre par la rupture de la paix. Il sentit que cette paix, si chèrement achetée, si difficilement engagée, ne pourrait faire place qu'à des combats perpétuels; il sonda l'avenir d'un coup d'œil irrité, il le vit à jamais implacable : dès-lors, ne se croyant plus en sûreté, ni la France, ni lui, sous l'égide de la dictature républicaine, il appela à son secours la dictature impériale.

La violation du traité d'Amiens et l'avénement de Napoléon à l'empire s'élevèrent tout à coup l'un contre l'autre, comme deux forces inconnues, dont l'ordre social serait la proie. Ces deux causes recélaient dans leurs principes les plus redoutables élémens qui eussent encore soulevé les intérêts et les passions des hommes, depuis les guerres de religion. Le génie de Napoléon devait le porter à monter toujours, et celui de la Grande-Bretagne à creuser tou-

jours un abîme sous les pas de son ennemi pour l'engloutir. Ces deux grandes figures, s'entrechoquant sans cesse dans l'atmosphère européenne, jusqu'à la destruction nécessaire de l'une d'elles, semblent appartenir aux créations gigantesques du Dante et du Camoëns. Le monde sera brisé par leur lutte. La France et l'Angleterre ne se bornent plus à l'ancienne rivalité qui les éloignait l'une de l'autre; elles se sont rapprochées pour se livrer une guerre à mort. Voilà les auspices de l'empire.

FIN DU LIVRE SEPTIÈME.



LIVRE HUITIÈME.

Empire.

CHAPITRE PREMIER.

(1804.)

SUR L'AVÉNEMENT A L'EMPIRE.

MONTESQUIEU a dit : « La tyrannie d'un prince « ne met pas un État plus près de sa ruine, « que l'indifférence pour le bien commun n'y met « une république. L'avantage d'un État libre est que « les revenus y sont mieux administrés; mais lors- « qu'ils le sont plus mal, l'avantage d'un État libre est « qu'il n'y a point de favoris; mais quand cela n'est « pas, et qu'au lieu des amis et des parens du prince, « il faut faire la fortune des amis et des parens de tous « ceux qui ont part au gouvernement, tout est « perdu : les lois sont éludées plus dangereusement « qu'elles ne sont violées par un prince, qui, étant

« toujours le plus grand citoyen de l'État, a le plus « d'intérêt à sa conservation. »

Telle était, avec l'épuisement total du trésor public, la position de la France directoriale en l'an VIII; elle devait produire une nécessité plus forte que son malheur.

Bonaparte arriva d'Égypte au moment où une lutte allait s'ouvrir entre Sieyes et Barras, tandis que la société du *Manège*, armée de la tradition conventionnelle, attendait cette crise pour fondre sur les deux adversaires, et peut-être placer dans les mains de Bernadotte le sceptre du protectorat républicain. Il y avait péril en la demeure pour la nation, dans toute la rigueur de l'expression, lorsque les cris de joie des matelots de Fréjus annoncèrent à la France un libérateur; Bonaparte se vit en quelque sorte porter jusqu'à Paris sur les bras de la population, et le 18 brumaire eut lieu. Je pense, avec beaucoup de gens, qu'il existait un autre moyen de sauver la France; mais j'atteste, sans crainte d'être contredit, qu'il n'en existait pas d'autre pour Bonaparte. Le conquérant de l'Égypte ne pouvait conspirer comme Sieyes. Ses élémens naturels étaient les soldats; aussi ce fut avec eux qu'il brisa ce que la législature seule avait le droit de dissoudre.

Et quand même, obsédé chaque jour à Paris, par les plus imposantes sollicitations, d'opérer un changement politique, il aurait eu la volonté d'attendre une révolution légale, qui sait si elle eût été faite pour lui? si elle n'eût pas été faite contre lui? Bernadotte, Augereau, épiaient l'occasion. Le temps pressait, tant son retour spontané avait subitement

mûri les craintes, les espérances et l'agitation publique! La sagesse de Sieyes, après une longue temporisation, avait fini par ne pas trouver de délai au-delà du 18 brumaire, pour se servir du bras de Bonaparte. La liberté du choix manquait déjà à l'idole du peuple et de l'armée, entre remplacer un pouvoir avili, que chacun l'engageait à détruire, et dont trois directeurs sur cinq lui offraient le partage, ou disparaître obscurément, comme le général Hoche, sous le verdict silencieux d'une vengeance ou d'une intrigue. Bonaparte préféra sauver la France et lui-même : le Conseil des Anciens, les habitans de Paris, la France et l'armée, furent les complices de la royauté qu'il proclama sous le voile de la commission consulaire; mais dès le premier moment, il accepta sa magistrature comme une conquête et non comme une élection.

La monarchie bonapartienne, commencée le 20 brumaire an VIII (11 novembre 1799), eut des phases rapides : élective et temporaire le 15 décembre 1799, déclarée à vie le 2 août 1802, elle devint héréditaire sous le nom d'empire, le 18 mai 1804. Ces modifications n'émanèrent pas de la seule volonté de Bonaparte; elles dépendirent aussi de la marche des choses, qui poussait à l'hérédité. Consul à temps, un coup d'État, un simple coup de main pouvait chasser Bonaparte, comme il avait chassé le Directoire, comme le Directoire s'était décimé lui-même au 18 fructidor et au 30 prairial. Consul à vie, il suffisait d'un assassin; et Georges attendait encore sous les verroux le châtiment d'un attentat reconnu par lui-même. Bonaparte prit l'hérédité comme un bouclier,

afin que, s'il tombait victime d'une nouvelle conspiration, l'État ne pérît pas avec lui ; car, depuis quatre ans et demi que durait le Consulat, on pouvait regarder la France comme placée en viager sur une tête sans cesse menacée. L'hérédité était sans doute la pensée de Napoléon devenu empereur ; elle était aussi une loi de la nécessité.

Tout atteste, malgré les récriminations élevées par ce qui peut rester encore des membres de la Convention et du Directoire, que la France à cette époque se trouvait dans l'impossibilité de supporter davantage une magistrature élective. Notre situation politique renfermait tant d'élémens de dissolution, que le Directoire lui-même s'était vu réduit, dans la vue de sa conservation, à se constituer en tyrannie, et à créer, dès le 1er janvier 1796, la funeste institution d'un ministère de la police générale, qui rendait le gouvernement odieux par l'ignoble terreur dont il fatiguait la liberté.

La royauté impériale commença le 18 mai 1804. Cependant celui qui, en 1799, s'était présenté pour héritier de la révolution, et qui avait disposé à sa volonté de cet orageux patrimoine, ne veut pas se porter héritier de l'ancienne monarchie. Il se fait empereur, titre connu dans l'histoire des princes et des conquérans, mais qui devient entre ses mains une chose toute nouvelle ; car il consulte, en la créant, au moins autant les besoins du temps que les penchans de sa nature, et les proportions de ses facultés personnelles. Il met bien sur sa tête la couronne d'un monarque ; mais il se garde de lui rendre ce que la révolution a rayé à jamais du cor-

tége de toute royauté en France, c'est-à-dire les droits féodaux, une noblesse exclusive et privilégiée, le droit d'aînesse, un clergé ordre dans l'État, la vénalité des offices, la confusion du trésor public dans celui du prince, l'inégalité ou l'exemption des impôts, etc., etc. Il proclame une monarchie impériale constitutionnelle, où lui seul est absolu, et où la révolution établit la liberté des personnes, des propriétés, des cultes, l'égalité civile et politique, l'admission à tous les emplois, des distinctions sans priviléges, la séparation des deniers de l'État d'avec le trésor du souverain, la reddition des comptes de chaque ministre, etc.... Tel fut constamment, pendant son règne, l'esprit des constitutions dont il dota les royaumes de Naples, de Hollande, de Westphalie, d'Italie, le grand-duché de Varsovie et l'Espagne. Ces constitutions doivent être regardées comme de grands manifestes de la nouvelle civilisation qu'il avait phophétisée au Directoire, quand il lui dît au retour de Radstadt : « .:......... *De la paix que vous venez de conclure, date l'ère des gouvernemens représentatifs.* »

J'ai avancé qu'il n'y avait d'absolu dans le gouvernement impérial que Napoléon; j'affirme qu'après lui, sous son fils, sous un prince dont l'éducation politique n'eût pas été le despotisme d'un général en chef toujours victorieux, ni les droits de ceux du conquérant de sa république, cette monarchie impériale retombait par sa propre nature au niveau des besoins, des volontés, des principes de la société française, en un mot, au régime d'une véritable monarchie constitutionnelle, que Napoléon tînt

jusqu'à son dernier jour cachée à l'ombre de ses drapeaux. Sous un tel successeur, le Conseil d'État descendait du rang des pouvoirs législatifs à celui de comité consultatif du monarque et de ses ministres; la législature recouvrait la parole; le ministère de la police, puissance odieuse, violente, arbitraire, rentrait dans les attributions légales du ministère de la justice; la presse reprenait ses franchises en même temps que la nation.

Napoléon établit en France toute la liberté et tout le despotisme qu'il crut qu'elle pouvait supporter. Quand il eut réuni à notre territoire une moitié de l'Europe, et que le voyageur marchait sur les terres de l'Empire depuis Terracine jusqu'à Lubeck, il s'attrista de cette grandeur colossale : « *Qui,* « *après moi*, disait-il, *pourra porter un tel far-* « *deau?* »

C'est cette prodigieuse destinée, inséparable du sentiment profond dont elle affectait Napoléon lui-même, que je propose à la méditation du lecteur, maintenant que les cendres de ce grand homme sont le jouet des vents de l'Atlantique; qu'Alexandre, l'ami, le rival, l'ennemi et l'héritier du maître de tant de peuples, dort comme lui dans la tombe, et qu'il n'y a plus de bras pour tenir le sceptre européen.

CHAPITRE II.

(1804.)

AVÉNEMENT A L'EMPIRE. — PROTESTATION DE LOUIS XVIII. — JUGEMENT DE LA CONSPIRATION DE PICHEGRU. — MINISTÈRE DE LA POLICE GÉNÉRALE. — INAUGURATION DE LA LÉGION-D'HONNEUR. — CAMP DE BOULOGNE. — SACRE DE L'EMPEREUR ET DE L'IMPÉRATRICE. — DÉCLARATION DE GUERRE DE L'ESPAGNE A L'ANGLETERRE.

Une volonté singulière de Napoléon fit sortir le premier vote à l'empire de la dernière enceinte où se réfugiât encore l'ombre de la liberté française. Présentée le 30 avril, par le citoyen Curée, membre du tribunat, la proposition de nommer Empereur le premier Consul, et de fixer l'hérédité dans sa famille, passait à l'unanimité, sans l'opposition du citoyen Carnot, que nous avons vu ministre de Napoléon dans les derniers jours de sa puissance. Le 2 mai, le Corps-Législatif s'unit par ses votes au vœu du tribunat; le 18, le Sénat décréta le sénatus-consulte organique qui déférait le titre d'Empereur au premier Consul, en établissant dans sa famille l'hérédité au trône impérial. Le Sénat se rendit à Saint-Cloud, ayant à sa tête le consul Cambacérès, son président, chargé de présenter à l'Empereur ce

sénatus-consulte. Napoléon répondit au discours de l'orateur : « Tout ce qui peut contribuer au bien de « la patrie est essentiellement lié à mon bonheur ; « j'accepte le titre que vous croyez utile à la gloire « de la nation. Je soumets à la sanction du peuple « la loi de l'hérédité ; j'espère que la France ne se re- « pentira jamais des honneurs dont elle environnera « ma famille. Dans tous les cas, mon esprit ne sera « plus avec ma postérité, le jour où elle cesserait « de mériter l'estime et la confiance de la grande « nation. »

Ainsi le sénatus-consulte consacra le vœu des trois grands pouvoirs politiques de la nation. Le même acte comprenait dans la ligne de l'hérédité les frères de l'Empereur, Joseph et Louis, nommés princes impériaux. On s'étonna que Lucien, qui avait contribué si puissamment au succès de la terrible journée de Saint-Cloud, le 18 brumaire, en sa qualité de président du conseil des Cinq-Cents, qui depuis avait été ministre, ambassadeur, ne fit pas plus que son frère Jérôme partie de la ligne d'hérédité. Suivant le bruit public, Lucien, franchement républicain, avait refusé pour lui-même ce qu'il ne consentait pas à reconnaître pour son frère. Quant à Jérôme, il était disgracié comme ayant contracté un mariage en Amérique sans le consentement du premier Consul. La proclamation du sénatus-consulte annonça à la France une quatrième dynastie, la formation des colléges électoraux, la création d'une haute cour impériale et l'institution des grandes dignités de l'empire.

Napoléon nomma grand-électeur le prince Jo-

seph; connétable, le prince Louis; archichancelier, M. Cambacérès; et architrésorier, M. Lebrun.

Le même jour, Napoléon paya un noble tribut à l'armée en conférant le grade de maréchal de l'empire à dix-huit généraux qui devaient leur illustration à la cause de la liberté : c'étaient Alexandre Berthier, Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augereau, Bernadotte, Soult, Brune, Lannes, Mortier, Ney, Davoust, Bessières, Kellermann, Lefebvre, Pérignon et Serrurier. Il regretta vivement, sans doute, de ne pouvoir appeler au même honneur ses deux compagnons d'Égypte, Kléber et Desaix, et le vieux Dugommier, avec lequel il avait pris Toulon.

On a vu, dans la guerre d'Italie, quels égards, quels hommages le général en chef prodigua au souverain pontife. Peu de jours avant son élévation à l'empire, Bonaparte avait fait présent au pape du brick *le Saint-Pierre*. Aussi, à l'avénement de Napoléon, le clergé s'empressa de le saluer de tous les titres que les livres saints purent fournir à sa pédantesque adulation. Le nouvel Empereur devint le nouveau Cyrus, le nouveau Moïse rappelé des déserts de l'Égypte, le nouveau Mathias envoyé par le Seigneur, le pieux Onias, le nouveau Josaphat, etc..... L'Église devait cette reconnaissance à l'auteur du Concordat de 1801. Mais les affaires avec la cour de Rome donnèrent par la suite beaucoup d'embarras à Napoléon : c'est ce qui lui fit dire au célèbre Fox : « *J'aurais eu moins de peine à établir en France la confession d'Augsbourg.* » Ces paroles prouvent que Napoléon ne comprit pas, ou ne voulut point com-

prendre son époque; car on peut, je crois, affirmer qu'en 1804, et surtout en 1801, il y avait indifférence complète dans la république, en matière de religion; et l'apathie de la nation, sous ce rapport, était telle, qu'elle ne laissait à aucun législateur la faculté de choisir pour elle entre toutes les communions chrétiennes. Il faut bien le reconnaître, cet état de choses existait pour la très-grande majorité des Français, et à tel point, que l'organisation du culte catholique en vertu du concordat consulaire parut au peuple une innovation plus hardie que la violation de la représentation nationale à la journée du 18 brumaire. La religion n'était plus alors dans les mœurs, ni, j'oserais presque le dire, dans les besoins de la nation; l'ère française était toute philosophique depuis Louis XV.

Plusieurs décrets de joyeux avénement rendirent la liberté à des individus condamnés correctionnellement, et à des débiteurs de l'État; une amnistie fut également accordée aux soldats de terre et de mer, déserteurs à l'intérieur, qui rejoindraient leurs drapeaux.

Le 27 mai, l'Empereur reçut solennellement le serment du Sénat. Le vœu des cent huit départemens de la France arriva bientôt au pied du trône. Cependant une déclaration, faite à Varsovie, et datée du 6 juin, déclaration à laquelle les événemens de 1814 donnèrent depuis une autorité prophétique, était adressée à tous les gouvernemens de l'Europe.

Protestation de Louis XVIII, roi de France, contre l'usurpation de Bonaparte.

« En prenant le titre d'Empereur, en voulant le
« rendre héréditaire dans sa famille, Bonaparte vient
« de mettre le sceau à son usurpation. Ce nouvel
« acte d'une révolution où tout dans l'origine a été
« nul, ne peut sans doute infirmer mes droits. Mais,
« comptable de ma conduite à tous les souverains,
« dont les droits ne sont pas moins lésés que les
« miens, et dont les trônes sont tous ébranlés par
« les principes dangereux que le Sénat de Paris a osé
« mettre en avant; comptable à la France, à ma fa-
« mille, à mon propre honneur, je croirais trahir la
« cause commune en gardant le silence en cette oc-
« casion. Je déclare donc (après avoir au besoin re-
« nouvelé mes protestations contre tous les actes
« illégaux qui, depuis l'ouverture des États-Géné-
« raux de France, ont amené la crise effrayante dans
« laquelle se trouvent la France et l'Europe), je dé-
« clare en présence de tous les souverains, que loin
« de reconnaître le titre impérial que Bonaparte
« vient de se faire déférer par un corps qui n'a pas
« même d'existence légale (le Sénat), je proteste
« contre ce titre et contre tous les actes subséquens
« auxquels il pourrait donner lieu. »

Napoléon fit publier cette protestation dans *le Moniteur*.

Peu de jours après, l'Empereur signala, par un

grand acte de clémence, le premier moment de son règne. Vingt des co-accusés de Georges Cadoudal avaient été condamnés à mort, le 10 juin, par le tribunal criminel de la Seine; et d'autres, notamment le général Moreau, à deux années de détention. Au nombre des premiers on comptait: Armand de Polignac, le marquis de Rivière, Bouvet de Lozier, le général Lajolais, Russilion, Rochelle, Gailliard et Charles d'Hozier. L'impératrice Joséphine joignit ses larmes à celles de madame de Polignac. « *Je puis pardonner à votre mari*, dit Na-« poléon, *car c'est à ma vie qu'on en voulait.* » La grace d'Armand de Polignac fut prononcée. Madame Murat se chargea de celle de M. de Rivière, et l'obtint. Le général Rapp, aide-de-camp de Napoléon, alla à Saint-Cloud solliciter celle de Russilion; il réussit comme madame Murat. L'Empereur remit encore leur peine à cinq autres; ainsi huit des conjurés échappèrent à l'échafaud.

Georges, n'ayant pas voulu demander sa grace, périt avec douze de ses complices. Napoléon commua la détention prononcée contre Moreau en un exil aux États-Unis.

Ces commencemens sont beaux. La France applaudit à ces éclatans témoignages d'une véritable générosité. Elle jugea que celui-là était digne de la gouverner, qui exerçait d'abord, en faveur de ses ennemis, la plus belle prérogative du pouvoir. Mais tandis que Napoléon, par un acte de son conseil privé, donnait la vie à des conspirateurs que la loi avait frappés, il faisait justice, par un décret impérial, des sectaires de Loyola, qui, sous le nom de

Frères de la foi, d'*Adorateurs de Jésus*, de *Paccanaristes*, venaient d'élever plusieurs établissemens sur les ruines de la république et sur les fondations de l'empire. Comme Napoléon ne doit pas prendre le titre de *Défenseur de la foi*, laquelle ne lui semble pas en danger, il n'a pas besoin de cette milice secrète, de ce corps de mineurs religieux qui veulent se loger dans les souterrains de son gouvernement. Mais ils sauront bien y entrer un jour, sous la protection de son oncle, le cardinal Fesch, qui s'est chargé des représailles ecclésiastiques sur les conquêtes de la révolution. Sorti du sein de cette révolution, et condamné sans elle à l'obscurité, Fesch laissera après lui ce funeste héritage à cet empire des Gaules dont il fut le primat. Mémorable exemple de ce fatal esprit de l'Église romaine, qui ne connaît ni famille ni patrie!

Quand Napoléon arriva au pouvoir consulaire, le ministère de la police générale, dont Fouché avait voulu faire le principal auxiliaire du 18 brumaire, existait déjà; dès la première année, il supprima ce ministère et le réunit aux attributions du ministre de la justice. Cependant, depuis lors, sa vie avait été plusieurs fois en danger, et quoiqu'il eût bien reconnu que les formes de la justice, qui sont lentes, parce qu'elles ne sont que protectrices, ne pouvaient atteindre, encore moins prévenir, la rapidité et la diversité de tels attentats, soit par une sorte d'indifférence pour le péril qui lui était personnel, soit par sa répugnance secrète pour un semblable ministère, il s'était, jusqu'à l'avénement à l'empire, refusé à le rétablir. Mais au moment où il entrait dans une

nouvelle existence, où, loin de pouvoir espérer une jouissance paisible de la couronne, il devait s'attendre, d'après la seule attitude des Anglais, à être au moins autant le commandant de ses armées que le souverain des Français, il crut devoir opposer aux ennemis intérieurs une force domestique capable d'imposer à leurs complots, et il ressuscita le ministère de la police. Malheureusement il en rendit le portefeuille à ce faux républicain qui avait si chaudement servi la terreur conventionnelle, et si bien trahi la faiblesse directoriale; Fouché de Nantes, qu'il faut à jamais appeler Fouché de Lyon, fut chargé de surveiller la France et l'Europe.

Malgré cette preuve de confiance si peu méritée, par conséquent si propre à exciter une reconnaissance éternelle, Napoléon ne sera pas toujours dans le secret de Fouché. Toutefois l'empereur, qui seul connaît ce qu'il veut faire, plane sur ses destinées futures à l'insu de tout ce qui l'entoure, et il ne voit dans son ministre de la police générale que le concierge de sa politique intérieure, quand les évènemens, qui peuvent le menacer, le conduiront hors de la capitale ou loin des frontières que la république a tracées par ses victoires autour de son empire.

Dès cette époque, Napoléon eut le tort de se croire assez puissant pour donner un pareil ministère à un homme qu'il était loin d'estimer. Ce ne fut pas la seule fois qu'il commit de semblables erreurs; elles devaient lui être un jour aussi funestes qu'à la France. Mais déjà ce caractère, que l'on s'est plu à juger indépendant de toute influence parce qu'il était fort, montrait du penchant à se laisser dominer

par l'habitude, au point de ne pas consentir à éloigner ses ennemis, s'ils avaient reçu de lui d'importantes faveurs. Jusqu'à la fin de son règne, Napoléon se regarda comme obligé envers eux par la hauteur des positions qu'ils tenaient de lui. Si une telle conduite n'eut pas d'autre but que ne pas vouloir se désapprouver lui-même en abandonnant ses créatures, jamais faiblesse moins pardonnable, puisqu'elle causa tant de dommage à la chose publique, n'aurait été reprochée à un grand prince. Cependant, on doit l'avouer, il n'y a point de plus noble orgueil que celui qui ne se rappelle que ses bienfaits au milieu des trahisons.

La loi du 29 mai 1802 avait créé l'ordre de la Légion-d'Honneur; l'inauguration de cette grande institution revoit une journée chère à la France depuis treize années, celle de la Fédération du 14 juillet. Cette fête a lieu au temple de Mars, dans l'église des Invalides. La cérémonie brille de tout l'éclat de la grandeur républicaine et de toute la pompe impériale. C'est dans l'édifice de Louis XIV, fondateur de l'ordre de Saint-Louis, que Napoléon donne solennellement la décoratiou à la gloire militaire de la liberté. Le méme jour, pour mieux consacrer cette mémorable époque de la première confédération des Français, les croix d'honneur sont distribuées par les généraux dans toutes les garnisons de l'empire. Napoléon partagea avec la patrie les vœux de tous ses défenseurs.

Cependant l'Empereur n'oublie pas les vastes conceptions du premier Consul : au premier rang figure l'invasion qu'il a préparée contre l'Angleterre dans

les ports de France et de la domination française. Les ports de la Manche sont en même temps les chantiers et les arsenaux de l'expédition qui doit rappeler, par l'immensité des troupes et des transports, celle de Xercès contre la Grèce.

Les camps établis sur les côtes ont pour chefs nos premiers généraux. Le maréchal Davoust commande les camps de Dunkerque et d'Ostende; le maréchal Ney ceux de Calais et de Montreuil; le maréchal Soult celui de Boulogne; le général Junot celui de Saint-Omer, où il est remplacé par le général Oudinot, qui se voit aussi mettre à la tête de ce fameux corps de grenadiers illustrés par tant de victoires. Le général Marmont commande l'aile droite en Hollande; il a sous ses ordres la marine de ce pays pour l'embarquement de ses troupes. Le port de Boulogne contenait déjà neuf cents bâtimens: ceux d'Étaples, de Vimereux, de Calais, de Dunkerque, en étaient remplis. Le port d'Ambleteuse, également recreusé et reconstruit, attendait les cinq cents voiles de la flottille batave, sous la conduite de l'amiral Verhuel: elle formait l'aile droite et devait porter les troupes du maréchal Davoust. Le 16 mai 1804, après les plus habiles manœuvres et une brillante action avec le commodore Sidney Smith, l'amiral Verhuel faisait entrer dans le port d'Ostende la première division de sa flottille; la seconde suivit de près avec le même danger et le même bonheur. Les Anglais n'obtinrent pas plus de succès devant Brest et Harfleur, où une flottille força leurs escadres à une fuite honteuse. Les 17, 23 juillet et 1er août suivans, nos ennemis essayèrent aussi, mais inutilement, d'incendier le port

du Havre. Les divisions françaises en sortirent, et toutes elles arrivèrent, non sans combat, à leur destination. Le contre-amiral Magon et le capitaine de vaisseau Montcabrié eurent des affaires glorieuses avec les croisières anglaises, l'un devant Calais, l'autre devant Boulogne. Acclimatées à ce nouveau genre de guerre, les troupes de terre, même celles de grosse cavalerie, qui bivaquaient par division sur les bateaux de la flottille, sollicitaient l'honneur de former les garnisons des corsaires et des navires qui appareillaient. Elles portèrent quelquefois leur audace jusqu'à l'embouchure de la Tamise, où les grenadiers capturèrent des bâtimens marchands et une corvette. Nelson était également repoussé, dans les parages de Toulon, par l'amiral Latouche-Tréville, qui commandait toutes les forces navales de la Méditerranée, comme à Boulogne l'amiral Bruix toutes celles de l'Océan et spécialement les flottilles contre l'Angleterre. Cette puissance connut peut-être mieux que la France, où l'on chansonnait la flottille, le danger de l'expédition dont la ville de Boulogne était à la fois le chantier principal, l'arsenal, le port et la citadelle.

Le 8 juillet, Napoléon part de Saint-Cloud pour aller visiter ces camps redoutables qui menacent l'Angleterre. A Boulogne, dès son arrivée, il passe la revue des troupes, des flottilles; à Vimereux, à Calais, à Dunkerque, à Furnes, à Nieuport, à Ostende, il fait manœuvrer les régimens; il a été vu de tous les soldats de l'armée expéditionnaire. Si le motif ostensible de son voyage est de hâter les apprêts maritimes contre la Grande-Bretagne, il a encore le

but bien légitime de montrer à cette armée qu'il connaît depuis long-temps, l'Empereur des champs de bataille : aussi va-t-il, en l'appelant tout entière au serment et à la récompense des braves, éterniser le souvenir de ce voyage. Le 19 août, il est de retour à son quartier-général du Pont de Brique à Boulogne : l'armée y arrive de tous les côtés ; l'étoile de la Légion la guide vers la tour d'Ordre, qui reprend son nom de Tour de César.

En creusant la terre pour le campement du premier Consul, on avait trouvé une hache d'armes romaine, et à Ambleteuse des médailles de Guillaume-le-Conquérant. La même année, en creusant à la tour d'Ordre pour établir la baraque de l'Empereur, on découvre les traces d'un camp romain. L'époque est si grande, qu'une sorte de merveilleux s'attache, partout où paraît Napoléon, aux choses les plus simples. Mais afin que rien ne manque à l'illustration que L'Empereur et l'armée doivent recevoir de cette imposante cérémonie, elle a lieu le lendemain, 16 août, jour de la fête de Napoléon.

Quatre-vingt mille hommes des camps de Boulogne et de Moutreuil sont réunis sous les ordres du maréchal Soult, pour assister à la solennité.

A la droite du port, au-dessous de la Tour de César, la nature a tracé un vaste amphithéâtre au centre duquel s'élève un trône sur un socle triomphal. Les colonnes de l'armée y sont dirigées comme autant de rayons qui figurent ceux de l'étoile de l'honneur, magnifique expression de cette langue héroïque que parlèrent les arts sous le règne de Napoléon ! Entouré de ses frères, de ses maréchaux, de ses grands

officiers, Napoléon prononce le serment de l'Ordre : il est répété avec enthousiasme par tous les récipiendairés, disposés en pelotons à la tête de chaque colonne. Après le serment, les décorations sont distribuées aux légionnaires. Un *vivat* général de l'armée salue cette brillante inauguration de l'Ordre du mérite français, et la même exaltation prononce le serment de fidélité à l'Empereur. Par la plus heureuse conjoncture, car la fortune alors accompagnaît, comme la gloire, les pas du héros du siècle, le capitaine de vaisseau Daugier pénétrait dans le port de Boulogne avec une division du Havre, forte de quarante-sept voiles, au bruit des acclamations de la terre. Mais un instant après éclata subitement un orage épouvantable, qui sépara quelques bâtimens de la flottille. L'Empereur alla en rade, et donna les ordres nécessaires ; il ne quitta le port que quand les navires dispersés, au nombre de seize, furent rentrés. Il revint au camp, et les plaisirs de la soirée commencèrent. De nombreuses distributions aux troupes, des danses, des chants guerriers, prolongèrent dans la nuit la fête militaire. Pour y faire participer la flotte et les côtes d'Angleterre, un beau feu d'artifice attira tout à coup les regards de la croisière ennemie et de la population de Douvres sur le plateau du camp de gauche, où quinze mille hommes en bataille exécutèrent un feu de file avec des cartouches à étoilés; tribut payé par l'armée à l'étoile de la Légion-d'Honneur qu'elle venait de recevoir. Rien ne manque à la magie de cette journée, pas même une tempête. Cet événement inattendu, qui pouvait devenir si fatal, ajouta encore à

l'ascendant de Napoléon : les troupes lui attribuèrent le salut de la flotte. De cet enthousiasme superstitieux, à lui attribuer le don de maîtriser les orages, il n'y avait pas loin. Les soldats, crédules et enivrés de la présence de leur chef, se persuadaient tous que la victoire obéissait à sa volonté. Il ne tenait peut-être qu'à Napoléon de faire d'eux une armée grecque ou romaine; mais il lui semblait plus glorieux de commander des Français qui, sous ses yeux, se croyaient invincibles.

Le même jour, on célébrait la fête de l'Empereur à Cherbourg par l'inauguration de la batterie *Napoléon*, et à Anvers par celle de l'*Arsenal maritime*. Ce vaste port de construction comptait à peine une année d'établissement; cependant trois vaisseaux de ligne et une frégate allaient sortir de ses chantiers. Le 16 août vit lancer deux corvettes.

Avant de quitter Boulogne pour se rendre dans les quatre départemens du Rhin, l'Empereur inspecta la flottille une dernière fois; néanmoins ce ne fut pas la dernière fois qu'il passa en revue son armée d'Angleterre. Il en reçut un noble témoignage de dévouement et de respect; elle lui vota une statue colossale en bronze, qui serait placée au milieu du camp de César. Tous les grades de l'armée offrirent une partie de leur solde pour ce monument qu'elle s'élevait à elle-même; mais le bronze manquait. Le maréchal Soult, qui préside à cet imposant hommage au héros de la France, lui dit : « *Sire, prêtez-moi du bronze; je vous le rendrai à la première bataille.* » Deux mois plus tard, le maréchal acquitta sa dette dans un village de la Moravie.

Pendant son séjour à Boulogne, Napoléon donna une nouvelle organisation toute militaire à l'École Polytechnique. Nourris dans les idées républicaines, les élèves n'avaient pas accueilli la création de l'Empire avec une grande faveur; désormais ils eurent des uniformes, et furent assujétis à la discipline des casernes. L'École n'en resta pas moins la première de l'Europe, et garde encore son rang aujourd'hui. Napoléon data également du camp de Boulogne le mémorable décret des prix décennaux : cette haute récompense, pour laquelle doivent concourir toutes les sciences et tous les beaux-arts, consacrera l'époque d'une restauration, car elle sera décernée le 18 brumaire. Neuf grands prix de 10,000 fr. chacun, sont institués : deux appartiennent à l'inventeur de la machine la plus utile aux arts et aux manufactures; un autre au fondateur de l'établissement le plus avantageux à l'agriculture et à l'industrie nationale; la première distribution est fixée au 18 brumaire de l'an XVIII (novembre 1809). Le calendrier de l'empire est encore républican.

Tandis que l'Empereur des Français préparait, sans le savoir, son armée d'Angleterre à une guerre d'Allemagne, François II ajoutait à ses titres celui d'empereur héréditaire d'Autriche, comme s'il prévoyait que ce fût le seul que Napoléon dût lui laisser. Cependant, de Boulogne Napoléon est parti pour Aix-la-Chapelle. On rapporte qu'à Arras le préfet lui dit : *Dieu créa Bonaparte, et se reposa.* Napoléon, qui ne se reposait point, quitta Arras après avoir passé en revue la réserve de grenadiers commandée par Junot, traversa Valenciennes, Mons,

et arriva le 3 septembre à Aix-la-Chapelle. Dans cette antique résidence du premier Empereur des Français, il retrouva et il s'appliqua, comme un ancien héritage, les souvenirs de Charlemagne; mais une démarche politique, d'une haute importance pour Napoléon, signala ce séjour d'Aix-la-Chapelle : dans le grand conseil où l'empereur d'Allemagne résolut, le 10 août précédent, de prendre le titre d'empereur héréditaire d'Autriche, ce prince s'était décidé également à reconnaître l'avénement de Napoléon. Lors de la notification de cet avénement aux cours étrangères, l'Autriche avait consulté la Russie sans en obtenir de réponse. Plus voisine de la France, elle sentit avec raison que son silence sur une pareille communication équivaudrait à une rupture; et comme elle ne se trouvait pas encore en état de la déclarer, le comte de Cobentzel, son ambassadeur, reçut ordre d'aller à Aix-la-Chapelle remettre ses nouvelles lettres de créance à Napoléon. Le même jour 5 septembre, M. de Talleyrand présentait pareillement au nouvel empereur le comte de Lima et M. de Souza, l'un ambassadeur extraordinaire, l'autre envoyé extraordinaire du prince régent de Portugal; le bailli de Ferrette, ministre de l'Ordre de Malte, et le marquis de Gallo, ambassadeur de la cour de Naples.

Fondateur d'une dynastie, comme Pepin, Napoléon voulut aussi que le souverain pontife passât les monts pour lui conférer l'onction impériale. Le Saint-Siege, déjà préparé à la reconnaissance de l'Empire par le concordat consulaire, ne balança

pas un seul moment. Indépendamment de ce fait, la conduite d'Étienne III, qui, en 754, était venu sacrer Pepin-le-Bref, ses deux fils et leur mère, suffit à la cour de Rome, soit pour reconnaître, soit pour sacrer l'Empereur des Français. Le pape Zacharie, prédécesseur d'Étienne, avait dit le grand mot de cette politique : *Celui-là est roi, qui en a la puissance.*

L'évêque d'Imola qui, le 23 décembre 1797, prêchait à ses ouailles les principes de la démocratie, avait ceint la tiare, et le général républicain Bonaparte, qui commandait alors en Italie, s'était érigé un trône. On priait donc à Rome, et, par les ordres du Saint-Père, dans toute la catholicité, pour l'Empereur Napoléon et pour sa famille, comme on avait prié pour le premier Cousul.

Quant à l'Espagne, elle n'avait pas eu besoin de l'exemple de la cour pontificale pour reconnaître Napoléon. La tradition politique des deux États et leur alliance remontaient également à la république, comme celle de la cour de Prusse et du grand-duché de Toscane.

Ainsi tous les gouvernemens catholiques saluaient Napoléon du titre impérial : c'était une immense conquête, sinon sur les souvenirs, au moins sur les passions de la royauté européenne. Napoléon recueillait amplement les fruits du Concordat de 1801. Le succès de la négociation avec Pie VII mit le comble à ce triomphe. On sent toute l'importance que cette grande cérémonie du sacre, célébrée au sein de la capitale, dans la basilique métropolitaine, devait avoir aux yeux de Napoléon; en

effet, elle sanctionnait son élévation aux yeux des peuples de toute la chrétienté, et leur interdisait, ainsi qu'à leurs souverains, tout reproche d'usurpation.

D'Aix-la-Chapelle, l'Empereur partit pour Mayence, où il arriva par la nouvelle route, après avoir visité Juliers, Cologne et Coblentz. Il reçut à Mayence l'électeur de l'empire germanique, le margrave de Bade, et plusieurs princes possessionnés sur le Rhin. Pendant ce premier séjour à Mayence, déjà occupé d'un système de la confédération du Rhin avec la France, Napoléon prépara, dans ses entretiens avec ces princes, la dissolution de l'empire germanique. Il leur fit entendre qu'ils n'avaient plus rien à espérer de l'empereur d'Autriche, tandis qu'ils pouvaient tout attendre de lui; il leur promit même, aux dépens de l'Autriche, des accroissemens de territoire et de puissance, dont il saurait garantir la possession. Quelques engagemens, dont le résultat devait être prochain, répondirent à ces confidences, auxquelles le caractère de Napoléon et les forces de l'empire français donnaient un crédit absolu.

De Mayence Napoléon alla à Luxembourg. Il marqua sa présence au sein des principales villes des départemens du Rhin, par d'importantes dispositions, relatives soit au bien-être des habitans et à l'encouragement de leur industrie, soit au perfectionnement du système général de défense des frontières, dans les places fortes assises sur la barrière du Rhin. A cette époque remontent aussi le décret d'organisation de l'École des ponts-et-chaussées, et

celui qui détermina l'établissement de douze écoles de droit. Après trois mois d'absence, Napoléon revoit Saint-Cloud le 12 octobre, et les apprêts du sacre sont ordonnés.

Le 17 du même mois, un décret convoque le Corps-Législatif pour assister à cette cérémonie. Le 9 novembre, le Saint-Père a quitté la capitale du monde chrétien; le 18, il arrive à Lyon; le 23, Sa Sainteté est reçue par l'Empereur à Fontainebleau; le 28, les deux souverains se rendent ensemble à Paris.

Le 1er décembre, le sénat présente à Napoléon le vœu du peuple en faveur de l'hérédité à l'empire dans sa famille. Un sénatus-consulte a proclamé ce plébiscite. Soixante mille registres avaient été ouverts dans les cent huit départemens : sur trois millions cinq cent soixante-quatorze mille huit cent quatre-vingt-dix-huit votans, deux mille cinq cent soixante-neuf votes étaient négatifs. Cette minorité, purement républicaine, et qui s'affaiblit encore peu de temps après, prouva suffisamment que la nation, ayant tout-à-fait changé ses mœurs, adhérait avec sincérité au gouvernement de l'homme qui avait trouvé en lui seul assez de forces pour opérer une pareille révolution. Le sénateur François de Neufchâteau, investi du privilége des harangues solennelles, le même qui prononça, au 18 brumaire, cette espèce de sentence, si hautement démentie par les faits : *La constitution est placée sur l'autel du dieu Terme*, dit à Napoléon : « *Le vaste miroir du passé est la leçon de l'avenir.* » On doit aussi remarquer dans cette circonstance la fin de la réponse

de l'Empereur : « *Nos descendans conserveront long-temps ce trône. Ils ne perdront jamais de vue que le mépris des lois et l'ébranlement de l'ordre social ne sont que le résultat de la faiblesse et de l'incertitude du prince.* »

Le lendemain, par le froid le plus rigoureux, la cérémonie eut lieu dans l'église de Notre-Dame. La bizarrerie de la pompe pontificale contrastait singulièrement dans le cortége avec l'éclat de la pompe impériale. Le pape sacra Napoléon et Joséphine en présence des princes de la maison impériale, des membres du sacré collége, des prélats français, de tous les ordres de l'État, du corps diplomatique et d'une députation de la république italienne. Mais à peine le pontife eut-il béni la couronne, Napoléon la saisit, la plaça sur sa tête et couronna lui-même l'impératrice. Cette scène est d'hier, et n'appartient déjà plus à notre âge. On craint presque de se reconnaître contemporains d'évènemens si étrangers aux temps actuels. La majesté de l'histoire doit aussi se trouver blessée de ce que la vie ordinaire des hommes soit suffisante pour voir naître, triompher et disparaître ses plus grandes renommées et ses plus grandes révolutions. Depuis le 2 décembre 1804, les foudres du Vatican ont perdu leur force, et il n'y a plus dans le monde que l'excommunication politique. Celle-ci reste aux mains du monarque que le pape s'est empressé de venir sacrer et qui s'est couronné lui-même; mais les foudres du Vatican dorment et ne s'éteignent point.

Le second jour des fêtes du couronnement, une belle solennité militaire, la distribution des aigles,



JOSEPHINE.

[illegible] par [illegible]

rassembla toutes les troupes au Champ-de-Mars : « Soldats, dit alors Napoléon, voici vos drapeaux; « ces aigles vous serviront toujours de point de ral- « liement : elles seront partout où votre Empereur « les jugera nécessaires pour la défense de son trône « et de son peuple. »

Le même jour, 3 décembre, M. Pitt, tout récemment appelé au ministère comme le seul adversaire que l'on pût opposer au plus redoutable des ennemis de la Grande-Bretagne, signait le traité de Stockholm, et payait un subside à la Suède pour qu'elle agît hostilement contre nous. Peu de jours après, l'Angleterre essayait, à l'aide d'une machine infernale, de faire sauter le fort Rouge de Calais; elle ne fut pas plus heureuse qu'un mois auparavant, quand l'amiral Keith, avec cinquante-deux voiles et douze brûlots, avait voulu incendier le port et la flottille de Boulogne. Mais ce gouvernement se vengeait, par la plus despotique tyrannie, de son impuissance contre la France, sur notre plus fidèle allié : le 9 octobre, sans déclaration de guerre, l'amiral More osa soumettre au droit de visite quatre frégates espagnoles qui revenaient d'Amérique à Cadix chargées des trésors du Mexique. Les frégates repoussèrent courageusement cet attentat, et soutinrent un combat plus qu'inégal, dans lequel trois d'entre elles furent prises et la quatrième sauta. Non contentes de ces violences, les flottes anglaises brûlaient les navires du commerce dans les ports de la Péninsule, et détruisaient les convois, pendant que l'ambassadeur espagnol, le chevalier d'Anduagna, résidait encore auprès de la cour de Londres. Une pareille violation

du droit des gens, exercée envers une nation en paix avec la Grande-Bretagne, a justement révolté le gouvernement espagnol qui, le 12 décembre, lui déclare la guerre par un manifeste de la plus haute énergie. Ainsi donc, si l'Angleterre a su se fortifier, dans le Nord, de l'alliance offensive de la Suède, peu redoutable pour la France, la France voit s'unir à son pavillon les soixante-cinq vaisseaux de ligne que l'Espagne possède encore. Une armée est en marche pour aller occuper le camp de Saint-Roch et menacer Gibraltar. Napoléon apprend dans le même moment que la cour de Vienne, sous le prétexte d'augmenter le cordon sanitaire établi contre la fièvre jaune qui désole la Toscane, vient de renforcer de six régimens son armée d'Italie; cette invention autrichienne deviendra traditionnelle pour les cabinets.

L'année, la mémorable année 1804, se termina par l'ouverture du Corps-Législatif. On applaudit à ces mots du discours de l'Empereur : « *Je ne veux pas accroître le territoire de l'Empire, mais en maintenir l'intégrité.* » Dans l'exposé de la situation de l'Empire, le ministre de l'intérieur déclara : *que la France n'accepterait pas d'autres conditions que celles du traité d'Amiens.* L'Angleterre le savait bien, et elle avait brisé ce traité qui donnait la paix au monde sous l'égide de la France. L'Angleterre entendait la paix comme la liberté des mers, en exerçant un droit de visite sur les cabinets comme sur les vaisseaux. Pour parvenir à ce but, il fallait tuer la France et Napoléon.

CHAPITRE III.

(1805.)

RUPTURE AVEC LA RUSSIE. — LETTRE DE L'EMPEREUR AU ROI D'ANGLETERRE. — NAPOLÉON ROI D'ITALIE; COURONNEMENT A MILAN. — RÉUNION DE LA LIGURIE A LA FRANCE. — L'ANGLETERRE, LA RUSSIE, L'AUTRICHE, DÉCLARENT LA GUERRE A LA FRANCE. — BATAILLE DES TROIS EMPEREURS A AUSTERLITZ. — PAIX DE PRESBOURG. — BATAILLE NAVALE DE TRAFALGAR.

A la fin de 1803, l'empereur Alexandre s'était offert à Napoléon pour intermédiaire entre la France et l'Angleterre; mais en lui demandant d'évacuer la Hollande, l'Italie et la Suisse, comme un gage de l'acceptation de cette médiation, ce prince ne pouvait être écouté. Napoléon avait consenti à ce qui lui était possible, à évacuer l'Helvétie; et, dans le but de la paix, il avait proposé un armistice et un congrès. Le cabinet de Londres était allé plus loin encore que la Russie; il avait exigé l'évacuation du Hanovre, avant d'admettre la médiation russe. On n'aurait point traité plus durement un ennemi vaincu. La Russie persévérant dans son système, l'ambassadeur Marckoff avait quitté Paris, où M. d'Oubril était resté en qualité de chargé d'affaires. Cette résolution avait encore eu pour motif l'inutilité des dé-

marches du cabinet russe afin d'obtenir de la France l'indemnité promise au roi de Sardaigne pour le Piémont, en vertu du traité du 11 octobre 1801. La Russie, d'un autre côté, persistait à occuper la république des Sept-Iles, malgré les stipulations de cette époque. Enfin la violation du territoire de Bade et le meurtre du duc d'Enghien avaient totalement altéré le reste d'intelligence qui subsistait encore entre Paris et Pétersbourg; ou plutôt les évènemens servirent de signal au changement total de système de l'empereur Alexandre, livré à la politique britannique. L'avénement de Napoléon à l'empire devint aussi un nouveau grief pour le descendant des Romanoff. Un échange de notes hostiles, une véritable guerre de récrimination avait eu lieu entre les cabinets de Pétersbourg et des Tuileries. Le chargé d'affaires, d'Oubril, était parti de Paris le 29 août de l'année précédente, après la remise d'une note très-hostile, et la diète de Ratisbonne avait accueilli les déclarations de l'empereur Alexandre. La Russie était donc publiquement engagée à ne pas reconnaître l'Empereur des Français. Le cabinet de Londres avait habilement profité de ces circonstances pour décider celui de Pétersbourg à rompre avec la France, et à signer avec lui un traité le 8 avril 1805. De son côté, la Russie avait déterminé le Divan à refuser de reconnaître l'Empereur Napoléon; en sorte que le maréchal Brune s'était vu dans la nécessité de quitter Constantinople, comme le général Hédouville Pétersbourg. Des flottes russes avaient franchi les Dardanelles et le Sund : elles menaçaient l'Italie, débarquaient des troupes aux îles Ioniennes, et semblaient marcher

de concert avec les flottes britanniques. J'ai parlé déjà de l'augmentation des forces de l'Autriche sur la frontière italienne. Dans cette conjuration de tant d'élémens hostiles, Napoléon se trouvait forcé de conquérir, sur la plus redoutable partie de l'Europe, le trône où la France venait de l'appeler. Mais, dans l'espoir sans doute que l'opinion de la nation anglaise, qu'il sait contraire à cette guerre toute de passion, pourra entraîner le ministère, Napoléon donne encore un gage de ses intentions pacifiques en renouvelant auprès du roi de la Grande-Bretagne la démarche généreuse et franche qui marqua les premiers pas de Bonaparte dans la carrière consulaire. En conséquence, il écrit directement à ce prince, le 2 janvier 1805 :

« Monsieur mon frère, appelé au trône de France « par la Providence et par les suffrages du Sénat, du « peuple et de l'armée, mon premier sentiment est « un vœu de paix. La France et l'Angleterre usent « leur prospérité. Elles peuvent lutter des siècles. « Mais leurs gouvernemens rempliront-ils bien le plus « sacré de leurs devoirs? et tant de sang versé in« utilement et sans perspective d'un but, ne les ac« cuse-t-il pas dans leur propre conscience? Je n'at« tache point le déshonneur à faire le premier pas. « J'ai assez, je pense, prouvé au monde que je ne « redoute aucune des chances de la guerre ; elle ne « m'offre d'ailleurs rien que je puisse redouter. La « paix est le vœu de mon cœur ; mais la guerre n'a « jamais été contraire à ma gloire. Je conjure V. M. « de ne pas se refuser au bonheur de donner elle« même la paix au monde : qu'elle ne laisse pas cette

« douce satisfaction à ses enfans! Car enfin, il n'y « eut jamais de plus belle circonstance, ni de mo- « ment plus favorable pour faire taire toutes les pas- « sions et écouter uniquement le sentiment de l'hu- « manité et de la raison. Ce moment une fois perdu, « quel terme marquer à une guerre que tous mes ef- « forts n'auraient pu terminer? V. M. a plus gagné « depuis dix ans en territoire et en richesses, que « l'Europe n'a d'étendue; sa nation est au plus haut « point de prospérité. Que veut-elle espérer de la « guerre? coaliser quelques puissances du continent? « le continent restera tranquille. Une coalition ne « ferait qu'accroître la prépondérance et la grandeur « continentale de la France. Renouveler des troubles « intérieurs? les temps ne sont plus les mêmes. Dé- « truire nos finances? des finances fondées sur une « bonne agriculture ne se détruisent jamais. Enlever « à la France ses colonies? les colonies sont pour la « France un objet secondaire, et V. M. n'en possède- « t-elle déjà pas plus qu'elle n'en peut garder? Si « V. M. veut elle-même y songer, elle verra que la « guerre est sans but, sans aucun résultat présuma- « ble pour elle. Eh! quelle triste perspective de faire « battre les peuples pour qu'ils se battent! Le monde « est assez grand pour que nos deux nations puissent « y vivre, et la raison a assez de puissance pour qu'on « trouve les moyens de tout concilier, si de part et « d'autre on en a la volonté. J'ai toutefois rempli un « devoir saint et précieux à mon cœur. Que V. M. « croie à la sincérité des sentimens que je viens de « lui exprimer, et à mon désir de lui en donner des « preuves. »

Mais c'était encore à l'implacable haine du cabinet de Saint-James que Napoléon s'adressait; et sous la date du 14 janvier, lord Mulgrave écrivit à M. de Talleyrand.

« S. M. a reçu la lettre qui lui a été adressée par « le chef du gouvernement français, datée du 2e jour « de ce mois. Il n'y a aucun objet que S. M. ait plus à « cœur que de saisir la première occasion de prou- « ver de nouveau à ses sujets les avantages d'une « paix fondée sur des bases qui ne soient pas incom- « patibles avec la sûreté permanente et les intérêts « essentiels de ses États. S. M. est persuadée que ce « but ne peut être atteint que par des arrangemens « qui puissent en même temps pourvoir à la sûreté « et à la tranquillité à venir de l'Europe, et prévenir « le renouvellement des dangers et des malheurs « dans lesquels elle s'est trouvée enveloppée. Con- « formément à ce sentiment, S. M. sent qu'il lui est « impossible de répondre plus particulièrement à « l'ouverture qui lui a été faite, jusqu'à ce qu'elle « ait eu le temps de communiquer avec les puis- « sances du continent avec lesquelles elle se trouve « engagée par des liaisons et des rapports confiden- « tiels, et particulièrement avec l'empereur de Rus- « sie, qui a donné les preuves les plus fortes de la « sagesse et de l'élévation des sentimens dont il est « animé, et du vif intérêt qu'il prend à la sûreté et « à l'indépendance de l'Europe. »

Voilà la lettre qui décida du sort du monde européen. C'était une froide et vague paraphrase de l'arrêt de mort prononcé par l'oligarchie anglaise

contre la France et Napoléon, à la rupture du traité d'Amiens. Cinq jours après cette réponse au cabinet de France, le cabinet de Saint-James remettait à l'ambassadeur de Russie, à Londres, une note où il était proposé à son gouvernement de coopérer à enlever à la France toutes ses conquêtes et à la réduire aux limites de 1792; à dépouiller également ses alliés, et entre autres la maison d'Espagne, de ses intérêts en Italie, au profit de la Toscane; à agrandir le Piémont de l'État de Gênes, à replacer l'Autriche en Lombardie, et à réunir les Pays-Bas à la Prusse. Tel était le nouveau droit public que Pitt improvisait le 19 janvier, d'après l'assurance que l'ambassadeur russe avait donnée de l'accord secret de la cour de Vienne.

Jamais on ne vit la politique respective de l'Angleterre et de la France réduite à une plus simple expression. Ces deux puissances étaient également convaincues que la paix générale assurait la domination de Napoléon; donc l'une des parties avait, pour demander sans cesse cette paix, les mêmes raisons que l'autre pour n'y pas consentir. Cependant les propositions de Napoléon trouvèrent sur les bancs de l'opposition anglaise un énergique protecteur dans son chef, l'orateur Fox. De son côté, l'Empereur ordonna de communiquer ces propositions, ainsi que la réponse de lord Mulgrave, aux trois corps de la législature, le 4 février. La franchise de cette communication porta au plus haut degré l'enthousiasme public déjà exalté par la générosité de la démarche faite auprès de Georges III. La guerre que sanctionnait ainsi l'opinion, la guerre devint,

par ce nouveau refus du cabinet de Londres, le seul, le véritable, le légitime refuge de la France et de Napoléon. Toutes les guerres continentales qui vont ensanglanter l'Europe n'auront donc d'autre but, de la part de la France, que d'obtenir à force de triomphes la paix générale. Mais cette paix sera refusée constamment, sous le prétexte de l'illégitimité de l'Empereur des Français, par l'invincible machiavélisme d'un gouvernement dont la splendeur ne date que de l'époque où la maison de Hanovre a occupé le trône d'Angleterre au détriment des Stuarts.

Ainsi l'Europe est condamnée par le cabinet de Saint-James, ou plutôt par un seul homme, par Pitt, à s'immoler à la haine qu'il porte, non-seulement aux prospérités de la France, mais aussi à la fortune personnelle, à la gloire, au génie de Napoléon. Dix années après, afin que la postérité ne puisse jamais se méprendre sur l'auteur de ces prospérités, ce même cabinet, digne exécuteur testamentaire du fils de Chatam, proclamera dans toute l'Europe soulevée et soldée par ses subsides, que c'est contre Napoléon seul qu'il arme la vengeance du monde; et la France, deux fois veuve du héros qu'elle vient de couronner, sera enfin, sinon la proie, du moins la victime de la jalousie britannique.

Le 14 janvier, Napoléon reçut de la nation le plus beau de tous les trophées : sa statue fut inaugurée au Corps-Législatif pour éterniser la création du Code civil, la mémoire de son fondateur et la reconnaissance des Français. Une pompeuse solennité

consacra ce grand hommage national; elle eut lieu en présence de l'Impératrice, de la famille impériale, de toute la cour et des premiers pouvoirs de l'État. M. de Vaublanc avait la parole, et dit:

« Messieurs, vous avez signalé l'achèvement du « Code civil des Français par un acte d'admiration et « de reconnaissance. Vous avez décerné une statue « au prince illustre dont la volonté ferme et con- « stante a fait achever ce grand ouvrage, en même « temps que sa vaste intelligence a répandu la plus « vive lumière sur cette noble partie des institutions « humaines. Premier Consul alors, Empereur des « Français aujourd'hui, il paraît dans le temple des « lois, la tête ornée de cette couronne triomphale « dont la Victoire l'a ceint si souvent, en lui présa- « geant le bandeau des rois, etc.... » Un banquet et un bal, offerts à l'Impératrice, suivirent cette séance. L'Empereur parut le soir au bal; les arts, dans cette belle fête, qui célébrait si justement le premier bienfait de toute civilisation, étalèrent à l'envi tout ce qu'ils peuvent produire de plus brillant, de plus ingénieux.

Cependant Napoléon avait habilement profité de la juste exaspération du cabinet de Madrid contre les violations britanniques, et, le 12 janvier, une convention fut signée à Aranjuez entre la France et l'Espagne. Cette convention, par laquelle l'Espagne s'engageait à tenir à la disposition de son allié trente vaisseaux et cinq mille hommes de débarquement, renfermait aussi le détail des forces de terre et de mer rassemblées dans les divers ports de l'Empire : au Texel, trente mille hommes sous le général Mar-

mont, avec les bâtimens de transport nécessaires; à Ostende, Dunkerque, Calais, Boulogne, au Havre, des flottilles propres à porter cent mille hommes et vingt-cinq mille chevaux; à Brest, vingt et un vaisseaux de ligne et des transports pour un camp de vingt-cinq mille hommes; à Rochefort, six vaisseaux, quatre frégates, avec quatre mille hommes de troupes; enfin, à Toulon, onze vaisseaux, huit frégates et des transports pour neuf mille hommes. Ainsi, au moment où Napoléon se proposait de demander directement la paix à l'Angleterre, il comptait cent quatre-vingt-treize mille hommes prêts à être embarqués sur soixante-neuf vaisseaux de ligne, et plus de deux cents bâtimens de guerre et de transport, tous armés, n'attendant que son signal ou l'espérance de six heures de calme pour voguer vers la Tamise.

Pendant son séjour à Mayence, Napoléon avait arrêté les dispositions de ses forces navales, et les avait divisées en trois expéditions : la première aux Antilles, sous les ordres du contre-amiral Missiessy et du général Lagrange; la seconde, sous les ordres du général Lauriston, dirigée contre Surinam, alors au pouvoir des Anglais; la troisième se trouvait confiée au général Reille, qui devait s'emparer de SAINTE-HÉLÈNE! Ce fut peu de jours après son sacre, que Napoléon régla définitivement tout ce qui concernait l'occupation de cette île. La réunion de l'*île d'Elbe* à la république avait également suivi de près la proclamation du consulat à vie. Il semblait qu'une destinée mystérieuse eût voulu désigner aux deux élévations de Napoléon les apanages de ses deux infortunes.

Au milieu des immenses préparatifs que Napoléon multipliait dans tous les ports de la France, de l'Espagne, de la Hollande et de la Belgique, pour triompher de l'Angleterre à Londres, ou pour la contraindre à la paix, une nouvelle couronne, la couronne de fer des rois d'Italie, vient se placer sur son front : c'est celle de la gloire républicaine. Napoléon l'avait proposée à son frère Joseph; mais l'abolition du traité par lequel l'Italie s'engageait à nous payer une contribution annuelle de 30 millions pour l'entretien d'une armée française de 30,000 hommes destinés à la défendre, étant la condition de l'acceptation de Joseph, Napoléon accepte pour lui le vœu de la nation italienne. En même temps, dans le but de rassurer l'Europe et surtout la maison d'Autriche, il promet de donner ce trône à un fils adoptif, et de le séparer à jamais de celui de France, aussitôt que Malte aura été rendue par l'Angleterre, et la république des Sept-Iles évacuée par la Russie. Il devait alors évacuer aussi l'État napolitain et ménager ainsi l'indépendance de l'État lombard. La députation solennelle de Milan, qui apporte à Napoléon le vœu du peuple italien, tirée des grands corps du nouveau royaume, la même qui, conduite par M. de Melzi, président de la Consulte, a assisté à Paris au couronnement, est présentée au Sénat. Napoléon s'y est rendu le 28 mars, mois si historique dans sa vie. « Le génie du mal, « dit-il alors, cherchera en vain des prétextes pour « mettre en guerre le continent. Ce qui a été réuni « à notre empire par les lois constitutionnelles de « l'État, y restera réuni. *Aucune nouvelle puissance*

« *n'y sera incorporée....* » Le 2 avril, l'Empereur et l'Impératrice quittent leur capitale de France et se dirigent vers leur capitale d'Italie.

Trois jours après, le pape, moins heureux que son illustre allié, repart pour la métropole du monde chrétien. Pie VII avait espéré, en reconnaissance du sacre, recouvrer les légations cédées à la France par le traité de Tolentino, et cette espérance avait, dit-on, porté son conseil à le prier d'accéder à la demande de Napoléon. Mais si le Saint-Père s'est éloigné de Rome avec les projets d'un souverain temporel, il n'a été appelé et reçu à Paris que comme souverain spirituel. Napoléon, devenu roi d'Italie, tient par cela seul le Saint-Siége sous une dépendance plus directe.

Avant d'aller prendre à Milan la couronne de fer, l'Empereur s'arrêta à Troyes, où il laissa un moment l'Impératrice, sa cour, sa maison. Accompagné de son grand-écuyer et de deux officiers, il se rendit en toute hâte à Brienne où l'attiraient, entre deux couronnemens, les souvenirs de son enfance. Il ne revit pas sans une vive émotion le berceau de son éducation française; il y retrouva toute la mémoire de ses premières années, reconnut jusqu'aux serviteurs de l'école militaire, dont les ruines l'attristèrent visiblement. Il demanda avec empressement un ecclésiastique qui avait été sous-préfet d'une classe de l'école; ce prêtre, alors vicaire dans un village voisin, arriva précipitamment, vêtu d'une redingote brune : « *Pourquoi n'êtes-vous pas en soutane?* » lui dit sévèrement Napoléon. « *Un prêtre ne doit jamais quitter son habit. Il ne faut pas qu'il puisse cacher*

ses mœurs un seul moment; allez vous habiller. » L'ecclésiastique revint en soutane, et l'Empereur trouva le moyen d'effacer l'impression de sa réprimande. Napoléon oublia réellement à Brienne, pendant vingt-quatre heures, et l'empire de France et le royaume d'Italie.

Le lendemain matin, de très bonne heure, il était à cheval; ceux qui le suivaient le perdirent bientôt de vue. Après d'inutiles recherches de leur part, Napoléon reparut au bruit des coups de pistolets, que l'inquiétude faisait tirer à ses officiers : il avait été, non loin du village de la Rotthière, visiter, dans une des promenades favorites de l'école, le champ de bataille où, neuf années plus tard, trahi par la fortune, il devait combattre pour sauver l'indépendance de la France et sa propre vie. Napoléon quitta Brienne, non sans y laisser des traces généreuses de sa présence. De retour à Troyes, l'Empereur se dirigea sur Lyon, où il séjourna quelque temps. Tout ce que le génie de cette ville si célèbre dans l'histoire des arts utiles put créer de plus éclatant, de plus triomphal, fut mis en œuvre pour célébrer le passage de l'Empereur. La reconnaissance était pour ainsi dire gravée sur les murs de cette grande cité, dont Napoléon avait relevé les ruines. Jamais population ne se montra transportée d'un enthousiasme plus vrai, plus légitime. Elle devait à Napoléon la renaissance et la protection du commerce; elle saluait avec d'autant plus d'ivresse les nouvelles grandeurs qui se réunissaient sur la tête de ce prince, que ces grandeurs ouvraient une immense carrière aux principales fabriques de Lyon; aussi déploya-t-elle avec profusion, dans cette

circonstance, les merveilles de cette industrie toute royale dont s'embellirent à Paris les majestueuses solennités du sacre. Lyon, que la nature seule de son commerce rendait odieuse à la république, avait été ravagée par la terreur comme par une vengeance. Aucune guerre civile, aucune proscription depuis celles de Rome, n'offrit un tableau plus terrible et plus déplorable des fureurs et des infortunes humaines : le souvenir était loin d'en être effacé; ce même souvenir, au retour d'Égypte, avait accueilli le libérateur avec une acclamation toute séditieuse; ce même souvenir, fortifié des avantages recueillis depuis la pourpre consulaire, exaltait au plus haut degré les esprits et les ames de cette ville ardente, à laquelle Napoléon témoigna constamment une prédilection dont alors elle était si heureuse, et dont elle peut encore s'honorer à présent.

Pendant qu'il était à Lyon, Napoléon conçut un plan dont le succès eût incontestablement fait réussir le projet de descente en Angleterre. Cette conception porte avec elle le cachet de son auteur, qui en transmit de sa main toute l'instruction au ministre de la marine. L'amiral Gantheaume devait sortir de Brest ainsi que sa flotte, et l'amiral Villeneuve mettre à la voile pour les Antilles avec les flottes combinées de Toulon et d'Espagne. Ces mouvemens avaient pour objet d'entraîner loin de la Manche les forces navales de l'Angleterre, de faciliter la réunion et d'opérer le départ des flottilles extraordinaires. Pour atteindre ce but important, à leur retour des Antilles, les flottes de Villeneuve et de Gravina devaient se joindre à celles de l'Océan, à Rochefort et à Brest

Cette jonction présenterait une masse de cinquante-six vaisseaux de haut-bord, avec lesquels l'amiral Villeneuve eutrerait dans le canal. Ces ordres furent ponctuellement exécutés; mais en revenant de l'ouest Villeneuve, à la tête de vingt et un vaisseaux français et espagnols, rencontra, au cap Finistère, l'amiral Calder, qui n'en avait que treize. Le combat s'engagea; et Villeneuve, malgré l'avantage du nombre, fut battu. Il fit même perdre deux vaisseaux à la marine espagnole. Ainsi échoua par l'évènement qui devait en assurer complètement l'exécution, par la témérité de l'amiral anglais, ce beau projet que la fortune semblait avoir reçu avec complaisance du génie qui le conçut! Villeneuve, qui comptait six vaisseaux de plus que son ennemi, dut aller se réfugier à Cadix, jusqu'au désastre de Trafalgar. En Angleterre, on lui eût d'abord justement retiré son commandement; bien plus, il aurait peut-être payé de sa vie l'affront fait à son pavillon. Mais Napoléon ne savait que juger : il ne savait pas punir. La clémence dont il usa envers Villeneuve coûta à la France sa marine.

L'Empereur continua sa route par Chambéry et Turin; il s'arrêta quelques jours au château royal de Stupinitz, où il attendit le pape. Il se rendit ensuite à Alexandrie, où il affecta une somme de vingt millions pour faire de cette ville la première place d'armes de l'Europe. Cette immense fondation militaire devait être aussi un grand monument politique de l'alliance indissoluble de la France et de la péninsule italique. Elle consacrait à jamais le souvenir de cette journée que le destin de la guerre marqua



Joubert sc.

BEAUHARNAIS.

(EUGÈNE)

d'une défaite qui eût exilé Napoléon de l'Italie, et d'une victoire qui lui donna l'empire. Aussi reparut-il avec l'uniforme républicain de Marengo sur ce champ de bataille qui le vit conquérir la Péninsule pour la seconde fois. Là, au milieu de trente mille hommes dont il récompensa les plus braves par la décoration de la Légion-d'Honneur, il posa solennellement la pierre du monument que sa reconnaissance élevait aux héros moissonnés à Marengo. C'était rentrer à Milan par un arc de triomphe. Parmi ces victimes de la gloire que le vainqueur se plaisait à honorer dans leur tombeau, le nom de l'illustre Desaix ne pouvait être oublié. D'Alexandrie, Napoléon partit pour Pavie, où le reçut M. de Melzi. Enfin, le 8 mai, Napoléon fit à Milan une entrée magnifique; le 26, eut lieu le second couronnement. Napoléon fut sacré par l'archevêque cardinal Caprara. Cette cérémonie effaça celle de Paris par sa splendeur historique. Au bout de dix siècles, la couronne de fer des Lombards, placée sur la tête d'un empereur des Français, apprenait au monde que Charlemagne avait un successeur. Ainsi qu'à Paris, Napoléon se couronna lui-même, et en prenant la couronne sur l'autel: « *Dieu me la donne*, dit-il à haute voix, *gare à qui la touche!* » L'ordre de la Couronne de fer fut créé avec ces mots pour devise. Le 8 juin, Napoléon nomma le prince Eugène vice-roi d'Italie. Il ne pouvait donner à ses nouveaux sujets un gage plus certain de son affection, qu'en choisissant pour le représenter comme souverain, le fils de son adoption et l'élève de sa gloire militaire.

Le 4 juin, le doge Durazzo, l'archevêque de Gênes

et une députation du sénat de cette république, étaient venus à Milan demander la réunion de l'État de Gênes à l'empire français. Le 9, M. de Champagny, ministre de l'intérieur, proclamait à Gênes cette incorporation, ainsi que la division du territoire en trois départemens : Gênes, Montenotte et les Apennins. Le même jour, l'Empereur présida à Milan l'ouverture solennelle du Corps-Législatif du royaume d'Italie, et reçut le serment du vice-roi. Il termina son discours par ces paroles, qui devaient épouvanter la maison d'Autriche: « J'espère qu'à leur tour « tous mes peuples d'Italie voudront occuper la place « que je leur destine dans ma pensée; ils n'y par« viendront qu'en se persuadant bien que la force « des armes est le principal soutien des États. Il est « temps enfin que cette jeunesse qui vit dans l'oisi« veté des grandes villes cesse de craindre les fatigues « et les dangers de la guerre. »

L'Italie releva noblement, sous son vice-roi, le gant que venait de jeter Napoléon. La gloire militaire du nouveau peuple débuta par étendre celle de la France, vécut son égale, et mourut avec elle du même supplice, l'invasion étrangère et le trahison.

Deux ambassades spéciales arrivèrent aussi à Milan; l'une apportait à Napoléon la décoration du Portugal, l'autre une lettre de félicitations du Saint-Père. Sa Sainteté finissait sa lettre par une sorte de madrigal. « La réciprocité de notre amour, disait« elle, et cette tendresse paternelle que nous éprou« vons pour vous, nous rendent très-cher ce qui « vous est glorieux. »

Le 10 juin, l'Empereur partit de Milan pour con-

tinuer la revue de ses trophées d'Italie: quarante mille hommes commandés par les maréchaux Jourdan et Bessières l'attendaient au camp de Castiglione; il y fit, comme à Marengo, une distribution solennelle de la croix d'honneur. Ensuite il visita Peschiera, Vérone, l'imprenable Mantoue et la ville de Bologne, où il séjourna jusqu'au 21. C'est là qu'il donna audience au marquis de Gallo, envoyé par le roi de Naples pour solliciter et garantir la neutralité de ce prince, ainsi qu'à une députation du sénat de Lucques, qui demandait à la France un souverain. Peu de temps après, cette petite république, érigée en principauté, devint l'apanage de la princesse Élisa, depuis grande-duchesse de Toscane. Le 21 juillet suivant, l'État de Parme obtenait aussi l'honneur de l'incorporation au grand empire.

Enfin, le 30 juin, Napoléon entra à Gênes, suivi des ambassadeurs de Naples et de Portugal. Le plus imposant éclat accompagna la cérémonie de prise de possession de l'ancienne rivale de Venise. La cathédrale vit l'Empereur, dans toute la pompe d'un troisième couronnement, recevoir les sermens et distribuer les décorations. Ce fut à Gênes que le cardinal Maury, si célèbre par son opposition à la révolution française, et admis en 1792 dans le conseil des princes émigrés, parut en présence de Napoléon, qui lui accorda volontiers la permission de revenir à Paris.

Le 8 juillet, l'Empereur arriva à Turin, et en partit au milieu d'une manœuvre de la garnison. Il allait au devant des nouvelles de la flotte de Villeneuve. Le 11, il était à Fontainebleau. Napoléon y apprit le

second combat de la flottille batave, qui, sous les ordres de l'amiral Verhuell, triompha, les 17 et 18 juillet, des efforts de la croisière anglaise, réunie le premier jour au nombre de quinze vaisseaux; et le second forte de quarante-cinq. La flottille parvint à sa destination, au port d'Ambleteuse. Cette action audacieuse, qui plaça l'amiral Verhuell au rang des premiers hommes de guerre de l'Europe, frappa encore l'attention par une particularité vraiment chevaleresque, bien conforme au génie belliqueux des grands militaires de cette époque. Le maréchal Davoust, commandant le camp de Dunkerque, au moment où appareilla la flottille batave, voulut être volontaire sous le pavillon de l'amiral, monta à son bord, qui prit la tête de la ligne de bataille, et fut à la fois un illustre témoin et un historien fidèle de ce beau fait d'armes, dont il partagea les périls, et dont la gloire devait lui rester étrangère.

Mais pendant que Napoléon se couronnait à Milan, l'Angleterre, pressée par le sentiment profond du danger que lui faisait courir l'imminence de la descente des Français, signait à Pétersbourg un traité dans lequel la Russie s'engageait à lever, moyennant un subside de cinquante millions, une armée de cent quatre-vingt-mille hommes, pour reprendre le Hanovre, affranchir la Hollande et la Suisse, rétablir sur son trône le roi de Sardaigne, obtenir l'évacuation du royaume de Naples par l'armée française, et enfin pour donner en Italie *une frontière* à l'Autriche: en un mot, l'Angleterre, qui avait rompu le traité d'Amiens, armait l'Europe contre celui de Lunéville.

Il est à remarquer que la puissance qui allait accéder publiquement au nouveau traité de coalition, en renouvela toutes les conditions, huit années après, dans les négociations qui précédèrent le congrès de Prague, tant fut inébranlable, dès l'origine, le système de la politique autrichienne pour l'abaissement de la France! La cour de Vienne, également fidèle aux principes de cette temporisation frauduleuse qui masque constamment la marche de son gouvernement, parut d'abord vouloir se contenter du rôle de conciliatrice en se proposant à la France pour intermédiaire entre elle et la coalition des cabinets de Londres, de Pétersbourg et de Stockholm. Bientôt elle cria hautement à la violation du traité de Lunéville, parce que la république italienne se donnait à Napoléon comme royaume, et la république de Gênes à la France comme province. Cependant l'Autriche avait son représentant à Lunéville, quand l'article 11 stipulait, en faveur des Italiens et des Liguriens, la liberté de disposer d'eux et d'adopter telle forme de gouvernement qu'il leur conviendrait de choisir. Comment à cette époque, où elle discuta, où on l'appela spécialement à discuter cette clause, sa pénétration ordinaire s'est-elle trouvée en défaut, au point de ne pas prévoir ce que l'Italie et la Ligurie ne prenaient pas trop la peine de dissimuler? Pourquoi ne demanda-t-elle pas franchement une explication sur la nature de l'indépendance réclamée par ces deux États? La raison en est simple: les ressentimens de l'Autriche signataire à Lunéville, de l'Autriche immobile dans sa passion comme dans sa politique, se cachaient alors; mais, au moment où

se renoua la coalition, ils s'enveloppèrent tout à coup, pour mieux éclater ensuite, du voile d'une officieuse intervention. Cette générosité était calculée; car Vienne avait également pris parti avec Londres, avec Pétersbourg, avec Stockholm. L'ambassade du comte de Cobentzel à Aix-la-Chapelle devait couvrir cette intelligence. A présent la cour d'Autriche ne se présentait comme intermédiaire que pour gagner du temps et terminer ses armemens. Enfin elle accéda le 9 août au traité de la coalition du 11 avril, pour lequel elle s'entendait avec la cour de Pétersbourg et par elle avec celle de Londres dès les premiers jours de janvier, et elle accepta une part dans la distribution des subsides anglais. Cette puissance essayait, en 1805, le rôle qu'elle joua depuis en 1813; ce fut en arguant de l'infraction du traité de Lunéville qu'elle parut tout à coup en armes dans la Bavière, sans déclaration de guerre, comme depuis elle s'élança sur le champ de bataille de Dresde, en accusant la rupture du congrès de Prague.

Le 16 août, au moment où l'Autriche croit Napoléon occupé d'effectuer la descente en Angleterre, ses armées se mettent en marche; quatre-vingt-dix mille hommes s'ébranlent sous les ordres de l'archiduc Ferdinand, dont la tutelle militaire est confiée à l'impuissante présomption du général Mack. Le 7 septembre, ce prince envahit subitement la Bavière, dont François II voulait incorporer l'armée dans la sienne. L'Angleterre a fourni à l'Autriche l'exemple d'une pareille violation, en attaquant pendant la paix les navires et les ports de l'Espagne. La cour

électorale de Munich dut aller se réfugier à Wurtzbourg.

Quarante mille hommes, commandés par l'archiduc Jean, prennent position dans le Tyrol, et cent mille combattans se dirigent vers l'Adige, sous les drapeaux de l'archiduc Charles, qui part, malgré lui, pour venger les souvenirs d'Italie.

Napoléon avait pénétré le dédale de la ténébreuse politique de l'Autriche. Il connaissait les engagemens secrets de cette puissance avec l'Angleterre et la Russie, et il apprit ces mouvemens militaires au camp de Boulogne, où il était venu faire une répétition de la descente, pour tromper les Autrichiens et occuper les Anglais. En effet, sous ses yeux, ses équipages furent embarqués; le corps entier du maréchal Soult le fut pendant quarante-huit heures; une partie de l'avant-garde du maréchal Ney avait appareillé de Montreuil, et était entrée à Boulogne. L'empereur Napoléon savait aussi qu'au mépris de ses ordres formels, et au préjudice de la haute entreprise qui eût abattu l'orgueil et le despotisme de l'Angleterre, l'amiral Villeneuve avait conduit la flotte combinée dans les ports de l'Espagne; cependant il espérait encore que cet amiral, après avoir réuni l'escadre de Carthagène à la grande flotte espagnole et française, reprendrait la mer avec quarante-trois vaisseaux de ligne, et que, secondé par l'escadre du contre-amiral Lallemand, il se présenterait devant Brest, y débloquerait Gantheaume, arriverait dans le canal avec soixante-huit vaisseaux, et couvrirait le trajet de la flottille qui devait porter

l'armée et la fortune du nouveau César. Dans l'état de dispersion où étaient les flottes anglaises, Cornwallis n'avait pas plus de quarante vaisseaux à opposer à cet immense rassemblement de forces. Ainsi, malgré tant de chances contraires, malgré les fautes graves qui venaient de déranger les profondes conceptions du génie, l'expédition réussissait si l'amiral Villeneuve se hâtait de réparer, comme il le pouvait encore, les conséquences funestes de son inconcevable désobéissanee aux ordres de l'Empereur.

Napoléon attendit pendant quelques jours l'arrivée de l'amiral; il les consacra avec son ardeur accoutumée à préparer tous les moyens de repousser une injuste agression, et d'en aller punir les auteurs jusque dans la capitale de l'Autriche. Un décret, rendu au camp impérial le 26 août, mit en activité soixante mille conscrits, dont trente mille de la réserve destinée à établir l'armée sur le pied de guerre, suivant la loi de recrutement. La France et l'Italie répondirent de toutes parts à l'appel de l'Empereur. En s'assurant une armée formidable, qu'il s'apprêtait à quitter pour voler en Allemagne, en veillant sur la conservation de nos flottes répandues au dehors, et de nos immenses préparatifs d'invasion contre l'Angleterre, Napoléon improvisait dans sa pensée le vaste ensemble des mémorables opérations militaires de la campagne d'Austerlitz. Il est impossible d'omettre dans la vie de ce grand capitaine le fait rapporté à ce sujet par un homme dont personne ne récusera le témoignage. « M. Daru était à Boulogne, remplissant les fonc-

tions d'intendant-général de l'armée. Un matin, l'Empereur le fait appeler dans son cabinet ; Daru le trouve transporté de colère, parcourant à grands pas son appartement, et ne rompant un morne silence que par des exclamations brusques et courtes..... « Quelle marine !..... Quel amiral !.... Quels sa« crifices perdus ! . . . . . Mon espoir est déçu. Ce « Villeneuve ! au lieu d'être dans la Manche, il « vient d'entrer au Ferrol ! C'en est fait ! Il y sera « bloqué..... Daru, mettez-vous là, écoutez et écri« vez. » L'Empereur avait reçu de grand matin la nouvelle de l'arrivée de Villeneuve dans un port d'Espagne ; il avait vu sur-le-champ l'expédition d'Angleterre avortée ; les immenses dépenses de la flotte et de la flottille perdues pour long-temps, pour toujours peut-être ! Alors, dans l'emportement d'une fureur qui ne permet pas même aux autres hommes de conserver leur jugement, il avait pris l'une des résolutions les plus hardies, et tracé l'un des plans de campagne les plus admirables qu'aucun conquérant ait pu concevoir à loisir et de sang-froid. Sans hésiter, sans s'arrêter, il dicta en entier le plan de la campagne d'Austerlitz, le départ de tous les corps d'armée, depuis le Hanovre et la Hollande jusqu'aux confins de l'ouest et du sud de la France : l'ordre des marches, leur durée, les lieux de convergence et de réunion des colonnes, les surprises et les attaques de vive force, les mouvemens divers de l'ennemi, tout fut prévu, la victoire assurée dans toutes les hypothèses. Telles étaient la justesse et la vaste prévoyance de ce plan, que, sur une ligne de départ de deux cents lieues,

des lignes d'opération de trois cents lieues de longueur furent suivies, d'après les indications primitives, jour par jour, et lieu par lieu, jusqu'à Munich. Au-delà de cette capitale, les époques seules éprouvèrent quelque altération, mais les lieux furent atteints, et l'ensemble du plan fut couronné d'un plein succès. »

Dans le même moment où il allait mettre ses troupes en mouvement, sous le nom de *Grande armée*, substitué à celui d'*Armée d'Angleterre*, Napoléon chargeait son maréchal du palais, le général Duroc, de se rendre à Berlin pour s'assurer de la neutralité de la Prusse. Cette négociation fit triompher la diplomatie française, malgré les efforts des généraux russes, du prince de Metternich et d'autres personnages non moins éminens, réunis à Berlin pour entraîner la cour de Prusse dans la coalition. Une armée de cent mille hommes, aux ordres du vieux maréchal de Mœllendorff, sage conseiller du trône dans cette circonstance, et une réserve de cinquante mille, commandés par le roi lui-même, devaient garantir sa neutralité armée.

Avant de quitter Boulogne, l'Empereur érigea le prytanée de Saint-Cyr en prytanée militaire français, à l'instar de l'École spéciale de Fontainebleau, où seraient reçus les élèves de Saint-Cyr. Le 4 septembre, l'Empereur est de retour à Paris; le roi de Naples y avait envoyé un négociateur qui régla, le 21, par un traité, sa neutralité désarmée.

Quant au traité qui liait la nouvelle coalition pour la coopération commune des forces de l'An-

gleterre, de la Russie, de l'Autriche et de la Suède contre la France, il portait à plus de trois cent mille hommes les armées autrichiennes. Mais l'Autriche avait mal calculé l'emploi de ses troupes; elle ne rêvait que la conquête de l'Italie, tandis que Napoléon voulait arriver à Vienne par le Danube. La Russie s'était engagée à envoyer cent mille hommes en Allemagne pour la fin d'octobre. Elle croyait être en mesure assez tôt pour arrêter la marche du camp de Boulogne. Un autre corps devait de Corfou débarquer à Naples, s'y réunir aux Anglais et aux Napolitains, et s'avancer sur le Pô, tandis que l'archiduc Charles passerait l'Adige avec sa grosse armée. Un troisième corps anglo-russe se réunirait à l'armée suédoise commandée par le roi Gustave, et s'emparerait du Hanovre. Enfin, une quatrième armée russe, placée sur le Bug, non loin de Varsovie, était destinée à observer au moins la Prusse, et à contenir ou entraîner sa neutralité. En regard de ces masses immenses qui s'ébranlent de toutes les extrémités de l'Europe, la France ne compte que deux cent trente-cinq mille combattans, mais dont cent soixante mille, divisés en sept corps sous Bernadotte, Davoust, Ney, Soult, Lannes, Augereau, Marmont, et la cavalerie sous Murat, recevront en Allemagne les ordres de Napoléon; ainsi la guerre n'est point douteuse pour lui au-delà du Rhin. L'invincible Masséna est son lieutenant en Italie. Le maréchal n'a, pour lutter contre l'archiduc Charles, que cinquante mille hommes, et les vingt-cinq mille de l'occupation napolitaine du général Gouvion Saint-Cyr. L'Empereur a

adressé de Paris au maréchal, le 17 septembre, un plan de campagne par lequel il lui prescrit de commencer les hostilités le 27. Toute l'Europe est en armes. La tâche de Masséna devenait difficile à remplir, car l'archiduc avait pour lui l'immense avantage du nombre et la force de la position. En outre, une flottille armée à Trieste et à Venise, appuyée par des frégates russes, se tenait prête à seconder, aux bouches du Pô et sur les côtes de l'Adriatique, les opérations de l'aile gauche du prince. Mais les Français allaient déployer de nouveau leur valeur sur le théâtre de leurs anciens exploits, et si Bonaparte l'Italique ne les conduisait plus, ils avaient pour eux l'audace, l'intrépidité, le caractère de l'enfant chéri de la Victoire, du héros de Rivoli, du vainqueur des Autrichiens dans vingt batailles couronnées par celle de Zurich.

Cependant Napoléon ne négligeait aucune occasion de donner des gages à l'Europe contre les souvenirs de la république. Le sénatus-consulte du 12 septembre avait rétabli l'usage du calendrier grégorien. Toutefois si l'Europe a cru triompher de la république au 18 brumaire, elle regrette sans doute à présent le Consulat et surtout le Directoire, quand elle voit deux grandes couronnes sur la tête du premier capitaine des temps modernes. Le gouvernement consulaire, sous Bonaparte, convenait mieux certainement à l'Europe et peut-être à la France. Le sceau de la république n'avait pas été brisé; la majesté de nos frontières était une loi qui ne pouvait être transgressée que pour les défendre, et les Français présentaient un peuple compacte que la

prudence ordonnait de ne pas attaquer dans ses barrières naturelles.

Mais plus la haine se montre violente au-dehors contre l'Empereur, plus ardente, plus passionnée est l'exaltation de la France pour Napoléon. Le 23 septembre, il se rendit solennellement au Sénat, où son ministre des relations extérieures lut l'exposé de ses griefs contre la maison d'Autriche. Après cette lecture, deux sénatus-consultes furent proposés : l'un relatif à une levée de quatre-vingt mille hommes sur la classe de 1806, et le second à la réorganisation des gardes nationales; car dans les momens de dangers, les gouvernemens, avertis par la nécessité, éclairés par le sentiment de leur salut, ont toujours eu recours depuis vingt ans à cette belle institution qui fait la force des empires, et que les étrangers ont imitée dans leurs dernières conjurations contre la France victorieuse. Le Sénat décréta les deux propositions et déféra à l'Empereur la nomination des officiers de la garde nationale. Des décrets impériaux devaient arrêter son organisation définitive; ils parurent et appelèrent aux armes tous les Français depuis l'âge de vingt et un ans jusqu'à soixante. Les bataillons prirent le nom de cohortes; cette immense conscription s'étendait sur tous les départemens limitrophes, depuis le Pas-de-Calais jusqu'au lac de Genève; elle formait quatre arrondissemens dont les commandemens furent donnés à quatre sénateurs, les généraux Rampon, d'Aboville, les maréchaux Lefebvre et Kellermann; ces deux maréchaux reçurent de plus le commandement de deux corps d'armée de réserve, l'un à Mayence,

l'autre à Strasbourg. Un troisième corps gardait Boulogne sous les ordres du maréchal Brune; trois camps volans de grenadiers devaient être établis à Rennes, dans la Vendée et au camp d'honneur de Marengo. Le général Collaud gardait Anvers et Flessingue. Le prince Louis prit le commandement en Belgique et en Hollande. Un enthousiasme extraordinaire exaltait l'esprit de l'armée : c'est pour elle aussi qu'elle aime la guerre; en se pressant autour de son Empereur, elle sait qu'elle soutient son propre ouvrage. Les gardes nationales se montrèrent fières d'être arrachées à leurs habitudes paisibles, et de prendre rang dans l'armée pour la défense du territoire.

Napoléon, parti de Paris le 24 septembre, était à Strasbourg le 27; le surlendemain il reçut de tous ses corps d'armée les renseignemens les plus positifs et les plus satisfaisans. Déjà le prince Murat et le maréchal Lannes avaient passé le Rhin, et opéré le mouvement à l'aide duquel l'Empereur cherchait à faire croire au général Mack que nous voulions pénétrer en Souabe par les défilés de la Forêt-Noire, et gagner la tête des eaux du Danube, pour agir sur la rive droite. En même temps et d'un autre côté, les maréchaux Ney, Soult et Davoust, avaient marché, le premier sur Stuttgard, le second sur Heilborn, le troisième sur les hauteurs d'Ingelfingen et ensuite sur OEttingen au-delà du Necker. Les autres corps avaient suivi le mouvement général sur chaque point qui leur était indiqué.

L'Empereur lui-même se trouvait le 1er octobre sur la rive droite du Rhin, après avoir adressé à son ar-

mée une de ces proclamations qui ont prophétisé pendant quinze ans la victoire, sans démentir les paroles de l'oracle inspiré par son génie. L'électeur et les princes de Bade vinrent à Etlingen au-devant de Napoléon, qui allait combattre pour la première fois sur le théâtre de nos triomphes républicains. L'électeur de Bavière mettait toutes ses espérances dans l'appui de Napoléon : la cour de Bade, malgré son penchant pour la Russie, ne pouvait que s'en remettre à la même protection. Cette cour s'était vue obligée de transiger par un contingent de quatre mille hommes, qui obéit au drapeau français. La même opération avait eu lieu avec le duc de Hesse-Darmstadt. Mais il fallut imposer par les démonstrations de la force à l'électeur de Wurtemberg, et conquérir son alliance, peut-être en secret volontaire et du moins aussi conforme aux intérêts du prince que nécessitée par sa situation; pressé entre deux armées, il était contraint de prendre un parti prompt et décisif. Ney avait dû ouvrir à coups de canon les portes de Stuttgard, Napoléon employa quelque séduction auprès de l'électeur, conclut avec lui un traité qui nous donna un corps auxiliaire de huit mille hommes, et gagna un allié dont la fidélité lui fut toujours utile et jamais onéreuse.

Cependant, Napoléon, pour assurer le succès du grand mouvement de son aile gauche qu'il dérobait aux ennemis, et séparer le général Mack des renforts autrichiens et russes qui accouraient vers lui, dirigeait toutes ses divisions sur Nordlingen. Il fallait surtout que Bernadotte, avec un corps grossi des troupes gallo-bataves amenées par Marmont,

marchât sur Wurtzbourg où la cour de Munich s'était réfugiée, y prît le commandement de l'armée bavaroise, forte de vingt-cinq mille hommes, et manœuvrât dans la même direction que les autres divisions. Le temps matériel manquait au maréchal pour se porter sur le Danube, à Ingolstadt, à moins qu'il ne violât les possessions prussiennes en Franconie. Napoléon n'ignorait pas les mauvaises dispositions de la Prusse, alors déclarée tout entière contre lui, le roi excepté; il sentait les dangers de l'accession de cette puissance à la coalition, mais il savait aussi qu'elle nourrissait l'arrière-pensée d'obtenir le Hanovre pour prix de sa neutralité; l'Empereur avait fait proposer au roi d'occuper cet électorat pendant la guerre. Malgré cette démarche, dont l'intention était favorable aux vues de la Prusse, il ne pouvait se fier au caractere temporiseur du cabinet de Berlin; il prévoyait que l'audace et le succès d'une résolution qui frapperait un coup terrible sur les alliés, suspendraient au moins les graves effets des ressentimens les plus exaltés : en conséquence, l'ordre de franchir le territoire d'Anspach et de Bareuth fut donné à Bernadotte en ces termes : « Traverser ces territoires, éviter d'y séjourner, faire « beaucoup de protestations en faveur de la Prusse, « témoigner beaucoup d'attachement pour elle, le « plus d'égards qu'on pourra, puis traverser ses possessions avec rapidité, en alléguant l'impossibilité « de faire autrement, parce que cette impossibilité est « réelle. » Ces précautions, dictées par une raison prévoyante, les explications de M. Laforêt à Berlin et de M. Otto à Wurtzbourg, n'empêchèrent pas la

Prusse de faire éclater son mécontentement et ses menaces; elle ouvrit la Silésie et ses autres provinces aux troupes russes pour se rendre à leur destination.

Pendant ce temps, le roi de Suède mettait à la solde des Anglais douze mille hommes qui devaient agir en Poméranie avec vingt-quatre mille Russes, aux ordres du général Tolstoy, que seconderait une légion de Hanovre, formée en Angleterre : la reprise de l'Électorat était le but de l'expédition. Ni ces orages élevés contre lui, ni le déploiement de toutes les forces de la monarchie de Frédéric, n'ébranlèrent Napoléon; de son côté, la Prusse ne se détermina pas à en venir aux dernières extrémités; elle paralysa même par sa contenance les efforts des alliés; la Prusse, enfin, temporisa par crainte, par intérêt et par une prudence dont elle n'aurait pas dû s'écarter. Mais pour les gouvernemens, comme pour les particuliers, ce qu'il y a de plus rare au monde, c'est la persévérance dans les résolutions prises avec maturité; et de la mobilité comme de la faiblesse, où elle prend souvent la naissance, découlent une foule de malheurs que la constance aurait presque toujours détournés.

Mack, doublement trompé, soit par les démonstrations de Napoléon à l'entrée des gorges des montagnes de la Forêt-Noire, soit par la marche rapide et le rassemblement vers Stuttgard des trois corps d'armée de la garde impériale, avait également ignoré le mouvement circulaire de notre aile gauche, composée des autres corps, aux ordres des maréchaux Ney et Davoust, ainsi que celui du grand

parc d'artillerie sur Nordlingen. Il apprit enfin que le gros de l'armée française se portait sur le Danube: à cette nouvelle, il concentra ses forces autour de la ville d'Ulm, comme autrefois le vieux feld-maréchal Kray l'avait fait devant le général Moreau. Mais les positions respectives et surtout l'adversaire étaient changés; le génie de Napoléon planait sur une vaste étendue, dirigeait avec autorité les généraux, enflammait les soldats, rivaux d'ardeur et de fidélité pour accomplir ses projets avec la plus étonnante précision. C'est ainsi que cent mille hommes se trouvèrent le même jour sur la rive gauche du Danube, et le passèrent au même instant, du 6 au 7 octobre, à Donawert, Neubourg et Ingolstadt. Cette manœuvre, dont les proportions croîtront encore dans la campagne de Russie, coupait la ligne d'opérations des Autrichiens, leur enlevait toute possibilité de retraite par la Bavière, et les renfermait dans cette partie de la Souabe, entre les montagnes du Tyrol et le Danube. Pendant l'exécution d'une si grande combinaison stratégique, le reste de l'armée, d'abord réunie à Stuttgard dans le dessein que l'on a vu, et chargée ensuite de franchir le Danube à vingt ou trente lieues au-dessous d'Ulm, allait prendre à revers la ligne du Lech, et s'établir sur les derrières de l'ennemi. L'Empereur porta son quartier-général à Donawert, et fit repasser le Lech au général Murat, pour interrompre la communication entre Ulm et Augsbourg.

Le passage du Danube, l'occupation d'une partie de la Bavière, et la présence d'une armée française qui fermait derrière lui le cercle tracé par Napoléon,

frappent, à la fin, de stupeur le général autrichien; au milieu d'une telle surprise, il rassemble ses troupes sur l'Iller, dans le fol espoir de nous rejeter au-delà du Danube, et de se défendre au moins jusqu'à l'arrivée de la première armée russe. Pour atteindre ce but, il veut s'emparer du pont de Donawert avec un corps composé de douze bataillons de grenadiers arrivés du Tyrol, et soutenu par quatre escadrons de cuirassiers d'Albert. Murat, en marche avec sept mille hommes de cavalerie pour Zusmershaussen, rencontre à Wertingen, à quatre lieues de Donawert, ce corps d'élite : il manœuvre aussitôt pour l'entourer et lui couper la retraite. Un combat opiniâtre s'engage entre les Français et les ennemis; enfin, renforcé par le général Oudinot, venu de Donawert à son secours, Murat disperse la division autrichienne et lui fait trois mille prisonniers. Nos soldats, d'abord impatiens d'essayer les armes impériales que tiennent encore les mêmes mains qui avaient assuré le triomphe de la cause républicaine, ensuite électrisés déjà par les premiers exploits dans la campagne, et pleins du sentiment de l'admirable position où leur général les a placés, se persuadent plus fortement encore, après cette brillante affaire, que la victoire est montée sur le trône en même temps que Napoléon. L'Empereur récompense noblement ses braves sur le champ de bataille. D'un côté, nous tenons en échec le gros de l'armée autrichienne renfermée dans Ulm, de l'autre nous faisons des progrès en Bavière. Au combat de Wertingen succède le combat de Gunzbourg : en vain les Autrichiens résistent avec acharnement, en vain le

prince Ferdinand est accouru pour soutenir de sa présence le courage des siens à défendre cette position, le maréchal Ney, secondé par l'héroïsme des troupes, s'empare du pont et de la ville après avoir fait douze cents prisonniers, enlevé six pièces de canon et tué deux mille hommes aux ennemis. A la suite de cette action, le général Dupont, à qui Baraguay d'Hilliers devait se réunir près d'Albeck, pour se porter ensemble sur Ulm, arrive seul au hameau d'Hasslach; il trouve les escarpemens de la place couronnés par une grande partie de l'armée autrichienne: vingt-cinq mille hommes sont devant lui; il n'en commande que sept mille. S'il recule un moment, il est perdu peut-être, lui et sa division: il n'hésite pas à aborder à la baïonnette les ennemis en marche pour l'envelopper, et renverse leur première ligne. Ce succès anime les troupes, en partie composées de conscrits: mais ces conscrits ont un beau nom à soutenir, celui de l'*incomparable* 9e légère, celui de la *brave* 32e, toutes deux immortalisées en Italie. Aussi les attaques successives des Autrichiens sont repoussées avec une étonnante vigueur. Le village de Jungingen fut repris six fois par cette poignée de héros. Resté maître du champ de bataille, Dupont se retire avec plus de quatre mille prisonniers, nombre presque égal à ce qu'il avait encore de soldats après un combat si terrible, et reprend avant le jour la route de son camp d'Albeck.

Napoléon ne laisse aucun relâche à ses ennemis, résolu qu'il est de les acculer sur la place d'Ulm, et de cerner leur aile droite pour lui interdire toute

communication avec le Tyrol. Le jour même de la prise de Gunzbourg, il se rend à Augsbourg, d'où il envoie Soult sur Memmingen. Le maréchal eut une brillante rencontre avec un corps ennemi, et investit cette ville, défendue par le général Spangen, à la tête de neuf bataillons, qui capitulent. Soult poursuit ses succès, repasse l'Iller et vient se placer devant Ulm. Du côté de l'ouest, le maréchal Lannes achève le blocus de cette place, et donne la main au général Marmont, arrivé d'Augsbourg avec le deuxième corps, ainsi qu'à la garde impériale, commandée par le général Bessières, et à la division de grosse cavalerie du général d'Hautpoult, tous en position devant la ville menacée. Les annales militaires conserveront éternellement le souvenir de l'allocution que Napoléon, au milieu de la neige et du froid le plus vif, adressa sur le pont du Lech aux Français et aux Hollandais formant le corps de Marmont. Il leur expliqua de la manière la plus précise la situation désespérée de l'ennemi, fruit de ses combinaisons et de la constance de l'armée à braver les plus grandes fatigues, leur annonça une bataille inévitable, et leur promit un triomphe certain. Jamais harangue prononcée dans des circonstances aussi défavorables à l'éloquence, ne produisit un pareil effet sur des troupes; jamais les acclamations des soldats de César ne donnèrent de plus assurés présages de la victoire à leur général.

Mack peut réunir encore soixante mille hommes, mais non pas affronter avec eux les Français, dans la position redoutable où ils sont vis à vis de lui. Il

songe donc au moyen de sauver une partie de son armée avant l'entier investissement de la place. On délibère sur le parti à prendre : l'archiduc adopte celui d'essayer de gagner Nordlingen et de passer en Franconie, afin d'arriver à la frontière de Bohême avec un corps considérable. Pour exécuter ce mouvement, il faut forcer la position de Dupont. Les deux adversaires sont en présence et combattent avec fureur. Le prince s'établit devant Albeck.

Le 13 octobre au soir, l'armée se trouve auprès d'Ulm et partout en face de l'ennemi. L'Empereur ordonne l'attaque générale pour le lendemain. Le 14 au matin, il va lui-même faire une reconnaissance : d'un côté, nos tirailleurs repoussent tous les avant-postes autrichiens, de l'autre, le maréchal Ney attaque les redoutables positions d'Elchingen que défendent quinze mille hommes et quarante pièces de canon; le pont est enlevé, malgré la vive résistance des Autrichiens, et traversé au pas de course par nos troupes. Bientôt Laudon, qui occupe Elchingen, voit ses soldats culbutés et poursuivis jusqu'au pied de ses retranchemens; il perd trois mille prisonniers, des drapeaux, plusieurs pièces d'artillerie. Deux régimens ont péri presque en entier; deux bataillons, enfoncés par le 3e régiment de hussards, mettent bas les armes. Ces nouveaux lauriers, qui viennent de ceindre le front du brave des braves, sont chèrement achetés, et le nom d'Elchingen rappellera au maréchal Ney l'un de ses plus grands périls dans l'un de ses plus beaux faits d'armes. Pendant cette brillante et rude action, l'archiduc se préparait à effectuer sa retraite avec deux



Tony Goutiere.

NEY.

Publié par Furne à Paris.

divisions sous la conduite des généraux de Werneck et de Hohenzollern, et une réserve de cavalerie sous son commandement, qui devaient se réunir à Nordlingen.

Cependant Napoléon prescrit à Dupont de rejeter dans Ulm tout ce qu'il rencontrera; mais les rapports de ce général, fortement menacé entre Albeck et Languenau par les 25,000 hommes du général Werneck, qui n'a pu regagner Ulm après le combat d'Elchingen, décident l'Empereur à envoyer sur les lieux le général Mouton, l'un de ses aides-de-camp. Mouton arrive au moment où le combat va commencer, et essaie d'arrêter le général Dupont. Celui-ci, malgré l'énorme disproportion de ses forces, persiste à exécuter les ordres positifs qu'il a reçus. Après une heure d'une lutte inégale et meurtrière, Napoléon, instruit du véritable état des choses, détache deux divisions d'infanterie et la cavalerie de Murat au secours de la division engagée dans un si grand danger; l'ennemi est écrasé, et l'archiduc, séparé du corps de Werneck, qu'il veut rejoindre, est réduit à sortir d'Ulm et à fuir sur Aalen, pendant la nuit, avec cinq mille chevaux. Murat s'attache à la poursuite de Werneck et de l'archiduc. Toutes les opérations marchent simultanément: sur la rive droite du Danube, le maréchal Lannes emporte la tête de pont de la ville d'Ulm avec tant de vivacité, que la cavalerie autrichienne peut à peine rentrer dans la place; le même jour, le général Marmont complète le blocus sur la rive droite.

Napoléon voit tout de son quartier-général, établi à l'abbaye d'Elchingen. Dans la nuit du 14 au 15

octobre, il fait passer le Danube, sur le pont de cette ville, au maréchal Lannes, qui va se réunir au maréchal Ney pour assaillir, sur la rive gauche, des hauteurs garnies de redoutes et de retranchemens par le général Mack afin de couvrir Ulm de ce côté. Le mouvement commence à deux heures du matin. L'Empereur, au milieu de ses soldats, partage leurs fatigues et dirige les manœuvres; à la pointe du jour, il se rend au hameau d'Hasslach avec sa garde. Par ses ordres, le général Bertrand attaque et force le Michels-Berg, tandis que le maréchal Ney rejette dans les faubourgs les troupes qui s'appuyaient à cette position. Napoléon s'avance vers elles, suivi de son escorte, et s'obstine à ne pas s'éloigner d'une batterie de cinq pièces de canon, tout à coup démasquées, et qui tirent à demi-portée. Lannes saisit la bride du cheval de l'Empereur, pour l'obliger à s'éloigner. Napoléon veut arrêter Ney, exposé à un feu terrible, et le contraindre à attendre l'arrivée du maréchal Lannes à la même hauteur, sur son flanc gauche. L'intrépide Ney se refuse à partager la gloire; d'ailleurs il a prévu l'attaque ennemie. Sous la conduite de Suchet, le général Claparède, le colonel Vedel, font des prodiges, et si leur mouvement est secondé par de plus grandes forces, peut-être la ville sera prise d'assaut; mais une double sortie de l'ennemi arrête ces braves, et leur coûte beaucoup d'officiers et de soldats.

Napoléon arrive sur le penchant de l'escarpement du Michels-Berg, contemple à ses pieds la ville d'Ulm dominée de toutes parts, à demi-portée de canon, par nos positions, et l'armée autrichienne

enfermée dans les murs de cette place, et ne pouvant désormais la quitter qu'avec la permission du vainqueur. Ses desseins sont accomplis, il fait retirer ses troupes engagées trop avant, rétablit l'ordre dans toutes les communications, et attend l'évènement avec une patience vigilante, sans vouloir céder aux cris de ses soldats qui demandent l'assaut. Il désire épargner du sang : il préfère le parti d'user de son ascendant pour déterminer les Autrichiens à se rendre, à la cruelle résolution de détruire à la fois une grande ville et une valeureuse armée trahie par la fortune, ou plutôt par l'imprudence et l'incapacité de son chef. C'est avec l'affreuse perspective d'un malheur pareil à celui de Jaffa, qu'il tente de persuader, d'abord le général Mack, et ensuite le prince de Lichtenstein, de la nécessité de capituler. L'ennemi hésite : on canonne la place pendant vingt-quatre heures; les fascines, les échelles, les troupes, tout est prêt pour l'assaut : Mack essaie de dissimuler sa position par un ordre du jour menaçant pour ceux qui parleraient de reddition; mais le lendemain 17, il se présente au quartier-général français et accepte la capitulation, motivée sur la situation désespérée de son armée.

Cependant Murat n'a point abandonné la poursuite de l'archiduc; le 16 octobre, il rencontre au village de Languenau l'arrière-garde du corps de Werneck et lui enlève trois mille hommes, tandis que l'Empereur ordonne au maréchal Lannes de se porter sur Aalen et Nordlingen pour couper à l'ennemi la route du Danube. Une autre rencontre de Murat avec Werneck, sur le pont de Neresheim,

nous donne encore douze cents prisonniers. L'archiduc, qui venait d'arriver au moment même, n'a que le temps de monter à cheval et d'abandonner son corps d'armée. Enfin, le 18 octobre, les huit mille hommes qui restent au général Werneck déposent les armes. Pour mettre le comble à tant de revers, un convoi de cinq cents voitures, attaché à cette armée, tombe entre les mains des dragons du général Fauconnet. Deux mille cavaliers environ, voilà tout ce qui reste à l'archiduc des vingt-cinq mille hommes qu'il avait fait sortir d'Ulm pour la défense d'Elchingen. Le 17, il s'était encore séparé de Werneck, et avait pris la route de Nuremberg. Ce fut ainsi que ce prince eut le bonheur d'échapper aux mesures de Napoléon pour le rejeter dans la direction de Murat, et l'ajouter aux immenses trophées de la victoire.

Ces succès, presque incroyables, ayant été communiqués par Napoléon lui-même au feld-maréchal Mack, qu'il appela à son quartier-général, le 18 octobre, il se détermina à rendre la ville, sous la condition qu'elle serait occupée par le corps du maréchal Ney, qui pouvait plus facilement la défendre que l'investir. Mack avait tellement perdu la tête, qu'au lieu de retenir encore pendant six jours devant Ulm les corps de Soult, de Marmont, et la garde impériale, il se décida à remettre cette place le lendemain. Le 19, trente mille hommes conduits par seize généraux, soixante pièces de canon, quarante drapeaux et trois mille chevaux, défilèrent devant l'armée française, en bataille sur les hauteurs de Michels-Berg et du Frauenberg. Napoléon, en-

touré de son état-major et de sa garde, s'enivra en secret d'un triomphe encore inconnu pour lui parmi ses plus éclatantes victoires d'Italie et d'Égypte. Il traita les vaincus avec une noble bienveillance, non pas toutefois sans laisser tomber, en s'entretenant avec les généraux ennemis, quelques-unes de ces paroles menaçantes qui ressemblaient à des oracles dans la bouche d'un homme accoutumé à réaliser les promesses de son génie, et à déconcerter par des merveilles inattendues tous les calculs de la prudence humaine.

Au moment même de ces succès inouis, Napoléon, qui, dans de plus grands intérêts que ceux d'une vaine ambition de suffrages, avait toujours, au milieu de ses plus lointaines expéditions, les yeux fixés sur Paris, donnait aux magistrats de la capitale des drapeaux et deux pièces de canon prises au combat de Wertingen : il faisait aussi hommage au Sénat de quarante drapeaux enlevés à l'ennemi dans les affaires qui suivaient ce combat. Le message parlait encore plus à la nation qu'aux sénateurs ; c'était un appel adressé par la gloire au courage de la jeunesse française. Avant notre départ du quartier-général d'Ulm, des décrets utiles et une proclamation qui n'a peut-être point sa pareille dans la vie d'aucun illustre capitaine, parce qu'elle retrace les suites admirables d'une conception déclarée infaillible par des résultats prévus et annoncés d'avance, acquittèrent la reconnaissance de Napoléon envers l'armée.

Cependant la violation du territoire prussien avait beaucoup accru la prépondérance du parti russe à Berlin. Alexandre était venu en personne aigrir les

mécontentemens du roi : pour ajouter à ces mauvaises dispositions, l'archiduc Antoine, aussitôt après la défaite d'Ulm, accourut avec la mission de représenter aux deux souverains l'urgence des secours réclamés par la maison d'Autriche. Deux jours après son arrivée eut lieu, le 25 octobre, entre Alexandre et Frédéric-Guillaume, un traité mystérieux qui fut en quelque sorte renouvelé et juré sur la tombe du grand Frédéric, à Potzdam. Ce traité, ce serment, avaient des racines plus profondes qu'on ne le crut alors : ils étaient inspirés par ce jésuitisme politique qui attacha constamment une restriction mentale à toutes les conventions que l'Europe conclut avec Napoléon, depuis celles de Lunéville et d'Amiens.

L'alliance de la mysticité russe et prussienne, qui eut une influence si forte sur le sort de la France et de l'Europe, date de la scène de Potzdam. Alexandre fut le grand-prêtre de cette religiosité qui devait mourir avec lui, et dont le caractère, purement personnel à ce prince, n'a obtenu de place dans l'histoire que parce que son fondateur était, après Napoléon, le monarque le plus puissant de la chrétienté. Le nom de Sainte-Alliance est une des plus singulières audaces du pouvoir dans ce siècle tout philosophique, et il a fallu la tension continue de toutes les forces physiques des gouvernemens pour soutenir pendant quelques années le crédit de cette étrange parodie des droits de l'homme. Cette bizarre fiction du despotisme a expiré sans convulsion devant la nécessité du temps; elle reste moquée à présent par ses propres déserteurs, comme le sont toujours les aberrations de la politique par la raison universelle.

L'arc ne s'est point brisé; il s'est détendu de lui-même, quand la mort a eu glacé le bras qui le tenait encore.

Tandis que l'Autriche, la Russie, la Prusse et l'Angleterre intervenue par ses envoyés pour régler les subsides destinés à solder la coopération de cette dernière puissance, préparaient notre ruine, Napoléon, à l'exemple de César, ne s'arrête qu'un moment à Munich, qui le reçoit en libérateur, et poursuit le cours de sa fortune; déjà toutes ses divisions, arrivées simultanément aux différens points désignés, ont franchi l'Inn, malgré toutes les démonstrations et même les efforts d'une vive résistance. Soult, Lannes et Murat sont allés au devant des Russes. Le 28 octobre, Lannes occupe Braunau, place importante pour nous, où il s'empare de magasins considérables. Le 30, Murat, qui n'a pas laissé un moment de repos au prince Ferdinand, après l'avoir encore battu entre Furth et Nuremberg, atteint de nouveau son arrière-garde à Mehrenbach. L'archiduc lui a échappé et a pu se retirer en Bohême. Il ne reste plus de l'armée de ce prince que la division Jellachich, qui s'est jetée dans le Tyrol et qui bientôt capitulera entre les mains d'Augereau. Bernadotte est entré dans Salzbourg. Le 4 novembre, Murat et Lannes dispersent une arrière-garde russe à Amstetten : le même jour, Davoust occupe Steyer dans la Basse-Autriche, et Vicence ouvre ses portes à l'armée d'Italie. Masséna a déjà fait capituler un corps autrichien. L'archiduc Charles aussi a commencé sa retraite. Le 7, Ney délivre le Tyrol de l'armée de l'archiduc Jean, et se rend maître des villes de Hall

et d'Inspruck. Trois jours après, Davoust renverse, au combat de Marienzell, le corps de Meerveldt, tandis que Marmont arrive à Léoben. Cette petite ville rappelle à Napoléon le plus beau souvenir de l'immortelle campagne d'Italie, le traité de Campo-Formio, la paix donnée à l'empereur d'Autriche par le général Bonaparte. Mais cette fois l'empereur des Français veut aller à Vienne, car à présent il lui reste à faire sa fortune de souverain; et c'est dans les capitales des empires qu'il forcera l'Europe à respecter son titre impérial.

Le 11, au terrible combat de Diernstein, le maréchal Mortier cueille une des plus belles palmes de cette guerre mémorable : il n'a que cinq mille soldats, et rencontre dans un défilé l'arrière-garde russe forte de vingt-cinq mille hommes. L'action dure depuis 6 heures du matin jusqu'à quatre heures du soir. Le maréchal tue à l'ennemi deux mille hommes, fait neuf cents prisonniers, prend six drapeaux et six pièces de canon, se fraie un passage au travers des colonnes russes, et rejoint l'armée avec sa troupe héroïque sur la rive droite du Danube.

Le 15, les bourgeois de Vienne reçoivent le vainqueur dans leurs murs. La capitale est occupée, mais elle n'est pas la monarchie : l'Autriche a transporté ailleurs le champ de bataille. Napoléon négligea depuis le grand avis que lui donnait alors un ancien monarque : il oublia au jour du malheur qu'un empire a ses pénates partout où il possède encore une armée, et qu'un camp est la véritable capitale d'un État envahi.

Cependant l'archiduc Charles a dû abandonner

toutes ses positions de la première guerre d'Italie. Le 13 novembre, Masséna avait passé le Tagliamento; le 14, Ney était à Trente: le Haut-Adige, l'Isonzo, Gradisca, Udine, Palma-Nova, Goritz, ont revu les troupes françaises. De son côté, le maréchal Saint-Cyr obtient à Castel-Franco un brillant avantage, à la suite duquel un corps de sept mille hommes, commandé par le prince de Rohan, est contraint de se rendre. Dans la Forêt-Noire, Augereau s'empare de Lindau, de Bergen, de Feldkirch. Lannes et Murat chassent l'armée russe d'Hollabrünn. Là commence la diplomatie militaire des deux alliés. A Hollabrünn, un parlementaire autrichien demande qu'il soit permis aux troupes autrichiennes de se séparer des Russes : Murat l'accorde. Peu après, un aide-de-camp de l'empereur de Russie vient solliciter une capitulation pour l'armée russe : Murat y consent. Mais Napoléon déclare qu'il veut la ratification d'Alexandre. Le 27 novembre, l'empereur François, qui s'est retiré à Olmütz, dépêche MM. de Stadion et de Giulay, munis de pleins pouvoirs pour négocier avec Napoléon, qui offre préalablement un armistice afin d'arrêter l'effusion du sang. Il reconnaît bientôt que toutes ces démarches de ses ennemis ne sont que des ruses de guerre dont le but est de laisser à une troisième armée russe le temps d'arriver. Le 28 novembre, la seconde armée russe fait sa jonction à Wischau avec le maréchal Kutusoff. Napoléon envoie complimenter Alexandre à Wischau, et proposer une entrevue à ce prince, qui lui adresse son aide-de-camp Dolgorouki. Napoléon venait de faire à dessein un mouvement rétrograde de trois lieues. Dolgorouki

le trouve occupé à fortifier sa nouvelle position, et il retourne prophétiser à son maître la ruine de l'armée française. Les Russes saisissent ardemment cette ridicule espérance : ils voient Napoléon égaré par la victoire à deux cents lieues de sa frontière, au centre de la Moravie, opérant sur un espace de quatre-vingt-dix lieues en pays ennemi; menacé à sa gauche par la Bohême, à sa droite par la Hongrie, inquiété de plus par l'accession secrète de la Prusse et par la fermentation du peuple de Vienne. Napoléon juge autrement sa situation; il n'a pas commis l'imprudence de rester à Vienne, où il pourrait être attaqué en même temps d'un côté par l'archiduc, qui revient d'Italie presqu'à marches forcées, et de l'autre par l'armée russe, qui accourt de la Moravie. Le grand homme de guerre s'est bien défendu de s'endormir dans une capitale que son adversaire a résolu de lui abandonner. Il calcule les marches de l'archiduc et court se porter sur Brünn, où il arrivera avant les Russes. « *De là*, dit-il, *je choisirai mon moment et mon ennemi.* » En effet, sa ligne de communication était aussi sûre et aussi courte par la gauche du Danube, sur Lintz, qu'il avait fait fortifier, que sur Vienne par la droite du fleuve : il pouvait donc la changer à volonté. Vainqueur, il la conservait sur Vienne; vaincu, il effectuait sa retraite, sa droite appuyée aux montagnes de la Bohême, et sa gauche à la rive gauche du Danube. Mais, aveuglés par leur présomption, les alliés croient prendre Napoléon en flagrant délit; ils voient toute l'armée française compromise, s'ils parviennent à couper la communication sur Nicolsbourg. Napoléon le savait avant eux:

c'était cette manœuvre de flanc qu'il parut avoir préméditée, quand, parvenu sous Brünn, dans la plaine d'Austerlitz, il avait dit à ses généraux: « Étudiez ce champ de bataille; dans huit jours nous y « verrons l'ennemi. »

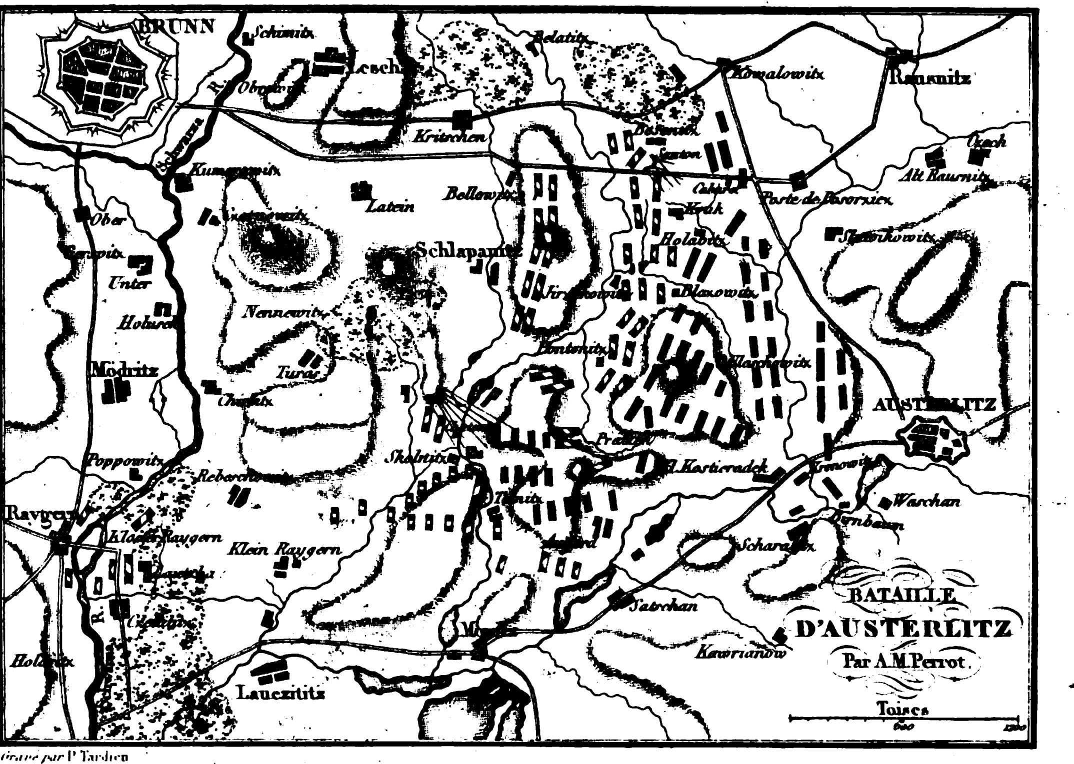
Soit confiance dans les ressources de son génie, soit prévision de la double faute que les alliés allaient commettre en venant l'attaquer prématurément sur le champ de bataille qu'il avait choisi lui-même, et en manœuvrant par leur gauche, comme il le désirait avec tant d'ardeur, Napoléon attend la victoire; elle ne trompera pas son espérance. Le 28 novembre, les coalisés sont en-deçà de Wischau, et commencent le fatal mouvement que Napoléon leur a, pour ainsi dire, inspiré par une feinte retraite. Les jours suivans, ce mouvement continue. Le 1er décembre, les ennemis se trouvent sous les armes en face de nous. A la nouvelle de leur marche, Napoléon réunit sous sa main toutes les troupes dont il a besoin, et établit sa ligne de bataille, la droite au lac de Menitz, la gauche au pied des montagnes, entre les deux bassins de la Schwartza et de la March. Cette ligne a devant elle le Santon, position élevée d'où Napoléon peut embrasser à la fois toutes les opérations. Le 30 novembre, en parcourant les hauteurs de Pratzen, il avait dit à ses généraux, au sujet de cette belle position comparée à celle du Santon: « Si je voulais empê« cher l'ennemi de passer, c'est ici que je me place« rais; mais je n'aurais qu'une bataille ordinaire: si, « au contraire, je resserre ma droite en la retirant

« vers Brünn, et que les Russes abandonnent ces « hauteurs, ils sont perdus sans ressource. »

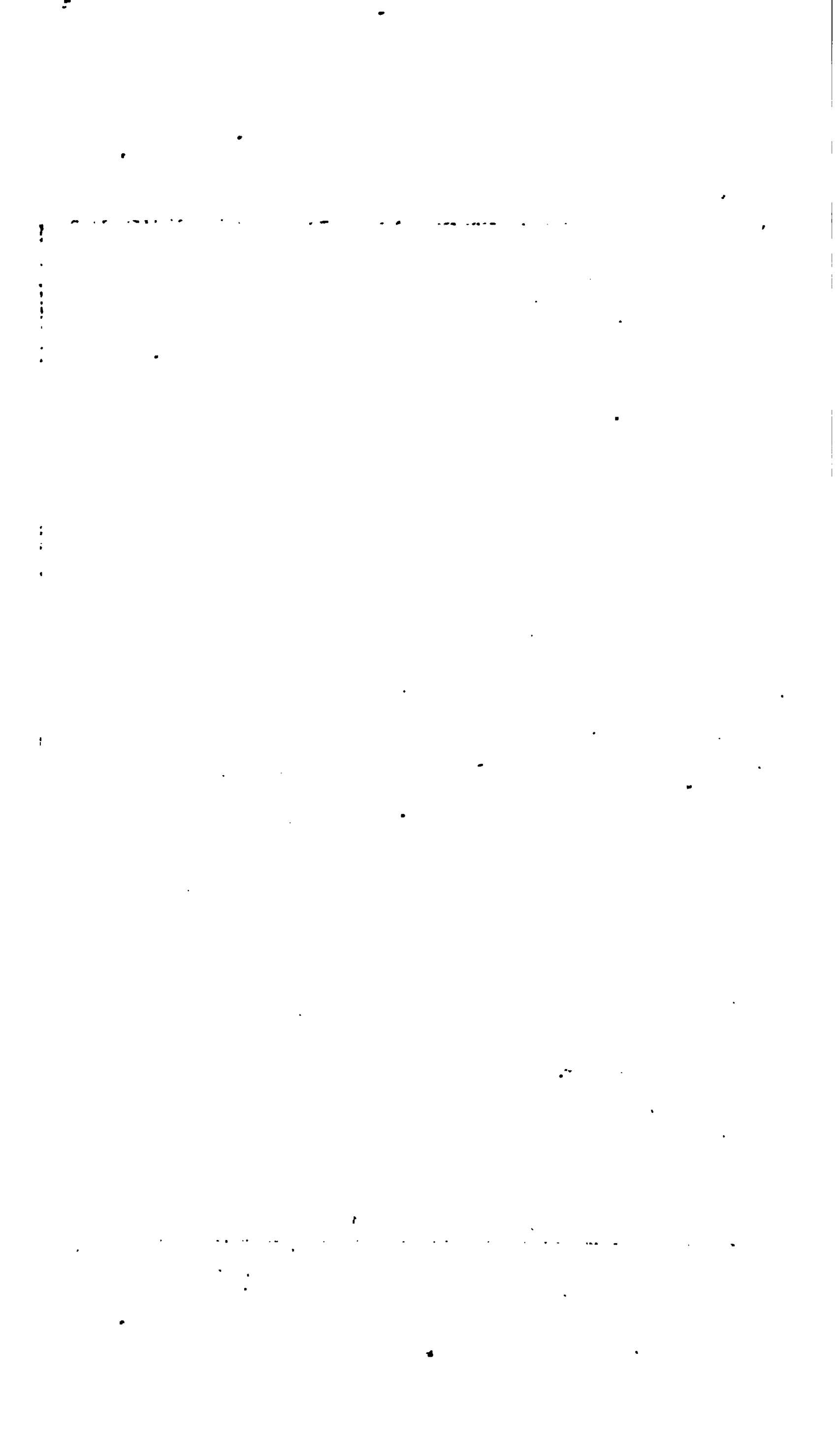
Nous devions combattre sous les plus heureux auspices : Trieste s'était rendue à Masséna, et, par la plus glorieuse comme la plus savante combinaison, les armées françaises d'Allemagne et d'Italie avaient, le 29 novembre, uni leurs lauriers à Klagenfurth. Le sort de la monarchie autrichienne allait être décidé dans les plaines de la Moravie, autour d'une petite ville à deux lieues de Brünn.

Le 1er décembre, Napoléon voit avec une indicible joie les Russes, animés de la plus funeste confiance, exécuter en plein jour leur mouvement de flanc pour tourner notre droite. Il s'écrie à plusieurs reprises : « *Avant demain au soir, cette armée est à moi :* » et dans ce moment même, il dicte une proclamation qui met les troupes dans la confidence des projets de l'ennemi et du succès assuré de nos efforts. Le soir, il veut visiter incognito les bivacs de son armée; mais, reconnu dès les premiers pas, soudain toute la ligne est éclairée par des fanaux de paille, et nos soldats, transportés d'allégresse, célèbrent ainsi le premier anniversaire du couronnement.

De retour à son bivac, Napoléon fait sur-le-champ des dispositions. Davoust se dirige vers Raygern pour contenir l'aile gauche des alliés : Murat est à la tête de toute notre cavalerie; Bernadotte commande le centre; Soult la droite, où l'effort doit être décisif; Lannes défend la gauche, et appuie l'une de ses ailes au Santon, que l'Empereur a fait fortifier et



Gravé par P. Tardieu



armer de dix-huit pièces de canon, sous la garde du 17e régiment d'infanterie légère. Cette position est la clef de toutes les opérations offensives. Napoléon se trouve en réserve avec les dix bataillons de sa garde et les dix bataillons des grenadiers du général Oudinot. Enfin, le 2 décembre, le soleil se lève: entouré de ses maréchaux, l'Empereur attend, pour donner ses derniers ordres, que l'horizon soit tout-à-fait éclairci. Chacun se rend à son poste: « Sol-« dats! dit Napoléon en passant sur le front de ban-« dière de plusieurs régimens, il faut finir cette « campagne par un coup de tonnerre; » et le combat commence aux cris de *vive l'Empereur*! A sept heures du matin, l'armée combinée quitte les hauteurs de Pratzen: le mouvement des alliés est décidé; l'Empereur le voit, et veut d'abord que le maréchal Soult, qu'il avait placé la veille en avant des défilés avec ses troupes toutes prêtes, aille s'emparer de la position; mais il croit devoir suspendre encore cette manœuvre. Cependant une violente canonnade s'entend vers la droite, que les Russes débordent déjà et qu'ils pensent avoir tournée: Davoust, accouru sur l'avis du général Margaron, fait tête à Buxhowden, vers Telnitz et Soconiltz, avec une admirable constance; de brillans succès récompensèrent ses efforts. De son côté, Soult reçoit l'ordre d'attaquer les hauteurs en arrière et à gauche du plateau de Pratzen. En vain Kutusoff, qui reconnaît l'énormité de sa faute et qui sent l'importance de cette position, veut la reprendre et la garder au prix des plus grands sacrifices: il est forcé, après deux heures de la lutte la plus opiniâtre, de nous abandonner les

hauteurs avec toute l'artillerie qui les couronne. Dès ce moment nous occupons le centre et la gauche de l'ennemi, qui se trouvent coupés du corps de bataille; et tout espoir de rétablir les affaires est perdu pour les coalisés.

Toutes nos opérations marchaient de front; Soult et Lannes s'avançaient, l'un vers les hauteurs de Blasowitz, l'autre en avant sur sa gauche dans la direction de Bosenitz, pour démasquer la cavalerie de Murat, qu'il devait soutenir ensuite de concert avec des divisions de Bernadotte, à l'attaque simultanée de Blasowitz par les deux maréchaux. Grace à cette union des deux armes, les Français s'emparèrent successivement des hauteurs de Blasowitz, des positions de Kruh et Hollubit. A la droite, au centre, à la gauche, partout le succès répondit au courage de nos troupes, et les lieutenans de l'Empereur se montrèrent également dignes de suivre les inspirations d'un si grand capitaine.

Les débris de l'aile droite des ennemis, enfoncée, prisonnière ou détruite, nous ont laissés maîtres du champ de bataille; mais ils tentent de ressaisir l'avantage au centre, à l'aide de leur réserve et de la cavalerie de la garde impériale russe. Déjà même cette cavalerie avait renversé et dispersé deux bataillons des plus braves de l'armée française, emportés trop loin par leur ardeur. Napoléon l'apprend, envoie une portion de la cavalerie de sa garde, sous le commandement du général Rapp: un combat terrible s'engage, et, malgré tous leurs efforts, les Russes sont obligés de céder à la constance et à l'intrépidité des vétérans de l'armée: en un clin

d'œil, canons, artillerie, étendards, tout tombe en notre pouvoir. Un instant plus tard, le prince Constantin était au nombre des prisonniers. Les deux empereurs de Russie et d'Autriche voyaient ce désastre des hauteurs d'Austerlitz. C'est dans la plaine de ce nom, qu'après la défaite de leur droite et de leur centre, les restes de leur aile gauche se trouvent enveloppés par suite des manœuvres de Napoléon et de la rapide exécution de ses ordres; c'est là que s'achève la ruine de l'ennemi. Écrasées par l'artillerie qui plonge sur elles, pressées de tous côtés par des attaques différentes, acculées à un lac dans un bas fond, enfermées dans un cercle de feu, ses divisions périssent, déposent les armes, ou se noient en voulant fuir sur la glace, qui rompt sous leur poids. Quinze mille hommes tués, un nombre énorme de blessés, environ vingt mille prisonniers, quarante drapeaux, près de deux cents pièces de canon, quatre cents voitures d'artillerie, tous les gros équipages, une quantité de chevaux, voilà les fruits de cette immortelle journée.

L'intrépide Rapp se distingua à Austerlitz, entre tous ses rivaux, par des prodiges de valeur; c'est ce général qui vint tout sanglant, son sabre brisé, son cheval couvert de blessures, annoncer à l'Empereur le succès de la charge décisive contre la garde impériale russe. Le peintre Gérard a choisi ce brillant épisode, pour immortaliser aussi sur la toile la plus belle victoire peut-être, et sans doute la plus importante par ses résultats, que Napoléon ait remportée sur ses ennemis.

Le 4 décembre, l'empereur François vint saluer

le vainqueur à son bivac : « *Je n'habite point d'autre palais depuis deux mois*, lui dit Napoléon. — *Vous savez si bien tirer parti de cette habitation*, reprend François II, *qu'elle doit vous plaire ;* » et lui demanda la paix. La veille de la bataille, le comte de Haugwitz était arrivé à Brünn, presqu'au moment où les Russes attaquaient l'avant-garde française. Il était chargé d'obtenir satisfaction de Napoléon pour la violation du territoire d'Anspach par Bernadotte. La Prusse s'était mise sous les armes depuis le traité de Potzdam du 3 novembre. Napoléon, apprenant le mouvement offensif des Russes, engagea Haugwitz à aller à Vienne attendre sa réponse. Le surlendemain, Haugwitz, de retour, se vit forcé de changer de langage, et, en effet, comme il félicitait Napoléon sur la victoire d'Austerlitz : *Voilà*, répliqua ce prince, *un compliment dont la fortune a changé l'adresse*. C'était répondre d'une manière piquante au traité sentimental juré sur la tombe du grand Frédéric, entre Alexandre et Frédéric-Guillaume. Le général Savary alla instruire l'empereur de Russie de la capitulation convenue entre François et Napoléon. L'armée russe était cernée : Alexandre souscrivit aux conditions qui l'obligeaient à se retirer par journées d'étape, et à évacuer l'Autriche et la Pologne. On assure que ce grand sauf-conduit comprenait ce prince personnellement. Il résulte d'une autre version, que, Murat s'étant trompé dans la direction que Napoléon lui avait donnée pour fermer le chemin à l'armée russe, cette armée était entièrement libre ou d'effectuer sa retraite, ou même de continuer la guerre. Napoléon avait alors d'autant

plus intérêt à se défaire promptement, et à tout prix, d'Alexandre et de son armée, que l'archiduc Charles se trouvait déjà fort près du Danube, qu'il pouvait soulever la Hongrie, que les réserves de l'ennemi n'étaient pas loin d'Olmütz, que l'archiduc Ferdinand guerroyait avec succès contre les Bavarois du général Wrède, et enfin que cent mille Prussiens, rassemblés en Saxe, n'attendaient qu'un signal pour entrer en Franconie. Quoi qu'il en soit, l'empereur Alexandre reprit, dans la nuit du 4 au 5 décembre, la route de ses États.

Le 6, on publia solennellement l'armistice d'Austerlitz, et la ville de Presbourg fut choisie pour la réunion des plénipotentiaires français et autrichiens. Le même jour, deux beaux décrets honorèrent le vainqueur. Il voyait avec douleur les rangs de sa grande armée éclaircis par la perte d'une foule de braves : il accorda 6,000 fr. de pension aux veuves des généraux tués à Austerlitz; 2,400 fr. à celles des colonels et des majors; à celles des capitaines, 1,200 fr.; à celles des lieutenans et sous-lieutenans, 800 fr.; et 200 fr. aux veuves des soldats. Par un autre décret, l'Empereur adopta leurs enfans; ils devaient être élevés et établis à ses frais; il leur permit de joindre à leurs noms celui de Napoléon.

Le 13, le vainqueur est complimenté solennellement à Schœnbrunn, par les maires de Paris, et leur remet quarante-cinq drapeaux pris à Austerlitz, qui orneront les voûtes de l'église métropolitaine. Le 15, par une convention provisoire signée à Vienne, la Prusse abandonne à la France les pays d'Anspach, de Clèves, le duché de Berg, dont Napoléon dote le prince

Murat, et la principauté de Neuchâtel, qui doit récompenser les services de son chef d'état-major d'Italie, d'Égypte et d'Allemagne. La Prusse reçoit en indemnité l'électorat de Hanovre. Le 26, par le traité de Presbourg entre la France et l'Autriche, Napoléon, reconnu roi d'Italie, fait céder à sa nouvelle couronne les États de Venise, la Dalmatie, ainsi que l'Albanie. L'électeur de Bavière ajoute à ses États le Tyrol et l'Inn Viertel, appartenant à l'Autriche, et le pays d'Anspach, appartenant à la Prusse. La Souabe autrichienne est partagée entre le duc de Wurtemberg et le margrave de Bade. Le pays de Wurtzbourg est donné au grand-duc de Toscane, qui renonce à celui de Saltzbourg en faveur de l'Autriche.

Pour récompenser la courageuse fidélité des deux premiers souverains, Napoléon les fait rois. Ces royautés dateront à jamais de la seconde année du règne de Napoléon. Il fait plus : il force l'Autriche de rendre aux Bavarois les canons et les drapeaux pris par elle en 1740. Le margrave de Bade reçoit le titre de grand-duc.

Le 27 décembre, une proclamation relative à ses desseins sur le trône de Naples, apprend à l'Europe qu'il le destine à son frère Joseph. Naples, malgré le traité du 21 septembre, n'a pas cessé d'ouvrir ses ports aux Anglais. Vers le milieu de novembre, douze mille Russes et six mille Anglais étaient entrés dans la rade de cette capitale, où les attendait une armée de vingt-cinq mille Napolitains. Naples avait dû plusieurs fois son salut à l'intervention de l'Espagne, du Saint-Siège, et à celle de l'empereur Paul. Cette

puissance s'était jouée constamment des traités implorés par sa faiblesse, et notamment de celui que le roi avait ratifié le 8 octobre précédent. Tant de perfidie doit recevoir un châtiment qui l'empêche de se reproduire. Enfin l'Empereur donne de sa main victorieuse et libératrice, à son fils adoptif, reconnu prince et vice-roi d'Italie, la belle princesse royale de Bavière, et le déclare son successeur à la couronne de Milan, s'il meurt sans postérité.

Telle fut l'issue de la neuvième campagne de Napoléon; ainsi se dénoua la troisième coalition. En vain les puissances qui l'ont formée, l'Angleterre, la Suède et la Russie, persisteront à ne point traiter comme empereur des Français, roi d'Italie, ce Napoléon qui vient de ceindre le diadème à deux princes allemands, et qui prend trois souverains dans sa famille. Jamais on ne mit le fait à la place du droit d'une manière plus énergique: il paraissait donc singulier aux publicistes de voir les monarques d'Angleterre, de Suède et de Russie, s'opiniâtrer à ne pas sanctionner la double élection de Napoléon par le peuple français et par le peuple italien. Ces monarques ne pouvaient cependant pas avoir oublié leur origine royale, ni montrer des titres aussi incontestables et aussi puissans que ceux de Napoléon à l'admiration et à la confiance des nations. La défaite de deux empereurs, maîtres de la moitié du continent, établissait suffisamment au moins la légitimité du champ de bataille. Toutefois le descendant de Romanoff s'était refusé à ratifier l'armistice d'Austerlitz. Trop éloigné du centre de l'Europe pour être forcé de consentir à partager l'humiliation de

la cour de Vienne, il avait repris rapidement la route de sa capitale; heureux d'avoir profité de la générosité de Napoléon, il laissait indécise entre ce prince et lui, non la question de la guerre, mais celle de sa prolongation.

Le cabinet russe n'en reconnaîtra pas moins un jour, dans le traité que M. de Talleyrand vient de signer à Presbourg avec le prince Jean de Lichtenstein et le comte de Giulay, l'idée-mère de cette confédération germanique qui, sous le nom de confédération du Rhin, est destinée à étendre la frontière armée de la France jusqu'aux bords de l'Elbe, contre la puissance russe, et à jouer un rôle si actif et si important dans les affaires de l'empire français.

La neuvième campagne de Napoléon, la plus mémorable par ses résultats de toutes celles qui illustrèrent jusqu'à la fin le règne du grand capitaine, avait en soixante jours transporté cent soixante mille Français d'un petit port de la Manche et de la Péninsule italique aux sources du Danube, aux défilés des montagnes Noires, de là aux monts Krapachs et aux glaciers d'où sort la Vistule; elle avait vu Napoléon, vainqueur des deux empereurs, rendre à l'un ses États, à l'autre son armée; distribuer des couronnes à ses alliés, des souverainetés à ses généraux.

Mais si un nouvel empire d'Occident semble renaître à la voix du héros d'Austerlitz, le sceptre des mers reste sans partage à son implacable ennemi. La politique de l'Angleterre, à qui Napoléon doit tant de trophées et de grandeur, peut se consoler aussi par d'éclatans triomphes de la haute fortune de

l'homme qu'elle a dévoué à la gloire et à la vengeance. Sans la campagne du vice-amiral Missiessy, qui, parti de Rochefort le 11 janvier, avait débarqué des munitions à la Martinique, fait à la Dominique une descente heureuse, ravitaillé la Guadeloupe, ravagé quelques îles anglaises, et enfin débloqué Santo-Domingo, la marine française en 1805 ne compterait que des revers. Après le déplorable échec qu'essuyèrent, le 22 juillet, au cap Finistère, les flottes combinées française et espagnole contre la flotte anglaise, le 21 octobre, l'Angleterre avait gagné sa bataille d'Austerlitz au cap Trafalgar contre les deux alliés. Nelson commandait vingt-huit vaisseaux, Villeneuve, dix-huit, Gravina, quinze. La flotte franco-espagnole l'emportait de cinq vaisseaux. En moins de six heures, les alliés ont perdu quatre vaisseaux pris, trois brûlés, trois coulés bas, dix autres échoués et naufragés : neuf seulement rentrent à Cadix, et quatre, qui parviennent à s'échapper sous les ordres du contre-amiral Dumanoir, sont capturés, le 4 novembre, en vue des côtes de Galice, par des forces supérieures. Du côté des Anglais, seize bâtimens sont mis hors d'état de tenir la mer. Cette terrible bataille coûte la vie aux trois amiraux : Nelson est frappé d'un coup de feu en défendant l'abordage de son vaisseau, et Gravina atteint mortellement. Villeneuve, revenu des prisons d'Angleterre, se tuera bientôt à Rennes pour se soustraire au jugement qui l'attend : on doit à son impéritie et à son indécision les malheurs de notre marine, à Aboukir, au cap Finistère, à Trafalgar. Deux fois battu cette année par un ennemi infé-

rieur, il voudra échapper par un obscur suicide à l'indignation de la France. Elle eut à regretter un de ses plus braves officiers, le contre-amiral Magon; sur la flotte espagnole, le vice-amiral Alava fut grièvement blessé; le contre-amiral Cisneros tomba au pouvoir de l'ennemi.

L'Angleterre et la France ont eu le droit de chanter le *Te Deum* de la victoire pour 1805 : leur rivalité se justifie par des exploits égaux; mais après le combat du 6 février 1806, où dans la baie de Santo-Domingo sept vaisseaux anglais battent cinq vaisseaux français, qui sont pris ou s'échouent, la France ne reparaît plus sur les mers, et ne doit plus opposer à l'Angleterre que la domination et le blocus du continent. La France a raison : elle a une armée de cinq cent mille hommes, et l'Angleterre une flotte de trois cents bâtimens de guerre.

CHAPITRE IV.

(1806.)

NAPOLÉON A MUNICH. — MARIAGE DU PRINCE EUGÈNE. — PROCLAMATIONS DU ROI DE BAVIÈRE ET DU ROI DE WURTEMBERG, POUR LEUR AVÈNEMENT A LA COURONNE. — RETOUR DE NAPOLÉON A PARIS. — GRANDES FONDATIONS. — CONQUÊTE DU ROYAUME DE NAPLES. — JOSEPH, ROI DE NAPLES. — MURAT, GRAND-DUC DE BERG. — LA PRINCESSE PAULINE, DUCHESSE DE GUASTALLA. — MARIAGE DE LA PRINCESSE STÉPHANIE AVEC LE GRAND-DUC DE BADE. — BERTHIER, PRINCE DE NEUCHATEL. — LOUIS, ROI DE HOLLANDE. — BERNADOTTE, PRINCE DE PONTE-CORVO. — TALLEYRAND, PRINCE DE BÉNÉVENT. — MORT DE PITT. — MINISTÈRE DE FOX. — NÉGOCIATION AVEC L'ANGLETERRE. — CONFÉDÉRATION DU RHIN.

A l'époque de l'armistice que suivit bientôt le traité de Presbourg, toute la monarchie autrichienne se trouvait occupée par les armées impériales de France. Jamais possession ne fut plus entière; jamais il n'eût été plus vrai de dire : *la maison d'Autriche a cessé de régner.* Aucune force humaine ne pouvait s'élever contre une pareille sentence. L'empereur de Russie fuyait vers le nord avec les débris que le vainqueur lui avait laissés; générosité impolitique qui continuait et envenimait la lutte. Le roi de Prusse, deux fois engagé, en

1805, avec la Russie contre la France, pour une guerre à outrance, avait envoyé à Brünn un ambassadeur à double face, chargé de déclarer la rupture à Napoléon s'il était battu, de le complimenter si la victoire couronnait nos armes. Les nouveaux rois de Bavière et de Wurtemberg ne devaient pas s'intéresser beaucoup au rétablissement d'un empire dont l'un était presque l'affranchi, dont l'autre était le vassal. D'ailleurs la Bavière gardait le sentiment d'une injure récente, et sa destinée se trouvait tout à coup attachée à celle de Napoléon par le mariage de la princesse royale avec son fils adoptif. Toute l'Italie allait devenir française : l'ordre de détrôner la famille de Naples était parti de Schœnbrunn. L'Espagne ne cherchait nullement à favoriser l'Autriche. Le Portugal, soustrait à l'influence de l'Angleterre, avait assisté par une ambassade extraordinaire au couronnement de Milan et à la réunion de Gênes. Paris avait éteint les foudres du Vatican : jamais la puissance spirituelle des papes ne parut plus incertaine qu'à cette époque. Une négociation avantageuse pour la France se discutait dans le divan. Il ne restait donc actuellement en armes contre elle que la Grande-Bretagne; et peut-être le Danemarck voyait-il avec plaisir, appuyé qu'il était sur l'amitié de la France, la Suède, plus continentale que maritime, s'aventurer dans une querelle que la Russie terminerait au détriment de son allié. Napoléon fut, pendant le mois de décembre 1805, non l'arbitre, mais le maître du continent, et le possesseur de toute la puissance autrichienne. Le maréchal Bernadotte occupait la Bohême, qui, de même

que la Hongrie, avait été ostensiblement opposée à la guerre. Le maréchal Mortier était placé en Moravie; le maréchal Davoust tenait Presbourg pendant le traité; le maréchal Ney gardait le Carinthie; le général Marmont la Styrie; le maréchal Masséna la Carniole; le maréchal Augereau la Souabe. Le prince Eugène allait prendre le commandement suprême de toutes les troupes stationnées dans les États de Venise, devenus italiens, et dans le royaume d'Italie. Le général Saint-Cyr marchait à grandes journées sur Naples, et avec lui le nouveau roi, le prince Joseph, à qui Napoléon avait donné l'investiture de cette infaillible conquête. Quelle voix eût osé s'élever alors en faveur de la maison d'Autriche, agressive au sein de la paix, de l'Autriche liée déjà à la grandeur de Napoléon par le traité de Lunéville, et par la reconnaissance de son titre impérial? Une seule voix sans doute, celle de la Grande-Bretagne, et elle se serait brisée sur les côtes de l'Europe, qui bientôt vont lui être fermées. A Paris, en 1814, la maison d'Autriche a-t-elle défendu la cause de son gendre, qui, à Prague, s'était livré à elle, dans l'espoir qu'elle sauverait à son tour son généreux libérateur? Non assurément; cependant François, en adoptant cette conduite, n'aurait encore que faiblement acquitté la dette de Presbourg. Car à Presbourg Napoléon était seul; il avait été attaqué, il avait vaincu; et par cette agression si subite, si violente dans ses effets, si terrible par son pacte, on l'avait réduit à la justice de la vengeance. Alors aussi, au lieu d'un lien de famille, il n'existait entre François II

et Napoléon que la guerre d'invasion et le canon d'Austerlitz!

Le 1er janvier 1806, le pont du Jardin des Plantes, nommé pont d'Austerlitz, fut ouvert au public. Voilà le premier monument qui consacra le souvenir d'une victoire de Napoléon, mais il ne resta pas le seul destiné à perpétuer celle d'Austerlitz. Elle donna bientôt ce nom à un village, que l'on bâtit auprès de la Salpétrière, sur le boulevart du Jardin des Plantes. Bientôt le bronze russe et autrichien forma la colonne de la place Vendôme, le plus beau trophée qui ait jamais, même dans les temps anciens, été dédié à la gloire d'un grand capitaine au sein de la capitale d'une grande nation. La bataille d'Austerlitz est le premier fait d'armes de l'histoire depuis la bataille d'Actium, dont elle pouvait aussi renouveler la fortune, si, par un penchant inexplicable et devenu depuis bien fatal, Napoléon n'eût montré pour l'Autriche une faiblesse qui ne s'est jamais démentie.

Après avoir réglé à Schœnbrunn les intérêts d'une haute importance qui l'y avaient retenu quelques jours, Napoléon partit pour Munich, où il arriva le 31 décembre. La nouvelle année fut inaugurée dans cette ville par la proclamation du prince Maximilien-Joseph, à son avènement au trône. Munich vit aussi célébrer le mariage du prince Eugène et de la princesse royale, avec la plus brillante solennité, en présence de Napoléon. Le maréchal Berthier, devenu prince souverain de Neuchâtel, épousa une nièce du roi. L'Empereur écrivit au Sénat pour lui faire

part du traité de Presbourg, dont il ordonna la publication comme loi de l'empire. Il instruisit également le Sénat du mariage du vice-roi d'Italie, et des faveurs éclatantes qu'il venait d'accumuler sur ce prince. De Munich Napoléon se rendit à Stuttgard, où il reçut les mêmes hommages du roi de Wurtemberg, et de là à Carlsruhe, à la cour de Bade, qu'un nouveau lien allait bientôt attacher à la France. Le 26 janvier, l'Empereur et l'Impératrice étaient de retour à Paris.

Le 28, le Sénat a décrété un monument à Napoléon-le-Grand.

Le 3 février, la Porte-Ottomane, malgré son alliance avec la Russie, malgré l'influence du cabinet britannique, reconnut Napoléon empereur des Français.

Le 15, un décret ordonne une exposition des produits de l'industrie française pour le 25 mai, époque des fêtes qui auront lieu en l'honneur des triomphes de la grande armée. L'heureuse idée d'associer ces deux gloires de la France à une même solennité, afin d'y intéresser davantage la nation, était dominante chez Napoléon. Cette idée s'était montrée complète dans l'institution de la Légion-d'Honneur, destinée à récompenser toutes les supériorités et tous les services; la même pensée avait éclaté aussi dans la fondation des prix décennaux. Quatre dispositions inspirées par cet esprit d'union des illustrations militaires et civiles, furent également publiées dans le mois de février. Le 19, un décret prescrivit la célébration de la fête de saint Napoléon, et de celle du rétablissement du culte catholique, pour le 15 août

de chaque année, jour de l'Assomption et époque de la conclusion du Concordat. Par le titre 2, l'anniversaire du couronnement et celui de la bataille d'Austerlitz seraient célébrés le premier dimanche de décembre. Le 20 février parut un autre décret, qui, en consacrant l'église Saint-Denis à la sépulture des empereurs, ordonnait d'élever dans cette église trois chapelles aux cendres royales des trois races. Le même décret rendait au culte catholique la basilique de Sainte-Geneviève, lui conservait la destination que l'Assemblée constituante avait fait graver sur son frontispice ; *Aux grands hommes la patrie reconnaissante*; les caveaux de ce temple devaient recevoir aussi les cendres des divers dignitaires de l'empire.

Ce qui fait que Napoléon exerça jusqu'en 1812 un empire absolu sur les volontés et sur les sentimens des Français, c'est qu'il ne négligeait aucune occasion de revêtir sa gloire personnelle des hommages dus à la patrie; mais quand les malheurs furent portés à l'excès, le découragement prit subitement toute la place que l'admiration occupait. La France, voyant que son héros n'était point invulnérable, se crut blessée à mort. Comme il ne pouvait plus la défendre au dehors, elle n'essaya point de résister chez elle aux peuples qu'elle avait vaincus avec lui. La confiance d'une nation est plus tyrannique que la loi de celui dont elle a embrassé la fortune; car elle veut que cette fortune dure toujours.

Le 24 février, l'Empereur apprit au spectacle l'entrée de son armée dans le royaume de Naples.

Talma reçut ordre d'annoncer cette nouvelle après le premier acte d'*Athalie*. *Le Moniteur* publia cette circonstance en l'appliquant à la fameuse reine Caroline d'Autriche, et l'accompagna de considérations que le temps actuel a rendues la leçon des rois de l'Europe. « Le sceptre de plomb de cette mo-« derne Athalie vient d'être brisé sans retour. Le « plus beau pays de la terre aura désormais un gou-« vernement ferme, *mais libéral*. L'Empereur réta-« blira le royaume de Naples pour un prince fran-« çais ; mais il le rétablira fondé sur les lois et l'intérêt « des peuples, et sur le grand principe que l'exis-« tence du trône, l'éclat et la puissance dont sont « environnés les souverains, la perpétuité du pou-« voir et l'hérédité, sont des institutions faites pour « le service et l'organisation des peuples... » Le 15, le prince Joseph était à Naples. Gaëte, où commandait le prince de Hesse, avait refusé la capitulation offerte par le général Reynier. Cette forte place ne se rendit que le 18 juillet au maréchal Masséna.

Napoléon ouvrit, le 2 mars, avec la plus grande solennité, la session législative. Son discours renfermait ces traits remarquables...

« Depuis votre dernière session, la plus grande « partie de l'Europe s'est coalisée avec l'Angleterre. « Mes armées n'ont cessé de vaincre, que lorsque je « leur ai ordonné de ne plus combattre... La maison « de Naples a perdu la couronne sans retour. La « presqu'île de l'Italie tout entière fait partie du grand « empire. *J'ai garanti, comme chef suprême, les « souverains et les constitutions qui en gouvernent les « différentes parties*. La Russie ne doit le retour des

« débris de son armée qu'au bienfait de la capitula-« tion que je lui ai accordée. Maître de renverser le « trône impérial d'Autriche, je l'ai raffermi. *La con-« duite du cabinet de Vienne sera telle que la posté-« rité ne me reprochera pas d'avoir manqué de « prévoyance.* J'ai ajouté une entière confiance aux « protestations qui m'ont été faites par son souve-« rain. *D'ailleurs les hautes destinées de ma couronne « ne dépendent pas des sentimens et des dispositions « des cours étrangères.* Je désire la paix avec l'An-« gleterre : de mon côté, je n'en retarderai jamais le « moment. Je serai toujours prêt à la conclure en « prenant pour bases les stipulations du traité d'A-« miens... »

Cependant, malgré la paix de Presbourg, le commissaire impérial Ghislieri et le général autrichien Bradi livraient, le 4 mars, aux Russes les Bouches du Cattaro. Le général fut désavoué par son souverain; mais il résulta de cette étrange conduite la continuation des hostilités entre la France et la Russie, dans le midi de l'Europe. Les Français gardèrent la ville de Braunau jusqu'à ce que l'Autriche obtint de la Russie la remise aux troupes françaises des Bouches du Cattaro.

Le 8 mars, M. de Haugwitz signa à Paris le traité qui, en vertu de la convention provisoire de Vienne, en date du 15 décembre dernier, donnait à la Prusse les États de Hanovre. Ce traité sans bonne foi comme tous ceux de ce gouvernement, à qui les doubles négociations ne sont pas plus étrangères qu'à l'Autriche, ce traité attira d'abord sur les ports de la Prusse l'embargo britannique; et, la même année,

il aboutit à une guerre qui tout à coup surprit la France et renversa la Prusse en un moment. Cette puissance avait cependant vu de bien près la victoire d'Austerlitz.

Les promotions souveraines se continuaient au palais des Tuileries. L'Empereur avait écrit le 4 mars au Sénat, qu'il adoptait la princesse Stéphanie, nièce de l'Impératrice, et qu'elle était fiancée au grand-duc de Bade. Le mariage se célébra le 8, dans la chapelle du palais impérial.

Le 15, un décret prononçait en faveur du prince Murat la cession en toute souveraineté des duchés de Clèves et de Berg.

Le 30, un nouveau décret réunissait au royaume d'Italie les États de Venise, et érigeait en duchés les provinces de Dalmatie, Istrie, Frioul, Cadore, Bellune, Conegliano, Trévise, Feltre, Bassano, Vicence, Padoue et Rovigo. Un autre décret conférait définitivement au prince Joseph le royaume de Naples. A cette époque encore, l'Empereur donnait le duché de Guastalla à la princesse Pauline Borghèse, la principauté de Neuchâtel au maréchal Berthier; enclavait le pays de Massa-Carrara dans la principauté de Lucques, faisant un duché de Massa-Carrara, et en créait trois autres dans les duchés de Parme et de Plaisance : tous ces duchés portaient la qualification de grands fiefs de l'empire; le décret de leur institution affectait le quinzième de leur revenu aux titulaires que l'Empereur devait désigner.

Le 27 avril, le roi de Suède, malheureux chevalier de la coalition, déclare la guerre au roi de Prusse pour s'être emparé de l'électorat de Hanovre,

qui lui a été cédé par le traité de Presbourg. Ce prince marche insensiblement à sa perte entre les deux puissans alliés dont à chaque occasion il embrasse aventureusement la querelle. Cependant, par leur intervention, des négociations se continuent entre les deux rois; mais cette déclaration de guerre sert de voile à une autre intrigue dont le dénouement devra peser dans la balance de l'Europe, bien plus encore que le traité de Presbourg.

Le mois de mai vit promulguer l'ensemble du Code de procédure civile et le décret de fondation de l'Université impériale. Le général Lauriston prit possession de la ville de Raguse. L'électeur archi-chancelier d'Allemagne nomma, avec l'agrément du Saint-Siége, le cardinal Fesch pour son coadjuteur et successeur. Au milieu de ces circonstances, un traité qui déférera la couronne de Hollande au prince Louis a été signé, le 24 mai, entre la France et la Hollande. Le 9 juin ce traité donna lieu à une ambassade extraordinaire des États; elle vint demander à l'Empereur, au nom du peuple hollandais, le prince Louis pour roi. Un message impérial, présenté au Sénat par l'archichancelier de l'empire, suivit immédiatement cette démarche, et le prince Louis prit le titre de roi de Hollande. Le même jour Napoléon ratifia la disposition de l'archichancelier d'Allemagne, qui adjoignait à l'électorat le cardinal Fesch.

Le 5 juin le maréchal Bernadotte et M. de Talleyrand, grand-chambellan et ministre des relations extérieures, avaient reçu la souveraineté, l'un de la principauté de Ponte-Corvo, l'autre de celle de Bénévent, dont il portait le titre depuis plusieurs



TALLEYRAND.

mois. Le message que l'Empereur adressa au Sénat relativement à ces nouvelles dignités commence ainsi : « Les duchés de Bénévent et de Ponte-Corvo « étaient un sujet de litige entre le roi de Naples « et la cour de Rome. Nous avons jugé convenable « de mettre un terme à ces difficultés en érigeant « ces duchés en fiefs immédiats de notre empire.... » C'était tout à la fois juger en conquérant et mal placer ses bienfaits.

La réunion à l'empire français et la dotation de tant de grands et de petits États en faveur des frères ou des généraux de Napoléon, dont l'Angleterre se plaignait hautement, n'étaient cependant que de bien faibles représailles aux usurpations colossales qui, depuis l'expédition d'Égypte, avaient porté dans l'Inde la puissance de la Grande-Bretagne à 40 millions de sujets, subjugués et contenus par une armée de 200,000 hommes. Sans doute ce qui était juste pour l'Inde ne pouvait l'être pour l'Europe. Mais la guerre d'Europe ne se réveillait jamais que soldée par le cabinet de Saint-James. C'était donc à l'Angleterre que le droit des armes enlevait des provinces et des alliés : et d'ailleurs si l'équilibre de l'Europe devenait en péril par les agrégations au trône de France de ces vassalités royales, depuis long-temps cet équilibre était anéanti par cet immense empire que l'Angleterre avait élevé sur les ruines des empires du Mysore, des Birmans et des Mahrattes. C'était l'or de l'Asie qui soldait, en Europe, la Suède, la Prusse, la Russie, l'Autriche, pour attaquer la France. En repoussant les injustes agressions de ces États, et restée maîtresse des champs de bataille eu-

ropéens, la France victorieuse, ancienne alliée de Tippoo et de Kolkar, vengeait noblement, autant qu'il en était en elle, les injures de la dominatrice des mers, et cherchait à balancer sur le continent ce despotisme maritime que Napoléon ne pouvait combattre ailleurs.

Cependant un grand évènement venait d'appeler l'attention de l'Europe; le 23 janvier, Pitt avait cessé de vivre, et Fox lui succédait au ministère. Le premier avait été frappé par la mort après le plus brillant triomphe de Napoléon, dont il était l'implacable ennemi. Agé seulement de quarante-sept ans, Pitt en avait passé vingt-trois à la tête des affaires de son pays. Héritier de la place, d'une partie des talens et de toute l'antipathie de lord Chatam, son père, pour la France, il poussa ce sentiment à l'excès et lui sacrifia l'honneur et les intérêts de sa patrie. Pitt était l'inventeur de ce machiavélisme, tour à tour destiné à exciter et à combattre la révolution française. C'est lui qui transforma la diplomatie britannique en agence de complots, qui alimenta la terreur, souleva la Vendée, la chouannerie, arma le bras des conspirateurs; qui changea en sicaires les Drake, les Wickam, les Spencer Smith, les Wyndham. La fortune avait mal servi la haine aveugle de ce ministre pour la France; toutes ses entreprises si dispendieuses tournèrent à sa confusion, sans abattre cette opiniâtreté qui était le grand mobile de son caractère. En 93, la levée du siège de Dunkerque par le duc d'York et la reprise de Toulon; en 1795, la paix de Bâle entre la Prusse et la république, celle de Hollande, la catastrophe de Quiberon, la paix d'Espa-

gne ; en 1796, la défaite et la mort de Charette dans la Vendée, la paix de la Sardaigne, le manifeste de l'Espagne contre l'Angleterre, la paix de Naples, la soumission de la Corse; en 1797, la paix de Campo-Formio; en 1798, l'évacuation de Saint-Domingue par les Anglais, la possession du Piémont par la France; en 1799, la république parthénopéenne, la capitulation d'Alkmaar par le duc d'York, la défection des Russes à la coalition avec l'Autriche; en 1800, la bataille d'Héliopolis: en 1801, le traité de Lunéville, celui de Saint-Ildephonse, les préliminaires de la paix avec la France; en 1802, la paix d'Amiens; en 1805, le traité de Presbourg et le détrônement des Bourbons de Naples: tels étaient les trophées politiques et militaires du ministre Pitt. C'était lui aussi qui, au mépris de la foi jurée, avait rompu le traité d'Amiens, et qui venait encore de coaliser la Russie, la Suède et l'Autriche, contre Napoléon. Malheureusement Pitt ne mourut pas tout entier. Fox, qui avait puissamment élevé la voix dans le parlement pour blâmer la rupture du traité d'Amiens; Fox dont l'opinion, à son retour de France, avait été l'objet d'une sorte d'enquête; Fox, nommé le successeur de Pitt, son antagoniste, devait faire présager à Napoléon un changement total de système dans le cabinet de Saint-James, et la prochaine reprise d'une négociation qui terminerait enfin la désastreuse rivalité des deux gouvernemens. Fox avait connu personnellement le premier Consul à Paris; il fut alors accueilli de Bonaparte comme le premier orateur et le plus grand homme d'État de l'Angleterre. Les importantes questions qui divisaient de-

puis tant d'années l'un et l'autre pays avaient été traitées entre le Consul et lui dans de longs entretiens confidentiels. Le noble caractère de Fox, qui, dès l'origine, défendit contre la politique de Pitt la cause de la liberté française, avait aussi, dès cette époque, été saisi de la haute pensée d'asseoir sur l'identité des principes qui allaient régir l'Angleterre et la France, les bases d'une paix généreuse et durable. En voyant Fox rappelé au ministère si peu de temps après la session du parlement, où il avait hautement dénoncé avec son parti l'iniquité de l'infraction au traité d'Amiens et le méfait de sa rupture, Napoléon dut naturellement espérer de renouer avec l'Angleterre des relations pacifiques. Le ministre Fox s'empressa d'aller au devant de cette espérance. Le 20 février, il écrivit au prince de Bénévent qu'un Français était venu lui offrir d'assassiner l'Empereur : sa lettre se terminait ainsi : « .... Nos lois ne nous « permettent pas de le détenir long-temps; mais il « ne partira qu'après que vous aurez eu le temps de « vous mettre en garde contre ses attentats.... A son « premier abord, je lui fis l'honneur de le croire es- « pion. » Le prince de Bénévent répondit le 5 mars à M. Fox, en lui rapportant les propres paroles de l'Empereur : « Je me réjouis du nouveau caractère « que, par cette démarche, la guerre a déja pris, et « qui est le présage de ce que l'on peut attendre d'un « cabinet dont je me plais à apprécier les principes, « d'après ceux de M. Fox, un des hommes les plus « faits pour sentir en toutes choses ce qui est beau, « ce qui est vraiment grand. » Ainsi la démarche de M. Fox avait obtenu tout le succès qu'il en devait at-

tendre. Une correspondance active commença entre les deux ministres, elle arrêta les bases d'après lesquelles une négociation pouvait être entamée. Mais Napoléon ne se borna pas à témoigner à M. Fox, par l'intermédiaire de son ministre, une simple et honorable réciprocité de sentimens et de procédés, il s'empara de la question, et pour abréger toutes les lenteurs, il fit venir à Paris lord Yarmouth, l'un des plus grands seigneurs de l'Angleterre, alors prisonnier à Verdun. Par une détermination que ses lettres au prince régent laissaient entrevoir, Napoléon chargea lord Yarmouth d'aller à Londres proposer au ministère ce que nous avions refusé pour le traité d'Amiens: la conservation de l'île de Malte et du Cap de Bonne-Espérance. Cette précipitation manquait de prudence; elle trahissait trop vivement le besoin de la paix que Napoléon demandait plutôt qu'il ne l'offrait. En effet ce début, tout en remplissant le vœu de M. Fox, fixa particulièrement l'attention du conseil britannique, dont les principes tendaient moins à un arrangement. Cependant, le 15 juin, M. Fox annonça au prince de Bénévent le départ pour Paris du plénipotentiaire que Napoléon semblait avoir choisi. Lord Yarmouth continua avec le général Clarke, qui représentait la France, la négociation si heureusement commencée entre les ministres des deux cabinets. Les conférences se suivirent avec la plus grande activité, et leur résultat favorable parut encore plus assuré par le traité que M. d'Oubril signa pour la Russie, également avec le général Clarke, le 20 juillet.

La France avait fait ce traité de si bonne foi que,

le 22 juillet, le ministre de la marine prescrivit, par une circulaire, d'accueillir désormais les vaisseaux russes en amis, aux termes de l'article 2; l'article 3 obligeait les Russes, en vertu de l'art. 4 du traité de Presbourg, à remettre aux Français les Bouches du Cattaro et la Dalmatie, et, immédiatement après cette remise, la France, par l'article 7, devait, dans un délai de trois mois, rappeler toutes ses troupes; l'article 9 rendait un nouveau témoignage de la sincérité des désirs exprimés par Napoléon à l'égard de la paix avec la Grande-Bretagne. Cet article portait que l'empereur Napoléon verrait avec plaisir l'empereur Alexandre employer ses bons offices pour faciliter le retour de la paix maritime. Au milieu de ces négociations, Napoléon avait conclu, le 12 juillet, le célèbre traité de la Confédération du Rhin, qui enlevait à l'empereur d'Autriche son antique prérogative, et François vit passer dans les mains de ses vainqueurs, comme une conséquence du traité de Presbourg, la Confédération germanique. A la tête de cette Confédération on comptait les rois de Bavière et de Wurtemberg, les grands-ducs de Bade, de Berg, de Darmstadt; compris dans le même ordre de choses, le prince primat déclara sa séparation à perpétuité du corps germanique, sous le protectorat de l'empereur des Français. Cette union, que l'ambition de la Russie doit regarder comme une guerre terrible, était une union armée; elle fixait les contingens réciproques à deux cent mille hommes pour la France, trente mille pour la Bavière, douze mille pour le Wurtemberg, huit mille pour le pays de Bade: et en tout deux cent soixante-trois mille

hommes. Ce traité, notifié à la diète de Ratisbonne, eut pour effet immédiat la renonciation expresse de l'empereur François II au titre et à la dignité d'empereur électif d'Allemagne. Le prince se résigna à s'intituler empereur héréditaire d'Autriche, sous le nom de François Ier. Ainsi finit l'empire germanique, établi par Charlemagne depuis mille ans, et à qui la diplomatie des siècles passés avait donné le nom si étrange de *Saint-Empire romain*.

FIN DU LIVRE HUITIÈME.



LIVRE NEUVIÈME.

Quatrième Coalition.

CHAPITRE PREMIER.

MORT DE FOX. — QUATRIÈME COALITION ENTRE LA PRUSSE, LA RUSSIE, L'ANGLETERRE, LA SUÈDE, CONTRE LA FRANCE. — BATAILLE D'IÉNA. — NAPOLÉON A BERLIN. — PRISE DE LUBECK.

JAMAIS acte ne fut conçu dans un moment plus opportun que ce traité de la Confédération du Rhin, dont les conditions devaient avoir une application bien prochaine. En effet la Prusse, qui avait toujours envié à l'Autriche le protectorat allemand, s'empressa de saisir l'occasion de partager cette dépouille avec la France. Son influence était directe, sous les rapports militaires, politiques et religieux, sur le Mecklembourg, la Saxe, le pays de Brunswick, la Hesse, et elle voulait fortifier cette alliance de l'accession des villes anséatiques, dont la position et la richesse eussent pu balancer en sa faveur les avantages que la France venait de s'as-

surer dans le sud de l'Allemagne, par sa suprématie sur la navigation du Rhin. Mais la France et la Confédération s'opposèrent à ces projets d'agrandissement, et déclarèrent que les villes anséatiques devaient rester indépendantes. Napoléon se repentit alors d'avoir fait encore une trop large concession à la Prusse, qui, en s'unissant tout à coup avec la Russie, pouvait devenir redoutable à la France. En conséquence il fit signifier au cabinet de Berlin que la Saxe et la Hesse, à qui il communiqua aussi ses intentions de la manière la plus positive, ne seraient pas comprises dans la Confédération du nord.

Cependant lord Lauderdale était arrivé à Paris, chargé de continuer, de concert avec lord Yarmouth, les négociations entamées. Dès ce moment commencèrent aussi les difficultés; bientôt lord Lauderdale resta seul plénipotentiaire. Lord Grenville, membre du conseil, avait recueilli la succession politique de M. Pitt, et s'attacha tout d'abord à démontrer à M. Fox, dont il était appelé par sa position à contrôler les opérations, que Napoléon n'avait d'autre but que d'enlever à l'Angleterre toute relation et toute influence sur le continent. La cession du Hanovre à la Prusse paraissait une preuve récente de ce système. Peu à peu cette assertion, journellement reproduite, avait germé dans l'esprit de M. Fox, dont la santé éprouvait un affaiblissement sensible; en conséquence, lord Lauderdale, porteur d'instructions moins conciliantes, fut envoyé pour prendre la place de lord Yarmouth et susciter des obstacles aux progrès de la négociation. Ce changement subit de conduite fit comprendre à Napoléon que la paix,

au-devant de laquelle il s'était jeté avec tant d'abandon par les propositions dont il avait chargé lord Yarmouth, redevenait impossible, malgré le traité que M. d'Oubril venait de signer à Paris. Mais l'officieuse intervention que la Russie avait manifestée pour rapprocher la Prusse et la Suède couvrait la véritable conspiration. Le voile fut tout à coup déchiré, le 20 août, par l'empereur Alexandre, qui refusa de ratifier le traité du 20 juillet.

La complication de la conjuration du nord s'accrut encore par la présence du baron de Knobelsdorf, qui arriva le 7 septembre pour remplacer le marquis de Lucchesini. La mission du nouveau ministre, qui apportait cependant une lettre très-amicale de son souverain, ainsi que la reconnaissance expresse de la Confédération du Rhin et du protectorat de Napoléon, cachait sous l'apparence d'un acte ostensible la duplicité du cabinet de Berlin, dont les engagemens secrets avec ceux de Londres, de Pétersbourg et de Stockholm, ne pouvaient plus être la matière d'un doute pour le gouvernement français. D'ailleurs les armemens extraordinaires de la Prusse annonçaient suffisamment la formation d'une nouvelle coalition. Napoléon n'ignorait pas les démarches de Frédéric-Guillaume auprès des cours de Saxe et de Hesse-Cassel, afin de les soulever contre la France, démarches suivies de l'envahissement de la Saxe par les troupes prussiennes. A l'époque de cette témérité, Napoléon avait fait notifier par son ministre à la cour de Berlin que l'occupation du territoire saxon, qu'il proclamait inviolable, serait pour lui une déclaration de guerre. Il savait aussi avec

toute l'Europe que la jeune reine de Prusse parcourait à cheval, en costume militaire, les rues de sa capitale, et appelait aux armes tous ses sujets. L'exaltation romanesque qui résultait de l'exemple et des provocations d'une belle souveraine, avait sans doute sa générosité; mais cette chevalerie galante et vaniteuse s'aventurait dans une entreprise où l'on obéissait à toutes les impulsions, mais non pas au véritable intérêt, à l'intérêt de la patrie prussienne. Les insultes des jeunes officiers de la garnison de Berlin, qui ne respectèrent pas même le caractère de l'ambassadeur de France, ne pouvaient rester impunies à Paris, puisqu'elles l'étaient à Berlin. En un mot, une cour insolente outrageait Napoléon et la France, et un gouvernement perfide les trahissait depuis le traité de Potzdam. On se souvenait cependant à Paris de l'empressement que la Prusse avait mis à proclamer la paix avec la Convention nationale, et de la fidélité de ce cabinet à garder alors ses engagemens. On se souvenait de ces deux circonstances, et l'on compara les temps. Jamais motifs plus légitimes de vengeance ne pouvaient armer une nation généreuse.

Sur ces entrefaites, la question du rapprochement avec l'Angleterre ne prenait pas une tournure favorale. Dès les premiers jours du mois d'août, la santé de M. Fox, ayant subi une grande altération, ne lui avait plus permis de suivre directement les affaires du cabinet. Cimentée entre Napoléon et Fox, la paix eût donné sans doute à l'Europe une autre face. L'Europe eût échappé dès lors au despotisme des vieilles institutions sous lesquelles elle cherche en

vain aujourd'hui l'équilibre que le siècle lui impose. La France, au lieu d'être forcée à conquérir l'Europe, l'Angleterre, au lieu d'être contrainte à détruire la France, seraient nécessairement devenues, sous la direction de ces deux dictateurs de la civilisation, les régulatrices d'un nouveau pacte européen. Ce grand spectacle, ce grand bienfait, devaient manquer au règne de Napoléon et au monde.

Tandis qu'une sourde tempête agitait le nord de l'Allemagne et le cabinet des Tuileries, un cri de douleur, sorti des rivages de l'Angleterre, frappa subitement tous les amis de la paix dans les deux États, qu'elle pouvait bientôt réunir : le célèbre Fox venait de mourir, à l'âge de cinquante-huit ans, le 3 de septembre. *Le Times* terminait par ces mots si honorables la notice qu'il avait consacrée au rival de Pitt : « .... M. Fox fut un des hommes les plus « distingués que la nature semblait avoir préparés « pour l'ornement de ce règne. L'Angleterre doit « gémir d'être privée d'un aussi grand ministre. *Il « avait posé les premières pierres du temple de la « Paix*; et si nos vœux avaient pu être exaucés, il « aurait donné à l'édifice une telle force et une « telle solidité, que la mémoire et la tombe de cet « illustre citoyen s'y seraient reposées pour tou- « jours. »

Ce fatal évènement encouragea les ennemis de la France, leur rendit un puissant auxiliaire dans le parti anglais comprimé par le ministère de Fox, et donna le signal dans toute l'Europe à cette conspiration, plutôt aristocratique que politique, qui fermentait contre la couronne impériale de Napo-

léon. L'immense victoire d'Austerlitz ne fut pour les uns qu'un échec, pour les autres qu'un crime capital, que la cause générale des anciennes dynasties était appelée à réparer ou à punir. L'Espagne elle-même, toute française déjà sous la République, sembla se repentir aussi de l'amitié qu'elle avait si hautement proclamée pour Bonaparte, et se disposer à suivre le mouvement royal dont la Prusse levait le drapeau.

Cependant, dès le 11 septembre, le prince de Bénévent avait adressé à M. de Knobelsdorf une note, par laquelle il lui demandait des explications sur les armemens de la Prusse, et l'informait que l'Empereur se voyait obligé d'imprimer à ses préparatifs un caractère public et national. Le 12, l'ambassadeur avait répondu à la note française qu'il fallait attribuer ces armemens à une trame des ennemis de la France et de la Prusse, dont l'intimité leur était insurmontable; suivant la déclaration de cet envoyé, le départ de la garnison de Berlin pour les frontières était l'effet d'un mal-entendu, et le roi de Prusse avait fait faire, à Berlin, au ministre de France une communication amicale à cet égard. Le lendemain 13, le prince de Bénévent informait M. de Knobelsdorf que, d'après sa réponse de la veille, et en attendant le résultat de la communication au ministre français à Berlin, l'Empereur avait prescrit de différer les messages qui étaient prêts à être adressés au Sénat, et contremandé la marche des troupes à l'intérieur. Le 19, le prince de Bénévent, par une dernière note, mandait à M. de Knobelsdorf que, sur les nouvelles reçues de Berlin, l'Empereur, re-

grettant d'avoir arrêté la marche de ses réserves et différé le message au Sénat, devait à sa prudence d'ordonner dans l'intérieur le mouvement de ses armées. M. de Knobelsdorf répondit, le 20, qu'il voyait avec peine que l'Empereur se repentît de ses engagemens, et prît des mesures de guerre dans ses États; que le roi de Prusse, loin d'avoir jamais conçu la pensée de renoncer aux rapports d'amitié qui l'unissaient à la France, loin d'être entré dans un concert contre elle avec ses ennemis, n'avait cherché au contraire qu'à calmer tous les ressentimens. Malgré le renouvellement de ces fausses assurances de paix de la part du cabinet prussien, l'Empereur écrivit, le 21 septembre, aux rois de Bavière et de Wurtemberg et aux princes de la Confédération :

« Les armemens de la Prusse sont-ils le résultat « d'une coalition avec la Russie, ou seulement des « intrigues des différens partis qui existent dans « Berlin, ou de l'irréflexion du cabinet? Ont-ils pour « objet de forcer la Hesse, la Saxe et les villes an-« séatiques, à contracter les liens que ces deux der-« nières puissances paraissent ne pas vouloir former? « La Prusse voudrait-elle nous obliger nous-mêmes « à nous départir de la déclaration que nous avons « faite, que les villes anséatiques ne pourront entrer « dans aucune confédération particulière, décla-« ration fondée sur l'intérêt du commerce de la « France et du midi de l'Allemagne, *et sur ce que « l'Angleterre nous a fait connaître que tout chan-« gement dans la situation présente des villes an-« séatiques serait un obstacle de plus à la paix*

« *générale?*.... Toutefois les armemens de la Prusse
« ont amené le cas prévu par l'un des articles du 12
« juillet, et nous croyons utile que tous les souve-
« rains qui composent la Confédération du Rhin
« arment pour défendre ses intérêts.... Au lieu de deux
« cent mille hommes que la France est obligée de
« fournir, elle en fournira trois cent mille... Le suc-
« cès, nous osons le croire, répondra à la justice de
« la cause commune, si toutefois, contre nos désirs
« et même nos espérances, la Prusse nous met dans
« la nécessité de repousser la force par la force.... »
On apprit alors que le prince de Wurtzbourg, frère de l'empereur d'Autriche, avait positivement accédé à la Confédération du Rhin, et allait en faire partie. Dans la nuit du 24 au 25, Napoléon et l'Impératrice étaient en route pour Mayence.

Le style de M. de Knobelsdorf changea bientôt. Peu de jours après le départ de l'Empereur, il adressa de Metz au prince de Bénévent une lettre du roi à l'Empereur, accompagnée d'une note où il était dit :

« Le soussigné a reçu l'ordre de déclarer que le
« roi attend de l'équité de l'Empereur : 1° que
« toutes les troupes françaises sans exception repas-
« sent incessamment le Rhin, en commençant leur
« marche du jour même où le roi se promet la ré-
« ponse de l'Empereur, et en la poursuivant sans
« s'arrêter;... 2° qu'il ne sera plus mis de la part de la
« France aucun obstacle quelconque à la formation de
« la ligue du nord, qui embrassera, sans aucune ex-
« ception, tous les États non nommés dans l'acte fon-
« damental de la Confédération du Rhin. Le soussigné

« est chargé d'insister avec instance sur une réponse « prompte qui, dans tous les cas, arrive au quartier- « général du roi le *huitième octobre...* »

« Maréchal, dit l'Empereur au prince de Neuchâ- « tel, on nous donne un rendez-vous d'honneur « pour le 8 : jamais un Français n'y a manqué ! « Mais, comme on dit qu'il y a une belle reine qui « veut être témoin des combats, soyons courtois, et « marchons sans nous coucher pour la Saxe. » En effet, la reine de Prusse était à l'armée, portant l'uniforme de son régiment de dragons. « Il semble, « disait le premier bulletin de Napoléon, voir Ar- « mide, dans son égarement, mettant le feu à son « propre palais. »

Ainsi le roi de Prusse, entraîné par des conseils aussi aveugles que perfides, et tout à coup emporté hors du cercle de sa position européenne, osait, sous de vains prétextes de plaintes, imposer avec arrogance au vainqueur d'Austerlitz des conditions déshonorantes pour ses armées et pour lui ! Le cabinet prussien n'ignorait pas la raison de la prolongation du séjour de quelques troupes françaises en Allemagne. Il savait que ces troupes devaient revenir en France aussitôt que l'Autriche aurait réglé définitivement avec la Russie, en vertu du traité de Presbourg, la remise des Bouches du Cattaro : or, cette clause était si loin d'être remplie que, les 20 et 30 septembre, les généraux Marmont et Lauriston chassaient de Castel-Novo et des défilés de Bielbrich un corps de six mille Russes, accru de dix mille Monténégrins ; et que l'amiral russe

Siniavin refusait, à cause de la rupture de la Prusse, de remettre Cattaro aux Français.

On a peine à concevoir encore cette étrange audace du cabinet prussien, qui avait envoyé M. de Knobelsdorf à Paris avec des lettres de créance, quand il devait, trois semaines après, déclarer la guerre. Une telle démarche n'appartient qu'à un gouvernement dont la force assure l'impunité; la Prusse ne pouvait attendre ce résultat de sa haute imprudence, quoique l'intérêt de Napoléon ne fût pas d'en appeler aux armes quand lord Lauderdale se trouvait encore à Paris en négociation pour la paix générale. L'ultimatum de la Prusse donna le signal de la retraite à ce plénipotentiaire; il demanda et obtint ses passeports dans les premiers jours d'octobre. Fox avait emporté dans la tombe toute l'espérance de la paix du monde. La Prusse suivait dans sa politique l'exemple de la Russie, qui venait de signer un traité avec la France pour couvrir ses derniers préparatifs, et qui le rompit par un simple désaveu de son représentant. Dans son agression, c'était l'Autriche que cette même Prusse imitait: Frédéric-Guillaume avait envahi la Saxe, comme François II la Bavière, sans déclaration de guerre. Il fallait donc répondre aussi à la Prusse par une autre bataille d'Austerlitz, et la Prusse ne comptait pas pour se défendre sur l'armée de cette puissance du nord dont elle avait la témérité d'embrasser la querelle. Si Frédéric-Guillaume, au lieu de se faire l'instrument aveugle d'une cause aussi étrangère à la sienne, eût pris la résolution d'accéder à la Confédération du Rhin, qui n'é-

tait une barrière que contre la Russie, il sauvait son honneur et son indépendance; et la Russie, battue et graciée à Austerlitz, n'aurait pu reparaître comme dominatrice dans les affaires de l'Europe. Peut-être encore, pour obtenir ce grand résultat, Napoléon, au moment du traité de Presbourg, eût-il dû songer à l'érection d'un royaume de Pologne, et n'user de générosité ni envers Alexandre, ni envers son armée. La Pologne formait alors la tête de pont de la Prusse confédérée avec la France, de la Prusse devenue ce grand État intermédiaire que la politique demande en vain depuis le règne de Catherine II.

L'Empereur arrive le 28 à Mayence, passe le Rhin le 1er octobre, s'arrête chez le prince primat à Aschaffenbourg, et le soir à Wurtzbourg, chez le nouveau grand duc, son allié depuis peu de jours; de Wurtzbourg il porte son quartier-général à Bamberg, et met son armée en mouvement. Elle est divisée en sept corps, commandés par les maréchaux Bernadotte, Lannes, Davoust, Ney, Soult, Augereau et Lefebvre. Le grand-duc de Berg commande la réserve de la cavalerie; un huitième corps, aux ordres du maréchal Mortier, se rassemble sur les frontières de la Westphalie. Le centre de l'armée se compose de la réserve du grand-duc de Berg, des corps de Bernadotte et Davoust, ainsi que de la garde impériale; il débouche par Bamberg sur Kronach. Le 8, il paraît devant Saalbourg et ouvre la campagne par une légère canonnade qui lui donne le passage de la Saale; ensuite il se dirige vers Schleist et Géra. La droite comprend les corps de Soult et de Ney, et une division de Bavarois: elle se réunit à Bayreuth, pour

marcher le 9 sur Hoff : la gauche, formée des corps de Lannes et d'Augereau, s'avança sur Schweinfurth, Cobourg, Graffenthal et Saalfeld.

L'empereur a quitté Bamberg, et d'Ebersdorf il s'est porté sur Schleist. Le 9, à son arrivée, dix mille Prussiens sont chassés de ce poste par le prince de Ponte-Corvo; le même jour, Soult s'empare de Hoff et des magasins : le 10, Lannes défait les Prussiens à Saalfeld. Le jeune prince Louis de Prusse, frappé à mort dans un combat avec un maréchal-des-logis du 9e de hussards, devient la première victime de cette guerre, dont il avait été à Berlin un des champions les plus ardens.

L'armée prussienne, composée de l'élite de la population militaire et des troupes saxonnes, compte deux cent trente mille hommes. Elle a transporté dans la Saxe le théâtre des hostilités, et se croit tellement certaine du triomphe, qu'elle a laissé à découvert Berlin et Dresde. Ainsi, dès son entrée en campagne, l'armée prussienne est débordée à sa gauche. Elle occupe Eisenach, Gotha, Erfurth et Weimar. L'armée française entre le 11 à Saalfeld et à Géra, d'où elle marche bientôt sur Nauembourg et Iéna, petite ville de la Thuringe, qui va obtenir la célébrité de Marengo, d'Austerlitz, etc... La position des deux armées présentait une singularité tout-à-fait nouvelle dans les annales militaires; les Prussiens tournaient le dos au Rhin, et les Français bordaient la Saale et tournaient le dos à l'Elbe; ce renversement étrange décidait à lui seul la question. Les ennemis ont pour eux les souvenirs et ce qui reste des soldats du grand Frédéric; Napoléon a pour lui

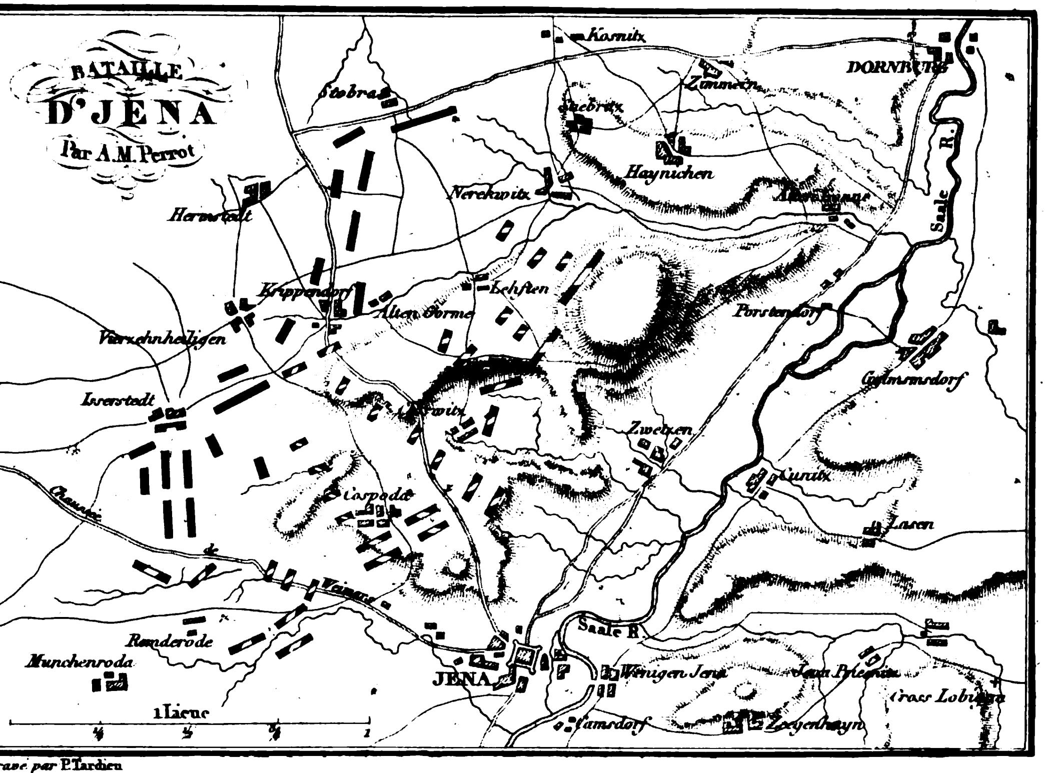
sa gloire présente et l'armée qui a vaincu à Austerlitz.

Au moment où les deux partis se trouvent en présence, Napoléon reçoit, sous la date du 5 octobre, la proclamation hostile du prince de la Paix. Ce favori inepte et arrogant, qui ne doit qu'à la protection de l'Empereur le pouvoir dont il jouit, que la faveur publique de Napoléon soutient seule contre la violente inimitié de l'héritier du trône et la haine légitime de la nation, don Godoy, qui a acheté cette faveur toute-puissante sur la cour et le peuple espagnol par une servilité dont Napoléon seul possède le secret, a voulu, au jour des périls appelés par la quatrième coalition sur la tête de son protecteur, se mettre à l'abri d'une ruine que les nombreux agens de l'Angleterre lui présentent comme inévitable et prochaine; il a voulu se ménager des droits à la bienveillance de ceux qui consommeront sa perte. Cependant, troublé aussi par une sorte d'incertitude, il n'ose pas hautement nommer l'ennemi qu'il servait depuis six ans; il se contente de provoquer d'une manière ambiguë la nation espagnole à se lever pour la défense commune. Cette proclamation, où le prince de la Paix demande des chevaux et des cavaliers à l'Andalousie et à l'Estramadure, est un de ces documens trop ridicules pour trouver place dans l'histoire d'une si grande époque. Napoléon feint de ne pas se reconnaître dans cette proclamation, exige quinze mille hommes de l'Espagne, et ordonne froidement la bataille du 14; mais avant de la livrer, fidèle encore au système de prévenance qu'il a adopté dès le principe, il écrit au roi de Prusse.

« Si j'étais à mon début dans la carrière militaire, « si je pouvais craindre les hasards des combats, le « langage que je tiens à Votre Majesté serait tout-à-« fait déplacé : mais Votre Majesté sera vaincue ; et, « sans l'ombre d'un prétexte, elle aura compromis le « repos de ses jours et l'existence de ses sujets. »

Cette lettre resta sans réponse.

Dès le 12, les deux généraux opposés avaient presque toutes leurs troupes sous la main et prêtes à agir ; le 13, sans aucune raison pour le contraindre à cette résolution, le roi de Prusse divise son armée en deux parties : l'une, composée de soixante-dix mille hommes environ, marche sur Auerstaedt, à six ou sept lieues du théâtre où l'autre partie de ses forces doit combattre. Napoléon, au contraire, ne fait que réunir ses masses ; la même nuit du 13, pendant que ses ennemis sommeillent dans leur camp, dispersés sur un espace de trente-cinq lieues, et sans soupçonner l'action du lendemain, il achève toutes les dispositions d'une victoire assurée. Dès la veille, il occupe avec un corps de sa garde et une forte artillerie le Landgrafenberg, position dominante dont il a reconnu d'abord l'importance, et qui devait avoir sur l'affaire d'Iéna la même influence que le Santon d'Austerlitz sur la bataille des trois Empereurs. Tous ses ordres sont expédiés, tous ses maréchaux à leur poste. A quatre heures du matin, il parut devant plusieurs lignes et leur dit : « Soldats, « l'armée prussienne est coupée comme celle de Mack « l'était à Ulm, il y a aujourd'hui un an. Cette armée « ne combat plus que pour se faire jour, et regagner « ses communications. Le corps qui se laisserait per-



Gravé par P. Tardieu

« cer se déshonorerait. Ne redoutez pas cette célèbre « cavalerie: opposez-lui des carrés fermés et la « baïonnette. » Cette harangue porte au plus haut degré l'enthousiasme des soldats, qui répondent par le cri militaire : « en avant! en avant! » A six heures, l'Empereur, qui n'aurait voulu attaquer que deux heures plus tard, pour attendre sa grosse cavalerie et des corps d'infanterie restés en arrière, donne cependant le signal tant désiré. De premiers succès sur plusieurs points nous présagent déjà l'heureuse issue de la journée; vers une heure l'action devient générale. Sous les yeux de l'Empereur, qui plane sur les ennemis comme sur son armée, et voit exécuter avec la même précision qu'à Austerlitz les plans qu'il a conçus avec le même génie, Augereau, Soult, Lannes, font partout ployer les Prussiens, malgré la plus vive résistance. Une partie de notre cavalerie n'avait pu rejoindre encore; elle arrive avec deux des divisions du maréchal Ney. A cette nouvelle, Napoléon fait avancer toutes les troupes qui étaient en réserve sur la première ligne; elles marchent et forcent à reculer tout ce qui leur est opposé. Alors la cavalerie, ayant à sa tête le grand-duc de Berg, se précipite sur les Prussiens, dont la retraite d'abord opérée avec calme et sang-froid ne présente bientôt plus qu'un affreux désordre. En vain l'infanterie se forme en carrés, entre les villages de Gross et de Klein-Romstedt, pour résister à nos dragons et à nos cuirassiers; cinq de ces carrés sont enfoncés et culbutés sans pouvoir se rallier. D'un autre côté la cavalerie prussienne n'a point supporté le choc des bataillons du maréchal Soult, et s'est repliée sur la route de

Weimar à Naüembourg. En ce moment se montre le corps du général Ruchel, composé de vingt-six bataillons et de vingt escadrons; en moins d'une heure, mais après une lutte terrible, il disparaît tout entier sous les attaques simultanées que Napoléon dirige contre ce renfort si impatiemment attendu par le prince de Hohenlohe. Enfin, grace aux efforts inouïs des soldats et à l'habileté des généraux, il n'y a plus d'armée devant nous. Maître du champ de bataille, et ne voulant laisser aucun relâche aux vaincus, Napoléon fait poursuivre avec une ardeur infatigable les débris de leurs colonnes, qui éprouvent de nouveaux désastres dans une sanglante et difficile retraite, ou plutôt dans une fuite désordonnée.

Pendant que Napoléon triomphait ainsi de l'armée prussienne qu'il croyait avoir eue tout entière en face de lui, le maréchal Davoust soutenait seul, à Auerstaedt, le choc d'une masse presque supérieure du triple à la faible armée que lui formaient les divisions Morand, Gudin et Friant. Malgré l'attaque imminente qui le menaçait, Davoust ne fut point secouru par Bernadotte, à qui il avait proposé le commandement des deux corps, en lui communiquant les ordres du prince de Neuchâtel de marcher de concert. Bernadotte continua tranquillement son mouvement sur Dornburg, s'autorisant des premières instructions de l'Empereur, qui alors ne pouvait savoir le péril où le maréchal Davoust allait se trouver engagé avec des forces inégales. Le bulletin garda le silence sur cette étrange conduite; peut-être aurait-il parlé si Davoust, abandonné à lui-même par une défection inconcevable, eût succombé

sous les coups de l'ennemi; mais le droit de faire grace est aussi une prérogative du vainqueur, et d'autres destinées attendaient Bernadotte. Davoust, qui, dans cette affaire, l'un des plus beaux trophées de l'armée française, avait montré les talens et le caractère d'un habile capitaine, fut récompensé par le nom d'*Auerstaedt*. Ce nom, désormais immortel dans les fastes militaires, est celui que les Prussiens donnèrent à la bataille, apparemment parce que le roi y fut vaincu en personne avec les vieux généraux de Frédéric II. Mais en France, Iéna, où commandait l'Empereur, s'attachera toujours à la double victoire remportée par Napoléon et par son lieutenant.

Les Prussiens perdirent les deux champs de bataille, environ cinquante mille hommes tués ou pris, trois cents bouches à feu, soixante drapeaux, et tous leurs magasins. Parmi les prisonniers figurent six mille Saxons et trois cents officiers. Napoléon, arrivé le 15 à Weimar, se fait présenter ces officiers, auxquels il dit qu'en prenant les armes il a eu pour but d'empêcher que la nation saxonne ne fût incorporée dans la monarchie prussienne. Il leur accorde, ainsi qu'aux soldats, le retour libre dans leur patrie. Ces officiers s'engagent tous par écrit à ne jamais porter les armes contre la France et ses alliés. Ils retournent en Saxe, chargés d'une proclamation par laquelle Napoléon se déclare le protecteur de la nation saxonne. L'Empereur Napoléon se souvint ici de la prise de Faenza, où le général Bonaparte renvoya également les prisonniers romains, et en fit d'utiles amis à la république. Sa présence à Weimar avait

cavalerie. L'infortunée reine de Prusse subit à son tour le sort de la guerre qu'elle a allumée. Fuyant de ville en ville, elle se trouve à Stettin le 19, le 20 à Custrin; aucun lieu ne peut lui offrir une hospitalité assurée. Napoléon, précédé à Dessau par le maréchal Lannes, a fixé son quartier-général dans cette résidence. Là, enfin, le marquis de Lucchesini atteint le vainqueur et obtient d'être admis à lui remettre une lettre du roi. Le grand-maréchal est chargé de conférer avec ce ministre. De Dessau Napoléon se rend à Wurtemberg, où il retrouve son lieutenant d'Auerstaedt. Le même jour, le roi de Hollande entre à Gottingue avec l'avant-garde de l'armée du Nord, et la place d'Anclam cède aux attaques du général Becker. Le quartier-général impérial est marqué à Potzdam pour le 25. Le 24, les maréchaux Lannes, Lefebvre et Bessières s'y établissent avec la garde. Napoléon songe d'abord à visiter le tombeau du grand Frédéric, comme Alexandre visita celui d'Achille. Il prit l'épée du héros du XVIIIe siècle, la ceinture de général qu'il portait à la guerre de Sept-Ans, et son cordon de l'Aigle-Noire. « J'aime mieux cela que vingt millions, s'écrie Napo-« léon. Je les enverrai aux Invalides : les vieux sol-« dats de la guerre de Hanovre accueilleront avec un « respect religieux tout ce qui appartient à l'un des « premiers capitaines dont l'histoire conservera « le souvenir. » L'affront de Rosbach était bien vengé!

Au moment où Napoléon arrivait à Potzdam, la fameuse forteresse de Spandau, qui, ayant une brave garnison, des approvisionnemens et des ouvrages



NAPOLÉON AU TOMBEAU DE FRÉDÉRIC LE GRAND.

bien armés, pouvait se donner l'honneur d'une belle et longue défense, capitulait entre les mains du maréchal Lannes; la place n'était investie que de la veille par le général Bertrand : on y trouva quatre mille chevaux tout équipés, qui servirent à monter quatre mille dragons à pied. Le maréchal Davoust, par une marque publique de la satisfaction de l'Empereur, obtient l'honneur d'entrer le premier dans la capitale de Frédéric. Cinq cents pièces de canon et une immense quantité d'armes et de munitions tombent au pouvoir des Français. Le maréchal Ney bloque la grande place de guerre de la Prusse, Magdebourg, qui renferme une armée. Le maréchal Soult a passé l'Elbe et pousse l'ennemi devant lui; le prince de Ponte-Corvo est à Brandebourg; le maréchal Mortier, à Fulde. Après un beau combat de cavalerie à Zehdenick, le grand-duc de Berg force à Vignendorf les gendarmes du roi à mettre bas les armes. Le même jour, 27 octobre, Napoléon, précédé de sa garde à cheval, et marchant entre les chasseurs et les grenadiers avec son brillant cortége, reçoit à Berlin, sous l'arc de triomphe élevé pour Frédéric II, les hommages du corps municipal, et va descendre au vieux palais, où la princesse héréditaire de Hesse-Cassel, près d'accoucher, se trouvait, par l'effet des circonstances, dans un état de dénuement absolu. L'Empereur ne la vit point; mais il chargea le grand-écuyer de la rassurer sur sa position, et de lui remettre une somme d'argent, en y ajoutant la promesse d'un traitement pour le temps qu'elle voudrait rester au palais. La Fortune, qui comblait Napoléon de tant de faveurs, que l'on

pouvait dire qu'elle était passée à son service, lui offrit dans cette journée même l'occasion de se reposer des émotions d'une telle gloire, par un des plus beaux actes de clémence qui ait jamais honoré le caractère d'un souverain victorieux.

Le prince de Hatzfeld, gouverneur civil de Berlin, et connu pour l'un des plus ardens provocateurs de la guerre, s'était empressé de présenter à l'Empereur tous les fonctionnaires civils et militaires de la capitale : « Ne vous présentez pas devant moi, lui dit « l'Empereur, je n'ai pas besoin de vos services; allez « vous retirer dans vos terres. » Peu de momens après, le prince fut arrêté. Une lettre, par laquelle il instruisait le roi des mouvemens de l'armée française, avait été interceptée et remise à l'Empereur. Le crime de trahison était suffisamment prouvé; une commission militaire allait juger le coupable, quand la princesse de Hatzfeld vint se jeter aux genoux de Napoléon, et protester que son mari était incapable d'une telle perfidie : « Vous connaissez son écriture, « dit Napoléon en lui présentant la lettre du prince, « jugez-le vous-même, Madame. » La princesse lut la lettre et tomba évanouie. L'état de grossesse avancée où elle était ajoutait encore au malheur comme à l'intérêt de sa situation, qui avait vivement ému l'Empereur. Des secours furent prodigués à la princesse qui revint à elle. « Tenez, Madame, lui dit « Napoléon, cette lettre est la seule preuve que j'aie « contre votre mari : jetez-la au feu. » Ainsi fut sauvé le prince de Hatzfeld.

Dans sa propre capitale, rien de plus naturel sans doute que Napoléon eût pardonné à un Français

convaincu de félonie; il a montré pendant tout le cours de son règne, depuis l'avénement au consulat jusqu'en 1814 et 1815, une sorte d'indifférence généreuse à l'égard des conspirateurs et des traîtres, même aux dépens de la raison d'État et du salut peut-être de la France : mais, devenu par la victoire seule l'arbitre des destinées d'un pays où la conduite du monarque et de sa cour, où le parjure tout récent du général Blücher, devaient porter l'irritation du vainqueur au plus haut degré, Napoléon, triomphant de sa juste colère, surtout lorsque l'exemple d'une légitime sévérité sur un grand fonctionnaire de la monarchie prussienne pouvait être au moins d'une politique nécessaire, fit une action sublime qui devait fournir à l'histoire une de ses plus belles pages, et à la peinture une de ses plus nobles productions. Les grands caractères ont de grands secrets qu'eux seuls sont capables de révéler.

Napoléon, maître de la capitale et conquérant du royaume du grand Fredéric, dont il était l'admirateur passionné, ne négligea pas de dater du camp impérial de Potzdam une de ces proclamations, un de ces comptes rendus de la victoire, qui récompensaient ses armées de leurs triomphes et les enflammaient pour de nouveaux exploits.

« SOLDATS!

« Vous avez justifié mon attente et répondu di-
« gnement à la confiance du peuple français. Vous
« avez supporté les privations et les fatigues avec au-
« tant de courage que vous avez montré d'intrépidité

« et de sang-froid au milieu des combats. Vous êtes « les dignes défenseurs de ma couronne et de la gloire « du grand peuple : tant que vous serez animés de « cet esprit, rien ne pourra vous résister. La cava« lerie a rivalisé avec l'infanterie et l'artillerie. Je ne « sais désormais à quelle arme je dois donner la pré« férence. Vous êtes tous de bons soldats. Voici les « résultats de nos travaux :

« Une des premières puissances de l'Europe, qui « osa naguère nous proposer une honteuse capitula« tion, est anéantie. Les forêts, les défilés de la Fran« conie, la Saale, l'Elbe, que nos pères n'eussent pas « traversés en sept ans, nous les avons traversés en « sept jours, et livré dans l'intervalle quatre combats « et une grande bataille. Nous avons précédé, à « Potzdam, à Berlin, la renommée de nos victoires. « Nous avons fait soixante mille prisonniers, pris « soixante-cinq drapeaux, parmi lesquels ceux des « gardes du roi de Prusse; six cents pièces de canon, « trois forteresses, plus de vingt généraux : cepen« dant près de la moitié de vous regrette de n'avoir « pas encore tiré un coup de fusil. Toutes les pro« vinces de la monarchie prussienne jusqu'à l'Oder « sont en notre pouvoir.

« Soldats, les Russes se vantent de venir à nous; « nous marcherons à leur rencontre; nous leur épar« gnerons la moitié du chemin. Ils retrouveront Aus« terlitz au milieu de la Prusse. Une nation qui a « aussitôt oublié la générosité dont nous avons usé « envers elle après cette bataille où son empereur, « sa cour, les débris de son armée, n'ont dû leur sa« lut qu'à la capitulation que nous leur avons ac-

« cordée, est une nation qui ne saurait lutter contre « nous.

« Cependant, tandis que nous marchons au-devant « des Russes, de nouvelles armées, formées dans « l'intérieur de l'empire, viennent prendre notre « place pour garder nos conquêtes. Mon peuple tout « entier s'est levé, indigné de la honteuse capitula- « tion que les ministres prussiens, dans leur délire, « nous ont proposée. Nos routes et nos villes frontières « sont remplies de conscrits qui brûlent de marcher « sur vos traces. Nous ne serons plus désormais les « jouets d'une paix traîtresse, et nous ne poserons « plus les armes que nous n'ayons obligé les Anglais, « ces éternels ennemis de notre nation, à renoncer « au projet de troubler le continent, et à la tyrannie « des mers.

« Soldats, je ne puis mieux exprimer les sentimens « que j'ai pour vous, qu'en vous disant que je vous « porte dans mon cœur l'amour que vous me mon- « trez tous les jours. »

Non content de ces témoignages et de ces remerciemens à tous ces braves en général, Napoléon, le lendemain de son entrée à Berlin, accorde dans une revue des récompenses de toute espèce au corps d'armée du maréchal Davoust, et leur donne en quelque sorte une préférence de gloire même sur les soldats qui ont combattu sous ses yeux. Voilà comment il était jaloux de ses lieutenans!

Chacune des journées de cette étonnante campagne est marquée par un ou plusieurs succès. Le 28 octobre, le grand-duc de Berg fait capituler au combat

pour se retrancher. Le 6 et le 7 voient la terrible action livrée dans les murs et hors des murs. Soult force l'ennemi par la porte de Mulhen, Bernadotte par celle de la Trave; et, entre les deux, le grand-duc de Berg pousse sa fougueuse cavalerie. Les Prussiens se défendent pied à pied dans les rues, sur les places, dans les ouvrages, dans les maisons. Tout est escaladé, enfoncé, détruit. Fatigués de carnage, les vainqueurs se réunissent au centre de la ville. Cette première journée donne aux Français la ville de Lubeck, quatre mille prisonniers, soixante pièces de canon. Celle du 7 mit entre leurs mains, à Ratkau, le général Blücher et le duc d'Oels qui capitulèrent, cinq cent dix-huit officiers, onze généraux, soixante drapeaux, quatre mille chevaux, plus de vingt mille hommes, l'artillerie entière, en un mot tout ce qui avait échappé à la journée d'Iéna et d'Auerstaedt.

Le lendemain de la prise de Lubeck, la grande place forte de la Prusse, Magdebourg, bombardée par le maréchal Ney, se rend. On y trouve vingt généraux, seize mille hommes, les débris de cent soixante-dix bataillons, huit cents bouches à feu, d'immenses magasins. Les habitans, dès le principe opposés à cette guerre anti-nationale et effrayés du bombardement commencé par le maréchal, avaient contraint la garnison de renoncer à une défense qui ne sauvait plus l'honneur de la patrie et compromettait leurs intérêts domestiques. La nouvelle de la capitulation de Magdebourg, apportée en toute hâte à Berlin par le baron de Saint-Aignan, aide-de-camp du prince de Neuchâtel, empêche l'Empereur de si-

gner la paix, négociée entre le maréchal Duroc et le marquis de Lucchesini. Une heure plus tard, cette paix était conclue. L'Empereur frappe la Prusse et ses alliés d'une contribution de cent soixante millions.

CHAPITRE II.

NAPOLÉON A BERLIN. — BLOCUS CONTINENTAL. — NAPOLÉON A POSEN. — DÉCLARATION DE GUERRE DE LA PORTE A LA RUSSIE. — PAIX AVEC LA SAXE. — L'ÉLECTEUR REÇOIT LE TITRE DE ROI.

La prise de Magdebourg et celle de Lubeck terminent la campagne de Prusse, proprement dite, par la possession totale des États héréditaires de la maison de Brandebourg; toutefois la conquête de la monarchie n'est pas complète; il reste à envahir la Silésie et la Pologne prussienne. Cette dernière province va devenir le théâtre de la guerre. Le roi a réuni au-delà de la Vistule les débris de son armée. C'est là aussi que ce prince attend son allié du Nord. La Russie n'a pu croire qu'en six semaines le royaume tout militaire de la Prusse se verrait entièrement occupé et désarmé. Elle pense arriver à temps en montrant ses drapeaux dans les premiers jours de novembre : mais les Français, qu'aucun obstacle ne pouvait plus arrêter, continuaient leur marche vic-

torieuse. Le 9 novembre, la capitale de la Haute-Silésie, Glogau, investie par le prince Jérôme, traitait pour sa reddition. Le 10, la capitale de la Grande-Pologne, Posen, recevait dans ses murs le maréchal Davoust. Les Russes touchent enfin le terrain que Napoléon, parti des bords du Rhin le 1er octobre, est venu leur préparer sur ceux de la Vistule. L'armée russe, qui forme à elle seule toute la coalition depuis la destruction de son allié et la disparition des troupes suédoises, arrive le 11 dans le faubourg de Varsovie, dans ce faubourg de Praga dont les habitans n'ont pas oublié le massacre de tout une population par ces mêmes Russes, qu'ils sont loin d'accueillir comme des libérateurs. Le lendemain, le général Beningsen, dont le nom s'attache aussi à un fatal évènement, entre à Varsovie, où ses troupes ne doivent pas rester long-temps.

Cependant il venait de résulter des négociations suivies entre le grand-maréchal Duroc et le marquis de Lucchesini une suspension d'armes, par laquelle le roi de Prusse s'engageait à faire remettre aux Français les places non encore soumises. La convention a été signée le 16 à Charlottembourg : en attendant la ratification de Frédéric, la guerre va forcer d'ouvrir les portes de ces villes abandonnées à elles seules au milieu de l'occupation française. Le même jour, le général Loison prenait possession, au nom du roi de Hollande, des pays de Munster, d'Osnabruck, de Lingen, de Teckembourg. Le 18, Czenstochau, place forte à l'extrémité de la Pologne prussienne, capitula. Le 19, le maréchal Mortier prenait aussi possession de Hambourg pour l'Empereur. C'est la

guerre anglaise qu'il soutient sur tout le littoral de la mer du Nord et de la Baltique. Brême, les duchés de Mecklembourg, le Hanovre sont occupés. Peu de jours après, un embargo général ferme l'Elbe et le Weser, ainsi que les ports ci-devant anséatiques, au commerce des ennemis de la France. Deux décrets sortis de Berlin les menacent tous à la fois : l'un organise les gardes nationales de France, et appelle à la formation de leurs cohortes les citoyens de vingt à soixante ans, soit pour le service intérieur, soit pour le service actif ; l'autre, du 21 novembre, crée le fameux système continental, qui déclare les Iles Britanniques en état de blocus, et applique la saisie à toute marchandise anglaise, à tout Anglais, trouvés sur le territoire de la France, sur celui des pays qu'elle a conquis et de ceux qui reconnaissent la domination de ses alliés. Ce décret va remuer le monde : l'ébranlement qu'il cause tout à coup en Europe est incalculable. On regarde d'abord comme un grand acte de violence, ou comme une grande hérésie politique, cette étonnante disposition : mais Napoléon sait qu'il a frappé juste. En effet, sans la guerre d'Espagne, sans celle de Russsie, suscitées et alimentées toutes deux par l'Angleterre pour combattre ce décret de Berlin, deux années de plus du blocus continental détruisaient la puissance britannique. Elle seule en Europe connaît tout son danger, surtout dès qu'elle a vu toutes les villes anséatiques et les fleuves du Nord et de la Baltique au pouvoir des Français. A présent la guerre que la Grande-Bretagne a excitée va peser sur elle ; et, pendant huit ans, elle subira la rigueur du séquestre européen.

L'occupation de la Prusse continue. Hameln se rend par capitulation avec neuf mille hommes de garnison et des magasins considérables; Nieubourg se rend également; la forteresse de Plaffenbourg, en Franconie, ouvre aussi ses portes. Le 25, Napoléon quitte Berlin pour se porter sur le lieu des nouvelles opérations militaires; le vainqueur d'Austerlitz veut montrer à Alexandre le vainqueur d'Iéna. Le 27, il est à Posen. Le lendemain, le grand-duc de Berg entre à Varsovie. Le général Beningsen a refusé la bataille qu'on lui présentait, et repassé la Vistule dont il a brûlé le pont derrière lui. Le 1er décembre, Napoléon adresse à son armée la proclamation suivante :

SOLDATS!

« Il y a aujourd'hui un an, à cette heure même, « que vous étiez sur le champ mémorable d'Auster- « litz. Les bataillons russes épouvantés fuyaient en « déroute ou, enveloppés, rendaient les armes à « leurs vainqueurs. Le lendemain, ils firent entendre « des paroles de paix : mais elles étaient trompeuses. « A peine échappés, par l'effet d'une générosité peut- « être condamnable, aux désastres de la troisième « coalition, ils en ont ourdi une quatrième. Mais l'allié « sur la tactique duquel ils fondaient leur principale « espérance n'est déjà plus ! Ses places fortes, ses capi- « tales, ses magasins, ses arsenaux, deux cent quatre- « vingts drapeaux, sept cents pièces de bataille, cinq « grandes places de guerre, sont en notre pouvoir. « L'Oder, la Wartha, les déserts de la Pologne, les

« mauvais temps de la saison, n'ont pu nous arrêter « un moment. Vous avez tout bravé, tout surmonté; « tout a fui à votre approche.

« C'est en vain que les Russes ont voulu défendre « la capitale de cette ancienne et illustre Pologne : « l'aigle française plane sur la Vistule. Le brave et « infortuné Polonais, en vous voyant, croit revoir « les légions de Sobieski de retour de leur mémora- « ble expédition. Soldats! nous ne déposerons point « les armes que la paix générale n'ait affermi et « assuré la puissance de nos alliés, n'ai restitué à « notre commerce sa liberté et ses colonies. Nous « avons conquis, sur l'Elbe et l'Oder, Pondichéry, « nos établissemens des Indes, le cap de Bonne Es- « pérance, et les colonies espagnoles. Qui donnerait « le droit de faire espérer aux Russes de balancer les « destins? Qui leur donnerait le droit de renverser « de si justes desseins? *Eux et nous, ne sommes-nous* « *pas les soldats d'Austerlitz?* »

Cette dernière phrase est sublime de pensée et de sentiment. Napoléon avait au plus haut degré l'éloquence de ses propres actions. Son armée faisait dans ses proclamations un cours de politique assez complet, pour qu'elle pût comprendre les causes et le but de la guerre qu'elle soutenait avec tant de valeur. La France était mise également dans toute la confidence des griefs de l'Empereur contre ses ennemis. Ainsi, dans son message du 21 novembre au Sénat, il avait dit : «....... Aussi, malgré notre « situation triomphante, nous n'avons été arrêtés « dans nos dernières négociations avec l'Angleterre, « ni par l'arrogance de son langage, ni par les sacri-

« fices qu'elle a voulu nous imposer. L'*île de Malte*,
« à laquelle s'attachait pour ainsi dire l'honneur de
« cette guerre, et qui, retenue par l'Angleterre au
« mépris des traités, en était la première cause,
« *nous l'avions cédée*. Nous avions consenti à ce qu'à
« la possession de Ceylan et de l'empire du Mysore
« l'Angleterre joignît celle du *cap de Bonne-Espé-*
« *rance*... »

Il n'est plus permis de douter, après ces deux concessions des deux clauses fondamentales du traité d'Amiens, d'abord que Napoléon n'eût voulu sincèrement la paix, ensuite que cette paix générale n'eût été conclue si Fox avait vécu!

Les grandes situations inspirent les grandes idées. Ce fut encore de Posen que le 2 décembre, Napoléon décréta que sur l'emplacement de la Madeleine serait élevé un monument dédié à ses braves, avec cette inscription : *L'Empereur Napoléon aux soldats de la Grande Armée*. Là devaient être tracés, sur des tables de marbre, les noms de tous les guerriers qui avaient assisté aux batailles d'Ulm, d'Austerlitz et d'Iéna, et sur des tables d'or massif les noms de ceux qui étaient morts sur les champs de bataille, etc., etc. Sous une république, l'inscription eût porté : *Aux armées la Patrie reconnaissante*; les noms des braves eussent été gravés sur la pierre, et le monument se serait élevé; mais le décret de la Madeleine fut rendu au milieu de la victoire, dans une capitale de l'ennemi et le jour anniversaire du couronnement et de la bataille d'Austerlitz. Il devait offrir l'empreinte du génie qui le publiait à une si mémorable époque, et rencontrer dans la magnifi-

cence de ses dispositions, bien moins pourtant que dans les immenses embarras d'une lutte à mort entre deux gouvernemens, des obstacles à son érection.

Le jour même qui vit paraître ce célèbre décret, la forte ville de Glogau ouvrait ses portes au général Vandamme, après quelques heures de bombardement.

Cependant le grand-maréchal Duroc s'était rendu de Posen à Osterode, pour faire ratifier par le roi de Prusse la suspension d'armes conclue à Charlottembourg. Mais ce prince lui déclara que, les Russes occupant le reste de ses États, il se trouvait dans leur entière dépendance, et ne pouvait reconnaître la suspension d'armes, faute de moyens pour en exécuter les conditions.

La guerre ne faisait point négliger les soins de la politique extérieure par le monarque engagé dans une nouvelle lutte, après la campagne d'Iéna; jamais les liaisons de la France avec la Porte-Ottomane n'avaient été si étroites. Napoléon n'a pu oublier le grand intérêt de faire tourner aussi contre la Russie l'amitié qu'il porte au divan. Dans un rapport du prince de Bénévent, daté de Berlin, ce ministre avait dit à l'Empereur : «........ Votre Majesté « n'est pas libre de suivre les mouvemens de sa gé« nérosité. Le penchant qui la porte à désirer la paix « lui fait une loi de ne se dessaisir d'aucune de ses « conquêtes, que l'indépendance entière et absolue « de l'empire ottoman, indépendance qui est le « premier intérêt de la France, ne soit reconnue et « garantie..... »

Napoléon apprend à Posen, le 7 décembre, que les hostilités ont éclaté entre les Turcs et les Russes ; ceux-ci ont pris dans la Moldavie les villes de Choczim, de Bender et de Jassy. Mais leurs faibles conquêtes, au lieu d'intimider les Ottomans, n'ont fait qu'exciter leur indignation et déterminer le succès complet de la mission du général Sébastiani auprès du sultan Sélim. Le 30 décembre, le cri de guerre a retenti dans toutes les mosquées de Constantinople, et l'invasion du général Michelson dans la Moldavie, jointe aux énergiques conseils de Sébastiani, donne à propos un utile auxiliaire aux Français en occupant au loin une partie des troupes de la Russie.

Cependant l'armée que cette puissance a envoyée en Pologne monte à cent soixante mille hommes ; Napoléon, qui ne se laisse jamais surprendre, a jugé la grandeur des préparatifs de la Russie contre lui, et pour pouvoir user s'il le faut de toutes ses forces, il demande de nouveaux sacrifices à la France. En réponse au message impérial, le Sénat a voté la levée de quatre-vingt mille conscrits. Les deux empereurs vont combattre à la tête de masses considérables ; d'imposans efforts doivent marquer la lutte qui s'apprête. Ainsi les opérations de la guerre se poursuivent malgré les rigueurs de la saison. Le général Beningsen s'est reporté sur Pultusk, où il a opéré sa jonction avec deux autres corps d'armée, dans l'intention de reprendre l'offensive.

Le 11 décembre, se conclut à Posen un traité de paix et d'alliance entre Napoléon et l'électeur de Saxe. Par ce traité, ce prince reçoit le titre de roi,

et entre dans la Confédération du Rhin. Son contingent est de vingt mille hommes. Quelques jours après, les cinq branches de la maison de Saxe sont admises aussi, en vertu d'un traité, à faire partie de la Confédération, avantage immense pour la campagne de Silésie : l'excellente cavalerie saxonne sera nommée par Napoléon *brave et loyale*, jusqu'à la journée de Leipsick, et la richesse des provinces saxonnes offrira de puissantes ressources à ses armées dans les temps difficiles. Napoléon a mis avec plaisir une couronne sur la tête du patriarche des souverains allemands. L'effet moral et politique de cette élévation est d'attirer à son auteur une part du respect dès long-temps attaché aux vertus de ce digne prince. Le système de la Confédération rhénane s'étend aussi à un système de Confédération germanique qui rappelle Charlemagne.

Des mouvemens de guerre, plutôt que de véritables opérations, ont lieu entre les Français et les Russes. La fortune s'y déclare constamment pour les premiers : notre armée et la réserve ont passé la Vistule. Les Russes sont placés sur le Bug. Napoléon, parti de Varsovie à une heure du matin, va reconnaître l'Urka et les retranchemens de l'ennemi. Il fait jeter un pont au confluent de cette rivière avec la Narew ; mais au lieu d'une grande bataille, à laquelle s'attend Napoléon, l'ennemi se disperse dans quelques combats où il se trouve sans cesse repoussé ou défait. A Biezun, il est culbuté par Bessières ; à Czarnowo, Morand attaque de nuit et chasse de leurs batteries quinze mille Russes. A Nasielsk, aux passages de l'Urka et de la Sonna, les Russes sont

encore battus par Augereau et Murat; à Soldan, le même sort attend les Prussiens; Ney s'empare de cette ville, défendue par huit mille hommes. A Mlawa, le général Marchand obtient un brillant succès. A Pultusk, Lannes se présente au défi de Beningsen, à qui le maréchal Kamenskoï, défait à Nasielsk, a remis le commandement général. L'action est vive; les Russes perdent la place, six mille hommes, trois mille blessés, qu'ils abandonnent dans leur fuite, et se retirent sur Ostrolenk. A Golimin, Augereau atteint Buxhowden, qui se voit enlever son artillerie, ses bagages, et va rejoindre Beningsen. Ces deux affaires terminent la campagne de 1806, une des plus merveilleuses qui honorent l'histoire d'aucune nation.

Cette année ne peut trouver de comparaison que dans les temps anciens. Alors le roi de Macédoine, à la tête des phalanges grecques, anéantissait la puissance colossale de Darius; alors une armée romaine allait conquérir de vastes royaumes en Asie; mais alors aussi toute la science militaire était du côté des vainqueurs : une légion grecque ou romaine suffisait pour dissiper presque au premier choc les troupes des despotes efféminés du Gange et de l'Euphrate. Jadis les Grecs et les Romains seuls avaient de l'infanterie de ligne disciplinée, manœuvrant et bien armée; c'était avec cette infanterie qu'ils triomphaient de l'innombrable cavalerie de leurs ennemis, comme nous l'avons fait dans la campagne d'Égypte. Napoléon, au contraire, avait trouvé toute la Prusse levée sur sa frontière, non en attitude de défense, mais en attitude d'invasion. Les forces de

cette puissance, dont l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie passaient alors pour les meilleures de l'Europe continentale, s'élevaient à deux cent cinquante mille hommes; cependant elle fut détruite en un jour sur son premier champ de bataille, où combattait son souverain entouré des princes de sa maison et des vieux compagnons du grand Frédéric.

L'année 1805 s'appellera long-temps encore dans notre histoire l'année d'Austerlitz, et l'année 1806, l'année d'Iéna: Arcole, les Pyramides et Marengo, avaient déjà consacré trois années républicaines. Il reste encore à l'Empire quatre mémorables époques, dont la dernière, celle de sa chute, n'est pas la moins glorieuse pour les armes de Napoléon.

CHAPITRE III.

(1807.)

AFFAIRE DE CONSTANTINOPLE. — BATAILLE D'EYLAU. — LES ANGLAIS DEVANT CONSTANTINOPLE. — GUERRE DE LA PORTE AVEC L'ANGLETERRE. — PRISE DE DANTZICK. — BATAILLE DE FRIEDLAND. — PAIX DE TILSITT. — LE ROI DE SAXE, GRAND-DUC DE VARSOVIE. — JÉRÔME, ROI DE WESTPHALIE.

Le maréchal Mortier était chargé de faire tomber les places de la Poméranie, et le prince Jérôme celles de la Silésie. Déjà une des capitales de cette pro-

vince, Glogau, avait capitulé; le 8 janvier, après un siége en règle de vingt-trois jours, Breslau, l'autre capitale, ouvrit ses portes; la brèche venait d'être pratiquée. Dès l'investissement de cette ville, le gouverneur avait brûlé ses trois faubourgs, afin d'en éviter la défense. La garnison de Breslau, forte de cinq mille cinq cents hommes, défila devant le frère de l'Empereur. Il ne restait plus au roi de Prusse d'autre capitale que Kœnigsberg. Non loin de là était le champ de bataille où la lutte prochaine entre la France et la Russie devait décider de l'existence de la couronne de Frédéric-Guillaume, qui, fuyant depuis trois mois avec sa famille et sa cour devant la victoire française, était allé chercher son dernier asile dans la petite ville de Memel, sur la mer Baltique, à trente lieues au nord de Kœnigsberg. Le prince Jérôme faisait investir les autres places de la Silésie, Brieg, Neisse, Schweidnitz et Cossel.

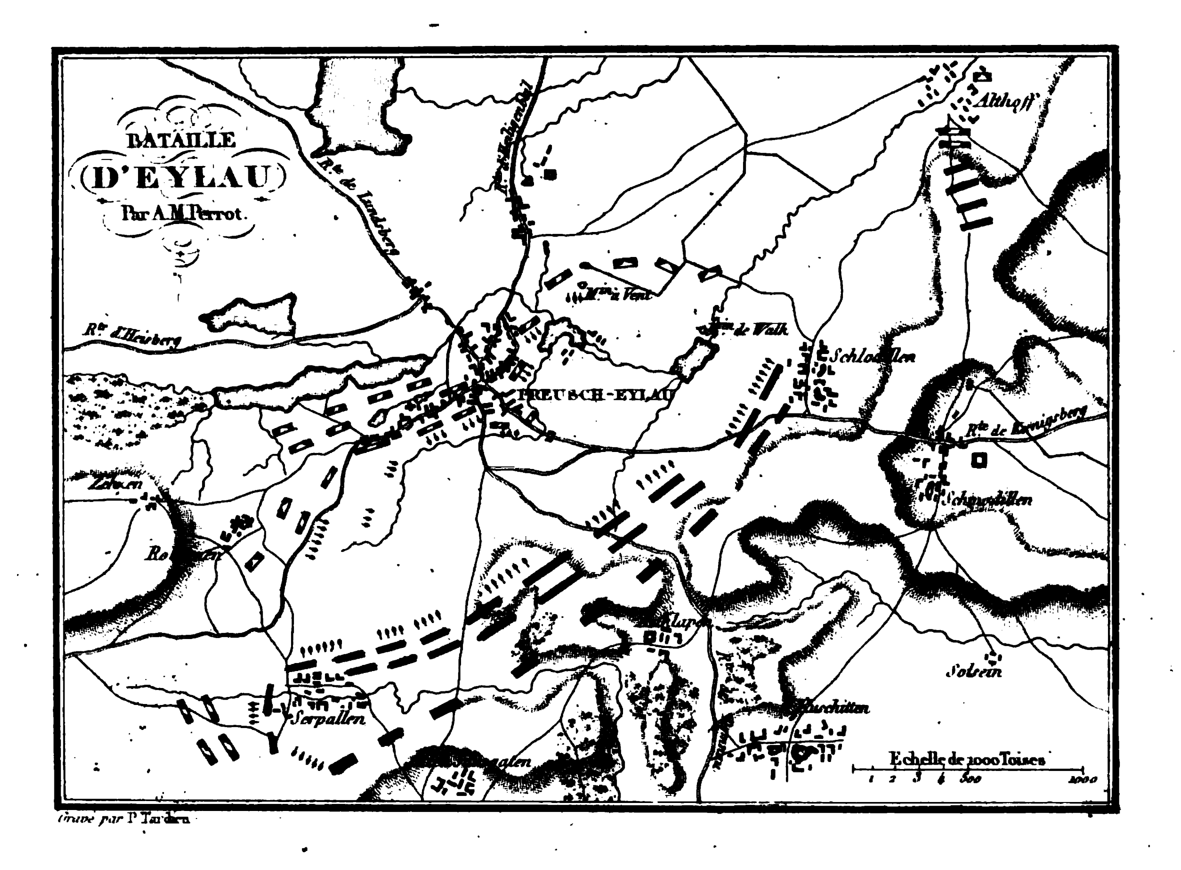
En Turquie, toute la population se préparait à combattre l'agression des Russes. Le manifeste du grand seigneur, publié le 5 janvier, avait appelé sur eux la vengeance de l'islamisme. Alors gouvernaient le sultan Sélim et son visir Mustapha Barayctar, qu'une fin déplorable a rendus tristement fameux, et qui semblaient destinés à accomplir ensemble la réformation politique et militaire de l'empire ottoman. L'alliance, ou plutôt l'amitié de Napoléon, présidait de loin à cette grande révolution, dont vingt ans plus tard Constantinople devait donner le spectacle au monde.

Cependant les troupes musulmanes étaient en marche sous les ordres de Barayctar. Quinze mille

hommes se trouvaient déjà sur les frontières de la Valachie et de la Moldavie; le général d'Olgorouki commandait l'armée russe. Le manifeste du grand seigneur, écrit dans un esprit de modération très remarquable, eût fait honneur aux cabinets européens; il se terminait ainsi : « Les hostilités de la Russie étant « notoires, évidentes, chaque musulman est obligé, « par la religion et la loi civile, de tirer vengeance « de ce perfide ennemi.... La Sublime-Porte n'a dé« claré la guerre que parce que son extrême modéra« tion n'a servi qu'à augmenter l'audace et la violence « de la Russie.... La cour de Russie demeure respon« sable du sang qui sera répandu et des malheurs « qui doivent accabler l'humanité: et jusqu'à ce que « cette cour respecte les traités et les alliances, l'im« possibilité d'avoir aucune confiance en elle doit « être une vérité reconnue de toutes les puissances « qui sont dirigées par des sentimens de justice et de « modération. » En effet, indépendamment de la violation commise par le général Michelson, qui avait occupé subitement les villes de Choczim et de Bender, M. Reinhart, consul général de France en Moldavie, sommé, ainsi que toute la mission française, de quitter son poste par le général d'Olgorouki, dont il avait reçu des passeports pour se rendre sur les frontières d'Autriche, tomba entre les mains des cosaques à une lieue de Jassy, sa résidence, et fut emmené prisonnier en Russie. La suite de cette histoire présentera plusieurs fois encore la même perfidie de la part des mêmes ennemis.

Cependant quatre-vingt-neuf pièces de canon, enlevées aux Russes depuis l'ouverture de leur campa-

développer leur ligne que sous le feu des batteries ennemies. Beningsen, ayant disposé en deux colonnes les troupes du centre de sa ligne et celles de sa réserve, engagea l'action par un grand feu d'artillerie dirigé contre Eylau, qu'il parut vouloir enlever. Napoléon, toujours au poste du danger, suivant sa coutume dans les graves circonstances où sa présence lui paraissait nécessaire, fait avancer quarante pièces de canon de sa garde qui répondent à l'ennemi. Cette canonnade, très-meurtrière pour les deux partis, est soutenue avec une admirable constance par les Russes et les Français. Le dessein de l'Empereur était d'envelopper l'aile gauche de l'ennemi, appuyée aux villages de Serpallen et de Sansgarten. De son côté, Beningsen, comptant sur sa formidable artillerie, tenta de manœuvrer par sa droite et d'emporter la ville d'Eylau; mais l'audace de nos troupes à se déployer sous le feu plongeant de ses batteries, et, bientôt après, l'attaque formée par le général Augereau, le mouvement de la division Saint-Hilaire vers la droite pour seconder la marche du maréchal Davoust sur le Serpallen, dégagèrent notre gauche. En ce moment une neige épaisse, poussée avec violence par le vent du nord, obscurcit tout à coup l'horizon; les Français, qui la reçoivent en face, en sont aveuglés. Pendant cette nuit soudaine, les colonnes du maréchal Augereau perdirent leur point de direction, et se trouvant aux prises avec les troupes de l'aile droite des Russes, commandée par le général Tutschukow, et celles du centre et de la réserve du général Doctorow, elles eurent beaucoup à souffrir. Augereau, grièvement


BATAILLE
D'EYLAU
Par A.M. Perrot.
Rte. de Lundsberg
Rte. d'Heilsberg
PREUSCH-EYLAU
Mlin. à Vent
de Walk
Althoff
Rte. de Koenigsberg
Serpallen
Solsein
Echelle de 1000 Toises
1 2 3 4 500 1000
Gravé par P. Tardieu

renverser l'aile gauche de l'ennemi, et le sort de la bataille est décidé. Beningsen maintient toutefois sa position en face d'Eylau; mais les progrès de l'aile droite des Français rendent cette position périlleuse, et d'ailleurs il avait employé toutes ses réserves, tandis que celles de Napoléon étaient intactes et n'avaient pas tiré un coup de fusil. Les ennemis ne songeaient plus qu'à assurer leur retraite, lorsque le corps prussien du général Lestocq, dont le maréchal Ney avait retardé l'arrivée sur le champ de bataille jusqu'à quatre heures du soir, vint se joindre à leur droite, et prévenir leur ruine, mais non pas leur défaite; ce nouveau combat ne fit que montrer la valeur, la constance des Russes, et la supériorité des Français. Vers les huit heures du soir, Napoléon ordonne d'allumer sur toute la ligne des feux de bivac, qui semblent éclairer et constater sa victoire. Le général Beningsen fit un dernier effort pour soutenir d'abord et ensuite dégager son aile droite, que débordait le maréchal Ney; mais bientôt cette aile, mise en déroute par une charge à la baïonnette, le força lui-même à profiter de l'obscurité pour dérober sa retraite. Napoléon, resté maître du terrible champ de bataille, où dix mille morts et trois à quatre mille chevaux tués, la neige couverte de sang, des débris de boulets, d'obus, d'armes de toute espèce, et un nombre immense de blessés, parmi lesquels six mille Russes, formaient le plus hideux spectacle, adoucit du moins, par des soins d'humanité prodigués aux soldats des deux partis, l'horreur du tribut offert en ce moment au fatal génie de la destruction des hommes; toutefois



Gros pinx.   A. Lefèvre sc.

NAPOLÉON VISITANT LE CHAMP DE BATAILLE D'EYLAU.

ni ses soins, ni sa victoire certaine, quoique chèrement achetée, ne purent affaiblir l'impression profonde de douleur que produisit sur la France le bulletin de la bataille d'Eylau. D'ailleurs, la relation elle-même avait quelque chose de sauvage, qui semblait faire reculer la civilisation de quelques siècles. Malgré leur retraite, conséquence inévitable des manœuvres de Napoléon, et des succès de l'armée française sur tous les points, les Russes osèrent chanter un *Te Deum*. Napoléon seul en avait le droit; mais quel hommage à la Divinité que des actions de grâces pour des lauriers arrosés de tant de sang! Le beau talent du peintre Gros s'est résigné à reproduire pour la postérité le tableau de cette grande scène de carnage que les Français ne peuvent célébrer parmi leurs triomphes; trop de regrets se mêlent aux miracles des intrépides soldats et des habiles lieutenans de Napoléon. Heureusement les noms de Murat, Lannes, Soult, appartiennent à des faits d'armes d'une gloire moins fatale. Le lieutenant-général d'Hautpoult fut blessé à mort à Eylau. Il avait exécuté à la tête de ses cuirassiers *cette fameuse charge qui traversa toute l'armée russe*. Un décret lui décerna une statue; elle devait être placée sur la place des Victoires, et faite avec le bronze des canons pris à Eylau. Napoléon courut volontairement les plus grands dangers à cette effroyable affaire; en vain le prince Berthier voulut l'empêcher de rester constamment sous le feu le plus violent des batteries ennemies, il persista à s'exposer, sans donner le plus léger signe d'émotion, au milieu des alarmes que sa position inspirait à tous ses généraux.

La seconde capitale de la Prusse, la grande ville de l'Allemagne septentrionale, Kœnigsberg enfin, manque à la conquête du royaume de Prusse, et la victoire d'Eylau doit être vengée par le vainqueur lui-même. Kœnigsberg n'échappe à nos soldats que pour un moment; car Beningsen l'avait évacuée après le désastre du 9. Mais l'orgueil des Russes ne pourra croire long-temps à l'égalité de la fortune militaire entre eux et l'armée française. S'ils ont paru, même à Eylau, avoir oublié Austerlitz, tout le génie de Napoléon et de son armée sera mis en œuvre pour les frapper par d'autres souvenirs. Napoléon a conservé l'offensive, et les plus hautes combinaisons de la tactique, les plus brillantes conceptions de l'art de la guerre, montreront à l'Europe, sous une face tout-à-fait nouvelle, l'arbitre de ses destinées. Cependant les Français sont entrés dans les cantonnemens qu'ils viennent de conquérir; leur repos est un des fruits de leurs succès. Quant à Napoléon, il ne se repose jamais.

Il apprend que les opérations avancent dans la Silésie; les places de Brieg et de Schweidnitz ont capitulé. En Poméranie, le maréchal Mortier a investi Stralsund, dont le gouverneur a brûlé le faubourg. Le maréchal Lefebvre s'est emparé de Marienwerder sur la Vistule, et marche vers Dantzick, dont le siége lui est confié. L'ennemi doit être battu avec ses propres armes. En attendant que l'artillerie de siége soit arrivée des places fortes de la Silésie qui se sont rendues au prince Jérôme, le maréchal fait commencer les ouvrages de circonvallation. Le 16, la victoire d'Ostrolenka, long-temps

disputée, est enfin arrachée au général Essen par le général Savary. Napoléon donna le grand-cordon à ce général, 20,000 fr. de pension sur la Légion-d'Honneur, et l'appela auprès de sa personne. Le 26, à Braunsberg, le général Dupont attaque dix mille Russes à la baïonnette, les chasse de la ville, prend deux mille hommes et seize pièces de canon. Par ces affaires d'avant-postes, Napoléon veut assurer la tranquillité de ses troupes dans leurs cantonnemens. Là, sa sollicitude vraiment paternelle veille sans relâche sur les besoins du soldat, sur les hôpitaux, où les vainqueurs d'Eylau reçoivent les secours de la science et de l'humanité, comme sa prévoyance de général veille sur l'armement et l'équipement, et sur tous les détails de l'administration militaire; car, si dans la bataille il ménage peu la vie de ses compagnons d'armes, après la bataille il compte leurs blessures. C'est dans ces quartiers-généraux, conquis par la victoire, que Napoléon s'occupait d'abord à recruter parmi les soldats les officiers qu'il avait perdus, et à donner en récompense de leur courage des grades et des décorations à tous les braves qui s'étaient distingués. Sa justice prompte et éclairée couvrait ainsi cette inflexible politique de la guerre, qui doit constamment remplir les rangs que la mort a éclaircis. De nombreuses promotions, datées des quartiers-généraux de Berlin, de Posen, de Varsovie, de Pultusk, de Preussich-Eylau, Liebstadt, Osterode, Finkenstein, payèrent les dettes, réparèrent les pertes de tous les combats depuis la journée d'Iéna. De ces résidences guerrières où Napoléon dispensait largement les recon-

naissances de la patrie à nos armées, partaient aussi les décrets qui devaient assurer sa prospérité et sa discipline intérieure.

Pendant que Napoléon attendait à Finkenstein le moment de reprendre lui-même la conduite des opérations militaires, de grands évènemens s'étaient passés à Constantinople et avaient illustré l'ambassade du général Sébastiani. La violation du territoire ottoman par le général russe Michelson, la surprise des villes de Choczim et de Bender au milieu de la paix, comme nous l'avons dit plus haut, équivalaient à de véritables forfaitures, auxquelles la politique anglaise, que représentait à Constantinople lord Arbutnot, était loin d'être étrangère.

La Russie avait demandé au divan le rétablissement des hospodars de la Valachie et de Moldavie, destitués par la Porte. Les menaces de l'Angleterre appuyèrent cette demande, et le sultan Sélim, ayant besoin de la paix pour exécuter le projet qu'il avait conçu, avec Mustapha Barayctar, d'accomplir une révolution dans l'empire turc, rétablit les deux hospodars. Ce fut après cette condescendance de la Porte que le général Michelson entra inopinément sur le territoire ottoman, s'empara de Choczim, de Bender, et força les Turcs propriétaires en Moldavie, de vendre leurs biens et d'évacuer la principauté. L'armée de Michelson, destinée à de plus importantes opérations, allait se renforcer d'autres troupes déjà en marche, quand la prise de Varsovie par les Français, appelant tout à coup sur la Vistule les bataillons russes du Don et du Danube, obligea

Michelson, abandonné à lui-même, de s'arrêter à Bucharest, où l'avant-garde ottomane suffit pour lui fermer le passage. L'ambassadeur d'Angleterre intervint alors, mais sans succès, d'après l'exposé des justes récriminations du divan contre l'invasion moskovite.

La guerre fut déclarée à la Russie avec une grande solennité : on déploya le drapeau de Mahomet, et le muphti rendit un fetfa en présence de tout le sacré collége ottoman. L'ambassadeur Sébastiani profita loyalement de la prépondérance de la France à Constantinople, pour obtenir qu'on respectât le droit des gens à l'égard de l'ambassadeur russe Italinski. Ce diplomate eut la liberté de quitter Constantinople avec plusieurs centaines de personnes qu'il prit sous sa protection. C'était une conduite bien digne de remarque de la part d'un sultan outragé à main armée au milieu de la paix, que de déroger à l'usage adopté, même dans les guerres ordinaires, d'enfermer aux Sept-Tours le représentant de la puissance ennemie. Voilà comment le général Sébastiani se vengea de la longue captivité qu'avait soufferte, dans cette même prison, le chargé d'affaires de France, Ruffin, quand la Russie et l'Angleterre dominaient le divan. Quelques jours après le départ de M. Italinski, lord Arbutnot transmit au divan une déclaration dans laquelle il était dit : « ..... Les cours de Russie et d'Angleterre ont arrêté « et arrangé entre elles, que l'une ferait entrer par « terre des troupes sur le territoire musulman, tan- « dis que l'autre enverrait par mer sa flotte à la capi- « tale de l'empire ottoman. Si la Sublime-Porte pro-

« cède sur-le-champ au renouvellement de son « alliance avec lesdites cours d'Angleterre et de « Russie sur l'ancien pied, et si elle chasse de la « résidence impériale l'ambassadeur de France Sé-« bastiani, la guerre cessera à l'instant; mais s'il en « est autrement, la rupture de l'amitié avec l'Angle-« terre est désormais inévitable..... »

Immédiatement après cette déclaration, lord Arbutnot s'embarqua sur la frégate l'*Endymion*, recommanda au général Sébastiani les Anglais ainsi que leurs propriétés, et alla rejoindre à Ténédos la flotte anglaise commandée par l'amiral Duckworth. Cette fuite est sans exemple dans les annales de la diplomatie. L'ambassadeur de France décida le divan, consterné d'une guerre maritime avec l'Angleterre, à faire tête à l'orage, et à mettre Constantinople en état de résister aux ennemis. M. de Lascour, son aide-de-camp, fut chargé de la défense de Sestos et d'Abydos; mais la mollesse du ministre turc qui présidait aux travaux les rendit inutiles. En effet, dans le courant de février, l'amiral anglais parut devant les Dardanelles avec sept vaisseaux de ligne, des bombardes, franchit le passage malgré le feu des châteaux, et brûla, à la hauteur de Gallipoli, un vaisseau turc et cinq frégates, pendant que les équipages étaient à la mosquée. Cet incendie, aperçu de Constantinople, porta la terreur dans toutes les classes de la population. Le 20, la flotte, qui se proclamait ennemie, jeta l'ancre devant le sérail. Ce jour, l'amiral Duckworth devenait maître de Constantinople, s'il eût attaqué; mais le ministre anglais, embarqué sur un esquif, demanda à parle-

menter. Le Kiaja bey se rendit à bord de l'amiral, et on osa lui proposer :

1° De remettre au pouvoir des Anglais les châteaux des Dardanelles; 2° de délivrer, pour être conduits à Malte, quinze vaisseaux de guerre chargés des munitions navales qui étaient à l'arsenal; 3° que la Porte déclarât la guerre à la France, et renvoyât l'ambassadeur Sébastiani; 4° que la Moldavie et la Valachie fussent données à la Russie, ainsi que la place d'Ismaël et celles du Danube. Il fallait accepter ces infames propositions, ou s'attendre au bombardement.

Le grand-écuyer du sultan vint déclarer à l'ambassadeur de France que son maître se voyait dans la nécessité de souscrire à ces conditions. « Dites à « votre puissant monarque, répliqua Sébastiani, « qu'il ne voudra pas descendre du haut rang où « l'ont placé ses glorieux ancêtres, en livrant à « quelques vaisseaux anglais une ville de neuf cent « mille habitans qui ont des armes, des vivres et des « munitions. »

Le 25, lord Arbutnot demanda qu'il lui fût assigné un lieu où il pût débarquer, afin de conférer avec les ministres de la Porte. On lui répondit qu'au sein du Sérail, toute l'autorité du sultan lui-même ne suffirait pas pour défendre un Anglais de la fureur des Musulmans. Les Anglais consentirent alors à se relâcher d'une partie de leurs prétentions; mais Sélim résolut de ne point traiter tant que la flotte ennemie serait en-deçà des Dardanelles.

Le 26, l'amiral adressa une nouvelle note dans laquelle il n'était plus question de livrer les châ-

teaux, ni les vaisseaux, et qui portait que le traité public ne renfermerait pas le renvoi de l'ambassadeur de France, en réservant toutefois cet objet pour un article secret. Ainsi le général Sébastiani, grace à la vigueur du parti qu'il avait fait prendre au sultan, était justement considéré par les Anglais comme une puissance dont l'élimination formait la condition nécessaire du traité. Le sultan resta inébranlable; et le 3 mars, il dit à Sébastiani : « Les « Anglais veulent que je chasse l'ambassadeur de « France, et que je fasse la guerre à mon meilleur « ami. Écris à l'Empereur qu'hier encore j'ai reçu « une lettre de lui, qu'il peut compter sur moi « comme je compte sur lui. »

Le Sérail, les côtes d'Europe et d'Asie, ainsi que les Dardanelles, se hérissèrent de batteries formidables, au nombre de vingt-neuf, armées de cent neuf mortiers et de cinq cent vingt pièces de canon; dix vaisseaux de guerre suivirent jusqu'aux Dardanelles la flotte anglaise qui battit en retraite.

Les Anglais n'eurent pas plus à se louer de la fortune en Égypte, le 30 mars. Ils débarquèrent pour en faire la conquête, attaquèrent Rosette, se virent repoussés avec perte par les Osmanlis, et durent se retirer en désordre sur Alexandrie qu'ils occupaient. Dans le courant d'avril, ils renouvelèrent la même attaque, et furent battus par les Mameluks. Voilà, dans l'espace d'un mois, le résultat des provocations outrageantes de l'Angleterre et de ses tentatives contre la Porte-Ottomane. L'agression russe, sans être justifiée, trouva du moins une ex-

plication dans la conduite de lord Arbutnot après le départ du général Italinski.

Napoléon, malgré les chances que le brillant commencement de la guerre, sa position dans le pays ennemi et l'ardeur particulière de son armée lui donnaient pour de nouveaux succès, ne négligeait aucun moyen de paraître avec plus d'avantage devant les Russes, et d'assurer la protection des côtes de la patrie. En conséquence, au mois d'avril, un sénatus-consulte appela aux armes la conscription de 1808, qui, formée en cinq légions, commandée chacune par un sénateur, fut destinée à la défense du territoire. Un autre décret déclara les places de Brest et d'Anvers en état de siége. Ce dernier port reçut dans son bassin deux vaisseaux de 74, sortis de ses chantiers, *le Charlemagne* et *le Commerce-de-Lyon*. La réunion de ces deux noms compose la devise de Napoléon, dont l'Empire ne peut s'établir que par la force des armes, celle des institutions, et la toute-puissance de l'industrie.

Cependant l'empereur de Russie, le grand-duc Constantin et le roi de Prusse, sont arrivés à Bartenstein. Il s'agit de sauver Dantzick; on décide de secourir la ville par mer. Napoléon a deviné le projet des deux souverains; il charge le maréchal Lannes, placé à la tête de la réserve de la grande armée, d'aller avec la division Oudinot renforcer à Marienbourg, ancien chef-lieu de l'Ordre Teutonique, l'armée de siége du maréchal Lefebvre. En effet, une armée russe et prussienne débarque le 12 mai sous le fort de Weichselmunde, d'où elle débouche le 15 pour marcher vers la ville. Mais l'espace qui la sé-

pare du fort est occupé par nos troupes, et les alliés sont repoussés sur les palissades de Weichselmunde. Le 20, après cinquante-un jours de tranchée ouverte, le général Kalkreuth, dont le vieux courage a si bien défendu ce qui reste de la Prusse guerrière de Frédéric, capitule, et livre au maréchal Lefebvre le grand port militaire de la Baltique. Huit cents pièces de canon, cinq cent mille quintaux de grains, sont les fruits de cette conquête, qui couvre la gauche de notre armée, comme Thorn en couvre le centre et Praga la droite. Lefebvre est fait duc de Dantzick.

Plusieurs affaires, telles que celles de Spanden, de Lomitten, d'Altkirchen, de Wolfesdorff, de Deppen, le combat de Guttstadt, la journée meurtrière d'Heilsberg, dans lesquelles l'armée des alliés perd une trentaine de mille hommes et de fortes positions retranchées, forment les glorieux préludes de l'immortelle bataille qui, le 14 juin, rappelant à Napoléon l'anniversaire de Marengo, reçut de l'illustre capitaine le nom de Friedland. La grande action ne commença qu'à cinq heures du soir. Le maréchal Ney commandait la droite, le maréchal Lannes le centre, le maréchal Mortier la gauche. Les généraux Grouchy, Latour-Maubourg, Lahoussaye, commandaient la cavalerie de ces trois corps, et contribuèrent activement au gain de la bataille. Dans cette journée, Napoléon se complut à déployer toute la puissance de son génie militaire : tranquille au milieu de vingt mille hommes de sa garde, qu'il condamne, ainsi que deux divisions de la réserve du premier corps, à être témoins immobiles de son succès, il fit dé-

truire la valeureuse garde, la grande armée de l'empereur Alexandre et les derniers débris de l'armée du roi de Prusse, par les bataillons de la ligne, soutenus de la cavalerie française et saxonne, sous les yeux des deux souverains, dont l'un comptait se venger d'Austerlitz, l'autre d'Iéna. Cinquante à soixante mille hommes tués, blessés ou pris, parmi lesquels vingt-cinq généraux, quatre-vingts pièces de canon, soixante-dix drapeaux, sont le résultat de la défaite des coalisés. Le lendemain ce n'est plus la bataille, c'est la déroute qui continue. L'ennemi fuit sur la Russie par les deux directions de Kœnigsberg et de Tilsitt. L'armée victorieuse suit sa route, qu'elle voit jalonnée de canons, de caissons, d'équipages. Le maréchal Soult entre le 16 à Kœnigsberg; il n'y trouve plus que vingt mille blessés russes et prussiens, et d'immenses richesses en tous genres, telles que soixante mille fusils anglais encore embarqués. Napoléon poursuit les souverains par Druckheim et Sheisgirren, et le 19 il arrive seul à Tilsitt, où il a été précédé le matin par les troupes légères. Elles avaient paru tandis que le pont, qui vient de mettre les princes alliés et le reste de leurs forces en sûreté sur la rive droite du Niémen, brûlait encore. Quelques cavaliers de l'escorte de Napoléon n'ont pu le suivre au-delà d'une petite chapelle qui domine Tilsitt. Il s'aventure seul, emporté par la confiance de sa gloire, dans les plaines qui entourent la dernière ville prussienne que l'ennemi a traversée le jour même. De l'autre côté, commence la Russie. Napoléon a vu le Niémen, et s'est arrêté.

L'orgueil du nom moskovite anéanti par nos armes,

sous les yeux d'Alexandre et des grands-ducs, malgré la présence des plus habiles généraux russes, a porté, le 14 juin 1807, la gloire de Napoléon et la puissance française au plus haut degré d'élévation politique et militaire où jamais peuples et conquérans soient parvenus. Alors et sur le champ de bataille de Friedland, où notre victoire a ouvert au maréchal Soult les portes de Kœnigsberg, et a été suivie immédiatement de la conquête de toute la Silésie; alors et alors seulement Napoléon, selon son expression si vainement reproduite depuis, pouvait partager le monde en deux. C'est à Tilsitt, dont le traité n'est devenu pour lui qu'un procès qu'il ira perdre à Moskou; c'est à Tilsitt que le vainqueur d'Austerlitz, d'Iéna et de Friedland, pouvait proclamer la division de l'Europe et peut-être celle de la terre en deux empires. Là il pouvait, et ce fut aussi plus que sa pensée, renouveler avec Alexandre le traité qu'avait conclu Paul I[er] pour la destruction de l'empire européen du Croissant et la conquête de l'empire asiatique de l'Angleterre : là il pouvait réparer la faute du traité de Presbourg, et, réalisant une grande idée européenne, former de la Pologne tout entière et de vastes démembremens de la Prusse, une immense monarchie qui eût à jamais isolé la Russie des frontières germaniques de la France, et reléguer ainsi au-delà du Caucase les populations belliqueuses de la Scythie d'Europe qui obéissent aux czars et aux sultans : là il fondait un empire grec ami de la France; le crime d'État le plus odieux dont l'histoire fasse mention, l'abandon de la Grèce chrétienne, expirant sous le cimeterre des Turcs d'Eu-

rope, d'Asie et d'Afrique, n'eût point soufflé la politique de tous les cabinets chrétiens, et depuis dix-neuf ans la langue grecque, la mère de toute civilisation, eût repris sa place parmi les idiomes législateurs du monde.

Le Niémen va attacher son nom à une grande scène; le 25, un radeau a reçu l'Empereur victorieux et l'Empereur vaincu; ils se donnent la main. La moitié de Tilsitt est neutralisée; Alexandre y entre le lendemain. Derrière Alexandre est un roi suppliant, à qui Tilsitt appartenait la veille, à qui Memel seule, sur la frontière russe, appartient encore : il n'a plus d'autre royaume, et c'est avec cette faible couronne qu'il marche à la suite des deux empereurs : il voudrait se confondre, sans jamais y parvenir, dans la foule des généraux de Napoléon qui ont su le vaincre et qui savent le respecter. Cependant, fidèle à l'alliance que le malheur a transformée en une courageuse amitié, Alexandre ne perd pas de vue le prince dont il est la sauvegarde, et il a pu faire admettre son allié devant le souverain que celui-ci a si injustement provoqué. Six ans après, sur les bords du même fleuve et au sein de l'infortune de celui qui va pardonner à la Prusse, la trahison d'un général prussien punira Napoléon de sa générosité. Mais Napoléon est en dehors de tout sentiment d'une adversité possible; il est également au-dessus de toute reconnaissance et de toute crainte. Il aime à accorder à Alexandre l'amnistie de Frédéric-Guillaume, et le traité de Tilsitt est conclu. Doté de la moitié de ses États, le roi de Prusse reprend une place parmi les monarques. Cette magnanimité manque de pru-

LIVRE SEPTIÈME.

LIVRE HUITIÈME.

EMPIRE.

(1805.)

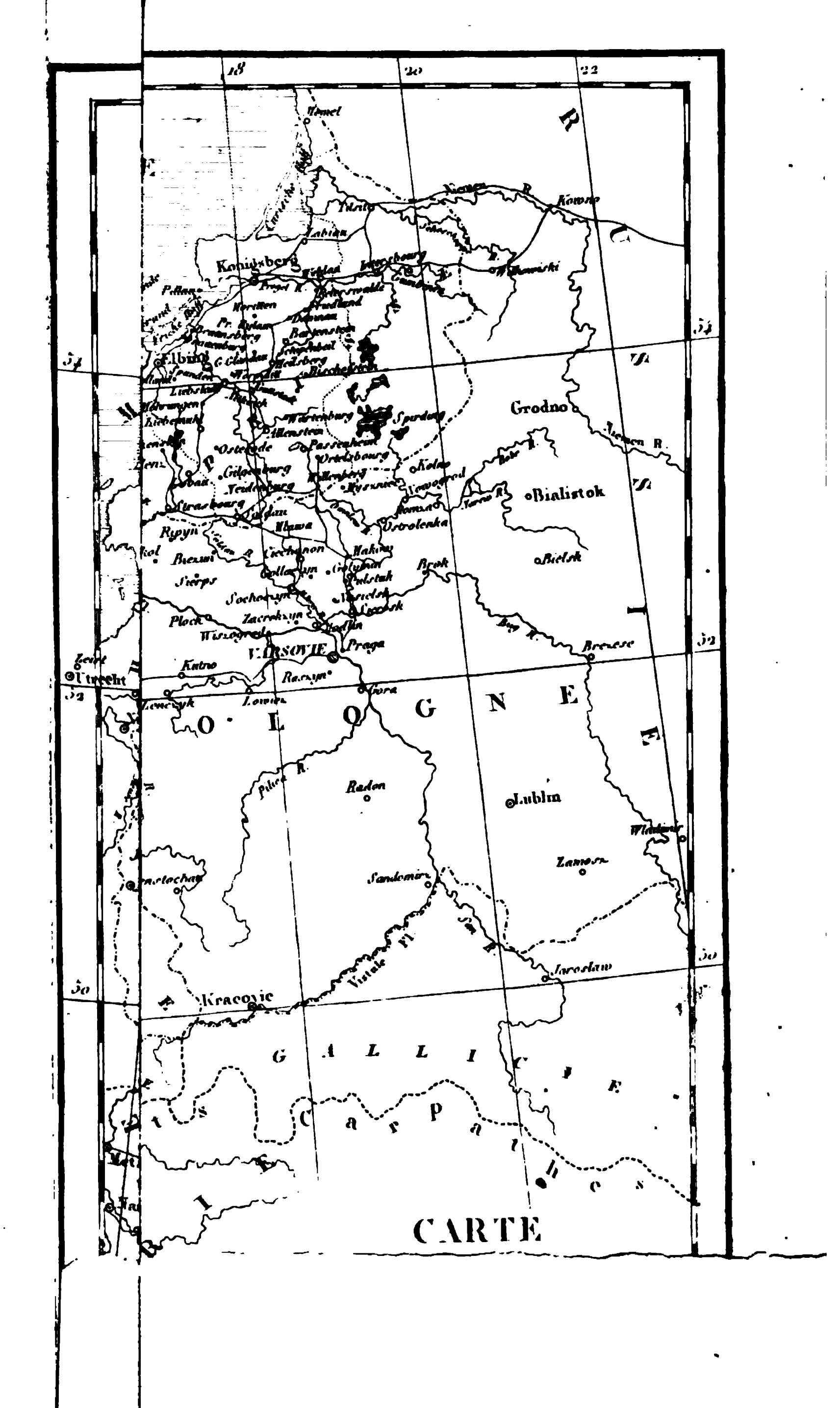
(1806.)

LIVRE NEUVIÈME.

QUATRIÈME COALITION.

(1807.)

FIN DE LA TABLE.

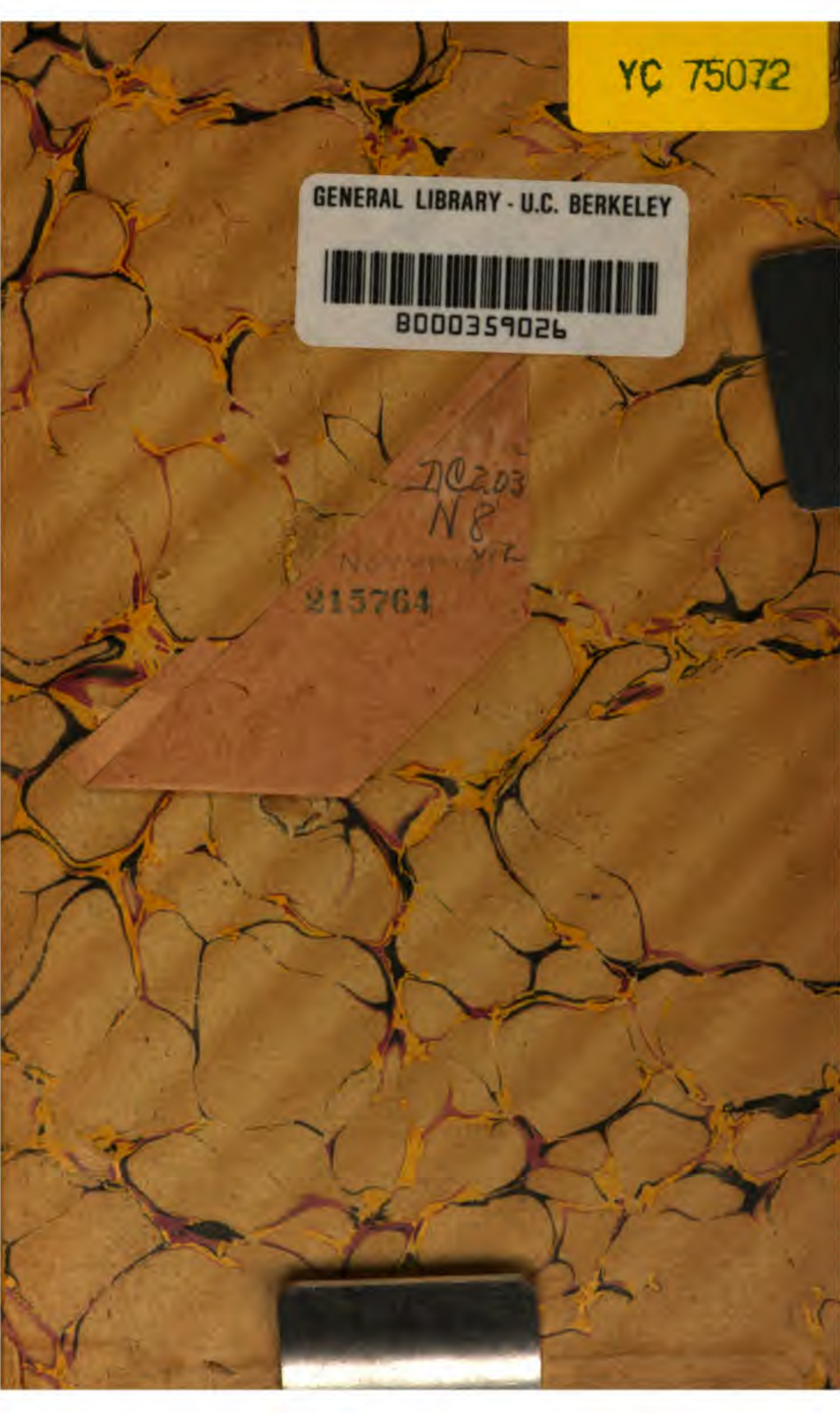


Memel
Tilsit
Kowno
Konigsberg
Elbing
Grodno
Bialistok
Bielsk
Ostrolenka
Plock
VARSOVIE
Praga
Brzesc
Radom
Lublin
Sandomir
Zamosc
Jaroslaw
Kracovie
Vistule Fl.
P O L O G N E
G A L L I C I E
Carpathes
CARTE

IMPRIMÉ CHEZ PAUL RENOUARD, RUE GARANCIÈRE, N. 5.



UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY
BERKELEY
THIS BOOK IS DUE ON THE LAST DATE STAMPED BELOW
Books not returned on time are subject to a fine of 50c per volume after the third day overdue, increasing to $1.00 per volume after the sixth day. Books not in demand may be renewed if application is made before expiration of loan period.
DEC 7 1917
JUL 23
18Mar'55RF
IN STACKS
MAR 4 1955
LIBRARY USE ONLY
JUL 18 1990
CIRCULATION DEPT.
AUTO. DISC.
JUL 18 1990
50m-7,'16



YC 75072
GENERAL LIBRARY - U.C. BERKELEY
B000359026
DC203
N8
215764

